

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 63

JUIN 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- Turquie : QUI A MASSACRE LES 27 VILLAGEOIS KURDES DE ÇEVIRIMLI ?**
 - Irak : AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE LES DISPARITIONS DE PLUSIEURS CENTAINES DE KURDES**
 - Copenhague : LA TURQUIE EN ACCUSATION DEVANT LA C.S.C.E.**
 - Ankara : LES DEPUTES EXCLUS DU S.H.P. CREENT UN NOUVEAU PARTI**
 - Débat : LES PARTIS TURCS ET LA QUESTION KURDE**
 - A SIGNALER**
 - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

TURQUIE : QUI A MASSACRE LES 27 VILLAGEOIS KURDES DE ÇEVIRIMLI ?

Dans la nuit du 10 au 11 juin, 27 paysans kurdes ont été tués et 7 autres blessés dans le petit village de Çevrimli (nom turc de Gere), dans la province de Siirt. Parmi les victimes 12 enfants et 7 femmes. Selon la version officielle, diffusée par la préfecture de la Région d'état d'urgence de Diyarbakir et les médias turcs, il s'agit d'un massacre perpétré par un groupe d'une centaine de combattants du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) au cours des affrontements qui ont duré 5 heures et demie avec les «protecteurs de villages» (milice locale recrutée par le gouvernement). Or dès le 13 juin le PKK a tenu une conférence de presse à Bonn pour démentir formellement sa responsabilité dans cette tuerie de civils. Ce parti qui en général assume et revendique ses actions affirme : «S'il y a eu un massacre, il a été commis à coup sûr par l'armée turque et par

les milices qu'elle manipule». (cf. p. 21, la dépêche AFP du 13 juin).

Pour les observateurs étrangers, en particulier les organisations de défense des droits de l'homme, il est difficile de choisir entre ces deux options diamétralement opposées. La seule façon d'y voir clair serait d'aller faire une enquête sur place. Or les autorités turques ont interdit l'accès de ce village martyr ainsi qu'un périmètre de 30 km autour aux journalistes turcs et étrangers ainsi qu'aux partis politiques et aux organisations des droits de l'homme. Sous le titre «massacre» et «Etat» le quotidien indépendant d'Istanbul *Cumhuriyet*, dans un éditorial non signé publié le 12 juin, s'indigne de cette interdiction et se demande si la version officielle n'est pas trop parfaite pour être crédible. (cf. p. 77 de la Revue de Presse). En effet, si le gouvernement était tellement sûr de sa version pourquoi empêcherait-il la presse et les partis de faire leur travail d'enquête et d'information de l'opinion ? Or la version officielle du crime souffre de nombreuses contradictions. Les affrontements auraient duré pen-

dant plus de 5 heures mais une unité de l'armée turque qui est stationnée dans le village de Kocyurdu (en kurde Bizinan) est à peine à 15 minutes de marche de Çevrimli : pourquoi les militaires turcs ne sont-ils pas intervenus ? Les affrontements auraient duré jusqu'à 3 heures du matin ; or dans la région il fait jour vers 4 heures ; où est donc passée la centaine de «terroristes du PKK» qui aurait commis ce massacre dans une région très militarisée et quadrillée ? Comment expliquer que parmi les 27 victimes il n'y a que 4 protecteurs de village, que l'école de village (l'une des cibles préférées des partisans du PKK) n'ait pas été attaquée alors que de nombreuses habitations ont été détruites au lance-flammes, arme que le PKK ne semble pas posséder ? En outre on ne peut qu'être troublé par le moment choisi pour ce massacre de civils : juste au beau milieu de la réunion de la Conférence européenne sur la sécurité et la coopération en Europe où justement la Turquie se trouvait sur la sellette pour la négation des droits de «sa minorité kurde» !

Tout porte à croire que ce massacre a été organisé et exécuté par les autorités turques dans un but de manipulation de l'opinion. A court d'arguments pour justifier sa politique de négation des droits des Kurdes, le gouvernement turc tente par tous les moyens de faire croire que ceux qui revendiquent le fait kurde sont des «terroristes manipulés de l'étranger, auteurs de massacres de femmes et d'enfants». Pour être grossier le procédé n'a pas jusqu'ici été totalement inefficace auprès de certains pays occidentaux. Déjà en juin 1987, au lendemain d'une importante résolution du Parlement européen reconnaissant l'existence du fait national kurde en Turquie et demandant aux autorités turques de garantir les droits culturels et nationaux de cette «minorité», la Turquie avait fait commettre des massacres de civils kurdes et fait diffuser à travers le monde les photos et les images télévisées de ces crimes horribles, attribués «aux terroristes kurdes» pour tenter d'opérer un retournement de l'opinion.

Les victimes du régime turc - Arméniens, Chypriotes, Grecs, Kurdes - connaissent son habileté diabolique dans la guerre psychologique et la manipulation de l'opinion publique. Mais à force de répétition, cette ficelle finit par être trop usée. De même qu'il se trouve peu de gens sensés pour croire à la thèse turque selon laquelle les Arméniens n'auraient pas subi un génocide mais commis eux-mêmes des massacres contre les populations turques, la thèse turque de «Kurdes = terroristes = massacreurs de civils (comme par hasard) kurdes» ne convainc plus guère de monde, pas même en Turquie. En attendant une prise de position claire et énergique de la communauté internationale, des milliers de Kurdes vont malheureusement être des victimes de cette politique machiavélique de manipulation et de désinformation.

IRAK : AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE LES DISPARITIONS DE PLUSIEURS CENTAINES DE KURDES.

Dans un rapport publié le 21 juin à Londres, l'organisation humanitaire Amnesty International fait état de la disparition de plusieurs centaines de Kurdes en Irak. Il s'agit principalement de Kurdes qui après s'être réfugiés en Turquie à la suite des bombardements à l'arme chimique d'août-septembre 1988 étaient retournés en Irak pour bénéficier des «amnisties» décrétées à grand renfort de publicité par le gouvernement irakien.

«Ces amnisties servirent apparemment à attirer les opposants présumés du gouvernement en Irak ou les faire sortir de leur cachette» affirme le rapport d'Amnesty. «Plus de 350 Kurdes ont «disparu» moins d'un mois après l'annonce d'une amnistie en septembre 1988. Six mois plus tard, sept autres Kurdes ont été exécutés après s'être livrés aux autorités irakiennes selon les termes d'une amnistie, apparemment en raison de leurs liens passés avec les opposants kurdes» indique l'organisation de défense des droits de l'homme. Le rapport fait également état des pressions des autorités turques pour contraindre les Kurdes à ragagner l'Irak, notamment en réduisant les ravitaillements de vivres et d'eau et les soins médicaux.

En fait la responsabilité du gouvernement turc et aussi celle de la communauté internationale est lourdement engagée dans ces «disparitions» et massacres de civils kurdes. La férocité du régime de Bagdad envers ses opposants, en particulier à l'égard des Kurdes, est depuis belle lurette connue de tous. Malgré cela, la Turquie utilise toutes sortes de moyens pour contraindre les réfugiés kurdes irakiens se trouvant sur son sol à regagner leur pays. Près de deux ans après leur arrivée en Turquie, ces réfugiés sont toujours sans statut juridique, parqués dans des camps entourés de barbelés et de miradors, sans occupation ni vie socio-culturelle, forcés à survivre comme des captifs de guerre. La communauté internationale, à commencer par l'URSS, la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la RFA, grands pourvoyeurs d'armes et d'équipements de l'effroyable dictature irakienne, n'ont pris aucune initiative diplomatique pour amener la Turquie à assumer ses responsabilités découlant de la Convention de Genève sur le droit d'asile. A l'exception de la France qui a accueilli 335 réfugiés kurdes, aucun de ces Etats qui d'ordinaire sont intarissables en matière de discours sur les droits de l'homme n'a accepté d'offrir l'asile à ces milliers de Kurdes condamnés à une mort lente dans les camps turcs ou à une fin brutale en cas de retour en Irak.

COPENHAGUE : LA TURQUIE EN ACCUSATION DEVANT LA C.S.C.E.

La C.S.C.E. a consacré une session spéciale aux problèmes des droits de l'homme dans les 35 pays signataires de l'Acte final de Helsinki. Cette session qui a débuté le 5 juin à Copenhague a réuni les ministres des affaires étrangères de 35 pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, des Etats-Unis et du Canada. La protection des libertés fondamentales et les droits des minorités ont été au centre des travaux de cette conférence qui a duré près de 4 semaines.

En raison des changements démocratiques considérables intervenus au cours des derniers mois, la Turquie s'est trouvée en position de «brebis galeuse» de la famille européenne à laquelle elle prétend appartenir. Ce pays où des journaux sont saisis, des milliers de personnes emprisonnées pour délit d'opinion, où les libertés d'association et d'expression sont très limitées, où l'emploi de la torture reste très fréquent, où les «aveux» arrachés sous la torture sont considérés comme des «pièces à conviction» par les tribunaux ne pouvait qu'être montré du doigt. La négation totale, et catégorique des droits de plus de 12 millions de Kurdes n'a fait qu'aggraver son cas y compris aux yeux de ses alliés traditionnels comme les Etats-Unis, la RFA et l'Italie.

Pressentant les critiques dont il allait être l'objet tant dans l'enceinte de la Conférence officielle qu'au cours de la bonne trentaine de séminaires et colloques consacrés aux droits des minorités dans la capitale danoise, le gouvernement turc avait mobilisé outre les poids lourds de sa diplomatie, conduits par le ministre des affaires étrangères Ali Bozer, une bonne vingtaine d'universitaires et de parlementaires turcs de tous bords. Cette fine fleur de l'intelligentsia étatique mobilisée pour «contrer la propagande séparatiste kurde», était chargée de défendre l'idéologie officielle à laquelle plus personne ne croit vraiment. Le point de vue officiel turc sur la question kurde a été exprimé officiellement le 6 juin par le ministre Ali Bozer : 1. Les seules minorités reconnues par la Turquie sont celles qui sont définies par les traités internationaux comme le traité de Lausanne de 1923 et par les accords bilatéraux. Dans ce cadre, il n'y a pas de minorité kurde en Turquie. 2°. En prenant en considération l'histoire, le fait de reconnaître aux Kurdes de Turquie le statut de minorité constituerait un pas en arrière par rapport à leurs droits actuels.

Si l'on comprend bien le ministre turc, il n'y a pas de minorité kurde en Turquie, mais il y a tout de même des Kurdes. Ils ne constituent ni une majorité ni une minorité, formant ainsi une catégorie non définie ni en

mathématiques ni en sciences politiques ! ils ont apparemment de vastes droits et la Turquie, magnanime et paternaliste, s'oppose à ce qu'ils bénéficient des droits de minorité comme la sauvegarde de sa langue et de son identité, la libre expression de sa culture, car cela serait un recul par rapport à leurs droits actuels de ne pas user librement de leur langue et de leur culture ! Comprenez qui pourra !

Cette doctrine de pacotille n'a évidemment convaincu personne. Sans encore donner une définition précise de la notion de «minorité», la Déclaration finale de la Conférence engage les pays signataires à garantir aux minorités le droit de protéger et développer leur identité nationale et leur culture. La Turquie ne s'est pas opposée à cette Déclaration qui, en principe, l'oblige à reconnaître aux Kurdes le droit de protéger et de développer leur identité nationale et leur culture. Reste à savoir si ce pays déjà signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention européenne contre la torture et les traitements dégradants, honorera cette fois sa signature.

ANKARA : LES DEPUTES EXCLUS DU SHP CREENT UN NOUVEAU PARTI.

Onze députés exclus ou démissionnaires du Parti populiste social-démocrate (SHP) à la suite de la Conférence de Paris sur les Kurdes viennent de fonder un nouveau parti : le Parti du Travail du Peuple (HEP). Ce parti s'affirme « l'avant-garde du combat pour les droits de l'homme, la liberté et la démocratie ». Présidé par M. Fehmi ISIKLAR, ancien secrétaire général de la Confédération syndicale de gauche DISK, ce parti se veut à la gauche de l'éventail politique parlementaire turc. Ses fondateurs et premiers membres sont en grande majorité des Kurdes. Le HEP veut également «s'adresser aux militants de gauche, aux syndicalistes, à tous ceux qui aspirent à une démocratie véritable, sans délit d'opinion et garantissant les droits des individus, des groupes et des minorités».

DEBAT : LES PARTIS TURCS ET LA QUESTION KURDE.

Alors que le gouvernement turc, sur l'injonction des militants tente par son décret-loi n 413 d'avril 1990, d'imposer le silence sur les événements du Kurdistan, la question kurde continue d'occuper une place centrale dans le débat interne du pays : le principal magazine hebdomadaire turc *Nokta*, vient, dans son numéro daté du 10 juin, d'interroger les chefs des partis

représentés au Parlement sur leurs propositions pour régler le problème kurde.

Au nom du parti gouvernemental ANAP, son vice-président M. Ercan Vuralhan résume ainsi le point de vue de sa formation :

- Augmenter les investissements dans la région du GAP (NDLR. les provinces kurdes concernées par les constructions de grands barrages sur l'Euphrate et le Tigre).
- Régler d'une manière planifiée et progressive le problème du chômage dans la région. En particulier il faut enrayer l'exode rural et pour cela développer le niveau de vie des paysans.
- Dans les relations avec les pays voisins bien se servir de la «carte de l'eau» (NDLR. du partage des eaux de l'Euphrate).
- Poursuivre le combat contre le PKK en se dotant de tous les moyens techniques modernes.

Plutôt que tout attendre de la seule répression, l'ANAP semble investir tous ses espoirs dans le succès du projet GAP qui apporterait prospérité à la population locale. Celle-ci n'aurait ainsi plus de raison de se sentir différente des Turcs et n'aurait plus de revendications propres. C'est pour éviter une telle évolution que selon M. Vuralhan, «l'Occident a créé des Instituts (NDLR. il s'agit de l'Institut Kurde) pour mettre constamment en avant cette question (NDLR. kurde) dans les divers forums internationaux et pour entraîner la région vers une crise». Pour le porte-parole de l'ANAP, «il n'y a pas de minorité nationale en Turquie ; tous les citoyens turcs sont égaux en droits, mais chacun devrait pouvoir parler en famille sa langue maternelle».

Tout en préconisant des mesures administratives et économiques similaires, le vice-président du DYP (Parti de la Juste voie de l'ancien premier ministre Demirel) avance aussi quelques propositions d'ordre linguistique et culturel.

- En matière de liberté linguistique, il faudrait adopter les normes des démocraties occidentales.
- Pour les programmes en langue kurde dans les radio-télévision et les autres organes de l'Etat, il faut trouver une formule inspirée des modèles en vigueur dans les démocraties européennes.
- Parallèlement pour assurer l'intégrité de l'Etat il faut éradiquer les foyers d'agitation soutenus par l'étranger.

Soulignant le fait que la Turquie a un président de la république kurdophone, des premiers ministres, des ministres, des parlementaires et des préfets également kurdophones, le vice-président de la principale formation de la droite libérale turque conclut : «Je crois que le moment est venu de trouver une solution inspirée des modèles pratiqués dans les démocraties occidentales»,

Au nom du nouveau parti HEP, qui vient d'être formé, M. Ahmet Turk, qui avait été expulsé du SHP pour avoir assisté à la Conférence de Paris, affirme que toute recherche de solution à la question kurde nécessite d'abord un débat démocratique, donc l'abolition des interdictions et de la censure sur cette question ainsi que la suppression des délits d'opinion. Dans un tel contexte chacun pourra proposer ses idées et il appartiendra alors au peuple de décider souverainement et démocratiquement entre les propositions avancées.

Quant au SHP (Parti populiste social-démocrate d'Inönü), il élabore activement son «projet d'Anatolie du Sud-Est» présenté comme une réponse globale à l'ensemble des «problèmes ethniques, culturels, sociaux et économiques de la région». Ce projet devrait être rendu public sous peu.

Le numéro de l'hebdomadaire *Nokta* comporte également une interview de l'ambassadeur d'Espagne en Turquie, son Excellence Ramon Villanueva-Etcheverria qui rappelle comment l'Espagne démocratique a réglé les problèmes basque et catalan et comment elle se sent plus forte, plus unie depuis l'adoption des autonomies régionales.

L'évolution des esprits sur la question kurde en Turquie est, dans l'ensemble, assez remarquable. De question taboue, débattue dans le cercle restreint des intellectuels de gauche, elle prend progressivement sa place au centre du débat politique du pays. Le combat pour la reconnaissance des droits du peuple kurde mené tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, en particulier en Europe, semble enfin porter progressivement ses fruits.

A SIGNALER :

- FERMETURE DE 3 000 ECOLES AU KURDISTAN DE TURQUIE. Le Conseil de sécurité nationale turque a, au cours de sa réunion du 11 juin, décidé la fermeture de 3 000 écoles situées dans les zones rurales du Kurdistan. Officiellement il s'agit de mieux assurer la sécurité des maîtres et des élèves : considérées comme des «machines à assimiler les Kurdes», les écoles de villages isolés sont souvent l'objet d'attaques des guérilleros du PKK. D'après le ministre turc de l'Education, M. Avni Akyol, Ankara mettra sur pied une série d'internats dans les gros villages et villes défendus par des unités militaires afin de poursuivre la scolarisation des enfants kurdes. Des efforts particuliers seront déployés par ces «centres d'éducation pour inculquer aux enfants de la région l'attachement au drapeau et à la patrie». Les enseignants servant dans ces écoles spéciales jouiront d'un traitement privilégié et d'un avancement plus rapide dans leur carrière. Une com-

mission dirigée par le ministre Kâmran Iman doit ensuite proposer des solutions en matière d'emploi pour les diplômés de ces écoles. (cf. p. 87 le quotidien turc Gûnes du 15.6.90).

- UN NOUVEAU RAPPORT D'HELSINKI WATCH SUR LES KURDES DE TURQUIE. L'organisation de défense des droits de l'homme basée à New-York consacre son bulletin mensuel de juin, 23 pages, aux développements récents de la situation dans la «Turquie de l'Est». Au sommaire de ce numéro: une analyse du décret-loi 413 et de ses retombées, un compte-rendu «des agissements du gouvernement et du PKK, des arrestations, des victimes de la torture et des exécutions, un exposé sur le fonctionnement des procédures ainsi qu'une description des conditions dans les camps des réfugiés kurdes d'Irak». En conclusion de son rapport *Helsinki Watch* appelle le gouvernement turc à abroger le décret 413, rétablir les droits suspendus, abolir le système des gardes de villages et à reconnaître l'existence de la minorité kurde et à garantir le droit des Kurdes. Ce rapport fort documenté est disponible à l'Institut dans ses versions anglaise et française.

- TURQUIE : INTERDICTION DE DEUX HEBDOMADAIRES DE GAUCHE. En vertu du décret-loi 413 promulgué en avril dernier pour notamment imposer la censure sur les événements du Kurdistan, deux hebdomadaires turcs de gauche, *2000'e Dogru* (Vers l'an 2000) et *Halkin Gercégi* (La vérité du peuple) connus pour leurs articles anti-conformistes sur la question kurde viennent d'être définitivement interdits de publication par décision du ministère turc de l'intérieur. D'autres revues (*Deng*, *Ozgür Gelecek*, *Sokak*) ont également dû cesser leur parution faute de trouver d'imprimeur ou par décisions des autorités turques. Rappelons que le décret-loi 413 autorise le gouvernement à interdire toute publication et à saisir les imprimeries ayant imprimé des publications «nuisibles à l'unité nationale ou susceptible d'émouvoir la population (kurde) de la région de l'état d'urgence». En absence de voix contestataire le gouvernement turc s'emploie à asséner dans tous les médias du pays sa «vérité» et sa version officielle de la situation du Kurdistan. Cette manipulation de l'opinion, usant et abusant de toutes les ficelles de la guerre psychologique prend de moins en moins. De plus en plus de Kurdes ne lisent plus les journaux et ne font aucune confiance aux médias turcs.

REVUE DE PRESSE

TERRORISME D'ETAT AU KURDISTAN. Protestation du peuple kurde contre Inönü après que l'état d'urgence ait été décrété dans l'Est de la Turquie. Attitude décevante d'Inönü en Europe. Il est évident

qu'il s'est rendu à Bruxelles en tant qu'émissaire du régime turc qui l'a chargé de transformer la vision négative de l'Europe quant aux droits de l'homme en Turquie. (Info-Turk mai 90). p. 1 & 2.

RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPEEN A PROPOS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (Info-Turk mai 90). p. 3.

A BOLLENE UNE EXPOSITION DE REMZI, PEINTRE FRANCAIS D'ORIGINE KURDE. (Marseillaise 12.05.90). p. 3.

AMITIES IRAKIENNES : UN AMBASSADEUR DE FRANCE AU SERVICE DE BAGDAD. M. Paul Dépis est président de l'association «Amitiés-Franco-Irakiennes» et ministre plénipotentiaire en retraite. Il revient du congrès, le week-end dernier à Bagdad, réunissant l'ensemble des associations sympathisantes. Ancien ambassadeur de France à Bagdad, il est désormais au service de l'Irak et est devenu le propagandiste zélé de ce régime abonimable. (Liberté du Morbihan, Télégramme de Brest 18.05.90, Ouest France 21.05.90). p. 4, 5 & 28.

LE VOYAGE «FOU» D'INÖNÜ A TRAVERS LE KURDISTAN. (Basler Zeitung, 23.05.90). p. 6 & 7.

LES KURDES SUR «FR 3». (Dépêche du Midi 26.05.90). p. 8.

QUI AIDAIT L'IRAK A S'ARMER ? Les Etats-Unis, la France, l'Italie. (International Herald Tribune 26.05.90). p. 8.

LES SOLDATS TURCS POURSUIVENT LES KURDES. (de Volkskrant 29.05.90). p. 9 & 10.

LE ROYAUME-UNI FAIT DU RANGEMENT. (Exile juin 90). p. 10

SADDAM HUSSEIN : LE MEGALOMANE BARBARE, ROI D'IRAK. (Le journal du Pâtissier mai 90). p. 11.

UN KURDE RENVOYE EN TURQUIE : LE PREFET DE MOSELLE ASSIGNE EN JUSTICE. Zeynel Demirbilek a été reconduit dans le pays qu'il voulait fuir la veille du jour où le tribunal devait statuer. (Est Républicain 2.06.90). p. 12.

TURQUIE : AFFRONTLEMENT ENTRE L'ARMEE ET LES KURDES. (L'Indépendant 1.06.90). p. 12.

LE CONTRECOUR AIDE LES REBELLES KURDES. Le soutien s'étend comme la Turquie intensifie une guerre sanglante. (International Herald Tribune 2-3.06.90). p. 13.

LE DROIT D'ASILE EN QUESTION. (Le Figaro 4.06.90). p. 13.

JEAN-LOUIS GALLINA - 1er prix départemental. «Mon toubib au Kurdistan». (Dauphiné Libéré 4.06.90). p. 14.

L'IRAN N'EST PLUS TOUT A FAIT CE QU'IL ETAIT. Un an après la mort de Khomeiny la République islamique est paralysée par des querelles internes. (Le Monde 6.06.90). p. 15.

URSS : QUE SONT DEVENUS LES KURDES D'AZERBAIDJAN ? Texte d'une lettre adressée par un éthonologue kurde d'URSS à M. Gorbatchev. (Gamk 6.06.90). p. 16, 17 & 18.

MASSACRE DE CEVRIMLI : VINGT-SEPT MORTS, SELON UN BILAN OFFICIEL lors «d'une attaque» de «terroristes séparatistes» kurdes contre ce village. (A.F.P. 11.06.90). p. 18.

LE MRAP ET LA REPRESSION AU KURDISTAN. (Echo Républicain 6.06.90). p. 19.

KURDISTAN : LA GUERRE. (Révolution 8.06.90). p. 19.

RANDONNEE ENTRE TIGRE ET EUPHRATE. (Presse Océan 2.06.90). p. 19.

MASSACRE DANS LE VILLAGE DE CEVRIMLI : LE MINISTRE DE L'INTERIEUR SUR PLACE. (A.F.P. 11.06.90 - Libération 12.06.90, Le Quotidien de Paris 12.06.90, International Herald Tribune 12.06.90, l'Alsace 12.06.90) p. 20 & 21.

LEGALISATION HORS LA LOI. Le Parti communiste reconnu en Turquie. Un nouveau parti va-t-il pouvoir siéger aux côtés des autres formations officielles ? (L'évènement du Jeudi 12.06.90). p. 21.

LE PKK DEMENT AVOIR MASSACRE 26 VILLAGES A CEVRIMLI EN TURQUIE. Il rejette la responsabilité sur l'armée turque. (A.F.P. 13.06.90). p. 21.

POUR NE PLUS CONFONDRE KURDE ET KURDOPHONE NON-KURDE ... Vitalité et diversités de la communauté des quelques trois mille Arméniens de Belgique. (Le Soir 14.06.90). p. 22.

AMNESTY DENONCE LES «DISPARITIONS» DE PLUSIEURS CENTAINES DE KURDES EN IRAK. (A.F.P. 21.06.90, Le Monde 23.06.90, République du Centre 22.06.90, La Croix 22.06.90, Libération 23.06.90). p. 29 & 30.

LA TURQUIE A LA PORTE DE L'EUROPE. Toujours pas de CEE, mais des investissements. (Le nouvel

Economiste 22.06.90). p. 29.

TURQUIE : GRAVE DANGER POUR LES REFUGIES KURDES. (Tages-Azeiger 22.06.90). p. 30.

UN SOUTIEN POUR LES REFUGIES POLITIQUES KURDES ET TURCS. Après le succès obtenu dans le cas d'Ibrahim Er, le comité de solidarité veut élargir son action. (République du Centre 22.06.90). p. 30.

UN JEUNE PARENT DE LA GRANDE FAMILLE ÖLMEZ. (Tages-Anzeiger 26.06.90). p. 31.

DEUX HEBDOMADAIRES DE GAUCHE INTERDITS PAR LES AUTORITES TURQUES. (A.F.P. 28.06.90, L'Humanité 30.06.90). p. 32 & 33.

KURDES : TOUJOURS LA REPRESSION. (Politis le Citoyen 28.06.90). p. 33.

LE COMBAT DES KURDES EN TURQUIE. (Svremenen Pokazatel, 21.06.90). p. 34-37.

DANS LA «GUERRE PSYCHOLOGIQUE» LES PROTAGONISTES METTENT LES RADICAUX DANS LES COULISSES. (International Herald Tribune 30.06 - 1.07.90). p. 38.

LA SINISTRE MENACE DE L'IRAK / IL S'AGISSAIT D'UN VOL DE CONDOR. (International Herald Tribune 30.06-1.07.90). p. 39.

REVUE DE PRESSE TURQUE

LE 17ème JOUR : les grèves de la faim continuent dans les prisons turques. LA NOUVELLE PLATEFORME DEMOCRATIQUE se transforme en parti politique. AFFRONTLEMENT A ERUH : 5 terroristes tués, 1 soldat devenu martyr (Cumhuriyet 1.6.90). p. 41.

LE 7 JUIN: création d'un 5ème parti politique: les 14 députés démissionnaires du SHP en font parti. (Milliyet 1.6.90). p. 42.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. BOZER, défend «les droits de l'homme» à la veille de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (Milliyet 1.6.90). p. 43.

U.S. NEWS AND WORLD REPORT, revue américaine la plus connue, qualifie Saddam de «l'homme le plus dangereux du monde», (Hürriyet, 1.6.90) p. 44

AFFRONTLEMENT A SIRNAK: un terroriste tué (Tercüman, 1.6.90) p.45

5 TERRORISTES TUES A ERUH (Milliyet 2.6.90) p.45

LE PEN-CLUB demande à Ozal la libération de tous les détenus politiques, membres du Pen-Club, condamnés pour opposition aux articles 141 et 142 du code pénal turc (Cumhuriyet, 2.6.90). p. 45.

SADDAM EVITE UN NOUVEAU COUP D'ETAT. (Tercüman 2.06.90). p. 47.

LES MAGASINS SE SONT OUVERTS A DARGEÇIT : 28 FEMMES SONT DEFEREES DEVANT LE JUGE. (Cumhuriyet 3.06.90). p. 47.

LES 14 DEPUTES DEMISSIONNAIRES DU SHP CREENT UN NOUVEAU PARTI. (Milliyet 2.06.90). p. 47.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, KOZAKÇIOGLU : «NOUS AVONS MOINS DE PERTES QUE LES ETATS-UNIS AU VIETNAM». (2000^e Dogru 3.06.90). p. 48 & 49.

LES GREVES DE LA FAIM SE TRANSFORMENT EN ACTION DE MASSE. Des milliers de personnes soutiennent les grévistes. (2000^e Dogru 3.06.90). p. 50, 51 & 52.

LES DROITS DE L'HOMME : LA TURQUIE A L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFERENCE DE LA SECURITE ET DE LA COOPERATION EN EUROPE. (CUMHURIYET 4.06.70). P. 53.

LA DIMENSION HUMAINE DE LA CONFERENCE DE LA SECURITE ET DE LA COOPERATION EN EUROPE. (Cumhuriyet 4.06.70). p. 54.

LE PKK A TUE DEUX VILLAGEOIS. (Cumhuriyet 4.06.90). p. 54.

LES EVENEMENTS DE DARGEÇIT : 26 PERSONNES DEFEREES AU PARQUET. (Cumhuriyet 4.06.90). p. 54.

LA CREATION D'UN NOUVEAU PARTI : LE PARTI TRAVAIL DU PEUPLE (HEP). (Cumhuriyet 5.06.90). p. 55.

LES DROITS DES MINORITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFERENCE DE SECURITE ET DE COOPERATION EN EUROPE. (Tercüman 5.06.90). p. 55.

LES REFUGIES KURDES : LA ROUTE DE RETOUR POUR «LE PESHMERGA». (Cumhuriyet 6.06.90). p. 56.

LE PROCES DE LA REVUE «SOKAK» VIENT DE COMMENCER. (Cumhuriyet 6.06.90). p. 56.

LA REUNION DE LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE A COMMENCE. (Cumhuriyet 6.06.90). p. 57.

AFFRONTLEMENTS : LE PKK A MIS LE FEU A UNE ECOLE : 4 TERRORISTES ET 3 GARDIENS DE VILLAGE MORTS. (Cumhuriyet 6.06.90). p. 57.

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE TURQUE, ALI BOZER DECLARE A LA CONFERENCE DE SECURITE ET COOPERATION EN EUROPE : « PAS DE LIBERTE POUR LES ENNEMIS DE LA LIBERTE ». (Milliyet 7.06.90). p. 58.

QUATRE TERRORISTES TUES LORS DE DIFFERENTS AFFRONTLEMENTS A MARDIN ET A VAN. (Tercüman 7.06.90). p. 58.

LE POINT DE VUE OFFICIEL TURC : «LES KURDES NE SONT PAS UNE MINORITE ETHNIQUE». (Hürriyet 7.06.90). p. 59.

«L'ETAT D'EXCEPTION» A ETE ENCORE PROLONGE DE 4 MOIS POUR LES 8 VILLES DE L'EST. (Hürriyet 7.06.90). p. 59.

DARGEÇIT : LA MOITIE DES MAGASINS RESTENT FERMEES POUR PROTESTER CONTRE LES ARRESTATIONS ARBITRAIRES. (Cumhuriyet 7.06.90). p. 60.

LE MINISTRE IRAKIEN DU PETROLE ACCUSE LA TURQUIE DE MANQUER DE VOLONTE POUR UN TRAITE SUR LES EAUX D'EUPHRATE. (Cumhuriyet 7.06.90). p. 61.

PROBLEMES AU PROCES DU PKK A DUSSELDORF. (Tercüman 8.06.90). p. 61.

APO ELIMINE, UN A UN, SES CONTESTATAIRES. (Tercüman 8.06.90). p. 62.

LA CREATION DU NOUVEAU PARTI A GAUCHE SE REALISE. (Milliyet 8.06.90). p. 62.

LE RAPPORT DE HELSINKI WATCH SUR LA TURQUIE : «LES DECRETS EXCEPTIONNELS DOIVENT ETRE SUPPRIMES». (Cumhuriyet 8.06.90). p. 63.

L'ASSOCIATION HÜR-TÜRK EN RFA : «LES KURDES NE SUBISSENT PAS DE PERSECUTION POLITIQUE». (Tercüman 9.06.90). p. 63.

LE PARTI TRAVAIL DU PEUPLE EST CREE. M. ISIKLAR ASSURE LA PRESIDENCE. (Cumhuriyet 8.06.90). p. 64.

LA GREVE DE LA FAIM A LA PRISON DE CANAKKALE PREND FIN DANS SON 24^{ème} JOUR.

(Cumhuriyet 9.06.90). p. 65.

«LIBERTE POUR LA LANGUE KURDE» : LES POINTS DE VUE DES PARTIS POLITIQUES ET DES MODELES DE PROPOSITION. (Nokta 10.06.90). p. 66 à 70.

DES TELEGRAMMES DE PROTESTATION DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME ET DES REVUES DE GAUCHE A PROPOS DU NOUVEAU DECRET. (Günes 10.06.90). p. 71.

LE PKK A TUE LE MAIRE ET LE PRETRE D'UN VILLAGE A GAZIANTEP. (Cumhuriyet 10.06.90). p. 71.

VENGEANCE : LE PKK ATTAQUE 2 TRIBUS ET TUE 5 PERSONNES. (Günes 11.06.90). p. 71.

LE SHP INSISTE POUR LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITE KURDE. (Günes 11.06.90). p. 72.

ISIKLAR : LE PARTI DU TRAVAIL DU PEUPLE (HEP) EST LE VRAI REPRESENTANT DE LA GAUCHE. (Günes 11.06.90). p. 72.

ATTAQUE DU PKK : 3 TUES A PERVARI. (Cumhuriyet 11.06.90). p. 72.

POLITIQUE EXTERIEURE : NOS PROBLEMES AVEC LES ETATS-UNIS ET LA CEE S'AGGRAVENT. (Cumhuriyet 11.06.90). p. 73.

LE SUPER-PREFET RECLAME PLUS DE POUVOIRS. (Günes 12.06.90). p. 74.

LE SHP DISCUTE LE RAPPORT DE SA COMMISSION SUR LE SUD-EST. (Günes 12.06.90). p. 75.

LE PKK CHOISIT DESORMAIS COMME CIBLES LES FEMMES ET LES ENFANTS. (Tercüman 12.06.90). p. 75.

INSATISFACTION : LE PRIX DES CEREALES EST EN BAISSSE AU SUD-EST. (Hürriyet 12.06.90). p. 76.

LE SEPARATISME ABOMINABLE : 26 VILLAGEOIS TUES. (Tercüman 12.06.90). p. 76.

DES DIFFICULTES AU SEIN DU SHP A LA SUITE DE LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION CHARGEE DE PREPARER UN RAPPORT SUR LE SUD-EST. (Cumhuriyet 12.06.90). p. 77.

LE SUPER-PREFET, KOZAKCIOGLU : «LE NOMBRE DES GARDIENS DE VILLAGE N'AUGMENTERA PLUS». (Cumhuriyet 12.06.90). p. 78.

LE COMMANDANT DE L'AFFAIRE DE YESILYURT CONDAMNE A 2 MOIS 1/2 D'EMPRISONNEMENT. (Günes 13.06.90). p. 79.

POURSUITE INFERNALE DANS LA REGION DU MASSACRE. (Günes 13.06.90). p. 79.

LE SUPER-PREFET, KOZAKCIOGLU : «LE KURDE DOIT ETRE PARLESANS AUCUNE RESTRICTION», (Tercüman 13.06.90). p. 80.

LES RESPONSABLES DE 19 REVUES PROTESTENT CONTRE LES ARRESTATIONS ARBITRAIRES. (Cumhuriyet 12.06.90). p. 80.

DIX MEMBRES DU PKK CONDAMNES A 130 ANS D'EMPRISONNEMENT. (Günes 13.06.90). p. 80.

LE SUPER-PREFET : «ON PEUT PARLER KURDE DANS LES DEMARCHES AUPRES DE L'ADMINISTRATION», (Hürriyet 13.06.90). p. 81.

LE PRESIDENT DE HEP REND VISITE AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. (Cumhuriyet 12.06.90). p. 81.

AFFRONTEMENT AVEC LE PKK DANS LA REGION DE SIRNAK. (Cumhuriyet 13.06.90). p. 82.

SOLUTION POUR LA QUESTION DU SUD-EST. (Cumhuriyet 13.06.90). p. 83.

LA DECISION EST POUR AUJOURD'HUI DANS LE PROCES DE YESILYURT. (Cumhuriyet 13.06.90). p. 83.

LE SHP NE DONNE PAS DE DETAIL AU SUJET DE SON RAPPORT DU SUD-EST. (Cumhuriyet 13.06.90). p. 83.

OPERATION MILITAIRE IMPORTANTE AU SUD-EST : 2 MILITANTS ET 3 SOLDATS TUES. (Günes 14.06.90). p. 84.

NEUF MEMBRES DU PKK ARRETES A SIRNAK. (Milliyet 14.06.90). p. 85.

LE PKK A TUE 4 SOLDATS A SIRNAK. (Hürriyet 14.06.90). p. 85.

OPERATION MILITAIRE CONTRE LE PKK. (Cumhuriyet 14.06.90). p. 85.

38 ARRESTATIONS LORS D'UNE MANIFESTATION A ISTANBUL POUR PROTESTER CONTRE LE NOUVEAU DECRET. (Günes 15.06.90). p. 86.

BESIKCI : 10 000 SIGNATURES DE SOUTIEN TRANSMISES AU MINISTRE DE LA JUSTICE. LE

SOUTIEN DES ETUDIANTS. (Cumhuriyet 15, 16 & 20.06.90). p. 86 & 94, (2000' E Dogru 17.06.90). p. 90.

DECISION : 3 000 ECOLES SERONT FERMEES AU SUD-EST. (Günes 15.06.90). p. 87.

LA SYRIE DEMANDE UN COTA POUR LES EAUX DE L'EUPHRATE. (Cumhuriyet 16.06.90). p. 88.

UNE COMMISSION D'ENQUETE SE CREE AU SEIN DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME SUR L'AFFAIRE DE ÇEVIRIMLI. (Cumhuriyet 16.06.90). p. 88.

DEPUTES EXPULSES ET DEMISSIONNAIRES DU SHP : NOUS NE RETOURNERONS PLUS AU SEIN DU PARTI. (Cumhuriyet 16.06.90). p. 88, (Günes 16.06.90). p. 90.

HELSINKI WATCH CONSEILLE A LA TURQUIE : «ACCEPTEZ L'EXISTENCE DES KURDES». (Günes 16.06.90). p. 89.

CUKURCA : AFFRONTMENT ENTRE LES VILLAGES : 3 MORTS, 5 BLESSES. (Günes 16.06.90). p. 89.

LE RAPPORT KURDE DU SHP : UNE SERIE DE REFORMES EST ENVISAGEE POUR LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITE KURDE. (2000 'E Dogru 17.06.90). p. 91 & 92.

LE MILITANT DU PKK DE 17 ANS : «JEN'AI PAS PARTICIPE AU MASSACRE». (Günes 19.06.90). p. 93.

LES HORS-LA-LOI ONT ATTAQUE UN VILLAGE, MIS LE FEU A DES VEHICULES ET ENLEVE DES CHAUFFEURS. (Cumhuriyet 20.06.90). p. 95.

17 PERSONNES ACCUSEES D'AIDE AU PKK ONT ETE JUGEES AU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT. (Tercüman 20.06.90). p. 95.

LA PRESSE OCCIDENTALE ACCUSE UNE FIRME TURQUE, ENKA, DE VENTE D'ARMES A L'IRAK. (Hürriyet 20.06.90). p. 96.

NOUS AVONS MIS LA MAIN SUR LE RAPPORT KURDE DU SHP. (Hürriyet 21.06.90). p. 97.

LES PESHMERGAS RETOURNANT EN IRAK SONT PENDUS. (Hürriyet 22.06.90). p. 97.

AFFRONTMENT ENTRE MANIFESTANTS ET POLICE AU PROCES DE I. BESIKCI. 20 ARRESTATIONS. (Hürriyet 21.06.90). p. 98, (Milliyet 21.06.90). p. 99.

AHMET TURK : «NOUS N'AVONS PAS DE VISEES POUR ARRIVER AU POUVOIR». (Nokta 24.06.90). p.

100 & 101.

ACCUSES D'AIDE AU PKK, LES VILLAGES PRES DE LA FRONTIERE SONT DEPORTES. (Günes 24.06.90). p. 101.

SITUATION PESSIMISTE A LA CONFERENCE DE SECURITE ET DE COOPERATION EN EUROPE. (Cumhuriyet 22.06.90). p. 102.

AVERTISSEMENT : AMNESTY INTERNATIONAL AFFIRME QUE PLUSIEURS PESHMERGAS DE RETOUR EN IRAK AURAIENT DISPARUS. (Cumhuriyet 23.06.90). p. 102.

LA REVUE «DENG» INTERDITE DE PUBLICATION PAR DECISION DU TRIBUNAL. (2000'E Dogru 24.06.90). p. 103.

LE MASSACRE DE ÇEVIRIMLI : LE PARTI SOCIALISTE, L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME ET LES DELEGATIONS DU BARREAU DE DIARBAKIR SOULEVENT BEAUCOUP DE QUESTIONS NON ELUCIDEES. (2000'E Dogru 24.06.90). p. 104.

JOURNEE CHAUDE AU SUD-EST : 6 MILITANTS DU PKK, 3 GARDIENS DE VILLAGE, 2 FILLETES ET UN SOLDAT TUES. (Cumhuriyet 25.06.90). p. 105.

LE 1er EXIL FORCE AU SUD-EST. (Milliyet 26.06.90). p. 105.

UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL : 7 KURDES D'IRAK REFUGIES EN TURQUIE ONT ETE PENDUS APRES LEUR RETOUR EN IRAK. LA TURQUIE EST ACCUSEE DE FAIRE PRESSION SUR LES REFUGIES KURDES POUR QU'ILS RETOURNENT EN IRAK. (Hürriyet 27.06.90). p. 105.

LES EMISSIONS EN KURDE DE LA RADIO DE «VOIX D'AMERIQUE» SONT L'OEUVRE DES LOBBIES GRECO-ARMENIENS. (Tercüman 26.06.90). p. 106.

LA MAISON D'UN AVOCAT DE L'AFFAIRE DE YESILYURT EST PIEGEE. (Günes 26.06.90). p. 106.

PRIMES SUPPLEMENTAIRES POUR CEUX QUI TRAVAILLENT DANS LA REGION SOUMISE A L'ETAT D'EXCEPTION. (Cumhuriyet 27.06.90). p. 106.

LA LANGUE KURDE RECEVRA LE FEU VERT EN AUTOMNE. (Hürriyet 27.06.90). p. 107.

OZAL : «NOUS NE POUVONS PAS REGLER LES PROBLEMES A COUP DE BATON». (Hürriyet 27.06.90). p. 108.

LA COUR DE SURETE D'ETAT ORDONNE UNE ENQUETE JUDICIAIRE A LA SUITE DU RAPPORT DU SUD-EST DU SHP PUBLIE DANS NOTRE JOURNAL. (Günes 27.06.90). p. 108.

L'APPROCHE TURQUE, SUR LA QUESTION KURDE, S'EST ENFIN MODIFIEE A LA CONFERENCE DE COPENHAGUE. (Milliyet 27.06.90). p. 109.

LE PRESIDENT DU HEP, ISIKLAR, AFFIRME AVOIR BEAUCOUP DE DOUTES SUR LE DEROULEMENT DES AFFRONTLEMENTS ATTRIBUES AU PKK. (Günes 27.06.90). p. 110.

LE SHPS'ADRESSE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL POUR RECLAMER L'ANNULATION DU DECRET GOUVERNEMENTAL CONCERNANT LE SUD-EST. (Günes 27.06.90). p. 111.

LE DEPUTE D'ANAP, NURETTIN YILMAZ : «L'INTERDICTION FRAPPANT LA LANGUE KURDE DOIT ETRE ABOLIE». (Cumhuriyet 28.06.90). p. 112.

25 ANS D'EMPRISONNEMENT REQUIS CONTRE PERINÇEK, RESPONSABLE DE LA REVUE «VERS 2 000». (Cumhuriyet 28.06.90). p. 112, (Hürriyet 29.06.90). p. 114.

UNE FAMILLE DE PESHMERGAS ARRETEE AU MOMENT OU ELLE TENTAIT DE REGAGNER LA GRECE POUR Y DEMANDER L'ASILE POLITIQUE. (Hürriyet 28.06.90). p. 112.

ENQUETE JUDICIAIRE CONTRE HALIM ARAS D'ANAP, PRESIDENT ADJOINT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, POUR AVOIR DECLARE ETRE FAVORABLE POUR QUE LA LANGUE KURDE PUISSE ETRE PARLEE. (Hürriyet 28.06.80). p. 113.

AFFRONTLEMENTS A PERVARI, SIRNAK ET MALATYA : 4 MORTS. (Günes 28.06.90). p. 113.

MANOEUVRES MILITAIRES TURCO-SYRIENNES DES DEUX COTES DE LA FRONTIERE. (Hürriyet 29.06.90). p. 114.

PREMIERE APPLICATION DE LA CENSURE : FERMETURE DE DEUX REVUES ET D'UNE IMPRIMERIE. (Cumhuriyet 29.06.90). p. 115 & 116.

PAS TROP DE DEGATS POUR LA TURQUIE A LA CONFERENCE DE COPENHAGUE. (Cumhuriyet 30.06.90). p. 116.

OPERATION ARMEE DU PKK A ADIYAMAN. (Cumhuriyet 30.06.90). P. 116.

LES REVUES INTERDITES : «NOUS CONTINUERONS A PUBLIER» SOUS D'AUTRES TITRES. (Cumhuriyet 30.06.90). p. 117.

«LE DECRET S.S.» SE TROUVE DEVANT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A LA DEMANDE DU SHP QUI RECLAME SA SUPPRESSION. (Cumhuriyet 30.06.90). p. 118.

LES EAUX DE L'EUPHRATE DECLENCHENT UN CONFLIT REGIONAL. LA TURQUIE COUPE L'EAU A L'IRAK ET LA SYRIE PENDANT UN MOIS. (Magazine Al-Alam, 20.01.90). p. 119-124.

LA DEMOCRATIE ET LE PEUPLE KURDE. (AL-HAYAT 8.05.90). p. 125 & 126.

«SUR LA CULTURE DU POUVOIR». (Al-Zewaya N 4. 1990). p. 127.

APPEL DE L'OPPOSITION IRAKIENNE POUR UN GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL ET UN ETAT DE DROIT. (Al-Zewaya N 4-1990) p. 128.

ARABES ET KURDES : 20 ANS APRES «L'ACCORD DU 11 MARS». (Al Hayat 12.03.90). p. 129.

INFO-TÜRK

Mai 1990

TERRORISME D'ETAT AU KURDISTAN

Après avoir mis en vigueur le décret édictant l'état d'urgence et octroyant les pleins pouvoirs au Gouverneur Régional, le terrorisme d'Etat a pris une nouvelle dimension au Kurdistan turc. Le Gouverneur régional Hayri Kozakcioglu, usant de ses pouvoirs extraordinaires, a annoncé le 8 mai dernier l'interdiction de toute forme de grève dans sa région.

Le Sud-Est est la région la plus défavorisée de Turquie et la révolte de la population n'est pas uniquement provoquée par la répression nationale mais également par des conditions de vie insupportables. Ainsi, alors que le revenu moyen par habitant est estimé à l'échelle nationale à 1.448 dollars, au Kurdistan ce chiffre n'atteint que 500 à 600 dollars.

Le chômage endémique se fait le plus sentir dans cette région. Selon le quotidien *Cumhuriyet* du 25 mars, le nombre de personnes inactives enregistrées a augmenté de 33,4% les quatre dernières années et ce, dans onze provinces de cette région (Adiyaman, Agri, Bingol, Bitlis, Diyarbakir, Hakkari, Mardin, Mus, Siirt, Tunceli et Van). Selon la même source, la part de ces onze provinces des investissements publics ne se montent qu'à 4,3% alors que 11,3% de la population turque y vit.

C'est surtout pour cette raison que le peuple kurde recherche des solutions plus radicales à ses problèmes chroniques et qu'il soutient le *Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK)* et ce dans le but de se garder aussi bien de l'oppression nationale que de la pauvreté.

L'Etat turc qui s'est montré incapable d'apporter des solutions effectives à ces problèmes, a choisi d'intensifier ses assauts contre la guérilla PKK.

Ainsi, le quartier général du gouverneur à Diyarbakir a annoncé que durant les 10 premiers jours du mois de mai, 46 personnes, dont 26 faisaient parti du PKK, sont mortes de façon violente.

De plus, 25 autres membres du PKK auraient été tués lors de quatre affrontements armés avec les forces de sécurité à Siirt, Hakkari et Kars. Selon des sources officielles, deux blessés appartenant au PKK auraient été capturés. Trois gardiens de village ainsi qu'un policier ont également été tués.

Dans la province de Siirt, le 4 mai dernier, les forces de sécurité et les gardiens de village ont affronté des membres du PKK près du village de Dereler dans le district de Sirmak. Selon le bureau du gouverneur régional, 17 membres du PKK auraient été abattus.

Trois gardiens de village ont été abattus aux environs de Yükksekova, dans la province de Hakkari, pendant qu'un groupe d'hommes armés entrait dans le territoire turc en traversant la frontière iranienne.

De même, près de l'agglomération de Aralik à Kars, un autre groupe de guérilla s'est également heurté aux forces de sécurité. Un Kurde qu'on présume comme appartenant au PKK a été abattu pendant le combat, quant au reste du groupe, il a réussi à s'échapper.

Le quatrième incident s'est également passé à Kars près de la frontière iranienne. Selon le bureau du Gouverneur régional, six membres du PKK ont été tués et deux autres ont été blessés. Un policier qui avait été touché lors de l'incident, est décédé lors de son transfert à l'hôpital. Un membre du PKK a aussi abattu un gardien de village de Sirmak dans la province de Siirt.

Une patrouille turque a été attaquée par des guérilleros à Dargecit dans la province de Mardin et deux de ses membres ont été tués lors d'échanges de coups de feu.

A Diyarbakir, des membres du PKK ont attaqué la maison de Sabri Celik, gardien du village de Yazlica, et ont exécuté ce dernier. Après, ils ont mis le feu à la maison.

Le 9 mai dernier, un autre membre du PKK a été tué lors d'un affrontement avec les forces du gouvernement turc à Igdir, Kars. Dans la zone de Beytussebab à Hakkari, six gardiens de village ont été abattus.

A Bingol, le même jour, un autre gardien de village a été tué par des membres de la guérilla.

INÖNÜ PROTESTE PAR LE PEUPLE KURDE

Après que l'état d'urgence ait été décrété dans l'Est du pays, et ce avec la complicité des partis de l'opposition bénéficiant d'une représentation parlementaire, la population kurde de Turquie a perdu toute confiance dans les partis politiques, y compris ceux de l'opposition. Erdal İnönü, leader du *Parti Social Démocrate Populiste (SHP)*, a été hué lors de la visite de cinq jours qu'il a effectué dans les provinces sud-orientales au début du mois de mai.

Dans un premier temps, il s'est rendu dans des villes des provinces de Diyarbakir, Siirt, Mardin et Hakkari où il s'était adressé à de petits auditoriums. A Cizre, où il y a eu des affrontements avec les forces de sécurité en mars dernier, les gens ont ignoré İnönü ainsi que les députés qui l'accompagnaient. Des jeunes les ont même hués et insultés en criant: "Vous venez dans notre ville comme une force d'occupation", faisant ainsi allusion aux lourdes mesures de sécurité et aux membres de la police spéciale qui accompagnaient les visiteurs. Lorsque la voiture d'Inönü a quitté la ville, elle a été accompagnée de huées et une petite pierre a même été lancée contre elle, ce qui a provoqué une certaine panique.

A Idil aussi, İnönü et ceux qui l'accompagnaient ont été snobés. Malgré le désintéret évident de la population, İnönü s'est quand même adressé à un petit groupe en ces termes: "Vous ne devriez pas nous confondre avec le gouvernement. Nous ne sommes pas encore au pouvoir, nous ne pouvons donc pas résoudre vos problèmes. Nous ne sommes pas responsables des agissements du gouvernement."

A Uludere, dans la province de Hakkari, alors qu'Inönü s'adressait à un auditoire, des gens ont crié: "Où sont les députés que vous avez expulsés?" Ceci, en référence aux sept députés SHP exclus du parti en 1989 pour avoir participé à un meeting international à Paris au sujet de l'identité nationale kurde et ce, sans avoir reçu l'autorisation des instances supérieures du parti.

A Bitlis, İnönü a accepté le retour au sein du SHP de ces sept députés à condition qu'ils prêtent allégeance au parti.

Cependant, plusieurs de ces députés ont déjà annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de se repentir. Ainsi, Mahmut Alinak a déclaré qu'Inönü essayait seulement d'apaiser les gens du Sud-Est et il a ajouté: "Il trompe les gens".

Ismail Hakki Onal, un autre de ces sept députés exclus du SHP a accusé İnönü de ne pas dire la vérité. Quant au député de Diyarbakir, Salih Sumer, il a déclaré: "Nous n'avons commis aucune faute pour laquelle nous devrions nous excuser".

Lors de ses discours prononcés à l'occasion de cette visite, İnönü a accusé le gouvernement et l'ANAP de propager de fausses informations en disant que le SHP soutient le gouvernement dans les mesures qu'il a prises dans le Sud-Est. Il a déclaré: "Ils essayent de nuire à notre ima-

ge. Nous ne soutenons pas ces mesures. Votre cause est notre cause. Je suis venu ici seuls. Nous ne pouvons pas être tenus responsables des erreurs gouvernementales”.

Il a ajouté qu'on ne pouvait pas l'accuser de soutenir les mesures gouvernementales en se basant uniquement sur le fait qu'il s'est rendu à la résidence présidentielle de Cankaya afin d'y rencontrer le président Turgut Özal.

A Diyarbakir, des danses folkloriques kurdes ont été dansées et des chansons kurdes ont été interprétées en kurde lors d'un dîner donné en l'honneur d'Inönü. Le lendemain, le chanteur Bedri Ayseli, qui les avait chantées, était arrêté.

L'ATTITUDE DECEVANTE D'INÖNÜ EN EUROPE

Alors que le SHP se présente comme étant le principal défenseur des droits de l'homme en Turquie, son leader, İnönü, a plus qu'étonné les démocrates turcs en exil lorsque, lors de ses entretiens à Bruxelles en avril dernier avec les sociaux démocrates européens, il s'est avéré qu'il partageait un certain nombre de points de vue des dirigeants turcs au sujet de la question kurde ainsi que du problème épineux de la torture.

Inönü s'était rendu à Bruxelles le 23 avril sur l'invitation de Guy Spitaels, président de l'Union Européenne des Partis Socialistes et Sociaux démocrates européens. A cette occasion, il a donné une conférence au Parlement Européen durant laquelle il a déclaré:

“Dans une période où les institutions démocratiques proprement dites ne pouvaient fonctionner librement, les méthodes utilisées pour appréhender et punir les terroristes responsables de l'anarchie ont donné lieu à la propagation d'allégations de tortures, de violation des droits de l'Homme. Ces allégations, ces propagandes exagérées de ceux qui ont quitté le pays ont contribué à ternir l'image de la Turquie en Europe.”

Quant à la question des minorités, il a clairement rejeté l'idée d'une égalité du droit de la minorité kurde avec les autres minorités turques. Cependant, il a reconnu que les Kurdes devraient avoir le droit de parler et de chanter dans leur propre langue, par contre, il a refusé catégoriquement de leur accorder le droit d'avoir leurs propres institutions politiques, sociales et éducatives. Il a essayé de justifier sa position en ces termes:

“La question des minorités en Turquie a été débattue lors des négociations du Traité de Lausanne et finalement, dans ce forum international, les vues de la Turquie en la matière ont été acceptées. Selon ces vues auxquelles les délégations de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et de la Grèce étaient signataires, il était reconnu que les trois minorités religieuses (à savoir les Juifs, les Arméniens et les Grecs orthodoxes) existant en Turquie avaient les mêmes droits politiques que tous les autres citoyens turcs et également le droit de protéger leur propre culture et leur propre religion. D'autres groupes ethniques tels que les Kurdes, les “Laz” ou les Arabes dont la langue maternelle différait mais dont la religion était celle de l'Islam n'ont pas été mentionnés en tant que minorités. Tous ces groupes ethniques qui partagent essentiellement une culture et une religion communes, faisaient partie intégrante au même titre que les Turcs du peuple de la Turquie. Avec le temps, une réelle osmose s'est formée entre les citoyens turcs d'origine kurde et tous les autres.”

Il est regrettable qu'Inönü ait fait une telle déclaration dans un pays qui comprend trois communautés linguistiques

(Français, Flamand et Allemand) et dans lequel chacune de ces communautés jouit de ses propres institutions politiques, sociales et éducatives et ce, en dépit du fait que toutes les trois soient de religion catholique.

Inönü, en accusant toutes les organisations kurdes de se livrer à des actions séparatistes, a défendu la répression qui règne dans le Kurdistan turc en ces termes:

“A notre avis, permettre à ces personnes de s'exprimer dans leur langue maternelle ne serait pas une concession au terrorisme mais une attitude naturelle. Il n'y a cependant aucune doute que nous devons protéger la vie de nos citoyens menacés par des agressions armées et qu'il est naturel que nos forces de sécurité répriment ces actes de violence. Il n'y a aucune divergence de vue sur ce point parmi nos partis politiques.”

Pour être cohérent, ce leader démocrate de la Turquie et cet ancien professeur d'université aurait dû exposer objectivement les vraies raisons de la lutte armée entamée par les organisations kurdes. Il n'a même pas abordé le terrorisme d'Etat qui règne au Kurdistan turc depuis la proclamation de la République. Si certaines organisations kurdes ont dû se résoudre à avoir recours à la lutte armée dans la région, c'est uniquement le résultat d'une répression exercée par l'armée turque et les forces de sécurité et ce, depuis plus de 60 ans et surtout durant la période consécutive au coup d'Etat militaire de 1980.

Il est aussi regrettable qu'Inönü affirme que les accusations de torture sont exagérées par ceux qui ont fui le pays car, juste quelques jours après sa conférence, *Amnesty International*, considérée comme l'organisation des droits de l'homme la plus fiable, publiait un nouveau rapport sur la torture continue pratiquée en Turquie (Voir *nouveau rapport d'AI sur la Turquie*).

Il est évident qu'Inönü s'est rendu à Bruxelles en tant qu'émissaire du régime turc qui l'a chargé de transformer la vision négative de l'Europe quant aux droits de l'homme en Turquie.

C'est pour cette raison qu'il est retourné bredouille en Turquie. En fait, dès son retour de Bruxelles, il a dû admettre que les chances de la Turquie d'entrer dans la Communauté Européenne sont très minces: “Ils ont dit qu'aucun nouveau membre ne sera accepté et ce jusqu'en 1993. Mais j'ai l'impression que même à ce moment là, leur opinion quant à l'entrée de la Turquie sera négative”.

Au même moment, Mesut Barzani, leader du *parti Irakien kurde démocrate (IKDP)* a déclaré à Orumiyeh (Iran) que la Turquie ne sera jamais acceptée au sein de la communauté et ce aussi longtemps que le gouvernement turc ne trouvera pas de solution au problème kurde. Il a déclaré lors d'une interview accordée au quotidien *Hürriyet*, qu'en septembre dernier, lors d'une réunion de l'*Internationale Socialiste* à Stockholm, il avait longuement évoqué les conditions de vie dans les camps de Kurdes irakiens en Turquie et ce, avec Inönü. “Inönü m'avait promis de faire quelque chose. Mais il n'a jamais rien fait de concret”, a-t-il dit.

Barzani a déclaré que les pays présents à la réunion de Stockholm partageaient l'idée selon laquelle la Turquie ne sera jamais acceptée dans la communauté avant que le problème kurde ne soit résolu. Il a ajouté: “A moins que les 12 millions (de Kurdes turcs) n'obtiennent des droits individuels ou culturels, aucun pays européen n'acceptera l'entrée de la Turquie à la Communauté. La Turquie n'a pas d'autre alternative”.

RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPEEN A PROPOS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Le Parlement Européen a, lors de sa session du 17 mai 1990, adopté la résolution suivante qui combine six motions relatives à la situation des droits de l'homme en Turquie qui sont l'œuvre de différents groupes politiques:

"Le parlement européen

"A. considérant que la situation des droits de l'homme et des minorités en Turquie a constitué pour la Commission des Communautés européennes une raison importante pour émettre, en son temps, un avis négatif sur l'adhésion de la Turquie à la CEE,

"B. considérant que les problèmes les plus importants qui se posent en matière des droits de l'homme en Turquie sont causés par l'emploi qui est fait des articles du code pénal turc qui, tels que les articles 141, 142 et 163, touchent à la liberté d'organisation et à la liberté d'opinion,

"C. considérant que selon de nombreux rapports récents notamment d'Amnistie International et d'Helsinki Watch, la torture des prisonniers pour obtenir des aveux est encore très répandue en Turquie,

"D. considérant que le gouvernement turc a ordonné, il est vrai, de limiter la période d'isolement des détenus dans les postes de police, période au cours de laquelle des sévices sont fréquemment commis, mais que les fonctionnaires de la justice ne s'en tiennent pas à cette directive,

"E. considérant que, depuis longtemps déjà, le gouvernement turc envisage de modifier ou de supprimer les articles 141, 142 et 163 du code pénal mais qu'il n'a toujours pas présenté de proposition formelle au parlement turc,

"F. considérant que le parlement turc s'est montré sensible aux critiques qui lui ont été adressées par l'opinion publique internationale à propos de la situation des droits de l'homme en Turquie et qu'il a institué une commission parlementaire qui s'occupera exclusivement de l'amélioration de la situation des droits de l'homme,

"G. considérant que, le 9 avril de cette année, le gouvernement turc a arrêté une décision ayant force de loi, aux termes de laquelle, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, la liberté de presse a été sérieusement limitée et des mesures continuant de porter atteinte aux droits de l'homme, telles que l'interdiction du droit de grève et des mesures d'expulsion, peuvent être prises,

"H. considérant que le sociologue turc Ismail Besikci a été arrêté le 12 mai 1990 en raison de son livre intitulé "Le Kurdistan, une colonie partagée entre Etats" qui a été confisqué pour "propagande séparatiste".

"I. préoccupé par le fait que plus de 300 manifestants ont été arrêtés lors des manifestations du 1er mai à Istanbul et que les forces de l'ordre ont molesté les travailleurs qui manifestent partout en Turquie;

"1. Demande la suppression des articles 141, 142 et 163 du code pénal turc;

"2. Estime que la suppression des mesures d'isolement des détenus dans les postes de police peut constituer la contribution la plus déterminante à la disparition de la torture dans les postes de police turcs, ainsi qu'à une amélioration majeure de l'image de la Turquie dans la Communauté et dans le monde;

"3. Exprime sa profonde réprobation pour la sanglante répression qui s'est abattue sur les manifestants du 1er mai et invite les autorités turques à lever l'interdiction qui pèse sur la commémoration de la fête des travailleurs et à libérer les manifestants arrêtés;

"4. Se félicite de la libération de Kutlu et Sargin et forme l'espoir que le peuple turc lui-même sera mis en mesure de décider du sort du parti communiste qu'ils dirigent, en l'occurrence lors des prochaines élections;

"5. Espère, à bref délai, la libération de Ismail Besikci et de tous ceux qui, pacifiquement, ont fait usage du droit à la liberté d'expression ou d'organisation ('prisonniers de conscience');

"6. Estime que seule la reconnaissance des droits politiques, sociaux et culturels de la minorité kurde de Turquie rend la cohabitation possible dans les provinces du Sud-Est; en appelle au gouvernement turc pour qu'il cesse de réprimer et de considérer plus longtemps comme des actes délictueux les manifestations pacifiques de l'identité kurde;

"8. Condamne les actions terroristes;

"9. Souhaite vivement des progrès entre les parties en présence afin qu'elles renoncent à la violence et envisagent une solution pacifique et démocratique au problème de la minorité kurde;

"10. Charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, au gouvernement et au parlement turc."

MARSEILLAISE, 12 mai 1990

Bollène

**Exposition :
celle que vous
n'avez pas vue**

Remzi est un peintre français d'origine Kurde né en 1928. La liste des expositions auxquelles il a participé en plus de 40 ans est impressionnante, tant en France qu'à l'étranger. Le philosophe Henri Van Lier a écrit de lui :

On pourrait les appeler les Interculturels. Certains viennent de Chine. D'autres des Andes. Un bon nombre aussi du domaine arabo-islamique. Ils ont en commun d'avoir gardé leur vision d'origine, même s'ils la fécondent d'éléments grammaticaux et de thèmes empruntés à la contempora-

néité internationale. Somme toute, là où les Post-Modernes jouent diachroniquement avec les époques, les Interculturels jouent synchroniquement avec les cultures.

Remzi est exemplaire à cet égard. Ses thèmes sont un fauteuil, une table, une montagne de la Drôme et, dans sa grammaire, on sent qu'il regarde admirativement les Impressionnistes et Cézanne, surtout Matisse. Mais la vision de base, le travail cérébral de base vient de plus loin, dans le temps, mais surtout dans l'espace. Elle suppose les plateaux moyens du Kurdis-

tan, irrigués du Tigre et de l'Euphrate, par où les céréales sauvages des très hauts plateaux d'Anatolie et d'Arménie sont pour la première fois descendues vers les plateaux inférieurs de la Mésopotamie, fondant nos premiers empires.

Le public bollénois a failli avoir l'occasion d'admirer les œuvres de Remzi à l'occasion du festival d'été 89 puisque une exposition de ce peintre y était programmée. Malheureusement, la municipalité a changé et le projet est parti aux oubliettes de la culture. Cela est bien dommage.

A.B.

Pensées irakiennes : savoir pour comprendre

M. Paul Dépis est président de l'association « Amitiés Franco-Irakiennes » et ministre plénipotentiaire en retraite. Il revient du congrès, le week-end dernier à Bagdad, réunissant l'ensemble des associations sympathisantes

LORIENT (D.B.). - M. Dépis a passé plus de vingt ans au Moyen-Orient, dont cinq années en tant qu'ambassadeur de France en Irak, entre 1980 et 1985. De passage à Lorient, son excellence nous donne son sentiment sur diverses affaires concernant l'Irak.

Irak-Iran, des soucis communs

Sept années de guerre. « Aujourd'hui l'Irak et l'Iran ne sont plus ennemis, mais ne sont pas amis pour autant. Toutefois, les deux pays ne veulent pas en rajouter et se font des soucis communs face aux troubles existants au Nord, dans les Républiques d'Asie centrale en voie de « décolonisation » vis à vis de l'Union soviétique. Il s'y crée des mouvements « marxiste-islamique » et le devenir de ces régions inquiète de part et d'autre.

Les deux nations se sont plus sous l'aile russe pour le moment et elles ne veulent pas se lancer dans des actions suicidaires ».

Le Canon

Souvenez-vous. Des tubes suspects non livrés par l'Angleterre. « tout d'abord, ce n'est pas un canon, mais un propulseur balistique, inventé par un artificier génial nommé Bull. On ne sait exactement à quoi il devait servir mais, quoi qu'il en soit, ce projet ne verra désormais jamais le jour car son concepteur a été assassiné il y a deux mois. Ce devait être un pont de 300 m de long, vissé au sol, non pas dirigé

ce dernier. Il y a deux mois, la nouvelle de la préparation d'une opération militaire d'envergure contre l'Irak a créé un climat d'affolement général et de terreur parmi la population. A cela, le président Saddam Hussein a dit et répété que la riposte avec l'arme chimique binaire serait immédiate, pour dissuader Israël et rassurer les populations irakienne et jordanienne. L'Irak ne peut pas actuellement se passer de l'arme chimique ».

Les Kurdes

Deux ans après le « gazage » de la ville d'Hallabja, faisant plusieurs milliers de morts. « C'est un crime et un désastre consécutif à une défaite que les Irakiens n'ont pas voulu reconnaître. Mille prisonniers y ont été egorgés auparavant ; cela n'excuse rien ».

« Aujourd'hui, la situation des Kurdes s'est stabilisée. Au Kurdistan, la langue officielle est le Kurde, la gendarmerie est Kurde... En Turquie, on leur même la vie dure, particulièrement le P.K.K., le parti communiste « pur et dur ». Ainsi, 3 400 sur environ 80 000 Kurdes sont rentrés la semaine dernière et le mouvement devrait s'accroître ».

L'avenir reste flou et les intérêts énormes pour ce pays en pleine reconstruction. L'Irak est le deuxième producteur de pétrole dans le monde mais semble moins intéresser la France qu'avantant. « La mode « arabe » des années soixante-dix est passée. Place aux pays de l'Est ».



Autour du président Saddam Hussein, Abdel Fattah amin, Paul Dépis et Gilles Munier

ici est que la non livraison du matériel entraîne un non paiement de la part des Irakiens. De plus, l'administration actuelle est très soucieuse de ne pas se lancer dans des dépenses somptueuses ; les marchands d'armes ne doivent pas se faire d'illusions ».

L'affaire Bazoff

Le pendu exécuté il y a un mois. « C'est un pauvre type manipulé, pas très malin, un mé-

diocre espion « free-lance » qui ne méritait pas la corde. Son exécution n'est ni à la gloire de l'Irak, ni de M^{me} Thatcher avec son ultimatum décisif ».

Arme chimique et bombe A7

« L'Irak n'a pas la bombe atomique, n'a pas les installations pour et ne compte pas l'avoir.

Israël a lancé une vaste campagne de désinformation contre l'Irak et on constate un resserment des pays arabes autour de

Télégramme de Brest, 18 mai 1990



Ancien ambassadeur de France à Bagdad Paul Depis corrige l'image de marque de l'Irak

DEVENU ambassadeur de l'Irak, il a salué J.-Y. Le Drian qui fut président des Amitiés parlementaires franco-irakiennes. Canon, bombe atomique, pendaison de Farzad Bazoff, M. Paul Depis a répondu à tout.

Ministre plénipotentiaire à la retraite, Paul Depis, 69 ans, qui fut ambassadeur de France en Irak de 1980 à 1985, était hier à Lorient avant de se rendre à Brest pour y donner une conférence sur l'Islam. Paul Depis est président des « Amitiés franco-irakiennes », dont le secrétaire général Gilles Munier est rennais et fort connu à Lorient où il fut à une époque l'artisan d'un rapprochement économique avorté entre l'Algérie et la Bretagne.

Paul Depis a salué au passage Jean-Yves Le Drian, qui fut de son côté président d'un groupe parlementaire franco-irakien et qui en reste membre. Bref, on aura compris que Paul Depis, qui a fini sa carrière comme ambassadeur au Chili, continue d'une certaine façon à être l'ambassadeur de l'Irak.

Un journaliste espion ?

L'image de l'Irak, qui fut bonne un temps, surtout aussi par opposition à celle de Khomeiny, s'est profondément dégradée dans l'opinion occidentale. La pendaison du journaliste Farzad Bazoff, le massacre aux gaz de combat de milliers de Kurdes en 1988, l'affaire du canon et des compo-

sants électroniques destinés à la fabrication d'une éventuelle bombe atomique y sont pour quelque chose.

Paul Depis, qui reste malgré tout lucide et qui n'hésite pas à dire que les Irakiens « sont des brutes minérales mais intelligentes », donne son point de vue sur ces problèmes. S'agissant du canon dont il rappelle que le « génial concepteur », M. Bull, a été assassiné à Bruxelles voilà deux mois, il n'est pas loin de le comparer aux fameux avions renifleurs de Giscard d'Estaing : « L'idée est bonne, mais sans doute fantaisiste ».

Selon lui, plusieurs canons ont été commandés dans des fonderies en Europe (en France ?) et aux Etats-Unis, et dont les pièces ne sont pas arrivées à destination. Pour autant, il n'a pas d'explication technique à fournir quant à l'utilisation, au type de munitions (satellite ?) du ou de ces canons.

S'agissant cette fois de la bombe, il se veut catégorique : « L'Irak n'a pas la bombe atomique et ne se prépare pas à la fabriquer ». Il ne dispose toutefois pas d'information et se fonde sur sa conviction et les déclarations du président Saddam Hussein...

Il n'est pas tendre à l'égard de Farzad Bazoff, le journaliste anglais : « C'était un pauvre type pas très malin, une proie toute trouvée pour les « services ». On l'a utilisé et il a cru faire un « scoop ». Il faut savoir qu'il s'était fait expulser quatre mois auparavant de Tunisie où il pho-

tographiait des bureaux de l'OLP ». L'oraison funèbre est lapidaire.

Le canon, la bombe mais encore l'arme chimique : « Saddam Hussein a menacé Israël, mais c'était au moment où Israël menaçait l'Irak », dit-il en substance.

Le massacre des Kurdes

Dernier dossier à charge contre l'Irak, la mort de 5 à 6.000 Kurdes par gaz de combat (1) à Hallabja : « Une brigade irakienne avait été battue par les Kurdes qui avaient fait un millier de prisonniers. Une colonne de secours irakienne arrivant, les Kurdes ont égorgé leurs prisonniers. La riposte fut terrible... ». Difficile de faire mieux dans l'horreur.

Alors, Paul Depis a beaucoup à faire pour restaurer l'image de l'Irak, tandis que le lobby bancaire français condamnerait, selon lui, toute velléité de relations commerciales ou économiques avec ce pays. A terme, il estime que les relations Iran-Irak vont se normaliser. Il est beaucoup plus inquiet sur le sort des républiques de l'Asie centrale soviétique.

(1) Paul Depis croit au retour de Ben-Bella à la tête des affaires algériennes et à l'ouverture d'un « procès » pour juger les responsables des massacres de Sétif le 8 mai 1945. Ce jour-là, l'armée française avait fait usage de ses armes. On a avancé le chiffre de 45.000 morts.

Basler Zeitung, Mittwoch, 23, Mai 1990

Erdal İnönüs Irrfahrt durch Kurdistan

Die vor zwei Monaten ausgebrochene «kurdische Intifada» wurde vom türkischen Staat mit militärischer Härte und der faktischen Aufhebung der Pressefreiheit beantwortet. Politiker der Opposition wie der Chef der Sozialdemokratischen Volkspartei SHP, Erdal İnönü, versuchen ihrerseits, verlorenes Terrain in den kurdischen Provinzen zurückzugewinnen – mit wenig Erfolg.

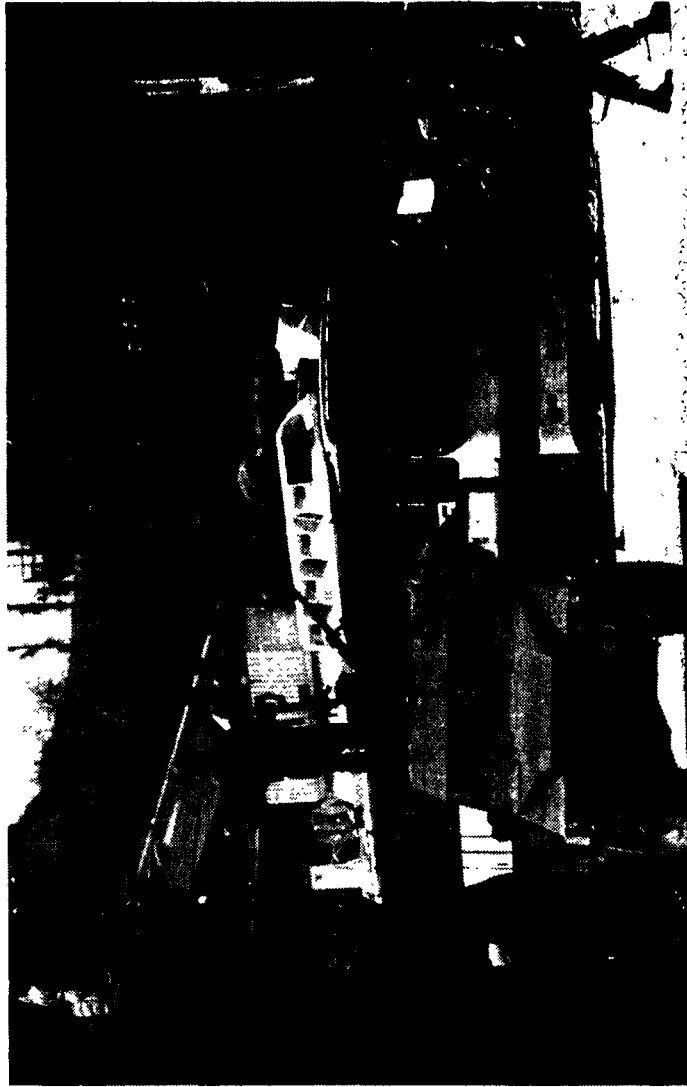
Auf den ersten Blick sieht es fast danach aus, als ob der Konvoi, der sich am frühen Morgen über die gewundene Bergstrasse von Sirnak nach Uludere immer tiefer ins Cudigebirge hineinbewegt, in den Krieg vorstiesse. Angeführt wird die Wagenkolonne von Polizeiwagen mit schwerbewaffneten Polizisten, zwei schweren Panzerfahrzeugen und mehreren Jeeps mit «Kommandos» in voller Kriegsausrüstung, ausgestattet mit schweren Maschinengewehren. Umso fremder wirkt angesichts dieses martialischen Aufgebotes das Herzstück des Konvois, ein rotweisser Bus, mit grossen Lautsprechern auf dem Dach, aus denen immerfort fröhliche Musik ertönt: der Bus der Sozialdemokratischen Volkspartei (SHP), unterwegs mit dem Parteivorsitzenden Professor Erdal İnönü.

Von Wernervan Gent, Uludere

Als in den vergangenen Wochen immer deutlicher wurde, dass der «kurdischen Intifada» mit militärischen Mitteln kaum mehr beizukommen ist, hatte Professor İnönü kurzerhand beschlossen, das zu tun, was vor ihm noch kein Politiker gewagt hatte: die umkämpften Gebiete selber zu besuchen.

Das Lächeln hinter «Rambo»

Professor İnönü dürfte sich seine Friedensmission etwas anders vorgestellt haben. Denn immer dann, wenn er den Bus anhalten lässt, um etwa eine Gruppe kurdischer Kinder zu begrüßen, oder um mit einigen Dorfbewohnern zu sprechen, springen die schwer-



Der Führer der türkischen Sozialdemokraten (SHP), Erdal İnönü, musste auf seiner Werbetour durch Südost-Anatolien erfahren, dass das Vertrauen der Kurden durch Lautsprecherappell auf den Dorfpfützen nicht zu gewinnen ist.

Foto Musa Agacik

Odysee durch Kurdistan

Die Strasse von Cizre nach Hakkari, die parallel zur irakischen Grenze durch das Cudigebirge führt, war in den vergangenen Monaten zeitweise für den Privatverkehr gesperrt worden: die «Sicherheitskräfte» konnten die Sicherheit auf dieser unübersichtlichen Strecke jedenfalls nicht mehr garantieren. Vor allem nachts haben in diesem Gebiet die «Terroristen» (offizielle Bezeichnung für die Guerillakämpfer der PKK - Arbeiterpartei Kurdistans) das Sagen, und dann fahren auch die hochgerüsteten «Sicherheitskräfte» nur noch im Konvoi.

Dennoch wollte İnönü bis nach

zer kurz nach der Durchfahrt durch die Kleinstadt Sirnak eine verdächtige Bewegung am Hang unterhalb der Strasse ausmachen. Innerhalb von Sekunden sind die «Rambo» zur Stelle, die im zweiten Bus mitfahrenden Parlamentarier und Journalisten halten den Atem an - bis aus dem Gebüsch drei nichtsahnende Frauen hervortreten, die offenbar ein Feld unterhalb der Strasse bestellt haben. Immer öfter beschränkt sich İnönü nach diesem Zwischenfall darauf, die Gruppchen am Strassenrand über die Lautsprecheranlage zu begrüßen, wobei er nicht nachlässt, überaus freundlich zu wirken.

bewaffneten Kommandos aus den Panzerfahrzeugen, um den hohen Gast schützend einzukreisen. Dass sie dabei mit ihren Waffen direkt auf die Bevölkerung zielen, dürfte die Gespräche kaum sehr gefördert haben. Für die im Volksmund «Rambo» genannten Kommandos gibt es nun einmal keine «freundliche Lokalbevölkerung», die mit netten Worten zu begrüßen sei. Für sie ist jede Person in diesem Gebiet solange Terrorist, bis das Gegenteil bewiesen ist.

Richtig nervös wird der für die Sicherheit verantwortliche Kommandant, wenn die Späher im ersten Pan-

Uludere weiterfahren, eine in einer engen Schlucht gelegene Ortschaft mit knapp 3000 Einwohnern, die in den letzten Jahren immer wieder Schauplatz von blutigen Kämpfen war. Mit einiger Mühe gelingt es dem Chauffeur des Busses, auf der staubigen Piste inmitten des grösstenteils aus Lehmhäusern bestehenden Dorfes zu wenden. Wie im Wahlkampf haben İnönü und seine Mitarbeiter Position auf dem verstärkten Dach des Busses bezogen, von wo aus er die kleine Menge begrüsst.

Verlorene Bastion

Bis zu den Wahlen im November 1987 waren die östlichen Provinzen noch fest in sozialdemokratischer Hand. Eine Versammlung der SHP in der heimlichen Hauptstadt der kurdischen Provinzen der Türkei, Diyarbakir, war damals noch ein schlagender Erfolg für İnönü gewesen. Das hat sich seither drastisch geändert.

Heute fühlt sich ein Grossteil des sozialdemokratischen Anhangs in diesem Gebiet von der Parteizentrale in Ankara betrogen. Den Wendepunkt bildete ein von der Ehefrau des französischen Präsidenten François Mitterrand Ende letzten Jahres organisiertes Symposium über die Identität des kurdischen Volkes. Die kurdischen Abgeordneten der SHP, welche daran teilnahmen, wurden unverzüglich aus der Partei geworfen: Mit ihrer Teilnahme hätten sie die Einheit der Republik gefährdet, hiess es damals aus Ankara. Stur halten auch die Oppositionsparteien an der offiziellen Staatsdoktrin fest, wonach es in der Türkei nur Türken gäbe.

Als zunächst im Grenzstädtchen Nusaybin, dann im am Tigris gelegenen Cizre und kurz darauf im ganzen südlichen Teil des von Kurden bewohnten Gebietes eine eigentliche Intifada ausbrach, stellten sich İnönüs Sozialdemokraten demonstrativ auf die Seite des kemalistischen Staates, der durch seine brutalen Einsätze den Aufstand massgeblich geschürt hatte. In den Parteizentralen in Ankara hatte man zunächst gar nicht wahrgenommen, dass im Südosten eine völlig neue nationale Bewegung entstanden war; man hielt an der Theorie fest, wonach die Ereignisse einzig auf die Infiltration von durch das Ausland gelenkten «Terroristen» zurückzuführen sei. Daneben unterstützten die linke und rechte Opposition stillschweigend die Theorie der Regierung, wonach der ganze Aufstand von der Presse aufgeblasen würde. Als die Regierung mit einem Dekret die Berichterstattung über die Ereignisse im Osten faktisch verbot, liessen die Sozialdemokraten kaum Proteste vernehmen.

Versöhnungsgesten...

In Uludere bekommt Erdal-Bey, wie der immer überaus freundliche Physikprofessor meist genannt wird,

die Folgen dieser Politik zu spüren. Steine und Eier fliegen zwar keine in Richtung des rot-weissen Busses, wie am Vortag in Cizre und später noch in Bitlis, doch die Menge reagiert abweisend. Geklatscht wird wenig und meist nur, nachdem strategisch plazierte Parteifunktionäre kräftig mitgeholfen haben. Dabei geht der Professor in seiner kurzen Ansprache viel weiter als jeder türkischer Politiker vor ihm: die kurdische Muttersprache müsse selbstverständlich zugelassen werden, sagt er und erntet damit einen Beifall. Doch am Rande der Versammlung meint ein kurdischer Gesprächspartner, dass man diesbezüglich keinem türkischen Politiker trauen könne. Erst am Vortag war ein kurdischer Sänger, der nach einer Rede İnönüs ein kurdisches Lied gesungen hatte, von der allgegenwärtigen politischen Polizei festgenommen worden.

Versöhnlich meint İnönü, das kurdische Element in der Bevölkerung sei eine Bereicherung für die ganze Gesellschaft. Schweigend hören die Kurden zu, sie haben nicht vergessen, wie sie jahrelang als Bürger zweiter Klasse galten, als rückständige Bergbewohner, in den sechziger Jahren gar nur als «Bergtürken» bezeichnet wurden. İnönüs Lobgesang auf die demokratischen Spielregeln zur Lösung der kurdischen Probleme steht für die Bewohner Uluderes dann doch in allzu scharfem Kontrast zum allgegenwärtigen «Özel Tim», dem «Sonderteam» oder, kurzweg, den «Rambos».

... und Rambo-Methoden

Seit der Verschärfung des Ausnahmezustandes wurden die «Rambos» mit fast uneingeschränkten Befugnissen ausgestattet. Ihre Erscheinung ist sorgfältig auf Einschüchterung getrimmt, der Name «Rambos» ist kaum zufällig entstanden. Nach Belieben können sie Leute festnehmen und verdächtige Personen aus dem Gebiet weisen. Gesprächspartner in den verschiedenen Städten, wo İnönü halmacht, sind davon überzeugt, dass die meisten der «nach intensiven Kämpfen getöteten Terroristen» einfach kaltblütig von den Rambos exekutiert worden sind. Als im vergangenen Monat ein Grossteil der Geschäfte in der Ölstadt Batman aus Protest gegen den Staatsterror geschlossen blieb, legte das «Özel Tim» an einem Tag 2500 Geschäfte in Trümmer. Der Bürgermeister der Stadt, Mitglied der SHP, hat bislang aus Ankara keine Reaktion auf seine Proteste erhalten.

Am Rande der Veranstaltung in Uludere kommt es, trotz der offensichtlichen Repressionsmaschinerie, immer wieder zu spontanen Gesprächen. Die Leute suchen das Gespräch mit den Journalisten, auch wenn sie wissen, dass nach der Verschärfung des Ausnahmezustandes die türkische Presse nur noch die offiziellen Verlautbarungen und Erfolgsmeldungen über

den Krieg gegen die PKK veröffentlichen darf. «Das grösste Problem hier sind die Dorfwächter», meint ein junger Mann im Teehaus. Im Hintergrund verfolgt ein Rambo mit kahlgeschorenem Kopf, demonstrativ umgehängtem Patronengürtel und einigen Handgranaten am Revers kaugummikauend das Gespräch.

System der Kollaboration

Insgesamt vier Ashirets (Stämme) hat Ankara bislang als «Dorfbeschützer» für sich gewinnen können. Bezahlte werden sie verhältnismässig gut: in dieser Region sind monatlich 500 000 türkische Pfund (umgerechnet rund 280 Franken) jedenfalls ein stattliches Einkommen. Mit den vom Staat verteilten Kalaschnikoff-Gewehren konnten die Angehörigen dieser loyalen Stämme ihre Machtbasis auch während der Intifada bewahren, obwohl die Dorfwächter immer wieder zum Ziel der PKK-Guerilla werden. Wenige Stunden nachdem der Konvoi İnönüs die Stadt Cizre verlassen hatte, wurde auf offener Strasse ein Dorfwächter erschossen, wie man annimmt, von den PKK-Guerillas, doch könnte es sich ebensogut um eine Abrechnung zwischen den Sippen handeln.

Am Ende der viertägigen Fahrt hatten im ganzen Gebiet insgesamt neun Dorfwächter ihr Leben verloren. Solche Zahlen erscheinen nicht in den offiziellen Verlautbarungen, die vom Verwalter des Ausnahmezustandes, Hayri Kozakciaoglu, persönlich zensuriert werden. Am türkischen Fernsehen ist immer nur die Standardformulierung zu hören, wonach die Sicherheitskräfte erneut so und so viele «Terroristen tot festgenommen» hätten – allein die Zahl variiert von Tag zu Tag.

aten dementieren Worte

Vier Tage lang zog İnönü durch die Berge Kurdistans. In insgesamt 14 Ortschaften versuchte er, seine Zuhörer wie in Uludere davon zu überzeugen, dass die Probleme nur auf demokratische Weise zu lösen seien. Und umgehend wurden diese Worte durch die Omnipräsenz der türkischen Repressionskräfte jeweils wieder zunichte gemacht.

Der Höhepunkt der Demonstration der Staatsmacht schien am letzten Tag erreicht zu sein, als der Konvoi südlich des Van-Sees einen über 2100 Meter hohen Pass überquerte. Inmitten des fantastischen Panoramas der kurdischen Bergwelt liessen die Kommandos noch einmal sehen, wozu sie ausgebildet waren. Innerhalb von Sekunden hatten sie die umliegenden Höhen besetzt, als müssten sie auch noch die Berge einschüchtern. «Alles für unsere Sicherheit!» kommentierte ein Parteifunktionär atemlos. Doch am Abend gestand ein Parlamentarier ein, dass man sich im Bus gefragt habe, ob die permanente Machtdemonstration nicht kontraproduktiv gewesen sei.

DEPECHE DU MIDI, 26 mai 1990

TELEVISION

Les Kurdes sur « FR 3 »

A voir aujourd'hui, à 13 h 10, sur « FR 3 » Midi-Pyrénées, une émission sur l'implantation de trente et un Kurdes à Castillon depuis le 14 octobre 1989. Des images et un reportage montrent comment ces montagnards de l'Irak s'intègrent peu à peu dans un paysage qui leur est familier.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, 26-26 may 1990

Who Helped Arm Iraq? America, France and Italy

By William Safire

WASHINGTON — "The Lavoro affair" is what some of us call the government of Iraq's manipulation of the American and Italian banking systems to help the dictator Saddam Hussein finance the building of a missile with a nuclear warhead.

In Atlanta, a grand jury has been investigating the running of \$3 billion through a U.S. branch of Italy's Lavoro bank, a large chunk of which was ostensibly for commodity loans guaranteed by the ever-trustful U.S. Agriculture Department.

Like the savings and loan scandal, this case is too complex for media scrutiny (Alan Freedman of the Financial Times excepted), and Attorney General Richard Thornburgh slowed the investigation by easing out the U.S. attorney in Atlanta.

Reverberations from the Lavoro probe made Agriculture Secretary Clayton Yeutter nervous enough to dispatch a team to Baghdad to find out about "possible irregularities" in America's billion-a-year guarantee of loans to Iraq. These bureaucrats returned with signs of corruption and kickbacks that they hastily unloaded on the department's inspector-general.

Because the Bush administration does not want to upset the Iraqi dictator, who will be anointed next week in Baghdad as "the new Nasser" by the Arab leaders, no questions are being asked of the National Security Agency about why it failed to spot the huge transfers of dollars; nor has the FBI yet asked the Export-Import Bank which of its officials knew of the illegal transfers.

But Atlanta's Lavoro leads are making some investigators in America and in Europe nosy: Where else has Mr. Hussein been getting the money for his costly weaponry? And who is providing him with the Western technology to terrorize the world?

All fingers point to France, the leading weapons supplier to Iraq during its war with Iran. Six months ago, a scientific delegation from Paris met with Saddam Hussein after visiting his secret missile base at Mosul; four French companies turned out to have received payments through the Lavoro "paymaster" in Atlanta.

France has already helped Iraq concoct its own AWACS; it placed a radar dish 10 yards (9 meters) in diameter, built by Thomson-CSF, atop an Ilyushin-76 bought from the Soviets. The French technicians, who maintain, and operate the advanced command reconnaissance aircraft, have boasted that their Adnan-1 is better than Moscow's own version.

This January, the French defense minister, Jean-Pierre Chevènement, was summoned to Baghdad. The dictator wanted a better product than the Mirage F-1 jets that helped him defeat Iran; he wanted the new Mirage-2000, expected to be ready by 1994, on credit. Mr. Chevènement reminded Mr. Hussein that he already owed France \$6 billion.

Bankers know how that made Mr. Hussein all the stronger in the dealing; the dictator found \$158 million to pay Thomson-CSF cash for new orders

and thereby drew Mr. Chevènement into advancing much more new debt; most important, he agreed in principle to provide the Dassault Mirage 2000 — and have it produced in Iraq.

That is not all; the Iraqis want a modern long-range ground-to-ground missile. They took the old Soviet Scuds, with a range of only 200 miles (320 kilometers), and with the help of a score of French technicians upgraded these to 500 miles; they are called al-Abbas and al-Hussein. What then became vital was a sophisticated inertial guidance system — the missile system's "brain."

The French company Sagem makes those guidance systems, but under a European Community treaty — the Missile Technology Control Regime — France is bound not to export this destabilizing warmaker. Somehow, these made-in-France devices have been getting through to Iraq; as a result, Mr. Hussein has a new weapons system that led to his boast to be able to "scorch half of Israel."

On this critical item, French customs has become a sieve, and investigators find it is hard to imagine that Mr. Chevènement's ministry is unaware of the smuggling.

While France's technical expertise is bolstering the Nasserite pretensions of Iraq's dictator, U.S. loan guarantees have helped him free money for leverage for more French credit.

Congress wants to impose sanctions, but President Bush thinks Saddam Hussein is a closet moderate.

We could learn more about the buildup of a menace to peace by unraveling the Lavoro affair. But Mr. Thornburgh's Justice Department is timorous; television news finds it all too complicated, and France's arms merchants have an investment that pulls them deeper into the pit.

The New York Times.

de Volkskrant

VAN DINSDAG 29 MEI 1990

Wat is Turkije voor een land? Er is geen eenduidig antwoord op deze vraag. Met het toeristisch seizoen voor de deur is het eerste wat opkomt dat het een vakantie-land is. Volgens het laatste rapport van Amnesty is het een land dat de aandacht trekt, omdat de mensenrechten er worden geschonden. Voor de gemiddelde Nederlander is Turkije het land van de buitenlandse gastarbeiders; het is een Derde Wereldland.

Tegelijkertijd is Turkije lid van de NAVO en kandidaat-lid van de EG. Het is een republiek. Ofschoon af en toe door het leger politieke partijen verboden zijn, is er een parlement waarin veel partijen zijn vertegenwoordigd. Maar het oprichten van een politieke partij door bijvoorbeeld etnische groeperingen en communisten is verboden.

Het machtsstelsel is gedeeld; wetgevende, uitvoerende en rechterlijke macht zijn gescheiden. Maar het ene orgaan accepteert het andere niet. De officier van justitie kan de telefoon van de parlementariërs afluisteren en dossiers over hen aanleggen. Het hoofd van de generale staf van het leger staat in het landsprotocol op de derde plaats; alle ministers — ook de minister van Defensie — en de leiders van de oppositiepartij, komen in rangorde na de generaal.

Boven alle organen staat nog een ander orgaan: de Nationale Veiligheidsraad. De meerderheid van deze raad bestaat uit generaals. Daarbij aangesloten ministers kunnen slechts op uitnodiging van de generaals vergaderingen bijwonen. Het is hun plicht om, wanneer het het „staatsbelang” betreft, adviezen te geven aan de regering en het parlement. In de geschiedenis hebben deze altijd de adviezen opgevolgd en tot wetten gemaakt. Anders bestaat het gevaar van een staatsgreep!

Turkije is een land met veel volkeren. Ongeveer twaalf miljoen Koerden leven naast Arabieren, Tsjerkessiërs, Georgiërs en Lazen. Volgens de Turkse grondwet is iedereen die de Turkse nationaliteit heeft, een Turk. Officieel bestaat er dus geen ander volk dan de Turken. Maar vooral de Koerden strijden voor hun etnische identiteit. Ook is er een aantal wetten voor de Koerden gemaakt: hun taal is door een speciale wet verboden verklaard. Evenals het dragen van eigen kleding en het beoefenen van eigen muziek. Het is ook niet toegestaan om hun kinderen Koerdische namen te geven.

Doodvonnis

Koerdistan heeft in zijn geschiedenis altijd met buitengewone wetten te maken gehad. Er zijn rechtbanken opgericht die de bevoegdheid kregen vonnissen uit te spreken waartegen geen hoger beroep mogelijk was, ook niet als

Turkse soldaten laten Koerden uitwerpsele eten

Medio mei heeft Oostenrijk de wapenleveranties aan Turkije stopgezet. Nederland zou dit voorbeeld moeten volgen, vindt voormalig Koerdisch vluchteling Y. Yesilgöz, omdat deze wapens tegen de Koerden worden ingezet. De Turkse minister van Buitenlandse Zaken Ali Bozer is momenteel in Nederland. Maandag sprak Bozer met zijn collega Van den Broek, terwijl hij vandaag de vaste commissies voor Buitenlandse Zaken van de beide Kamers ontmoet. Yesilgöz geeft aan dat de Koerden enkele weken geleden weer getroffen zijn door nieuwe „wetten”.

het een doodvonnis betrof. Deze rechtbanken dragen de naam „Istiklal Mahkemeleri” (Hooggerechtshof ten tijde van de Koerdische opstand in 1925). De „Takrir-i Sükun” (het scheppen van openbare orde) is een wet waardoor aan plaatselijke gezagsvoerders buitengewone bevoegdheden worden toegekend. En tenslotte de „Dersim wetten” (Dersim is de plaats waar in 1937 opnieuw een Koerdische opstand uitbrak).

Enkele weken geleden heeft de Nationale Veiligheidsraad nieuwe „adviezen” gegeven. De ministerraad heeft deze, zonder het parlement hiervan in kennis te stellen, gepubliceerd in de Staatscourant als zijnde een beslissing „met kracht van wet, nummer 413” (Kanun Gücünde Kararname). Nu mogen politie en leger zonder ondervraging en onderzoek iemand doodschieten.

De „super gouverneur” (deze instelling bestaat alleen in Koerdistan) heeft het recht gouverneurs niet wettelijk controleerbare bevoegdheden te geven en tevens „buitengewone” bevoegdheden. Hierdoor krijgen plaatselijke gezagsdragers de mogelijkheid zonder toestemming van de rechtbanken huiszoekingen te doen, mensen te arresteren en te ondervragen. Personen die hulp verlenen aan mensen die „tegen het regime zijn”, krijgen een straf opgelegd die twee keer zo zwaar is als wat er in de Turkse wet voor staat.

Men heeft bijvoorbeeld de bevoegdheid om civiele personen te bewapenen en drukkerijen te sluiten. Daarom kan het tijdschrift „2000’e Dogru” (Op weg naar het jaar 2000) dat niet afhankelijk is van de staatsideologie en dat als pro-

gressief en radicaal wordt gezien, al geruime tijd niet verschijnen: er is geen drukkerij voor te vinden.

De progressieve Turkse pers noemt deze maatregelen met kracht van wet „SS-wetten”, uitgaande van de woorden „Sürgün” (verbanning) en „Sansür” (censuur).

Zelfs ex-minister-president Demirel, die al jaren woordvoerder is van de conservatieven, is tegen deze nieuwe maatregelen met kracht van wet.

Demirel vergelijkt ze met eerder genoemde „takrir-i sükun” en de beruchte „Dersim wetten”. Hij doet moeite om deze kwestie ter discussie te stellen in het parlement. Maar de sociaal-democratische partij van İnönü, die op uitnodiging van de PvdA een bezoek bracht aan Nederland om te praten over de afgelopen gemeenteraadsverkiezingen en andere problemen van de Turkse minderheid, heeft zeven eigen parlementariërs uit de partij gezet. De reden daarvoor was dat zij hadden deelgenomen aan een onder leiding van mevrouw Mitterrand in Frankrijk gehouden bijeenkomst over de situatie van de Koerden. Deze partij werd als lid geaccepteerd van de Socialistische Internationale!

De grootste Turkse kranten hebben zich snel aangepast aan de nieuwe situatie. De gebeurtenissen in Koerdistan worden nu alleen nog via officiële verklaringen bekend gemaakt. Het woord Koerd kom je in de Turkse pers niet meer tegen.

De socioloog Ismail Beşikçi wordt wel de Turkse Sacharov genoemd. Desikçi heeft eenderde van zijn leven in gevangenschap doorgebracht en is nu op-

nieuw gearresteerd wegens zijn laatste boek „Koerdistan, een internationale kolonie”.

Kafka

Is dit alles nu alleen een zaak van Turkije en de Koerden? Welke rol heeft het Westen hierin?

Vindt het Westen vrijheid belangrijk? Ja, dat is zonder twijfel waar. Dat is het imago van het Westen. Het is solidair met het Roemeense volk dat in opstand komt tegen de onderdrukking. Het Westen houdt ook van Kafka, echter in het theaterstuk van Havel wil het Westen liever souffleur zijn van de hoofdrolspeler.

Voor Sachorov stond er altijd een huis klaar. De Berlijnse Muur en het prikkeldraad aan de grenzen van Hongarije zijn altijd droevige beelden geweest in de ogen van westerlingen.

Het Westen is tevens een plaats waar vluchtelingen kunnen en konden komen uit het Chili van Pinochet, het Turkije van Evren, en Pakistan van Zia ul-Haq en het Irak van Saddam.

De NAVO werd door de Westerse landen als pact gelanceerd en betekent voor deze landen bescherming en eenheid van democratieën. Er werd vastgesteld dat NAVO-goederen niet voor binnenlandse zaken (zoals burgeroorlog) en niet voor anti-democratische doeleinden gebruikt mogen worden. Maar Turkse soldaten die Amerikaanse militaire kleding dragen, in Duitse tanks rijden, zich bedienen van Engelse kanonnen, raketbommen van Amerikaanse en vliegtuigen van Nederlandse makelij gebruiken, lieten Koerdische boeren uitwerpselen eten. Boeren werden, toen zij in de ochtend naar de markt gingen, met kogels doorzeefd door een eenheid die van Amerikaanse wapens voorzien was.

Het Westen, dat niet alleen door Roemenië en Litouwen, maar ook door Koerdistan en Turkije als een symbool van vrijheid wordt beschouwd, gaat door met het leveren van wapens die tegen Koerden worden gebruikt. Daarom heeft Oostenrijk een nieuw besluit genomen en is gestopt met het verkopen van wapens aan Turkije.

In Nederland was Relus ter Beek tot voor kort tegen de wapenleveranties, maar nu als minister van Defensie verdedigt hij het nut van deze wapenleveranties. Maar het Nederlandse volk is toch geen volk dat belasting betaalt om andere volken te vermoorden? Het is dus tijd dat Nederland het voorbeeld van Oostenrijk volgt.

Elk volk, ... nee, ook elke regering krijgt het volk dat zij verdient!

YÜCEL YEŞİLGÖZ

Jurist en ex-Koerdische vluchteling

exile june 1990

UK UPDATE

Rumours of a toughening of Home Office procedures towards **Kurdish asylum-seekers** has prompted North London churches to prepare to offer sanctuary to asylum-seekers, if the immigration authorities attempt to enforce deportation orders. The Hackney and Haringey churches' offer has the support of the British Council of Churches.

The threat has also prompted an early-day motion, put down by Sir David Steel, Jim Lester and Alistair Darling, with the support of 70 MPs. The motion calls on the government to place a moratorium on the removal of any more of the 3,700 Kurdish asylum-seekers who arrived before the imposition of visas, 'pending further investigation into the situation of Kurds in Eastern Turkey, which could provide corroboration of the asylum-seekers' testimony'.

Of 3,700 Kurdish asylum-seekers who arrived between the beginning of April 1989 and the imposition of visas on 23 June 1989, 1,300 have so far been granted refugee status or temporary leave to remain. Some 48 have been deported, 249 have left voluntarily. The 145 who have been refused leave to stay, but for whom removal has been deferred, are particularly at risk; but the 1,958 whose cases have not yet been processed or decided are also less secure if the rumour is true.

LE JOURNAL
DU PATISSIER
mai 1990

SADDAM HUSSEIN : LE MEGALOMANE BARBARE, ROI D'IRAK

Lorsque j'ai appris, tôt le matin, à Daniel JACOBY que Farzad BAZOFT avait été exécuté. Il a lancé un sonore « quelle salope... », réaction que le président de la Fédération Internationale des Droits de l'homme répétera un peu plus tard à la télévision. Le sanguinaire Saddam HUSSEIN, qui règne sans partage sur l'Irak a été insensible aux appels à la clémence lancés par la communauté internationale. On connaît ce sinistre personnage depuis 1968, date de la révolution baasiste irakienne. Dès leur arrivée au pouvoir, les nouveaux dirigeants se firent remarquer par une cruauté jamais démentie. Procès politiques contre leurs adversaires, accusés d'être des agents d'Israël, des Etats-Unis ou des « puissances impérialistes ».

Le plus spectaculaire de ces procès se déroula au début de l'année 1969. 16 personnes dont 10 de confession juive, furent le lendemain de la sentence, pendues, place de la République à Bagdad, en présence d'une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes. Le régime policier était instauré. Des opposants au régime (réfugié à l'étranger) mais aussi des proches du président (qui commençaient à lui faire de l'ombre) furent assassinés par les agents de la mort du dictateur. Tout le monde a également en mémoire, les images de civils dont de très nombreux enfants saisis par la mort lors des bombardements chimiques d'une ville du Kurdistan en mars 1988. La victoire sur l'Iran, dans la guerre du Golfe n'a fait qu'accroître le culte de la personnalité, la toute puissance acquise grâce à l'appui des grandes puissances poussées lors de cette guerre par la peur du Khomeinisme.

Ce laxisme international eu égard aux droits de l'homme dans ce pays, a permis à Saddam HUSSEIN, de rejeter les demandes de grâce venues de l'étranger. Avec moquerie. Farzad

BAZOFT, le journaliste britannique d'origine iranienne, accusé d'espionnage par les Irakiens a été exécuté. Pendu comme on sait si bien le faire dans ce pays. Ce jeune reporter de 31 ans qui avaient couvert, en septembre dernier les élections au Kurdistan (à l'invitation du gouvernement Irakien) avait eu l'idée avant de retourner à Londres, de recueillir des informations sur une mystérieuse explosion survenue dans un complexe militaro-industriel situé au sud de Bagdad. Une usine chimique disaient-on construite par des Européens. Il y aurait eu plusieurs centaines de morts. Il avait pu se rendre sur place grâce au courage d'une infirmière britannique travaillant pour un hôpital privé de la capitale... dans une ambulance.

Ils auraient été tous deux arrêtés, jugés et condamnés. BAZOFT a mort. Daphné PARISH a 15 ans de détention. Durant sa détention le journaliste de « l'Observer » avait été contraint d'avouer à la télévision « qu'il était un agent isaraélien ». Aveux obtenus après quelques séances de torture ? Farzad BAZOFT a été exécuté le 15 mars. Le ministre de l'information local qui ne sait manier que l'humour macabre a lancé à destination des Anglais « Mme THATCHER voulait BAZOFT vivant. Nous lui avons donné son corps ». Bouleversé, le consul de Grande-Bretagne à Bagdad a raconté sa rencontre avec le journaliste, quelques minutes avant sa mort. « Il était vêtu d'une djellaba et semblait calme. Il m'a transmis plusieurs messages pour sa famille et pour ses amis. BAZOFT, s'est une nouvelle fois défendu d'être un espion. Il m'a répété qu'il était un journaliste, qu'il n'avait fait que son travail de journaliste ». Rassurez-vous à Bagdad, le dictateur Saddam HUSSEIN lui, va très bien. Et continuera à faire ce que son pouvoir lui ordonne. C'est la formule consacrée des tyrans. □

EST RÉPUBLICAIN, 2 juin 1990

EXPULSION

Kurde renvoyé en Turquie : le préfet assigné en justice

Zeynel Demirbilek a été reconduit dans le pays qu'il voulait fuir la veille du jour où le tribunal devait statuer. Ses avocats intentent un procès au préfet de Moselle.

METZ. - Le 30 avril dernier, quand il s'est présenté à la préfecture de Nancy pour demander le statut de réfugié politique et la protection de l'OFPRA (l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides), Zeynel Demirbilek n'a pas obtenu du service des étrangers le titre de séjour valable un mois pour faire les démarches nécessaires.

Ce jeune Kurde de nationalité turque, ne parlait aucune autre langue que celle de sa région d'origine, le Kurdistan. Le préposé lui a dit de revenir avec un interprète. Mais il a omis de remettre à ce clandestin de 22 ans le document prévu pour régulariser sa situation en France pendant un mois, le temps de faire valoir les raisons pour lesquelles il demande le statut de réfugié politique.

Parti le 15 avril de Turquie, où il dit qu'il a été torturé et détenu pour son appartenance au TKPML, le parti communiste révolutionnaire kurde, M. Demirbilek est arrivé en France caché dans un camion, après un voyage de dix jours par la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie. Il a payé 4.000 DM au passeur d'Istanbul qui lui a indiqué une adresse où se rendre à Toul.

Procédure de « voie de fait »

Après son passage à la préfecture de Nancy le 30 avril, le jeune homme ne trouve aucun interprète kurde pour l'aider dans ses démarches. C'est en se rendant à Saint-Avold (57) le 7 mai pour demander à des compatriotes kurdes de faire office de traducteurs qu'il est arrêté par les gendarmes à 12 h 30.

Le même jour, le préfet de la Moselle, M. Mahdi Hacene, prend un arrêté de reconduite du jeune Kurde dans son pays. Le dimanche 13 mai, M. Demirbilek est mis dans un avion à destination de la Turquie. La décision du préfet a été exécutée sans attendre que statue le tribunal administratif de Strasbourg, saisi d'un recours contre l'arrêté d'expulsion. Or, dès le samedi 12 mai, le tribunal avait annoncé qu'il tiendrait audience le lundi 14 mai à 11 h.

Mardi 5 juin en référé

Les avocats de Zeynel Demirbilek ont décidé de ne pas laisser tomber l'affaire. Me Patricia Von Kinitzki et Me Daniel Delrez, du barreau de Metz, veulent demander des comptes au représentant de l'Etat « pour le principe ».

Ils n'ont plus de nouvelles de leur client, expédié de force dans le pays où il était recherché pour ses opinions politiques. « Nous assignons le préfet en référé devant le président du tribunal de grande instance de Metz pour que soit constaté qu'il y a voie de fait contre ce pauvre bougre, membre d'une minorité opprimée, qui demandait la protection de la France et qu'on renvoie dans son pays, où il court un risque grave, sans lui laisser exercer ses droits ».

En fait, c'est pour l'exemple que les avocats intentent un procès au préfet de la Moselle. Ils ont choisi la procédure de voie de fait parce qu'elle entraîne l'exception de compétence des tribunaux administratifs en matière de droit d'asile.

Ils espèrent obtenir du tribunal de grande instance « qu'il condamne le préfet à remettre à Zeynel Demirbilek un visa d'entrée en France et un titre de séjour valable un mois. Pour qu'il soit dit que si son administration fait parfois fi de la législation, la France sait encore respecter les droits de l'homme ».

L'affaire est inscrite à l'audience de référé du mardi 5 juin, au tribunal de grande instance de Metz.

Camille FRADET

L'INDEPENDANT, 1er juin 1990

Turquie : affrontement entre l'armée et les Kurdes

DIYARBAKIR (TURQUIE), 31 mai, Reuter - Quatre rebelles kurdes et un soldat turc ont été tués lors d'un affrontement dans le sud-est de la Turquie. L'échauffourée entre des soldats turcs et des militants du PKK (Parti ouvrier kurde, d'obédience marxiste) s'est déroulée dans la province de Siirt. Plus de 2.000 personnes ont été tuées depuis 1984, année où le PKK a entamé sa lutte dans le sud-est de la Turquie.

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE
2-3 juin 1990

Backlash Aids Kurdish Rebels

Support Is Spreading as Turkey Steps Up a Bloody War

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

DIYARBAKIR, Turkey — Kurdish rebels, in their sixth year of an increasingly bloody guerrilla war against the Turkish government, appear to be gaining grassroots support, according to politicians, diplomats and other analysts.

The last two months, during which 140 people on both sides have been killed, were the most violent since August 1984, when the Marxist Kurdish Workers Party started fighting in the southeast for independence for Turkey's 10 million Kurds.

Using better intelligence-gathering and helicopters, the security forces have made some headway in the war, which has claimed nearly 2,000 lives.

But the government's tactics have set off political backlash.

This spring, for the first time, anti-government demonstrations for a separate Kurdish cultural identity erupted in more than a dozen towns and cities in this mountainous region.

The demonstrations by thousands of Kurds — some spontaneous, others prompted by the guerrillas — followed warnings by Kurdish moderates that the security forces' widespread use of torture, wholesale arrests, routine beatings and other human rights abuses were alienating many Kurds.

The government's harsh policy has drawn criticism from Amnesty International, the human rights organization, and others.

Initially caught off guard by the demonstrations, the government struck back on April 9. Sweeping decree powers in 11 provinces were granted to the regional governor, Hayri Kozakcioglu, who critics contended already ruled under the civilian equivalent of martial law.

Mr. Kozakcioglu is empowered



to seize newspapers and printing plants, impose fines of up to the equivalent of \$50,000 and deport anyone from the region at will.

Fear of falling afoul of the decree has discouraged probing coverage of the southeast by the press, which now limits itself to publishing official communiqués issued by the governor's office.

Since Kemal Ataturk founded the Turkish republic in 1923 the government has considered any suggestion of a separate Kurdish identity tantamount to the breakup of this heterogeneous state.

The Kurdish community in Turkey — which accounts for half the Kurds, who live in a wide arc stretching from the Soviet Union, through Iran and Iraq to Syria — is denied the right to use its language for official purposes and, for all intents and purposes, has no legal cultural existence.

Behind the scenes, according to informed sources, the Turkish military, with 60,000 troops in the region, is maneuvering to wrest overall responsibility for law and order from the governor, who controls 30,000 police, about 18,000 village guards and specially trained police commandos.

Even before the April decree, Kurdish moderates were depressed by signs of growing intolerance

among Turkish officials, who in recent years had been moving gradually toward accepting a dialogue about Kurdish cultural rights.

Professor Ismail Besicki, who since 1971 has spent more than a decade in jail for writing that Kurds form a separate ethnic group, is again on trial for publishing another book on the taboo subject.

Turkey's parliament is moving to strip five Kurdish members of their immunity.

The opposition center-left Social Democratic Populist Party expelled seven legislators for attending a conference on Kurdish issues organized last October in Paris by Danielle Mitterrand, wife of the French president, François Mitterrand.

Much of the hardening of government thinking is ascribed to the Kurdish Workers Party's comeback after the end of the war between Iran and Iraq in 1988, which deprived them of sanctuary in northern Iraq.

Nearly two years later, the party has succeeded in re-establishing bases in Iraq, maintaining others in Syria and opening new ones inside Iran.

Intelligence analysts estimate the party's strength inside Turkey at 1,500 to 2,000 armed men. Perhaps 1,500 others are either poised along Turkey's borders or training in camps run by the party leader Abdullah Ocalan, in the Syrian-controlled Bekaa in Lebanon.

As long as hostilities remain bottled up in the southeast, diplomats and analysts doubt the war will destabilize the government.

But Turkish officials worry that the rebellion will spread to Adana, Ankara, Izmir or Istanbul, cities with large Kurdish communities. Recently police in Ankara, Istanbul and Malatya broke up armed cells of Kurdish Islamic fundamentalists.

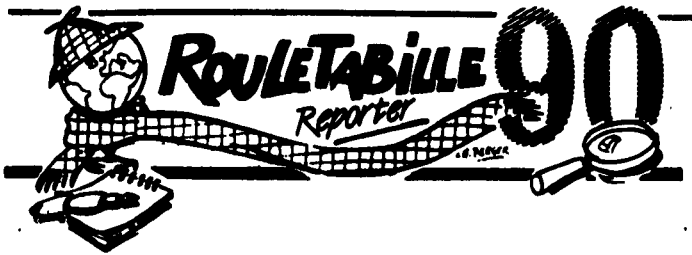
Le Figaro, 4 juin 1990

JUSTICE Le droit d'asile en question

□ Deux avocats messins ont assigné en référé le préfet de la Moselle au tribunal de grande Instance de Metz pour « voie de fait » à l'encontre d'un Kurde qui demandait l'asile politique. Les deux avocats accusent le préfet de la Moselle d'avoir reconduit à la frontière un Kurde qui demandait l'asile politique avant que le tribunal administratif de Strasbourg ait pu se prononcer sur la validité de la requête.

DUPHINÉ LIBÉRÉ, 4 juin 1990

ENSEIGNEMENT



avec
AIR FRANCE ///

L Larousse

Jean-Louis Gallina

1^{er} prix départemental

Mon toubib au Kurdistan

A Seyne-les-Alpes (A.H.P.) ce petit village d'un peu plus de 1 000 habitants, le docteur Brochu Olivier, 41 ans, sa malette à la main, part dans sa 2 CV pour ses visites du matin. Ses vacances, il les occupe bien : la Mer de Chine, la Pologne, le Kurdistan, l'Iran... Il se rend dans ces pays lointains pour de bonnes raisons et pour la bonne cause : il fait partie de ces gens que l'on appelle « Médecin du monde ». Bien que cette association humanitaire n'aime pas être médiatisée, il a bien voulu répondre à quelques questions afin d'éclairer ce travail fait dans l'ombre...

J.L.G. - **Qu'est-ce que « Médecin du monde » ?**

O.B. M. Bernard Kouchner a créé il y a 8 ans « Médecin du monde ». Actuellement, le docteur Lebas a pris la relève. Notre but est de venir en aide aux pays en difficultés (guerre, tremblements de terre...) nous sommes appelés par les mouvements d'opposition, par la Croix-Rouge, mais jamais par les gouvernements; par exemple en Chine, nous avons été rejetés car politiquement cela gênait le régime totalitaire chinois, nous faisons « le

bien », eux « le mal », le peuple a vite fait le choix ! Nous apportons à ces personnes du matériel médical, des médicaments, et aussi notre savoir. Nous formons des infirmiers à nos techniques modernes et nous continuons à les ravitailler en produits médicamenteux même lorsque notre mission est terminée.

- Pouvez-vous m'expliquer le fonctionnement financier ?

- 95 à 98 % des revenus sont des dons, cela fait environ dix millions de centimes par an.

- Concrètement, comment cela fonctionne-t-il ?

- Il y a un siège à Paris, avec quelques 35 permanents (directeur, secrétaires, chargés de missions...) puis les antennes régionales dans toutes les villes de France. Chacune d'elles est chargée d'une mission très spéciale : Marseille par exemple s'occupe du Kurdistan, de la Pologne, de la Côte d'Ivoire. Nous sommes prévenus de notre départ 3 à 4 mois à l'avance pour que l'on puisse prendre notre décision : il ne faut pas oublier que nous faisons cela bénévolement, seul le billet d'avion et les repas sur place sont payés, mais dans des cas d'urgence, il ar-

rive que l'on ne soit prévenus que 48 heures à l'avance. J'ai la chance de travailler dans un cabinet de groupe, ce qui fait que je suis disponible et mes patients ne sont pas délaissés.

- Et sur le terrain, comment cela se passe-t-il ?

- Je suis déjà parti 7 fois et à chaque fois nous n'étions que trois. Entre nous, il y a toujours une bonne entente, chacun sa tâche; nous ne dormons que 2 ou 3 heures ça et là, souvent dans des maisons de torchis, car ces gens qui n'ont rien, et pour qui nous sommes tout, nous réclament 24 heures sur 24. Certains médecins en reviennent d'ailleurs très marqués et très fatigués.

- Quand il n'y a pas de grosses catastrophes, y a-t-il tout de même une action d'aide ?

- Oui, il y en a, ce sont des missions de formation; en ce moment en Arménie une mission psychologique est entreprise avec l'apport de matériel scanner, fibroscope, électrocardiogrammes et une grosse infrastructure avec l'aide de cardiologues français qui forment les infirmiers arméniens à l'utilisation de ce matériel. Cette mission vise sur-

tout les enfants marqués par la catastrophe.

- Personnellement qu'est-ce qui vous a poussé à devenir « Médecin du monde » ?

- C'est à la suite d'un voyage en Pologne, il y a dix ans, avec un ami pour soutenir « Solidarnosk » que j'ai eu envie d'aider ces gens. J'ai rempli un questionnaire et depuis je suis fiché. Je suis déjà allé au Tchad, en Mer de Chine, au Kurdistan, en Arménie après le tremblement de terre et je continue mon action car c'est devenue pour moi une drogue, mais je vais freiner cette envie car j'ai une famille de trois enfants.

- A quand et où la prochaine mission ?

- Je ne sais pas où ! Ou tout au moins c'est encore secret...

Depuis le docteur Brochu est parti en Pologne pour un colloque, à Cracovie, concernant l'aide à apporter aux pays de l'Est. Mais laissons lui le mot de la fin :

« Nous n'avons aucune préférence politique, la notre est humanitaire, où il y a oppression et où les droits de l'homme et de l'enfant sont bafoués, nous serons toujours ».

Le Monde

6 juin 1990

L'Iran n'est plus tout à fait ce qu'il était

*Un an après la mort de Khomeiny
la République islamique est paralysée par des querelles internes*

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Un an après la mort du père fondateur de la République islamique d'Iran, « la mémoire de l'imam Khomeiny se porte bien », selon l'expression d'un diplomate, mais quand même pas au point de mobiliser plus de quelques centaines de milliers de personnes au cimetière des martyrs de Beheshteh-Zahra, à une quinzaine de kilomètres au sud de la capitale, là où il y a exactement un an on comptait la foule par millions. Et, si les rues de Téhéran (huit millions d'habitants) étaient désertes le lundi 4 juin, que les autorités avaient déclaré férié, les plages de la mer Caspienne l'étaient beaucoup moins.

Ce fut une commémoration sans outrance dans l'Iran des manifestations souvent excessives. Un anniversaire sans débordements à l'intérieur et autour de ce vaste mausolée en chantier que les héritiers de Khomeiny entendent transformer en lieu de pèlerinage. Acheminés des quatre coins de l'Iran, de Kerman, de Tabriz, de Machad ou d'ailleurs, pèlerins recueillis ou curieux, fervents ou badauds se mêlaient aux invalides de guerre de tous âges, des très jeunes ou des très vieux, invalides dans des fauteuils roulants ou unijambistes sur leurs béquilles. Des délégations aussi de l'étranger, comme ces Pakistanais ou ces Libanais du Hezbollah – dont certains infirmes – sans compter plusieurs hôtes de marque, comme le Palestinien Ahmed Jibril, dont l'organisation figure en bonne place au palmarès du terrorisme international avec celle du Hezbollah. Dans la plus pure tradition chiite, on se battit la poitrine et le crâne aux cris de slogans de combat – contre les Etats-Unis, Israël ou l'Irak ; on se pressa contre les grilles qui protègent la tombe de l'imam dans une exaltation qui valut nombre d'évanouissements. Et, sous les poutrelles d'acier de l'édifice inachevé, la célébration eut un petit goût de formalisme que peut-être « le guide de la révolution islamique » n'eût pas voulu, avec sa nomenclature bien installée dans des tribunes en surplomb dominant la foule agitée et où certaines épouses de dignitaires se protégeaient derrière de charmants éventails. Les minarets, dont l'armature de métal n'est pas encore recouverte de pierre, des bâtiments en travaux autour de l'immense coupole dorée, des grues, de la boue et la poussière des enceintes en chantier : pour inachevé qu'il

soit, le mausolée de l'imam paraît tout de même avoir plus progressé en un an que la révolution laissée par Khomeiny en héritage. Une révolution qui semble s'être noyée dans les querelles intestines qu'aucun arbitre incontesté n'est désormais en mesure de trancher. Une révolution diluée entre les factions et les tendances qui empêchent toute innovation.

« En un an, rien n'a changé, à part l'espoir qui s'est mué en déception » : cette réflexion d'un Téhéranais reflète l'immobilisme qui a marqué cette année post-Khomeiny, année pendant laquelle les tenants d'une ligne dite pragmatiste et les partisans d'une révolution radicale ont passé leur temps à se « marquer » mutuellement, jugulant toute velléité d'action. C'est ce rapport de forces qui n'a permis jusqu'à présent au président M. Akbar Hachemi Rafsandjani ni de véritablement mener la politique d'ouverture qui aurait permis à l'Iran de sortir de son isolement politique et de son marasme économique, ni de ranimer la flamme fanatique dans la population. Ainsi, en politique étrangère, la simple évocation par l'entourage de M. Rafsandjani d'une possible amélioration des relations avec les Etats-Unis, suscite une véritable levée de boucliers de la part des « durs » du régime, avec, à leur tête, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Mohtashemi, pour qui « la seule relation possible avec les Etats-Unis est d'attaquer les intérêts américains ». Et M. Mohtashemi d'avertir dimanche encore que « la diplomatie iranienne doit se baser sur la lutte et la guerre sainte contre les oppresseurs, non sur les compromis ».

La faillite de l'économie

Plus d'un an après avoir voulu afficher une cohésion propre à démentir les plus pessimistes, les dirigeants iraniens en sont toujours à appeler à l'union. Ainsi, le successeur de l'imam, l'ayatollah Ali Khamenei, « guide de la République islamiste », qui, dans le discours qu'il a prononcé lundi à Beheshteh-Zahra, en a appelé à l'union autour des principes de la révolution pour « assurer la reconstruction du pays ». Il a, dans le même temps, demandé aux responsables politiques du pays de s'abstenir de toute parole susceptible de provoquer des dissensions au sein de la population.

Le problème, en l'occurrence, vient de ce que les responsables en question sont loin d'avoir la même idée des principes de la révolution et tirent de l'enseignement de l'imam Khomeiny – auquel ils ne cessent de se référer pour s'en faire une caution – des conclusions souvent diamétralement opposées. Quant à la population, elle paraît bien loin de ces querelles dont elle ne retient que la caution paralysante, essentiellement dans le domaine qui la touche au premier chef, l'économie. La faillite à la des répercussions immédiates et dramatiques sur la vie quotidienne des Iraniens, soumis à des augmentations de prix souvent vertigineuses doublées d'un système de coupons de rationnement, une situation qui est aggravée surtout par l'instauration d'un double marché – un « officiel » et un « libre » – sur lesquels les prix peuvent varier de un à dix ou de un à vingt. « Depuis un an, la seule différence est que l'on s'enforce de plus en plus », entend-on comme un leitmotiv à Téhéran, où le cours du dollar est plus suivi que les discours du régime.

Et ce n'est certainement pas la campagne musclée de moralisation lancée dernièrement par le pouvoir qui risque de remonter le moral chancelant de la population. Barrages dans les rues, rafles, touchant toute personne ne portant pas une tenue purement islamique, cette campagne qui s'est soudain faite très discrète ces derniers jours a été l'une des plus dures auxquelles les Téhéranais ont eu à faire face et la plus brutale depuis la mort de Khomeiny. Elle a même, fait exceptionnel, touché des sociétés étrangères dans les bureaux desquelles des descentes ont été effectuées pour vérifier la tenue des Iraniens. Ces procédés ont porté leurs fruits : jamais Téhéran n'a paru aussi noire de tchadors, de foulards et longs imperméables, et tout laisse à penser qu'unueil spontané de l'imam n'en est pas la raison principale.

« On avait l'habitude de dire que Rafsandjani était un réaliste. Maintenant, ce sont les gens qui sont réalistes à l'égard de Rafsandjani ». Cette boutade qui court Téhéran donne la mesure des déceptions de nombre d'Iraniens qui, à la mort de Khomeiny, accordaient la plus grande confiance aux capacités de l'Etat.

YVES HELLER



DOCUMENT

URSS : QUE SONT DEVENUS LES KURDES D'AZERBAÏDJAN

Nous publions dans nos colonnes le texte d'une lettre adressée par un ethnologue Kurde d'URSS à M. Gorbatchev et parue dans le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut Kurde de Paris.

Pris entre le feu croisé des conflits ethniques, éparpillés à travers 9 républiques de l'Union, les 700 000 Kurdes soviétiques vivent des moments difficiles. Menacés, inquiets de leur avenir, ils se sont rassemblés en septembre dernier à Moscou pour présenter leurs doléances aux autorités soviétiques. Leur principale revendication est la restauration de la région autonome du Kurdistan qui a existé de 1923 à 1929 dans une bande territoriale peuplée de Kurdes, située entre le Haut Karabagh et la République d'Arménie. Les azéris, qui depuis 1929 ne reconnaissent même plus l'existence d'une communauté kurde en Azerbaïdjan refusent de considérer la requête de regroupement et de restauration des Kurdes. L'idée de l'annexion de ces territoires kurdes d'Azerbaïdjan à l'Arménie, avancée parfois çà et là est d'autant moins acceptée que les Kurdes de cette république sont de plus en plus inquiets de leur sort. L'exacerbation des passions nationalistes, la montée de l'intolérance ont contraint près de 20 000 Kurdes d'Arménie, soit plus de tiers de la communauté kurde de cette république, à abandonner leurs villages pour aller chercher refuge en Russie. On parle de plus en plus à Moscou de la possibilité de donner aux Kurdes un territoire pouvant servir de foyer national, et leur permettant de se regrouper pour organiser de façon autonome leur vie nationale. La Biélorussie et le Kazakhstan seraient parmi les républiques susceptibles d'offrir à la diaspora kurde soviétique un tel foyer.

Cette question fait l'objet de débats et discussions dans cette diaspora dont certains membres ont du mal à se faire à l'idée de quitter le Caucase où la présence kurde remonte au X^e siècle. Nous consacrons une étude détaillée à la situation des Kurdes en URSS. En attendant nous publions dans le Bulletin des témoignages qui nous parviennent sur cette situation complexe.

Dans ce numéro nous reproduisons, à titre d'information, la lettre adressée récemment par l'ethnologue kurde Mamoe Khalit à M. Gorbatchev sur le sort des Kurdes en Azerbaïdjan :

Très respecté Mikhaïl Sergueevitch,

C'est un membre du Parti Communiste depuis 1959 qui vous écrit, Mamoe KHALIT, de nationalité kurde, ethnographe et candidat ès sciences historiques (équivalent du Docteur de 3^e cycle de l'université française). Je voudrais vous faire part de mes considérations et de mes inquiétudes en ce qui concerne le sort de la population kurde de la République d'Azerbaïdjan. Cela fait déjà longtemps que je me prépare à adresser au Comité Central une lettre à ce propos, et ce n'est qu'aujourd'hui que je vous écris, étant convaincu de l'efficacité de la politique de transparence et de reconstruction (menée actuellement au sein de notre Parti).

J'ai déjà commencé au milieu des années 70 à rassembler sur le terrain des données ethnographiques

auprès de la population kurde des régions de Kelbadjarski et de Latchinski, afin de préparer une étude monographique et ethnographique des Kurdes de Transcaucasie. Suivant la démarche habituelle, je me suis tout d'abord adressé aux organes de l'administration locale de la région de Latchinski pour demander qu'on me prête assistance dans mon travail. Cependant, à mon grand étonnement, on me répondit qu'il n'y avait pas de Kurdes dans cette région et, qui plus est, qu'il n'y en avait pas non plus sur l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan.

Et bien que je leur rappelais que des recherches avaient été publiées pendant la période des années 20 et des années 30, recherches qui mettaient en valeur certains aspects de l'activité économique et de la culture des Kurdes d'Azerbaïdjan, (par exemple : G.F. Fourcine — Les Kurdes d'Azerbaïdjan, des notes ethnographiques — in « Les nouvelles de l'Institut caucasien d'études historiques et archéologiques », Ch. Tibilissi 1925 ; A. Boukchpan — Les Kurdes d'Azerbaïdjan — Bakou 1932 ; A. Alekperov — La question de l'étude de la culture kurde ; — les travaux de la filiale azerbaïdjanaise de la République soviétique d'Azerbaïdjan-numéro 25 ; Bakou 1936), cela ne fit aucunement changer d'avis les dirigeants locaux, qui me privèrent pratiquement de toute possibilité de continuer à rassembler du matériel d'étude dans la région de Latchinski.

Fort de cette expérience amère, je décidai de procéder autrement dans la région de Kelbadjarski. Je m'adressai donc directement à la communauté locale kurde, qui répondit avec empressement à ma demande.

L'intelligentsia locale me prêta secours, en particulier le poète, candidat ès-lettres, Chamile Askiarov, qui a entrepris pendant des années une activité importante pour obtenir la réouverture des écoles en langue kurde et l'inscription de la véritable nationalité sur les passeports, où le mot «kurde» avait été remplacé par le mot «azéri», et qui a œuvré également à l'épanouissement de la culture nationale kurde ainsi qu'à l'idée du rétablissement du district (département) du Kurdistan, district qui avait existé et fonctionné de 1923 jusqu'à 1929 (durant la période des années de stagnation — l'ère Brejnev — Chamile Askiarov fut injustement accusé et poursuivi pénalement dans le but de mettre un terme à ses activités patriotiques). De cette façon, je réussis à me procurer dans cette région les données ethnographiques qui m'étaient nécessaires, alors que, n'ayant pas reçu l'appui de l'autorité de l'intelligentsia locale, que je ne connaissais pas, je n'avais pas pu y parvenir dans la région de Latchinski, et après le boycottage de l'administration la population kurde avait même très peur d'entrer en contact avec moi.

J'ai eu personnellement, comme d'autres de mes collègues, plusieurs fois l'occasion d'entendre des questions synonymes de reproches des Kurdes qui venaient de l'étranger et visitaient notre pays : «que sont donc devenus les Kurdes d'Azerbaïdjan ?» auxquelles il n'a pas été possible jusqu'à nos jours de répondre autrement qu'en décrivant la politique nationale de notre pays. Les Kurdes d'Azerbaïdjan, qui d'après les documents officiels établis par des démographes azéris, ont disparu (selon les recensements le nombre des Kurdes d'Azerbaïdjan serait passé de 41 000 à 55 000 individus en 1970 et ils auraient même fini par disparaître en 1979), renaissent de nouveau aujourd'hui, car ils ne veulent pas perdre leur particularité nationale et leur dignité. Ce n'est pas par hasard, que le nouvel essor de la conscience nationale des Kurdes d'Azerbaïdjan a coïncidé avec les récentes manifestations des Armé-

niens du Haut Karabagh, voisins immédiats des régions de Latchinski et de Kelbadjarski où vivent les Kurdes.

Et il n'est pas étonnant, que les représentants Kurdes de ces régions aient participé aux meetings et aux manifestations pacifiques, qui ont eu lieu à Erévan et que les mass-médias ont enfin relaté et dont l'ampleur a été évaluée objectivement. Il faut cependant mentionner qu'il ne leur a pas été possible de participer à des meetings semblables au Haut Karabagh à cause des mesures de blocus mises en place par les autorités azérobaidjanaises. Les délégués ont soutenu les Kurdes qui avaient manifesté leur solidarité avec le peuple d'Arménie et du Haut Karabagh et exprimé leurs angoisses en ce qui concerne le sort de la partie de leur peuple qui vivait à Azerbaïdjan et était soumis à une assimilation forcée. Les représentants des Kurdes d'Arménie issus de diverses couches sociales allant des paysans jusqu'aux hommes de lettres et aux savants ont souligné dans leurs interventions la différence qui saute aux yeux dès que l'on compare la situation des Kurdes dans les autres républiques voisines. Si en Arménie la population Kurde s'est considérablement accrue 1926 à 1979, en passant de près de 15 200 à 51 000 mille personnes, elle a totalement «disparu» en Azerbaïdjan au cours de la même période. De même en Arménie, contrairement à ce qui se passe en Azerbaïdjan, les Kurdes peuvent étudier à l'école dans leur langue maternelle, lire leur journal «Ria Taza» (organe du Comité Central du Parti Communiste du Soviet Suprême de la République d'Arménie, fondé en 1930), ils peuvent également écouter quotidiennement les émissions de radio d'une heure et demi en langue kurde. Par ailleurs il existe un département d'études Kurdes et l'Union des Ecrivains d'Arménie comprend une section d'écrivains kurdes et tous les médecins, savants, artistes émérites, hommes politiques et publics d'origine kurde y jouissent d'une grande considération.

C'est avec tristesse que je dois mentionner que de nos jours la République d'Azerbaïdjan apparaît comparativement aux autres républiques comme une regrettable exception en ce qui concerne la façon dont elle traite ses minorités nationales. Ainsi, ces derniers temps la Géorgie, où déjà d'après les initiatives d'Edouard

Chevernadze des mesures visant à améliorer considérablement la vie sociale et culturelle des Kurdes avaient été adoptées, s'est mise à suivre l'exemple de l'Arménie — des classes spéciales ont été créées dans les écoles pour que les enfants kurdes y puissent étudier leur langue maternelle et leur littérature, et une fois par semaine on retransmet sur les ondes une émission de radio de 15 minutes diffusée en langue kurde. La direction actuelle de la République de Géorgie avec à sa tête D. Patiachvili continue de développer cette noble politique. Et dans la République du Kazakhstan les premiers pas dans cette direction viennent tout juste d'être entrepris.

Les délégués des régions de Latchinski et de Kelbadjarski ont fait part du désir légitime de la population kurde de ces régions de rétablir leurs droits nationaux, et ont déclaré, qu'à l'heure actuelle, la solution la plus rationnelle pour y parvenir serait d'annexer à la République d'Arménie les régions de la République d'Azerbaïdjan peuplées par les Kurdes, car en Arménie un programme a déjà été établi dans le but de donner les moyens au peuple kurde d'œuvrer à l'épanouissement de sa culture nationale.

Je considère qu'une telle décision est amplement justifiée, elle permet d'améliorer le sort de deux peuples : les Kurdes et les Arméniens, séparés tous les deux artificiellement aussi bien géographiquement que culturellement. J'ajoute, en tant qu'ethnologue, que le sort des Kurdes d'Azerbaïdjan dépend principalement et étonnement de leur appartenance religieuse, ils sont musulmans comme les azéris. Il semblerait que dans notre pays ce facteur ne devrait pas être décisif en matière d'orientation nationale, d'autant plus, que selon des données ethnographiques, génétiques, linguistiques et culturelles ces deux peuples se distinguent considérablement.

Je me rappelle involontairement du sort qui a été réservé à la population kurde de Turquie, de ces millions de personnes qui ont officiellement «disparu» aujourd'hui, transformés sur le papier en «montagnards turcs». Et le fait que les Kurdes ne souhaitent pas oublier le passé les oblige à subir des génocides, comme le premier génocide au monde qu'a subi le peuple arménien.

On ne peut pas s'empêcher de comparer les événements récents, et oh combien tragiques, de Soumgaït avec les pages terribles de l'histoire du peuple arménien. Si à notre époque, les bandes de hooligans ont pu, avec la complaisance des autorités (pour ne pas dire qu'il s'agissait de

pogroms organisés), assassiner au grand jour des vieillards et des enfants, alors rien ne peut nous garantir qu'un tel sort n'attend pas les Kurdes d'Azerbaïdjan, qui ont eu l'audace d'affirmer et de défendre leur dignité nationale.

Avec mes profonds respects.

.A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -

FR00381 3 I 0371 /AFP-LV15

Turquie-Kurdes

Massacre de Cevrimli: vingt-sept morts, selon un bilan officiel

ANKARA, 11 juin (AFP) - Vingt-six villageois de Cevrimli (dans la province de Siirt, proche de la Syrie) et un rebelle ont été tués et sept autres villageois blessés dans la nuit de dimanche à lundi lors "d'une attaque" de "terroriste séparatistes" kurdes contre ce village proche de Eruh, selon un bilan publié lundi par la super-préfecture de Diyarbakir.

Douze enfants, sept femmes, trois villageois et quatre "protecteurs de village" (milice pro-gouvernementale) ont été tués par un groupe de rebelles qui a encerclé et mis le feu au village, selon un communiqué parvenu à l'AFP à Ankara de la super-Préfecture qui contrôle les régions soumises à l'état d'urgence du sud-est anatolien à grande majorité kurde.

Un rebelle a été tué par les "protecteurs de village" qui ont répliqué aux tirs du groupe de rebelles, a-t-on indiqué de même source.

Selon le témoignage d'une blessée citée par l'agence turque Anatolie, un "groupe important" de "terroristes" avait attaqué le village dans la soirée de dimanche. Les échanges de coups de feu entre ces "terroristes" et les "protecteurs de villages" s'étaient "poursuivis pendant des heures jusqu'à ce que les protecteurs de village n'aient plus de munition".

Les rebelles n'ont pu pénétrer dans le village qu'après épuisement des munitions des "protecteurs", selon ce témoignage. Selon ce témoin, plus de vingt villageois réfugiés sur les toits des maisons ont été alignés et fusillés par les assaillants qui ont placé des explosifs dans trois maisons avant de s'enfuir.

De source officielle, on ne précise pas l'appartenance de ce groupe de "terroristes séparatistes". Il pourrait s'agir de membres du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste indépendantiste) qui opèrent dans la région depuis six ans.

Après des opérations de représailles contre des villages pour dénonciation de "terroristes" ou refus de leur aide, cette opération pourrait faire partie de la nouvelle stratégie du PKK visant à "liquider" avant tout les chefs des clans qui acceptent que les membres de leurs tribus deviennent protecteurs de villages, estime-t-on à Ankara.

AL-YM/PL/hcs

AFP 111747 JUN 90

ECHO RÉPUBLICAIN, 6 juin 1990

Le MRAP et la répression au Kurdistan

« Les médias font silence sur un conflit qui paraît en dehors des grands enjeux stratégiques du monde ; ils semblent ignorer l'existence d'un état de guerre en Turquie, dans le pays des Kurdes.

Ce silence devient surprenant et injuste lorsque l'opinion est saisie des conséquences de ces événements. La demande d'asile en France depuis une dizaine d'années de réfugiés kurdes, notamment en Eure-et-Loir, les problèmes qu'ont pu poser leur installation, au plan du travail ou du logement, sont des faits connus. On parle beaucoup moins de leur origine.

Le gouvernement turc refuse d'accorder la moindre spécificité culturelle à la population kurde. Le mot « kurdes » lui-même est proscrit, le gouvernement utilise l'appellation « Turcs des montagnes ».

Depuis le putsch militaire de septembre 1980, la région du Kurdistan est sous le coup de la loi martiale. En juillet 1987, le gouvernement turc a nommé dans les huit provinces habitées par la minorité kurde un gouverneur régional nanti de pouvoirs accrus et chargé d'exécuter la loi d'urgence. Il dispose d'un important dispositif militaire et est assisté de

forces de gendarmerie et d'unités spéciales de l'armée.

Le comité du MRAP de Dreux, informé des événements par les communiqués d'Amnesty International et par les associations kurdes, émet le vœu de voir le conflit d'Anatolie orientale sortir de l'oubli et être l'objet d'une réelle attention compte tenu de sa gravité. L'opinion doit être éclairée, afin d'établir les responsabilités du gouvernement turc ; celui-ci doit répondre de ses actes, notamment devant le Conseil de l'Europe, tant qu'il persistera dans sa politique aveugle de répression ».

Le comité local du MRAP

RÉVOLUTION, 8 juin 1990

Kurdistan : la guerre

Le Kurdistan, que la Turquie continue d'appeler pudiquement les territoires de l'Est, est toujours soumis à un statut spécial en application de la loi 413, autrement dit l'état d'urgence. Au mois de mai les affrontements entre l'armée turque et la guérilla ont été particulièrement importants. Selon le Comité du Kurdistan six cents membres des forces spéciales et des milices de villages ont attaqué un campement de la guérilla dans la province de Cukurka. De leur côté, des Peshmergas (combattants kurdes) auraient donné l'assaut à la caserne de Cukurka le 16 mai. On est bien loin là de la « pacification » tant vantée par le régime de Ozal.

PRESSE OCEAN, 2 juin 1990

Randonnée entre Tigre et Euphrate

Une randonnée originale pour l'été... 160 km à pied et à dos de chameau, dans le sud-est de la Turquie, en Mésopotamie, entre le Tigre et l'Euphrate, sous la direction de Renaud Georges. Des campements des nomades kurdes de Diyarbakir au « sanctuaire des dieux » de Nemrut Dag, deux semaines de promenade pouvant être complétées par une semaine complémentaire à Istanbul. Départs les 15 et 29 juillet, 12 août et 2 septembre. Prix : 8.950 F. Fiche technique et itinéraire détaillé en demandant au 46.34.22.60.

LE BIEN PUBLIC, 9 juin 1990

Journée

LE KURDISTAN à l'honneur lors de cette journée organisée par l'ESC, rue Sambin, à Dijon. Au programme : deux conférences à 14 h 30 et 16 h 30. A 20 heures, repas traditionnel et folklore kurde. Renseignements au 80.73.32.25.

.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

FPA0361 3 I 0294 /AFP-L047

Turquie-Kurdes

Massacre dans le sud-est: le ministre de l'Intérieur sur place

ANKARA, 11 juin (AFP) - Le ministre turc de l'Intérieur, M. Abdulkadir Aksu, s'est rendu lundi après-midi dans le village de Cevrimli, dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde, où plus de 20 villageois ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi lors d'une "attaque de terroristes séparatistes", a annoncé l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Plus de 20 villageois, dont des femmes et des enfants, ont été tués dans la nuit lors cette attaque, qui a également fait sept blessés, selon l'agence Anatolie.

Selon le témoignage d'une femme blessée citée par Anatolie, les "terroristes" qui étaient nombreux ont attaqué dans la soirée le village, situé près de Eruh. Les échanges de coups de feu entre ces "terroristes" et les protecteurs de villages (milice pro-gouvernementale armée) se sont poursuivis pendant des heures jusqu'à ce que les protecteurs de village n'aient plus de munition", a-t-elle affirmé.

Toujours selon ce témoignage, les rebelles sont alors entrés dans le village et ont rassemblé les villageois qui s'étaient réfugiés sur les toits en terrasse des maisons.

Après les avoir "mis en ligne", les assaillants les auraient fusillé et auraient déposé également des bombes dans les maisons de trois familles différentes.

Ce témoignage a été corroboré par celui d'un protecteur de village blessé et hospitalisé, également cité par Anatolie, selon lequel les "terroristes" auraient tué vingt personnes dont des femmes et des enfants.

La super-préfecture qui siège à Diyarbakir, responsable de la sécurité des 13 départements de la région sous état d'urgence depuis 1987, devait faire une déclaration dans la journée.

AL/MH/HCS

AFP 111724 JUN 90

Libération, 12 juin 1990

Turquie: attaque

Plus de 20 villageois, dont des femmes et des enfants, ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi lors d'une attaque de séparatistes kurdes dans la région de Eruh, au sud-est anatolien, ont annoncé hier les autorités turques. Aucune autre information n'a pu être obtenue de la part de la super-préfecture de Diyarbakir, responsable de cette région sous état d'urgence depuis 1987.

QUOTIDIEN DE PARIS, 12 juin 1990

Turquie : offensive de séparatistes kurdes

Plus de 20 villageois dont des femmes et des enfants ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi lors d'une « attaque de terroristes séparatistes » dans la région de Eruh près de Siirt (sud-est anatolien à majorité kurde) a rapporté hier l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Il pourrait s'agir d'une nouvelle phase de la lutte des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste indépendantiste) contre les clans locaux qui ont rejoint les rangs des milices armées progouvernementales des « protecteurs de villages ».

Par ailleurs, vingt membres ou dirigeants présumés d'une organisation d'extrême gauche ont été arrêtés récemment en Turquie pour distribution de tracts et tentative de « rassembler en organisation » les ouvriers d'une entreprise publique de munitions dans la région d'Ankara.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, 12 juin 1990

Turkey Says Kurds Killed 20 in Raid

ANKARA (Reuter) — Rebel Kurds have killed at least 20 civilians, including women and children, in a mountain village in southeastern Turkey, the semiofficial Anatolian News Agency said Monday.

Sources in the regional capital of Diyarbakir said up to 26 civilians could have died in the Sunday night raid on Cevrimli near Eruh, about 50 kilometers (30 miles) north of the Syrian border. They said one guerrilla was believed to have been killed by government-armed village guards.

It was the biggest death toll in an attack on a civilian target since guerrillas of the Marxist Kurdish Workers Party killed 25 people in two villages in the southeastern province of Mardin in May 1988.

Le Soir, 14 juin 1990

Vitalité et diversités de la communauté des quelque trois mille Arméniens de Belgique

Pour ne plus confondre Kurde et Kurdophone non-Kurde...

L'article paru dans « Le Soir » du 26-27 mai sur les Arméniens de Belgique a causé pas mal d'émoi au sein de la communauté arménienne.

Dès le lendemain, dans les écoles de Saint-Josse, des enfants arméniens se voyaient traités de Kurdes... à la grande fureur de leurs parents.

En effet, dire que les Arméniens arrivés en Belgique ces dernières années sont « d'origine kurde » est faux. Ces deux populations n'ont aucune parenté ni ethniquement ni confessionnellement. Ces Arméniens viennent du sud-est de l'Anatolie et sont kurdophones, mais il ne faut pas les assimiler aux Kurdes qui peuplent ces régions et sont musulmans. Les Arméniens sont chrétiens apostoliques, font baptiser leurs enfants et se marient à l'église et c'est parce qu'ils sont chrétiens qu'ils sont persécutés et que le patriarche de Constantinople-Istanbul a demandé, en 1980, aux Arméniens de Belgique de les accueillir. Arrivant ici avec des passeports turcs et parlant le kurde, ils sont culturellement arméniens, descendants des survivants des massacres du début du siècle et ne tiennent pas à être confondus avec ceux qui les persécutent.

Les réactions de la communauté sont à l'image de sa diversité. Certes il y a les anciens — un millier est un chiffre plus ou moins admis par le plus grand nom-

bre — intégrés à la vie belge. Leurs enfants, et parfois leurs petits-enfants, sont nés ici. Ils gardent le souvenir de leur arménité, parlent assez souvent la langue de leurs ancêtres, fréquentent à l'occasion les offices arméniens. Jusqu'il y a peu de temps ces offices étaient rares, il fallait faire venir un prêtre de l'étranger. Ces Arméniens vivent en Belgique depuis de longues années, sont profondément occidentalisés et ont souvent la nationalité belge. L'arrivée massive de coreligionnaires orientaux a donc profondément modifié le visage de la petite communauté déjà installée.

Pour les nouveaux — 2.000 dit-on —, arrivés depuis moins de dix ans, les réactions ne sont pas moins vives... et variées. Si, parmi eux, il y a des analphabètes, ce sont les « parents », la génération qui après les massacres s'est réfugiée dans les régions montagneuses du Kurdistan. Les enfants de ces familles, maintenant jeunes adultes, ont souvent fréquenté les écoles arméniennes d'Istanbul et c'est de cette ville qu'ils ont rejoint la Belgique, parfois avec une partie de leur famille, parfois la retrouvant grâce aux regroupements familiaux. Ces jeunes non seulement connaissent le turc, le kurde et l'arménien mais ont appris le français ou le néerlandais. Certains sont étudiants dans les universités belges ou déjà titulaires de diplômes. Souvent ils ont également un métier manuel et s'y connaissent en tra-

vail du cuir ou en bijouterie. D'autres sont commerçants, artisans. Les plus âgés ont parfois du mal à trouver du travail et à s'adapter.

Tant que la communauté était peu nombreuse, elle pouvait se contenter de faire venir de Paris un prêtre lors des fêtes de Pâques et de Noël, pour les baptêmes, les mariages et les funérailles. Le projet de bâtir, à Bruxelles, un lieu de culte fut accueilli avec joie, et la consécration de la nouvelle église fut pour toute la communauté, un événement d'autant plus marquant qu'il s'y ajoutait la venue des deux catholiques, Vasken I^{er} et Karékine II. Mais, ce jour-là, le bâtiment, en plus de tous les officiels, ne pouvait contenir que 150 personnes. Beaucoup, anciens et nouveaux confondus, durent se contenter de suivre la célébration sous une tente ou même dans la rue. Ce n'est qu'à la fin de la cérémonie que chacun put entrer et déposer son obole dans les immenses chandeliers.

Un deuil a encore brouillé et compliqué les choses. Une personne est décédée dans la communauté, et la famille espérait utiliser la nouvelle église pour les funérailles. Or, les lois de l'Eglise apostolique arménienne exigent que la première cérémonie suivant une consécration d'église soit une célébration de la vie (baptême, mariage) et non un ensevelissement. Mais il fut difficile d'expliquer à la famille endeuillée qu'elle ne pouvait immédiatement utiliser les nouveaux bâtiments pour cette

cérémonie. Un compromis fut proposé : attendre le mercredi suivant, puisqu'un baptême aurait lieu le mardi. Pourquoi les funérailles ne purent-elles être reportées ? Des arrangements avaient-ils déjà été fixés ?... Le fait est que cela n'arrangea pas les susceptibilités au sein de la communauté.

La parution de l'article (« Le Soir » du 26-27 mai) échauffa encore davantage les esprits. Dimanche dernier, le 10 juin, c'était la première messe célébrée depuis la consécration de l'église. Un groupe voulut remettre à l'archevêque, venu de Paris, un tract déjà distribué à tous les participants. Dans cette lettre, des protestataires expliquaient qu'ils ne s'étaient pas rendus à l'office en signe de protestation. Ils pensaient que le Comité des Arméniens et l'assemblée des représentants n'avaient pas réagi suffisamment à l'article du « Soir » qu'ils considèrent comme injurieux. Pourtant le journal a fait paraître, le vendredi 8 juin, une lettre du président sortant, Arpag Mekhitarian.

On peut espérer que ces nouvelles mises au point contenteront la communauté et ramèneront la paix, car c'est bien un microcosme à visage humain que nous avons rencontré, avec ses richesses et toute la diversité des situations, des engagements, des sensibilités, gages d'une prodigieuse vitalité.

JEANNE SOMER-GOTTELAND

TagesAnzeiger Montag, 18. Juni 1990

Die kurdische Bewegung in Irak, Iran und Syrien

Was bleibt, sind Hoffnungen

Der türkische Krieg in den kurdischen Gebieten des Landes hat mittlerweile internationale Beachtung gefunden. Das Schicksal der kurdischen Bewegung in den irakisch, iranisch und syrisch besetzten Teilen Kurdistans bleibt dagegen im dunkeln. Ein von der «Bewegung für eine offene, demokratische und solidarische Schweiz» (BODS) organisiertes Symposium am letzten Wochenende in Lausanne bot Gelegenheit zu Gesprächen mit Kurdinnen und Kurden aus diesen Ländern.

Von Claudia Wirthlin

Der Vertreter der irakischen Kurdistan-Front, einer im Mai 1988 gegründeten Allianz der sechs wichtigsten kurdischen Widerstandsorganisationen, sucht nach Worten. Die Dramatik der kurdischen Lebensbedingungen heute, zwei Jahre nach den irakischen Angriffen mit chemischen und biologischen Waffen, lässt sich angemessen nicht mehr beschreiben. Er flüchtet in die Statistik: Gegen 90 Prozent der ländlichen Gebiete in Irakisch-Kurdistan seien total zerstört, 4000 kurdische Dörfer und Siedlungen entleert, plattgewalzt von Bulldozern (die unter anderem von einer Firma aus Langenthal stammten). Allein im vergangenen Jahr seien 200 000 KurdInnen aus ihrem Siedlungsgebiet deportiert worden. Insgesamt lebten heute 1,5 Millionen KurdInnen in neu angelegten strategischen Siedlungen und Wehrdörfern in den

Ebenen der kurdischen Provinzen Dehok, Erbil und Suleymania oder in Lagern im Innern des Irak.

All das betrachtet die Regierung *Saddam Husseins* offenbar als Teil ihrer Assimilationspolitik. Kurdische Frauen berichten weiter von Sterilisationskampagnen und behaupten, dass viele der deportierten oder verschwundenen Frauen an arabische Geschäftsherren aus Kuwait oder Saudiarabien verkauft worden seien. Andererseits sollen arabische Iraker, die eine Kurdin heiraten, gemäss einem neuen Regierungsdekret in den Genuss besonderer Vergünstigungen kommen. Eine Massnahme auf einer ganz anderen Ebene, die die Systematik der irakischen Kurden-Politik beleuchtet: Heute geht es in Südkurdistan nicht mehr um Autonomie, sondern ums nackte Überleben, um die Existenz des kurdischen Volkes.

Die Kurdistan-Front hat ihre Kampfstrategien unterdessen den neuen Bedingungen angepasst. Nach Worten ihres Sprechers will sie die Option des bewaffneten Widerstands aufrechterhalten, wenn auch in reduziertem Mass. Die Stützpunkte in den befreiten Gebieten seien nicht vollends aufgegeben worden, und es käme immer wieder zu Scharmützeln zwischen Peshmergas und Einheiten der irakischen Armee. Andererseits versuche die Front nicht mehr, Territorien zu halten. Stattdessen rückten die Guerilleros weiter ins Landesinnere vor, in die Nähe der städtischen Zentren, in denen die grosse Mehrheit der kurdischen Bevölkerung lebe. Dort sei es vor kurzem noch zu Kämpfen zwischen Peshmergas und irakischen Armee-Einheiten gekommen. Allerdings sei der Kampf militärisch weniger denn je zu gewinnen. Kurdische Politik müsse sich heute vielmehr die Demokratisierung des Iraks allgemein zur Aufgabe machen und zugleich um weltweite Öffentlichkeit kämpfen. Das Selbstbestimmungsrecht des kurdischen Volkes müsse endlich auf die Traktandenli-

ste der internationalen Organisationen gesetzt werden.

Traditionen

Nichts Neues aus Türkisch-Kurdistan. Im Grunde sei es wie immer, erklären die Betroffenen. Sie haben sich längst an die Militäreinsätze und die Einschränkungen durch das Ausnahmerecht gewöhnt. Im Gegensatz zu den TürkInnen im Westen des Landes. Sie müssen sich erst wieder mit Pressezensur und anderen Einschränkungen als Folge des Krieges in den Ostprovinzen vertraut machen. Und sie erleben einen immer militanter auftrumpfenden Staatsapparat. Über 18 000 Polizisten und Hunderte kurzfristig aus den Bergen Kurdistans nach Istanbul verlegte Sonderkommandos sorgten am 1. Mai dafür, dass sich ArbeiterInnen möglichst nicht bemerkbar machen konnten. Bilanz des staatlichen Einsatzes: 3 Schwerverletzte, darunter eine 22jährige Studentin, die nach einem Polizistenschuss lebenslang gelähmt bleiben wird. Ein Journalist lag einen Tag nach der Schlacht noch im Koma. Allein in Istanbul wurden 2240 Menschen verhaftet. Die Geschichte wiederholt sich in der Türkei an jedem 1. Mai – allerdings mit zunehmender Brutalität. Im Vergleich: 1988 gab es 125 Festnahmen und rund 20 Leichtverletzte. Im letzten Jahr wurden ein Werftarbeiter umgebracht, 39 durch Kugeln verletzt und 550 festgenommen.

Georg Schwarz, Istanbul

Unterstützung und Beistand in der Weltöffentlichkeit finden: Daran knüpfen sich auch die Hoffnungen der KurdInnen in Iranisch- oder Südost-Kurdistan. Die Demokratisierung in den Ostblockstaaten zeitige früher oder später positive Aus-

wirkungen in allen vier Teilen Kurdistans, meint ein Vertreter der Kurdischen Demokratischen Partei/Iran (PDK-I), «denn wir sind ein Teil dieser Welt und ein Teil dieser Erde». Auch die nationalen Aufstände in den verschiedenen Sowjetrepubliken könnten die kurdische Sache positiv beeinflussen. Denn die europäischen Länder könnten nicht die nationalen Forderungen in einem Teil der Welt unterstützen und im anderen ignorieren.

Aber zeigt nicht gerade das Beispiel der Nationalitätenkonflikte in der Sowjetunion, dass die nationale Frage mit dem Erreichen der Autonomie nicht gelöst ist? Muss die PDK-I in dieser Hinsicht nicht neue Perspektiven und Lösungsmöglichkeiten entwickeln? – Die Antwort kommt eher widerwillig: Die Aufteilung des kurdischen Volkes sei eine historische Tatsache. Dass in der Sowjetunion das nationale Bewusstsein neu erwacht sei, rühre daher, dass die betreffenden Völker vermutlich nie echte Autonomie erlebt hätten. Die Unabhängigkeit der iranischen KurdInnen zu verlangen, sei unrealistisch, die Autonomie dagegen ein greifbares Ziel.

Die aktuelle Lage erlaubt dazu freilich nur wenig Hoffnung: Insgesamt 200 000 iranische Soldaten sind auf kurdischem Territorium stationiert, 3000 Militärstützpunkte und elf Kasernen sollen die Region überwachen. Dieser Streitmacht leisten 10 000 – 12 000 Peshmergas Widerstand. Erst kürzlich kam es zwar in den Regionen von Sardasht und Piranshahr zu Guerillaaktionen, insgesamt aber hat sich die militärische Lage der Widerstandskämpfer seit einem Jahr wohl eher verschlechtert. Eine schwere Belastung dürften auch die 200 000 kurdischen Flüchtlinge aus dem Irak und aus der Türkei bedeuten, die in grossen Zelt-

lagern nahe der irakischen Grenze ausharren und denen nach wie vor der internationale Flüchtlingsstatus verweigert wird. Eine Verhandlungslösung zwischen der iranischen Regierung und der kurdischen Bewegung ist schliesslich auf absehbare Zeit nicht zu erwarten. Die Ermordung des legendären Kurdenführers *Abdulrahman Ghassemlou* im August letzten Jahres durch Emissäre Teherans, die vorgeblich Gespräche zwischen beiden Seiten in Gang bringen wollten, hat alle damals vorhandenen Ansätze vorerst zunichte gemacht.

Syrisch- oder Südwest-Kurdistan erlebt zur Zeit keine militärischen Auseinandersetzungen. Trotzdem sieht die Lage der auch dort lebenden KurdInnen alles andere als gut aus. Die seit den 70er Jahren gegen sie praktizierte Politik des «arabischen Gürtels» wird auch heute un-

verändert fortgesetzt: Den in diesem Gürtel ansässigen KurdInnen wird die syrische Staatsbürgerschaft aberkannt, ihr Grund und Boden wird von der Regierung konfisziert und an neu angesiedelte arabische Familien verteilt. Von diesen Massnahmen betroffen sind bis heute etwa 120 000 KurdInnen, zumeist Bauernfamilien, denen auf diese Weise jegliche Existenzgrundlage geraubt wurde.

Die entnationalisierten KurdInnen werden als «AusländerInnen» betrachtet und bezahlen z. B. die für Fremde geltenden höheren Preise für Lebensmittel. Stark behindert sind sie zudem in ihrer Bewegungsfreiheit im Innern Syriens: viele Hotels – auch in grossen Städten wie Damaskus – anerkennen die speziellen Papiere, die sie an Stelle einer normalen Identitätskarte besitzen, nicht.

Auch kurdische SchülerInnen, StudentInnen und Intellektuelle bekommen die Repression des syrischen Regimes zu spüren. So wurden z. B. in diesem Frühjahr 20 kurdische StudentInnen in Qamishli wegen angeblicher kurdischer Propaganda von der Universität verwiesen.

Die Bilanz der kurdischen Bewegung in Süd-, Südost- und Südwest-Kurdistan ist erdrückend, ebenso das bis heute andauernde Schweigen der Weltöffentlichkeit und der internationalen Gremien. Abwarten, dass das Tauwetter in Osteuropa auch in den Mittleren Osten zieht, Verstärkung der Aktivitäten auf diplomatischer Ebene, Mobilisierung einer breiteren Öffentlichkeit – das Schicksal der kurdischen Bewegung insgesamt steht und fällt heute mit dem Erfolg oder Misserfolg des Widerstands im türkisch besetzten nördlichen Teil Kurdistans. Der Versuch des NATO-Partners Türkei, seine neuerliche Staatskrise einmal mehr auf dem Rücken der türkischen Kurdinnen und Kurden zu lösen, könnte endlich eine internationale Regelung der «Kurdenfrage», die nur für sie selbst keine Frage ist, auf die Tagesordnung setzen.



Foto: Kozluklu

... in einem Lager bei Diyarbakir (Türkei)

TAGES-ANZEIGER

Dienstag, 19. Juni 1990

Kurdistan-Irrfahrt durch ein besetztes Land

Türkische Politiker predigen in Südostanatolien Demokratie und praktizieren Repression

In Südostanatolien herrscht seit Monaten eine Art Bürgerkrieg. Im März brach dort ein neuer kurdischer Aufstand aus, inzwischen kurdische Intifada genannt. Der türkische Staat reagiert darauf mit militärischer Härte und der Aufhebung der Pressefreiheit. Nun versuchen die Oppositionspolitiker, in den von Kurden bewohnten Provinzen politisch verlorenes Gebiet zurückzugewinnen. Doch die Bevölkerung bleibt misstrauisch. Am meisten Mühe gab sich der sozialdemokratische Oppositionsführer, Erdal İnönü, der selbst in entlegenste Ortschaften fuhr. Unser Korrespondent begleitete İnönü auf einer solchen Reise.

■ VON WERNER VAN GENT

Auf den ersten Blick sieht es aus, als führe der Konvoi, der sich am frühen Morgen über die gewundene Bergstrasse von Sirnak nach Uludere immer tiefer ins Cudigebirge hineinbewegt, in den Krieg. Polizeiwagen mit schwerbewaffneten Polizisten, zwei schweren Panzerfahrzeugen und mehreren Jeeps mit Kommandos, in Kriegsausrüstung und ausgestattet mit schweren Maschinengewehren, führen den Konvoi an. Um so fremder wirkt angesichts dieses martialischen Aufgebotes das Herzstück des Konvois, ein rotweisser Bus mit grossen Lautsprechern auf dem Dach, aus denen immerfort fröhliche Musik ertönt: der Bus der Sozialdemokratischen Volkspartei (SHP), unterwegs mit dem Parteivorsitzenden, Professor Erdal İnönü.

Als in diesem Frühjahr immer deutlicher wurde, dass der Intifada der Kurden mit militärischen Mitteln kaum beizukommen sei, beschloss Professor İnönü kurzerhand, das zu tun, was vor ihm noch kein Politiker gewagt hatte: die umkämpften Gebiete selber zu besuchen.

«Friedensmission» mit Panzern

İnönü dürfte sich seine Friedensmission etwas anders vorgestellt haben. Denn immer dann, wenn er den Bus anhalten lässt, etwa um eine Gruppe kurdischer Kinder zu begrüßen oder mit einigen Dorfbewohnern zu sprechen, springen die schwerbewaffneten Kommandos aus den Panzerfahrzeugen, um den hohen Gast schützend einzukreisen. Dass sie dabei mit ihren Waffen direkt auf die Bevölkerung zielen, dürfte den Gesprächen kaum förderlich gewesen sein. Für die im Volksmund Rambos genannten Kommandos gibt es aber keine «freundliche Lokalbevölkerung», die mit netten Worten zu begrüßen sei. Für sie gilt jede Person in diesem Gebiet solange als Terrorist, bis das Gegenteil bewiesen ist.

Richtig nervös wird der Kommandant in unserer Begleitung, als die Späher im ersten Panzer, kurz nach der Durchfahrt der Kleinstadt Sirnak, eine verdächtige Bewegung am Hang unterhalb der Stras-

se ausmachen. Innert Sekunden sind die Rambos wieder zur Stelle, die im zweiten Bus mitfahrenden Parlamentarier und Journalisten halten den Atem an – bis aus dem Gebüsch drei nichtsahnende Frauen hervortreten, die anscheinend ein Feld unterhalb der Strasse bestellt haben. Immer öfter beschränkt sich İnönü nach diesem Zwischenfall darauf, die Grüppchen am Strassenrand über die Lautsprecheranlage zu begrüßen, wobei er unablässig winkt.

Die Strasse von Cizre nach Hakkari, die parallel zur irakischen Grenze durch das Cudigebirge führt, war in den vergangenen Monaten zeitweise für den Privatverkehr gesperrt worden: Die Sicherheitskräfte konnten die Sicherheit auf dieser unübersichtlichen Strecke jedenfalls nicht mehr garantieren. Vor allem nachts haben in diesem Gebiet die Terroristen (offizielle Bezeichnung für die Guerillakämpfer der PKK, der Arbeiterpartei Kurdistans) das Sagen, dann fahren auch die Sicherheitskräfte nur noch im Konvoi.

Dennoch wollte İnönü bis nach Uludere weiterfahren, eine in einer engen Schlucht gelegene Ortschaft mit knapp 3000 Einwohnern, in den letzten Jahren immer wieder Schauplatz blutiger Kämpfe.

İnönü auf Seite des Staates

Bis zu den Wahlen im November 1987 waren die östlichen Provinzen noch fest in sozialdemokratischer Hand. Eine Versammlung der SHP in der heimlichen Hauptstadt der kurdischen Provinzen der Türkei, Diyarbakir, war damals noch ein schlagender Erfolg für İnönü gewesen. Das hat sich seither drastisch geändert.

Heute fühlt sich ein Grossteil des sozialdemokratischen Anhangs in diesem Gebiet von der Parteizentrale in Ankara betrogen. Den Wendepunkt bildete ein von Danielle Mitterrand, der Ehefrau des französischen Präsidenten, Ende letzten Jahres organisiertes Symposium über die Identität des kurdischen Volkes. Die kurdischen Abgeordneten der SHP, die daran teilnahmen, sind danach fristlos aus der Partei geworfen worden (vgl. das In-

terview auf dieser Seite). Mit ihrer Teilnahme hätten sie die Einheit der Republik gefährdet, hiess es damals aus Ankara. Stur hielten auch die Oppositionsparteien an der offiziellen Doktrin fest, wonach es in der Türkei nur Türken gäbe.

(Leere) Versprechen?

Als zunächst im Grenzstädtchen Nusaybin, dann in Cizre am Tigris und kurz darauf im ganzen südlichen Teil des von Kurden bewohnten Gebietes eine eigentliche Intifada ausbrach, stellten sich die Sozialdemokraten um İnönü demonstrativ auf die Seite des Staates, der durch seine brutalen Einsätze den Aufstand massgeblich geschürt hatte. In den Parteizentralen in Ankara hatte man zunächst gar nicht mitbekommen, dass im Südosten eine völlig neue nationale Bewegung entstanden war. Man hielt fest an der Behauptung, dass die Ereignisse einzig auf die Infiltration von durch das Ausland gelenkten Terroristen zurückzuführen seien. Daneben unterstützten die linke und rechte Opposition schweigend die Theorie der Regierung, wonach die Presse den ganzen Aufstand aufgeblasen hätte: Als die Regierung mit einem Dekret die Berichterstattung über die Ereignisse im Osten faktisch verbot, protestierten die Sozialdemokraten kaum.

In Uludere bekommt İnönü die Folgen dieser Politik zu spüren. Steine und Eier fliegen zwar keine in Richtung des rotweissen Busses, wie am Vortag in Cizre und später noch in Bitlis, doch die Menge reagiert abweisend.

Geklatscht wird wenig und meist nur, nachdem strategisch plazierte Parteifunktionäre kräftig mitgeholfen haben. Dabei geht der Professor in seiner kurzen Ansprache jetzt plötzlich viel weiter als je ein türkischer Politiker vor ihm: Die kurdische Muttersprache müsse selbstverständlich zugelassen werden, sagt er und erntet damit auch Beifall. Doch am Rand der Versammlung meint ein kurdischer Gesprächspartner, dass man diesbezüglich keinem türkischen Politiker trauen könne.

Allgegenwart der Rambos

Seit der Ausnahmezustand verschärft wurde, wirken die Sondertruppen mit fast uneingeschränkter Befugnis. Ihre Erscheinung ist sorgfältig auf Einschüchterung getrimmt, der Name Rambo dürfte kaum zufällig entstanden sein.

Nach Belieben können sie Leute festnehmen und verhören, ganze Dörfer evakuieren und verdächtige Personen aus dem Gebiet weisen. Und Gesprächspartner in den verschiedenen Städten, wo İnönü



Rambos nennen die Kurden die türkischen Sondertruppen. Diese haben fast uneingeschränkte Befugnisse. (Bilder Musa Agacik)

nü halt machte, sind davon überzeugt, dass die meisten der «nach intensiven Kämpfen getöteten Terroristen» einfach kaltblütig von diesen Rambos exekutiert worden seien.

Als im April ein Grossteil der Geschäfte in der Ölstadt Batman aus Protest gegen den Staatsterror geschlossen blieben, legten die Sondertruppen an einem Tag 2500 Geschäfte in Trümmer. Der Bürgermeister der Stadt, Mitglied der SHP, hat bislang in Ankara keine Reaktion auf seine Proteste erhalten. Auch sorgen die Rambos dafür, dass die Bauern nicht auf ihre Sommerweiden gehen – dort könnten sie die Guerillas mit Nachschub versorgen. Tausende von Schafen mussten daher notgeschlachtet werden, weil keine Nahrung aufzutreiben war. Die Fleischpreise im Gebiet sind rapid gesunken.

Am Rande der Veranstaltung in Uludere kommt es, trotz der offensichtlichen Repressionsmaschinerie, immer wieder zu spontanen Kontakten. «Das grösste Problem hier sind die Dorfwächter», meint ein junger Mann im Teehaus. Im Hintergrund verfolgt ein Rambo mit kahlgeschorenem Kopf, demonstrativ umgehängten Patronengürtel und einigen Handgranaten kaugummikauend das Gespräch. Doch der junge Kurde lässt sich nicht einschüchtern.

Durch das System der vom Staat bezahlten Dorfwächter bekommen die Auseinandersetzungen in diesem Gebiet immer mehr auch den Charakter eines Bürgerkrieges. Insgesamt vier kurdische Stämme hat Ankara bislang als «Dorfschützer» für sich gewinnen können. Be-

zahlt werden sie verhältnismässig gut: In diesem Gebiet sind monatlich 500 000 Liras (umgerechnet rund 280 Franken) jedenfalls ein stattliches Einkommen. Mit den vom Staat verteilten Kalaschnikow-Gewehren konnten die Angehörigen dieser «regierungstreuen» Stämme ihre Machtbasis auch während der Intifada bewahren, obwohl die Dorfwächter immer wieder zum Ziel der PKK-Guerillas werden.

Wenige Stunden, nachdem der Konvoi İnönü die Stadt Cizre verlassen hatte, wurde auf offener Strasse ein Dorfwächter erschossen, wie man annimmt von den PKK-Guerillas, doch könnte es sich ebensogut um eine Abrechnung zwischen den Sippen handeln.

Am Ende der viertägigen Fahrt hatten im ganzen Gebiet insgesamt neun Dorfwächter ihr Leben verloren. Diese Zahlen erscheinen nicht in den offiziellen Verlautbarungen, welche vom Verwalter des Ausnahmezustandes, Hayri Kozakciaoglu, persönlich zensuriert werden. Am türkischen Fernsehen ist immer nur die Standardformulierung zu hören, wonach die Sicherheitskräfte erneut so und so viele «Terroristen tot festgenommen» hätten – allein die Zahl variiert von Tag zu Tag.

In insgesamt 14 Ortschaften versuchte İnönü, seine Zuhörer davon zu überzeugen, dass die Probleme nur «demokratisch» zu lösen seien. Und umgehend machte die Omnipresenz der türkischen Repressionskräfte diese Worte wieder zunichte. Auf weite Strecken glich seine Reise dadurch eher einer Irrfahrt durch besetztes Land.

« Am Iodernden Feuer wächst die Widerstandskraft »

Interview mit Mehmet Ali Eren, kurdischer Abgeordneter im türkischen Parlament

Herr Eren, durch die Presse haben wir seit Mitte März vom kurdischen Volksaufstand, der kurdischen Intifada, erfahren. Wie konnte es soweit kommen?

Der Widerstand oder – wie die Kurden es jetzt nennen – die Intifada ist nichts Neues. Der Widerstand der Kurden hat eine lange Vergangenheit. Seit 1920 gab es in ihren Stammländern fünf grosse Aufstände, die alle brutal niedergeknepelt wurden. Wie es heute weitergehen wird, weiss ich nicht. In der Vergangenheit war bei der Niederschlagung der Aufstände der Kurden die geographische Lage von eminenter Bedeutung. Die Kurden sind ja im Nahen Osten derart aufgeteilt worden, dass sie sich überall auch im Krieg mit ihren Nachbarländern befinden. In der Geschichte haben diese Länder immer gemeinsame Sache gemacht, sobald es galt, den kurdischen Widerstand in die Knie zu zwingen. Im Nahen Osten hatten die Kurden nie Freunde. Was die internationale Ebene betrifft, so konnte die Kurdenfrage bisher nicht eingebracht werden.

Die jetzigen Aufstände fanden in Südostanatolien statt. Was hat sich dort seither verändert?

Zurzeit herrscht eine Pressesperre über dem Unruhegebiet. Journalisten werden möglichst ferngehalten. Aber auch wir Parlamentarier können nur mit einer Spezialbewilligung hingelangen. Es ist äusserst riskant, dorthin zu reisen, da man nie weiss, was geschieht. Wird geschossen, beschuldigt man jeweils die andere Seite. Und endlich muss dann noch Allah dafür erhalten. Zusätzlich wurde eine Verordnung erlassen, die es erlaubt, die Druckereien von Zeitungen, die über die dortige Lage berichten, zu schliessen. Ausserdem hat der Regierungsgouverneur das Recht, die Bevölkerung dieser Gebiete jederzeit und in beliebiger Zahl an jeden beliebigen Ort umzusiedeln. Mit den erwähnten Einschränkungen und der Verhängung des Kriegszustands will die Regierung verhindern, dass sich die Unruhen weiter ausdehnen.

Wie wirkt sich das auf die Bevölkerung aus?

Die Bevölkerung ist sehr unruhig, hat sie doch in ihrer Geschichte schon viele Massaker erlebt. Es herrscht Krieg. Das Feuer lodert. Wenn aber jemand in der Nähe des lodernenden Feuers leben muss, entwickelt er grosse Widerstandskraft.

Hat die Entwicklung im Osten, haben die « Revolutionen » und aufkeimenden Nationalitätsgefühle Einfluss auf den kurdischen Widerstand?

Sicher. Die Kurden lesen Zeitungen und

sehen fern und bekommen mit, wie die nationalistischen Entwicklungen im Osten vor sich gehen und welche Forderungen die Völker stellen. Einige Ereignisse spielen sich zudem ganz in der Nähe der Regionen ab, wo die Kurden leben. Zusätzlich wirkt sich aber auch der Umgang der Türkei mit ihren Minderheiten in Griechenland und Bulgarien auf die kurdische Widerstandsbewegung aus.

Wie denkt man im Parlament über die Kurdenfrage?

Alle heutigen Regierungsparteien sind Staatsparteien. Sie sind sich einig, dass diese Frage mit Unterdrückung und Gewalt gelöst werden muss. Die kürzlich erlassenen Dekrete, zum Beispiel, wurden von den drei führenden Parteien in Zusammenarbeit mit Staatspräsident Turgut Özal beschlossen. Die einzige Reaktion darauf zeigten 19 Parlamentarier: Wir haben Ende April eine in der Geschichte des türkischen Parlaments einzigartige Aktion gestartet. Während 48 Stunden haben wir das Parlament besetzt. Es gibt also eine ganz kleine Gruppe von Leuten, die die Frage auf menschliche Weise zu lösen versucht.

Wird die Situation der irakischen Kurden in den türkischen Flüchtlingslagern im Parlament diskutiert?

Wir haben schon oft versucht, dieses Thema ins Parlament zu tragen. Da die Türkei nur Flüchtlinge aus westeuropäischen Ländern aufnehmen wollte, hat sie die Menschenrechtskonvention nicht vollumfänglich unterzeichnet. Wahrscheinlich hat die türkische Regierung damit gerechnet, dass solche Ereignisse – wie die Flucht der Kurden aus dem Irak vor zwei Jahren – eintreten könnten. Das ist der Grund, weswegen die Menschenrechtskonvention nicht in allen Punkten unterschrieben worden ist. Seit zwei Jahren leben die Kurden wie Sklaven in den Lagern, werden aber Gäste genannt.

Ankara hat versucht, sich einen humanitären Anstrich zu geben, als es damals die irakischen Kurden in die Türkei hereinliess. Hing das mit dem Interesse der Türkei zusammen, dem Westen ein « demokratisches » Bild zu vermitteln?

Dazu muss gesagt werden, dass gerade der Westen am Umgang der Türkei und der arabischen Länder mit den Kurden mitschuldig ist. Der Westen hat nie Massnahmen gegen diese Länder getroffen, die die Kurden derart unterdrückt haben.

Bis 1992 ist das Thema EG und Türkei vom Tisch. Wie reagiert die Türkei darauf?

Die türkische Regierung wird sich weiter-

hin auf internationale Verträge berufen und die daraus resultierenden Vorteile geniessen.

Heisst das, dass sie sich um die Einhaltung der Menschenrechte nun völlig fuhiert und macht, was sie will?

Der Türkei sind die Menschenrechte sicher egal. Sie hat ja in der Vergangenheit die Erfahrung gemacht, dass zwar mahrende Stimmen erhoben werden, dass jedoch gleichzeitig die wirtschaftlichen Beziehungen weitergehen. Die Türkei weiss, dass – auch wenn sie unterdrückt und mordet – alles wie üblich weitergeht, ohne dass der Westen etwas unternimmt. Die Beziehungen und Geschäfte sind diesen Ländern wichtiger als die Kurden. Daher kann diese Politik fanatisch weiterbetrieben werden. Stur wird bei uns weiterhin behauptet, dass es keine Kurden gebe.

Es gibt also keinen Druck vom Ausland auf die türkische Regierung?

Keinen ernstzunehmenden Druck, nein. Wenn die europäischen Regierungen etwas Vernunft walten liessen, könnte die kurdische Frage gelöst und der Krieg auf menschliche Weise beendet werden. Wenn der Westen den Kurden Zugeständnisse machen würde, wie er das gegenüber der PLO gemacht hat, die heute in der Uno und anderen internationalen Organisationen vertreten ist, würde sich die Kurdenfrage von selbst lösen. Hinter der PLO steht das arabische Kapital, und sie kann auf viele Freunde zählen. Was aber haben wir Kurden? Nichts als eine ehrliche Vergangenheit.

Seit 1986 hat sich die Schweiz rapide zu einem bedeutenden Fremdenverkehrsinvestitionsland in der Türkei entwickelt. Dieses Jahr werden etwa 100 000 Touristen aus der Schweiz in die Türkei reisen. In der Türkei tobt ein Bürgerkrieg. Was bedeutet das?

Die Touristen, die in die Türkei reisen, gehen nicht in den Osten. Sie fahren ans Meer und bleiben im Westen des Landes. Deshalb hören und sehen sie nichts von den herrschenden Problemen und reisen gemächlich wieder nach Hause.

Mehmet Ali Eren, kurdischer Abgeordneter, politisierte zunächst für die Sozialdemokratische Partei (SHP) im türkischen Parlament. Nachdem er letztes Jahr an der von Danielle Mitterrand einberufenen Kurdenkonferenz in Paris teilgenommen hatte (vgl. den ersten Bericht auf dieser Seite), schloss ihn die Partei aus. Das obenstehende Interview mit ihm führten Journalisten, die dem TA bekannt sind, aber anonym bleiben möchten, weil sie wieder in die Türkei reisen wollen.

Le Monde, 23 juin 1990

IRAK : des réfugiés kurdes exécutés. - Amnesty International a indiqué, jeudi 21 juin, qu'au moins sept réfugiés kurdes, qui étaient revenus de Turquie à la suite d'une amnistic, ont été exécutés en Irak, et que des centaines d'autres réfugiés ont disparu. L'organisation de défense des droits de l'homme estime que 27 000 Kurdes, toujours en Turquie, pourraient être en danger s'ils étaient obligés de retourner dans leur pays sous prétexte que Bagdad a prononcé une amnistic. Amnesty demande à la Turquie et à l'Irak d'autoriser la communauté internationale à superviser les rapatriements. - (Reuter.)

RÉPUBLIQUE DU CENTRE, 22 juin 1990

Amnesty dénonce les « disparitions » de centaines de Kurdes en Irak

Des centaines de Kurdes ont « disparu » en Irak et plusieurs autres ont été exécutés après s'être rendus aux autorités à la suite des récentes amnisties, en dépit des promesses d'avoir la vie sauve, a annoncé jeudi Amnesty International à Londres. Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme, certaines

des victimes étaient récemment revenues des camps de réfugiés en Turquie.

Les quelque 27.000 réfugiés kurdes qui vivent encore dans ces camps pourraient être en danger s'ils sont contraints de retourner en Irak en vertu de l'actuelle amnistic pour les opposants politiques, a-t-elle ajouté.

LA TURQUIE A LA PORTE DE L'EUROPE

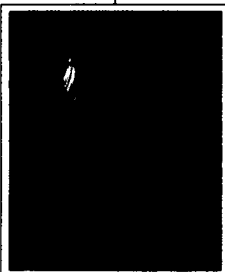
Toujours pas de CEE, mais des investissements.

NATIONALISTE INTRANSIGEANT sous la courtoisie du diplomate francophile et kémalien, donc résolument tourné vers l'Occident: M. Kamran Inan, ministre d'Etat chargé des grands travaux, n'est pas content du peu de soutien qu'il trouve en France à l'entrée de son pays dans le club européen. « C'est la France qui a ouvert la porte de la CEE à la Grèce, cela lui crée une dette morale vis-à-vis de la Turquie », déclare-t-il. Et d'ajouter avec une fierté tout ottomane: « Qui sait si le jour où la porte de l'Europe s'ouvrira enfin, la Turquie ne sera pas trop grande pour y passer! »

En visite privée à Paris, la semaine dernière, il salue quand même le boom des investissements français en Turquie. Depuis trois ans, le nombre des implantations d'entreprises tricolores au pays d'Ataturk est passé de sept à plus de soixante-dix. Leurs investissements devraient doubler entre 1989 et 1990 pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Mais il déplore l'insuffisance des échanges bilatéraux: 9 milliards de francs dans les deux sens, avec un solde légèrement négatif pour la France. Quatrième investisseur derrière la Suisse, l'Allemagne fédérale et

la Grande-Bretagne, elle n'était encore que le sixième en 1988.

Cet intérêt récent n'a rien de singulier. Tous les hommes d'affaires occidentaux se précipitent vers un pays qui se démocratise lentement, mais qui libéralise son économie avec détermination, où les coûts de main-d'œuvre sont environ le cinquième des coûts européens et dont les 55 millions d'habitants sont en train de devenir de véritables consommateurs. « Même au fin fond de l'Est anatolien, on trouve des téléphones publics à carte qui fonctionnent », s'émerveille un homme d'affaires fraîchement débarqué d'Ankara. Malgré les grèves, parfois très dures, contre le



KAMRAN INAN.

plan d'austérité et, surtout, les violents accrochages entre les Kurdes et l'armée dans le Sud-Est anatolien. Plutôt que de s'attarder sur le décompte des nombreuses victimes de ce qui devient une guerre civile, Ankara préfère souligner que ces combats n'entravent pas la construction du GAP, vaste ensemble de barrages destinés à l'irrigation et à la production d'électricité. Pas plus que les tracasseries politico-juridiques ne découragent certains investissements comme celui des Ciments français. M. R.

Le Nouvel Economiste

22 juin 1990

LA CROIX, 22 juin 1990

IRAK Amnesty dénonce les disparitions de Kurdes

► Plusieurs centaines de Kurdes « disparus », des exécutions: dans un rapport publié jeudi, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, Amnesty International, dénonce la politique du gouvernement irakien à l'égard de la minorité kurde. Certaines victimes étaient sorties de la clandestinité, ou revenues des camps de réfugiés installés en Turquie, après l'annonce d'une amnistic en faveur des opposants politiques. Amnesty dénonce également les pressions des autorités turques pour accroître les rapatriements des réfugiés kurdes avant l'expiration de l'amnistic, le 11 juillet prochain.

TAGES-AZEIGER

Freitag, 22, Juni 1990

Türkei: Akute Gefahr für kurdische Flüchtlinge

Rund 27 000 kurdische Flüchtlinge, welche im Sommer 1988 in der Türkei Zuflucht vor dem irakischen Giftgas gesucht hatten, werden von den türkischen Behörden unter Druck gesetzt, nach Irak zurückzukehren.

■ VON WERNER VAN GENT, ISTANBUL

Innerhalb weniger Tage waren im August 1988 annähernd 55 000 Kurden aus Irak auf der Flucht vor dem von den irakischen Streitkräften verwendeten Giftgas in die Türkei geflüchtet. Nach anfänglichem Zögern hatte die Regierung Özal «aus humanitären Überlegungen» die Grenze für die Flüchtlinge geöffnet. Ankara weigerte sich aber, ihnen den Flüchtlingsstatus zu gewähren. Von den 55 000 befinden sich heute nach Angaben des Uno-Hochkommissariats für Flüchtlinge noch etwas mehr als 27 000 in den drei Internierungslagern. Ein Teil der Flüchtlinge ist nach Iran weitergeschickt worden, wo es westlich des Urumieh-Sees eine Reihe von Lagern gibt.

Die wenigen westlichen Beobachter, die in den letzten sechs Monaten die iranischen Lager besuchen durften, berichten einhellig über unbeschreiblich schlechte hygienische Zustände. Ein Mit-

glied der Demokratischen Partei Kurdistans (KDP) sagte: «Unsere Leute sterben dort wie die Fliegen.» Auch in den türkischen Internierungslagern herrscht bitteres Flüchtlingselend.

Den Rückkehrern droht der Tod

Die türkische Regierung hat immer erklärt, sie würde die Flüchtlinge nur vorübergehend aufnehmen. Den europäischen Ländern wirft sie vor, dass sie die Flüchtlinge nicht aufnehmen wollen. Gleichzeitig übt die irakische Regierung Druck aus, verspricht den Flüchtlingen eine Generalamnestie, wenn sie sich dazu entschliessen, nach Irak zurückzukehren. Insgesamt haben bisher mehr als 6000 von diesem Angebot Gebrauch gemacht.

Wie Amnesty International nun in einem am Donnerstag veröffentlichten Bericht festhält, droht den Rückkehrern aber akute Gefahr, in Irak umgebracht zu werden. 350 Kurden, die vom ersten Amnestieangebot Gebrauch gemacht hatten, seien seit September 1988 verschollen. Mitte des vergangenen Jahres seien zudem sieben weitere Rückkehrer aufgrund ihrer Beziehungen zur KDP exekutiert worden. Generell müssen die Rückkehrer damit rechnen, in Lagern am Rande der Wüste im Südwesten Iraks angesiedelt zu werden.

RÉPUBLIQUE DU CENTRE, 22 juin 1990

Un soutien pour les réfugiés politiques kurdes et turcs

Après le succès obtenu dans le cas d'Ibrahim Er, le comité de solidarité veut élargir son action.

DREUX. — Après le succès obtenu dans le cas d'Ibrahim Er, ce Turc d'origine kurde domicilié à Epernon, qui a obtenu le 14 mai dernier un titre de séjour de 3 ans, reconnu réfugié politique par l'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), grâce à une mobilisation unitaire des élus et organisations démocratiques et ouvrières, le Comité de solidarité avec les réfugiés politiques kurdes et turcs en Eure-et-Loir, pour le droit d'asile, entend élargir son action.

« Nous remercions tous ceux qui ont soutenu Ibrahim Er, dit Daniel Moreau, secrétaire du comité, cette décision de l'OFPPRA vient à contre-courant des restrictions à l'accord du droit d'asile actuellement. Nous avons envoyé au Premier ministre, au ministre de l'Intérieur, au président de la Répu-

blique, au préfet d'Eure-et-Loir, un document constitué par la liste d'une trentaine de ressortissants kurdes et turcs d'Eure-et-Loir susceptibles d'être reconduits à la frontière. Nous demandons que leur soit reconnu le statut de réfugiés politiques. Nous préparons une manifestation pour la prochaine rentrée. Le retour dans leur pays signifie une menace immédiate sur leur personne. »

« L'objectif de l'OFPPRA est de doubler la reconduite aux frontières. Elle répond maintenant en cinq jours aux demandes. L'examen est-il sérieux en si peu de temps ? » Le comité s'adresse principalement aux Kurdes et Turcs, un « problème incontournable en Eure-et-Loir », surtout à Dreux, mais elle est prête à soutenir d'autres origines.

Libération

23 juin 1990

Amnesty dénonce le sort fait aux Kurdes irakiens

Chassés d'Irak par la répression et les bombardements chimiques en 1988, les quelque 27500 Kurdes irakiens toujours réfugiés dans les camps du sud-est de la Turquie subissent depuis lors les pressions des autorités turques visant à les contraindre à regagner leur pays d'origine.

Selon un rapport d'Amnesty International rendu public vendredi, « l'absence de toute protection légale les confronte au risque d'être renvoyés ou extradés de force en Irak où il risquent la "disparition", les tortures ou l'exécution ». Nombre de réfugiés auraient connu un destin tragique après leur retour en Irak. Amnesty cite nominativement une centaine de cas de dispa-

rus, outre les arrestations suivies parfois d'exécutions de réfugiés qui ont, pour certains accepté, pour d'autres ont été ouvertement contraints par les autorités turques de « bénéficier » de l'amnistie irakienne.

Une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme, de retour de Turquie, a confirmé vendredi les informations les plus alarmistes d'Amnesty sur la volonté affichée du gouvernement d'Ankara de « régler » la question des réfugiés de concert avec les autorités irakiennes. Celles-ci ont par ailleurs réfuté les informations publiées par Amnesty concernant les « disparitions » de Kurdes récemment rentrés en Irak. Une source irakienne « responsable », citée par l'agence officielle INA, affirme que les réfugiés kurdes ont reçu « le traitement humanitaire qu'ils méritent. »

TAGES-ANZEIGER

Dienstag, 26. Juni 1990

Ein Junge ernährt die Grossfamilie Ölmez

Aufzeichnung des Schicksals vertriebener Kurden, die im eigenen Land Asyl suchen

Der türkische Staat versucht den schnell wachsenden kurdischen Widerstand mit Härte und Repression zu bekämpfen. Dabei greift Ankara zu einem seit Jahrzehnten immer wieder angewandten Rezept: die Zwangsevakuiierung ganzer Dörfer, um so die Aufständischen von der Bevölkerung zu isolieren. Die Menschen, die oft mit militärischer Brutalität oder auch einfach durch wirtschaftlichen Zwang in die Flucht getrieben wurden, suchen in allen Windrichtungen nach einer neuen Bleibe. Das Schicksal der Familie Ölmez zeigt, dass es sich oft um eine Reise von der Hoffnungslosigkeit in die Aussichtslosigkeit handelt.

Fahrt zu den Kreisbärten

Sultanbeyli zu finden ist nicht einfach. Auf der Karte ist die Stadt nicht eingezeichnet. Wegweiser gibt es keine. Einige Taxifahrer waren nicht begeistert von der Idee, uns dorthin zu begleiten. Aber sie erteilten uns immerhin bereitwillig Auskunft. Doch schon nach wenigen Kilometern verlief die Spur wieder im Nichts. Ein Grundstückmakler, der sich am frü-

■ VON WERNER VAN GENT, ISTANBUL

Offiziell existiert Sultanbeyli gar nicht, obwohl in dieser auf der asiatischen Seite Istanbuls gelegenen Vorstadt mittlerweile schon fast 250 000 Menschen leben. Sultanbeyli ist eine von Anfang an illegal gebaute Stadt, die faktisch von einer Grundstückmafia und einer Gruppe religiöser Fundamentalisten regiert wird. Vor rund drei Monaten hatte sich eine Fernseheteam des türkischen Fernsehens dorthin begeben mit dem Ziel, ein Porträt dieser Stadt und ihrer Einwohner zu drehen. Lange ist die Equipe nicht geblieben. Nachdem sie Morddrohungen erhalten und die Pneu's ihrer Wagen aufgeschlitzt vorgefunden hatte, zog sie unverrichteterdinge wieder ab. Kurz darauf war Sultanbeyli noch einmal in Presseberichten aufgetaucht. Ausgerechnet hier hatte sich eine aus den kurdischen Bergen durch Terror und Gegenterror vertriebene, 90 Personen umfassende Grossfamilie mit Kind und Kegel niedergelassen.



Der 90jährige Urgrossvater der Familie Ölmez.

(Bild Banu Güven)

hen Morgen in seinem kahlen Büro langweilte, schaute auf, als wir ihn nach dem Weg fragten. «Was, zu den Kreisbärten wollt ihr fahren? Dann müsst ihr aber aufpassen!» «Kreisbärte» ist der geläufige Ausdruck für die religiösen Fanatiker.

Schliesslich trafen wir in Sultanbeyli ein. Eine breite Hauptstrasse führt durch die Stadt, quer dazu nummerierte Seitenstrassen. Überall knöcheltiefer Schlamm. Die enorme Bautätigkeit lässt vermuten, dass die Planer auf eine Einwohnerzahl von weit über 500 000 zielen. Dass die benötigte Infrastruktur bislang nicht annähernd fertiggestellt wurde, scheint dabei keine grosse Rolle zu spielen. Elektrizität haben sich die Stadtväter auf illegale Weise besorgt, Wasser wird in Tankwagen herantransportiert, und die Abwässer versickern in den Boden. Dass die Stadt mitten im Einzugsgebiet einer der wichtigsten Istanbuler Trinkwasserquellen liegt, scheint in Sultanbeyli niemanden sonderlich zu stören.

Inmitten dieser riesigen Baustelle 90 kurdische Flüchtlinge zu finden, schien von Anfang an ein hoffnungsloses Unterfangen. «Kurden aus Andac? Wo liegt das?» war noch die höflichste Antwort, welche wir erhielten, als wir auf die Zeitungsberichte verwiesen. Nur der Vizebürgermeister, Vertreter der fundamentalistischen «Partei des allgemeinen Wohles», erinnerte sich an die Familie. «Sie kamen zu uns, fragten um Hilfe. Wir haben ihnen etwas Braunkohle gegeben. Dann sind sie von Sultanbeyli weggegangen.» Wohin, wusste er nicht. Ins Ausland? «Vielleicht.»

Doch ein kurdischer Geschäftsmann erzählte eine andere Geschichte. Als sich herausstellte, dass seine Landsleute nicht sonderlich religiös seien, hätten die Chefs der «Partei des allgemeinen Wohles» sie einfach fallengelassen. Doch er wusste, wo die Sippe zu finden war.

Tags die Gendarmen, nachts die Guerillas

Vor einer neuerstellten Bauruine standen zwei kleine, farbig gekleidete Mädchen. Aus einer alten Wasserpumpe förderten sie eine rostbraune Flüssigkeit zu

Tage. Für ein Jahr hat die Grossfamilie das Gebäude gemietet, für umgerechnet 250 Franken im Monat, erzählt uns wenig später der 25jährige Emin, der offenbar Sprecher der Familie Ölmez (auf türkisch «die Unsterblichen») ist.

Das jüngste Mitglied der Familie sei gerade drei Wochen alt, das älteste über neunzig. In ihrem Dorf Andac im Cudigebirge unweit der irakischen Grenze hätten sie es nicht mehr ausgehalten. «Am Tag kamen die Gendarmen und bedrohten uns, in der Nacht die Guerillas. Und immer gab es Schiessereien.» Als ein Kommandant der Spezialeinheiten ihnen verbot, mit den Tieren auf die Sommerweiden zu gehen, weil sie dort die Guerillakämpfer hätten unterstützen können, hätten sie den Entschluss gefasst, wegzuziehen. Von den neunzig Häusern seien im Bergdorf Andac, das an sich alles hat, was man zum Leben brauche, noch dreissig bewohnt.

Dann erzählt Emin die Geschichte der Flucht, wobei bald klar wird, dass die Familie sich in die Obhut einer professionellen Schlepperorganisation begeben hatte. «Drei Wochen wohnten wir in der Gemüsehalle von Cizre, bis ein freundlicher Lastwagenfahrer uns nach Sultanbeyli brachte, drei Tage und Nächte dauerte die Fahrt.» Mit dem Bus hat man dieselbe Strecke in 26 Stunden hinter sich.

Warum sind sie ausgerechnet nach Sultanbeyli gekommen? «Weil wir am Camlica zufällig einen Freund aus unserem Dorf trafen, der uns hierher brachte», lautete die zögernde Antwort. Der Camlicahügel ist zwar ein beliebter Ausflugsort. Doch als erster Anlaufpunkt einer flüchtenden Grossfamilie eignet sich der Camlica kaum. Wenig später bestätigte Emin unsere Zweifel, indem er zugibt, in Istanbul weder Freunde noch Verwandte zu haben.

Genauso wie das internationale Schlepperwesen bestens organisiert ist und dabei Riesengewinne einfährt, funktioniert auch die organisierte Binnenwanderung in der Türkei reibungslos. Der Unterschied liegt vorwiegend im Preis. Die Flucht ins Ausland bleibt jenen vorbehalten

ten, die mindestens 3000 Franken pro Person in bar vorlegen können. Die Fahrt vom inoffiziellen Sammelpunkt im Südosten, der Gemüsehalle von Cizre nach Sultanbeyli dürfte dagegen für alle neunzig Angehörigen der Ölmez-Familie zusammen «nur» rund eine Million türkische Pfund gekostet haben, umgerechnet rund 550 Franken. Entsprechend gering sind dabei allerdings die Aussichten, in



•Rebhühner, das einzige Andenken an das Dorf, aus dem die Familie Ölmez vertrieben worden ist. (Bild Banu Güven)

der Heimat auch noch Arbeit zu finden. Zum Zeitpunkt des Gesprächs musste ein einziger Junge, der als Tagelöhner von einem «Baulöwen» angestellt worden war, die ganze Familie ernähren. Ausser einem enormen Berg Woldecken und selbstgeknüpften Teppichen verfügt die Familie Ölmez nur noch über zwei Rebhühner, Andenken aus Andac, welche stolz den Besuchern gezeigt werden. Für die Kurden ist das Rebhuhn der Inbegriff von Luxus. Doch in Sultanbeyli werden sie damit nicht weit kommen.

.AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - AFP. - A

FRA0623 4 1A 0152 TUR /AFP-UD26
Turquie-Presse

Deux hebdomadaires de gauche interdits par les autorités turques

ISTANBUL, 28 juin (AFP) - Deux hebdomadaires marxistes, 2000'e Dogru (vers 1'an 2000, 20.000 exemplaires) et Halkin Gerçegi (La Vérité Populaire, spécialisé sur la question kurde, 15.000 exemplaires) ont été définitivement interdits de publication par décision du ministère turc de l'intérieur, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

Ils ont été interdits "pour violation du décrets-loi 424, promulgués pour "empêcher le terrorisme", et à la demande du super-Préfet de Diyarbakir (sud-est), responsable des régions sous l'état d'urgence du sud-est anatolien, à majorité kurde.

Les précédents numéros de 2000'e Dogru et de Halkin Gerçegi avaient été plusieurs fois saisis et interdits de distribution, mais la décision du ministère turc de l'intérieur est définitive et sans appel possible.

RD/chm

IDF

AFP 282220 JUN 90

Politice le Citoyen

28 juin 1990

**KURDES :
TOUJOURS LA
REPRESSION**

■ Il ne fait pas bon être Kurde par les temps qui courent. Que ce soit en Turquie, en Iran, en Irak ou en Syrie, ce peuple, qui compte 25 millions d'âmes, subit répression sur répression. Un Kurde irakien sur deux a trouvé refuge à l'étranger ou a été déplacé. Vingt-six mille d'entre eux sont installés dans des camps en Turquie, où, selon la Ligue des droits de l'homme, ils manquent de tout et n'ont ni le droit de sortir, ni celui de parler aux étrangers. Dernièrement, 9 000 réfugiés ont subi une grave intoxication alimentaire. Il semblerait, selon la Ligue, que l'Irak se soit entendu avec la Turquie pour les empoisonner. Cette même Turquie ne cesse de réclamer de l'argent à la CEE pour subvenir aux besoins de ces réfugiés, sans pour autant accepter un contrôle de la Croix-Rouge ou du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Cette politique d'accueil très spéciale commence à porter ses fruits : de nombreux Kurdes rentrent en Irak à la faveur de prétendues amnisties, puis disparaissent ou sont exécutés. Par ailleurs, en Turquie même, les procès d'exception se poursuivent (*Politis* n° 109). Signalons le cas de Bestkici, un sociologue turc, qui risque quinze ans de prison — après en avoir déjà purgé douze — pour avoir publié des livres sur l'identité kurde. Il devrait comparaître le 25 juillet prochain. **A. J.-J.**

L'Humanité, 30 juin 1990

**ANKARA ET LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE**

Deux hebdomadaires de gauche, « 2000'e Dogru » (Vers l'an 2000) et « Halkin Gerçeri » (La vérité populaire) spécialisé sur la question kurde, ont été définitivement interdits de publication par le ministère de l'Intérieur en Turquie. Le gouvernement a pris sa décision en vertu de la lutte contre le « terrorisme » et à la demande du superpréfet de Diyarbakir, région peuplée en majorité par des Kurdes et placée sous état d'urgence permanent.

СЪПРОТИВАТА НА КЮРДИТЕ ПРОДЪЛЖАВА

СТЕФКА ПЪРВАНОВА

СПРАВКА: Кюрдите са древен народ със своя история, език, писменост фолклор и литература. Земята на кюрдите има много и разнообразни природни богатства – нефт, желязо, сребро, цинк, каменни въглища и други. Там текат пълноводните реки Тигър и Ефрат. След разпадането на Османската империя, в края на Първата световна война, Кюрдистан е разделен между Турция, Иран и Ирак, а една малка част попада в Сирия. Повече от половината от 22-та милиона кюрди живеят в Турция.

През март 1990 г. в парламента на Швеция депутатът от Партията на зелените Ларс Ерик Льорден заяви: „Аз съм убеден, че между Африканския национален конгрес и ПКК * няма никаква разлика.“ Льорден и други депутати от Шведския парламент застъпиха становището, че кюрдите в Турция, които се борят за своите права и водят национална освободителна борба, не могат да бъдат третираны като терористи. Такива мнения бяха изразени на международните конференции, посветени на правата на кюрдите, които се състояха през април и октомври 1989 г. съответно в Бремен и Париж.

След като съпругата на френския президент госпожа Митеран, под чийто патронаж бе свикана конференцията в Париж, изложи своите виждания по кюрдския проблем пред Американския конгрес в края на ноември 1989 г., един от коментаторите на авторитетния вестник „Ню Йорк таймс“ Уйлям Сафир, подчерта, че правото на самоопределение на кюрдите е не по-малко свещено от правото на палестинците. Сафир отпрати апел към президента Буш да се застъпи за правата на кюрдите.

Тези права, включително и правото на автономия, бяха предвидени в

* Кюрдска работническа партия (ПКК), чийто бойни отряди водят въоръжена борба в Югоизточен Анадол.

международния Севърски договор, подписан през 1920 г., но останаха само на книга, поради което кюрдите в Анадола въстанаха през 1925, 1930 и 1937 година. Техните бунтове бяха жестоко потушени, но съпротивата им продължи и от 1984 г. освен политически придоби и военен характер. По думите на депутата от Меджлиса Муса Гьокбеле причините за нейното разгаряне се крият в обстоятелството, че „80 на сто от хората в Югоизточен Анадол искат независима кюрдска държава“. Това е и крайната цел на въоръжената кюрдска съпротива, чийто акции през последните няколко години бележат непрекъснато увеличение. На пресконференция в Диарбекир валията с извънредни пълномощия, управляващ областта в Югоизточен Анадол, населена с кюрди, Хайри Козакчъоглу изнесе, че от юли 1987 г. до края на ноември 1989 г., т.е. в продължение на 28 месеца, е имало 1434 въоръжени стълкновение, по време на които са били убити 637 кюрдски партизани и 252 войници, офицери и подофицери. В информацията си за операциите на Турската армия за прочистване през миналото лято турските средства за масово осведомяване съобщаваха за използването на танкове, хеликоптери, артилерийски оръдия и други срещу кюрдските партизани.

След настъпването на зимата, когато акциите на партизаните в Турски Кюрдистан вече нямаха масов



Карикатурата е отпечатана в бюлетина „Инфо-тюрк“, излизащ в Брюксел, а снимките са взети от излизания в Кьолн в. „Денге Комкар“.

характер, турската преса, радио и телевизия продължиха да поместват и излъчват информации за пресретелки, засади, т.е. за техни бойни действия. Необявената война в Югоизточен Анадол по думите на турския публицист Тарък Зия Екинджи всекидневно отнема живота на 10-20 души. А мнението на бившия началник-щаб на турската армия генерал Неждет Уруг е, че „Проблемът (действията) на кюрдските партизани – б.а.) не може да бъде разрешен в кратък срок. Ние ще свикнем с него, както Ирландия

предвижданията надхвърлиха 100 млрд. долара, като към този дефицит се прибавят и невъзстановими разходи от други 55 млрд. долара.

Някои икономисти от Конгреса не изключват през 1990 г. дефицитът на САЩ да надмине 120 млрд. долара.

По тези причини на 15 май Буш трябваше да отстъпи от своето антифискално обещание и да се съгласи с Конгреса, в който има голямо демократично мнозинство, за неочакваното влошаване на вътрешния дефицит.

И всичко това става в момент, когато западни политици кръстосват света, обещавайки наляво и надясно финансова помощ!

Тези факти показват по-ясно от всякога колко са къси наистина краката на лъжата.

Но ако столицата на капитала плаче, то нейната европейска провинция съвсем не се смее. Данните от Италия определят увеличението на италианския дефицит на 155 хил. млрд. лири. Друго предвиждане сочеше максималния му размер над 147 хил. млрд. лири.

Ще приведа тук казаното от италианския правителствен вестник „Ил месаджеро“ от 10 май 1990 г. във връзка с неспирния и главоземайващ растеж на италианския дефицит: „От Карли, министър на италианското съкровище, дойде непряко потвърждение за сложността на обстановката и предупреждението „Дефицитът унищожава спестяванията“, което той направи пред представители на спестовните каси от цял свят, пристигнали в Рим за техния конгрес.“

Щом го казва Карли, не виждам кой би могъл да го обори.

Впрочем и за италианския народ все по-непоносим ще става фискалният натиск и вследствие на този натиск по-силни ще стават и социалните въннения.

Сигурно е, че това, което става в САЩ, става и в периферията и без съмнение влошаването на финансовата и икономическата криза в развитите страни ще предизвика ново голямо социално напрежение на планетарно ниво и впоследствие – засилване на техния натиск върху народите.

Засилването на социалните напрежения, които разстройват центровете на световния капитализъм, беше подсилено през април и от сблъсъци на английски демонстранти с полицията, които

протестираха срещу държавните такси на Тачър. Те разстроиха и опустошиха за един ден Лондон и причиниха щети за милиони лири стерлинги – разграбени магазини от безработните, 331 ранени полицаи и 77 демонстранти, 350 арестувани. Ясно е за всички, че в тази кризисна ситуация е логично капитализмът да преследва съвсем ясно осъществяването на своя план, състоящ се в търсене на други народи за експлоатиране, в превръщането им в длъжници, давайки им в заем книжни хартийки. Да ограбва, за да ограничи временно неудържимата криза, докато същевременно се стреми да увеличи своя военен потенциал.

Трябва също да се допълни, че във всичко това се забелязва нов антидемократичен скок, който в последно време извършват западните правителства.

В Италия се открояват две характерни изяви. Първата е одобряването на закона против стачките, направено от италианския парламент наскоро. Втората е антидемократичното полицейско потушаване на италианското студентско движение, по време на което блиндирани коли на полицията навлязоха в Римския университет. Те бяха хвърлени срещу студентите, борещи се за по-дълбоки и демократични промени в управлението на италианските университети, отхвърляйки решително проектите за приватизация на университетите, която наложиха на италианското правителство управителните съвети на промишлените предприятия и италианските банки.

Друг много тревожен трети факт, който показва как към засилването на антидемократичните репресии срещу народите се прибавя и засилването на военния потенциал на НАТО, е философията, пусната в ход от САЩ, която се основава на отказа им да присътвяват към ликвидиране на базите на САЩ в Италия, а следователно и в Европа въпреки натиска на италианската общественост за постигане на тази цел.

Към този отказ се прибавят лансирането, узаконяването отново и реструктурирането на НАТО.

Този план, който утежнява окупацията на Италия и на Европа от страна на армията на САЩ, беше уточнен неотдавна във Вашингтон по време на разговорите между главата на италианското прави-

телство Андреоти и висши представители на САЩ по повод окончателното потвърждение за строеж на новата голяма въздушна база в Кротоне, Калабрия, която ще може да посреща флотата на атомните бомбардировачи на САЩ.

Следователно никога повече от днес не е изглеждала така ясно опасността и изключително унизителната, шантажистка роля, която НАТО, САЩ и техните съюзници възнамеряват да играят срещу италианския народ, срещу Европа и срещу народите от третия свят, които не желаят повече да връщат заемите, отпуснати им от Световната банка поради ограбването от могъщия Запад на техните богатства.

Никога по-ясно от днес не е изпъквала недопустимата и пагубна манипулация, която капитализмът упражнява върху зависимите от тях народи, за да намалят собствената си криза.

В заключение на този анализ на положението става ясно колко илюзорни, глупави и пагубни (и това ще се разбере в кратък срок) са очакванията на тези, които вярват, че капиталистическият Запад може да разреши кризата на некапиталистическите системи.

Още един пример към казаното дотук. В Италия в началото на юни Неапол негодуваше бурно от липсата на финансови средства и питейна вода. Трябваше също да се подчертае, че в целия свят народните прогресивни антиимпериалистически и социалистически сили се стремят не само да отхвърлят всяка мистификация и лъжа, но се стремят и към нови форми на организация с цел да интернационализират своите връзки, обмена на информация, отнасяща се до действителното положение в капиталистическия свят, както и да координират действията, за да отговорят по-ефективно на атаката, която световният координиран капитализъм насочваше и насочва срещу икономическата независимост на народите и тяхната свобода.

Време е международното демократично движение да се ориентира, извършвайки на свой ред собствен качествен скок, за да отговори по-ефективно на новите предизвикателства.

свикна с ИРА“. Това признание за силата на въоръжената кюрдска съпротива е важно, като се има предвид компетентността на неговия автор. За нейния сериозен военен характер говори фактът, че, както писа излизащият във ФРГ на кюрдски и турски език в „Берксведан“, действията срещу нея вече се планират и ръководят не от военните, жандармерийски и полицейски командири в областта, а от Генералния щаб на турската армия. А това според вестника показва, че борбата „за независимост и свобода“ на кюрдите не е проблем „на вътрешен ред и сигурност, а народна борба за освобождение и национален проблем на Турция“.

В усилията си да се справят със съпротивата на кюрдите властите освен до бойни прибегват и до други средства, насочени главно срещу цивилното население. Едно от често прилаганите средства е прогонването им от родните села. По данни на седмичника „Към две хилядната година“ само в продължение на няколко месеца жителите на 215 села са били заставени да ги напуснат.

Кюрдите в Югоизточен Анадол са жертва на страха и тежките, а в някои случаи и непоносими условия на живот. Както писа Такър Зия Екинджи, „там всеки се страхува непрекъснато. Страх от смъртта, която не знаеш от кого и къде ще дойде, страх да не бъдеш заловен и инквизиран, страх, че ще бъдеш изгонен и изселен от района, в който живееш, страх, че домът ти ще бъде разру-

шен и ограбен, че селото ти ще бъде изтрито от лицето на земята и ти ще останеш без дом, родно място и работа. Този страх е обхващал всички“. Мнението на публициста се потвърди от генералния секретар на най-голямата опозиционна партия – Социалдемократическата народняшка партия – Дениз Байкал, който след обиколката си в Югоизточен Анадол в началото на май т.г. заяви пред кореспондент на в. „Миллиет“, че там хората се опасяват дали ще оцелеят, страхуват се за своята сигурност и се оплакват от „непоносимите условия на живот“. Лидер на друга опозиционна партия – Партията на благоденствието – Неджметтин Ербакан посочи, че отношението на властите към районите, населявани с кюрди, е като към „заварено дете“ и вместо мирни придобивки те получават затвори и жандармерийски участъци.

Едно от типичните явления в тези райони е масовата безработица. Според проучванията на Държавната планова организация на Турция, докато средният процент на безработицата за страната е 10,5 на сто в Югоизточен Анадол, той е три пъти по-голям – 33 на сто.

Безработицата се дължи главно на липсата на промишлени предприятия. Големият истанбулски ежедневник „Миллиет“ писа, че в Югоизточен Анадол не само че не се строят предприятия, но се закриват и съществуващите. В окръжния център Ван например са били закрити 6 предприятия, а в Битлис и други

окръжни градове „не е бил закован нито един пирсн“, както образно писа вестникът.

Голямата безработица в Югоизточен Анадол се дължи и на неравномерното разпределение на земята. По данни на журналиста от в. „Джумхуриет“ Джелил Башлангъч в районите, населени с кюрди, 6 на сто от населението, т.е. едрите собственици, владеят 49,5 на сто от обработваемата земя. Останалата половина от обработваемата земя и по точно 50,5 на сто се падат на 94 на сто от селяните. Милиони са кюрдите, които нямат никаква земя и се препитават като ратаи на едрите собственици и вождове на племена или като работят като сезонни земеделски работници в полята на Южен Анадол и по строежите във вътрешността на страната.

Неграмотността по официални данни обхващаща 40 на сто, от населението, липсата на училища, пътища, питейна вода, здравни заведения също са типични за районите, населявани с кюрди. Но техните бедни не се изчерпват с това. От създаването на Турската република досега всички турски правителства са отричали съществуването на кюрдска нация, на кюрди и са водили и водят непрекъснато политика на асимилация.

Пролетта на 1990 г. отбеляза нов етап в съпротивата на кюрдите против тази политика. В Диарбекир и други градове на Югоизточен Анадол започнаха демонстрации против властта. В градчето Нусайбенли по време на сблъкновения между вой-



„СЪВРЕМЕНЕН ПОКАЗАТЕЛ“, 21 ЮНИ 1990

ниците и местното население беше убит един младеж, много други бяха ранени и арестувани. В знак на протест и солидарност в това градче, както и в Джизре, Сълопи, Идил, Къзълдере, Силван, Диарбекир и други селища бе проведена акцията „сваляне на кепенците“. Затворени бяха всички магазини, работилници и други работни места. По време на тази кюрдска интифада младежите бойкотираха занятията в учебните заведения, организираха акции срещу армейки, жандармерийски и полицейски части, като издигаха барикади и хвърляха камъни срещу тях, горяха автомобилни гуми и т.н. Властите не захъснаха да отговорят с нови и нови репресивни мерки. Те бяха обсъдени на заседание на Съвета за национална сигурност, след което правителството се среща с лидерите на двете най-големи опозиционни партии – Ердал Инъню и Сюлейман Демирел. Последваха неговите нови, допълнителни мерки за борба срещу „терористите и техните съучастници“. Някои от тях бяха обявени, но за други – главно тези от военен характер, може да се съди само по някои попаднали в печата информации. Така добре осведомената журналистка Нилюфер Яалчън съобщи, че от САЩ ще бъдат закупени 5 бронирани бойни хеликоптера тип „Кобра“ с единична цена 15 милиона долара, които още това лято ще бъдат използвани по време на военните операции срещу кюрдските партизани. Такива се осъществяват вече от няколко години, но безрезултатно – въоръжената кюрдска съпротива не беше сломена.

По-голямата част от мерките на

правителството срещу борбата на кюрдите бяха обявени в постановление № 413, което има сила на закон. С тях, както подчерта излизащият във ФРГ в. „Денге Комкар“, „терорът в Кюрдистан ще се увеличи“.

Постановлението предвижда засилване на преселването на кюрдите от родните им села във вътрешността на страната. Между преселените ще бъдат жителите на близо хилядата села покрай източната и южната граница на Турция, за да се създаде на тяхно място „мъртва зона“, в която кюрдските партизани няма да могат да получават помощ от свои ятаци и помагачи.

В 11-те окръга, включени в областта, чийто валия (управител) има извънредни пълномощия, се забраняват всякакъв вид демонстрации, бойкоти, стачки, затваряне на магазини и работилници и т.н. Единствено валията има право да разреши тяхното провеждане. Той също така има право да изселва всеки жител от тези окръзи. Наказанието на всеки подсъдим, подведен под наказателна отговорност за антидържавна дейност в тези окръзи, се увеличава двойно. На „разкаялите се“ присъждат се намалява или отменя и им се дават парични помощи.

Ограничаването на човешките права на жителите на Югоизточен Анадол не се изчерпва с посоченото. В постановлението на правителството се предвижда, че никой няма право да протестира и да заведе дело в съда срещу длъжностно лице за негово деяние по време на осъществяване на служебните му задължения. Досега, макар и в повечето случаи формално, редица престъпления на

властите срещу кюрдите ставаха предмет на съдебни дела и придобиваха гласност в печата благодарение на възможността на гражданите да се оплакват и да завеждат дела в съда срещу административни разпореждания и действия на служебни лица. Сега тази възможност на жителите на 11-те окръга с кюрдско население е отнета и по този начин се развързват напълно ръцете на военните, жандармерийските, полицейските и административните власти за всякакъв вид антикюрдски действия и акции.

Постановлението на турското правителство от април силно ограничава и правото на средствата за масова информация да отразяват събитията в Югоизточен Анадол. Всички известия за бойни акции на кюрдските партизани, за стълкновение им с въоръжените сили, жандармерийските и полицейските части се дават от вътрешното министерство и Съвета за национална сигурност. Властите имат право да спират вестници и списания, да закриват печатници за това, че са публикували и печатали „неподходящи“ материали на кюрдска тема. Тази разпоредба важи не само за 11-те окръга с кюрдско население, но и за цялата страна, включително и за Истанбул, където излизат най-големите турски вестници.

Новите мерки на правителството предизвикаха острата реакция на демократичните среди в страната. Те, както и преди, настояват за мирно, политическо разрешаване на кюрдския въпрос – един от най-острите не само за Турция, но и за целия район на Близкия изток.

„СЪВРЕМЕНЕН ПОКАЗАТЕЛ“, 21 ЮНИ 1990

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, 30 juin-1er juillet 1990

In Iran's 'Psychological War,' Pragmatists Sideline Radicals

By Steve Coll

Washington Post Service

TEHRAN — One year after the death of Ayatollah Ruhollah Khomeini, some of Iran's most radically anti-American clerics have been shifted to the fringes of power on issues such as release of the U.S. hostages in Lebanon and wider economic contacts with the West.

The recent debate here over whether Iran should accept earthquake aid from its Western and Arab adversaries represents only one aspect of what former Interior Minister Ali Akbar Mohtashemi called a "psychological war" within Iran for control of the Islamic revolution after Ayatollah Khomeini's death.

For the moment, the most extreme anti-Western radicals, such as Mr. Mohtashemi, appear to be losing that war.

In an interview at the offices of his new anti-American magazine, Mr. Mohtashemi acknowledged that he had been forced to step down from his powerful cabinet post last year. The resignation occurred when President Hashemi Rafsanjani moved to replace some ideological radicals in the government with cabinet officials who shared his commitment to revitalizing Iran's economy with the aid of Western capital.

Mr. Mohtashemi also acknowledged that during his tour as ambassador to Syria in the early 1980s, he helped establish the radical Shiite groups in Lebanon that later attacked the U.S. Marine barracks in Beirut and participated in the kidnapping of U.S. citizens.

Iran helped establish the radical groups, and "they were supported by the Islamic Republic of Iran and by me as ambassador of the Islamic Republic of Iran. If you think that is effective in their formation, then let it be so," Mr. Mohtashemi said. He denied personal involvement in the attack on the U.S. Marine barracks or in any hostage takings.

Despite the apparent waning of his power, diplomats say Mr. Mohtashemi remains influential with some of the Lebanese Shiites who continue to hold U.S. hostages.

"Imam was the founder of a revolution," Mr. Mohtashemi said, referring to Ayatollah Khomeini. "Following his demise, the enemies, internal and external, have been taking advantage of his absence and thus putting increasing pressures on Iran to give up on its principles and retreat."

Mr. Mohtashemi said his opponents had overstated Iran's economic difficulties "to imply that by breaking the barrier against the return of the United States, economic problems would be solved."

"But," he added, "they are making a mistake."

Since stepping down from his ministry post, from which he controlled Iran's police and Komiteh security committees, Mr. Mohtashemi has remained a member of the legislature. This month he launched his magazine, a colorful anti-American political review.

But diplomats say Mr. Mohtashemi and those who have preached isolationism and have appeared to support the Lebanese Shiites' holding of U.S. hostages have become increasingly marginalized. The reason, they say, is that Mr. Rafsanjani, regarded as relatively pragmatic and open to the West, has been able to assert himself in parliament and the executive branch.

"Mohtashemi has been the mouthpiece of the radicals," said a diplomat. "He has a platform. But where it's really counted, Rafsanjani has shown that he has the power to do what he wants."

There is no easy way to distinguish between radicals and pragmatists in Iran's parliamentary government. Virtually all of the members share a revolutionary Islamic ideology and express antipa-

thy toward the United States. Although leaders considered especially anti-American, such as Mr. Mohtashemi, have fallen out of power, other anti-Western radicals have moved into prominent posts, such as the hard-line Majlis speaker, Mehdi Karrubi.

For most of the years after the 1979 revolution, the political base of anti-Western extremism lay with the often young members of Iran's Islamic revolutionary institutions, such as the Revolutionary Guards, the Komiteh security committees and the development-oriented Construction Jihad.

They remain powerful forces in politics and society. But there are signs that with the Iraq war concluded and Mr. Rafsanjani firmly in power, those institutions may be losing some of their radical edge.

For example, after a fight with parliament radicals, Mr. Rafsanjani's administration pushed through a merger of Komiteh revolutionary security committees and ordinary police departments. Such a merger means that Iran's internal security will be more integrated into ordinary bureaucracy.

Mr. Mohtashemi said: "Personally I am opposed to this merger because I think any country needs a committed special force."

■ Thanks for Quake Aid

President Rafsanjani thanked the 86 countries that had sent relief aid for earthquake victims, United Press International reported Friday from Tehran.

In an emotional sermon at Friday prayers, he said of the aid: "To be just, the world has responded well in this case."

Without mentioning the United States by name, he said: "Knowing that there were survivors in need of help and sympathy, people mourning relatives, how could anyone say foreign aid would not be wanted? This was not a rational statement."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, 30 juin-1er juillet 1990

Iraq's Sinister Threat Dealt With a Condor's Flight

By William Safire

LONDON — A charge was made in this column a month ago that the Defense Ministry of France was turning a blind eye to the shipment of Sagem inertial missile guidance systems to Iraq.

French officials denied this with the same air of offended innocence displayed 18 months ago by West Germans when The New York Times revealed that German companies built Libyan and Iraqi poison-gas factories. (This week, a German businessman was sentenced to five years in jail.)

When asked by the Senate Foreign Relations Committee about the report that the French had helped extend the range and improve the accuracy of Iraqi missiles, John Kelly, assistant secretary of state, testified, "The intelligence, as I understand it, doesn't demonstrate that we have evidence that that is true."

If the CIA is unaware of sophisticated guidance systems sold to Iraq, it would be the only major intelligence service in the dark.

However, Mr. Kelly also testified, "I know of no written or oral communication" by State Department lawyers to Justice prosecutors about the potential indictment of a high-ranking Iraqi in the investigation into \$3 billion in funny funding at the Lavoro bank's Atlanta office.

I conclude that the State Department is studiously ignoring data that might compromise West-ern relations with Iraq.

If French journalists want to emulate their hard-digging German brethren, they should *chercher les* dual-use guidance systems: orders that are intended for use in the new Condor-2 missiles are disguised as inertial guidance for aircraft. As a result, Iraq is getting a "smart" missile system capable of delivering a quarter-ton warhead on a target more than 400 miles (650 kilometers) from its frontier.

This Condor warhead is not so big: That suggests it is designed to deliver a nuclear bomb rather than poison gas. Saddam Hussein already has Soviet Scud missiles capable of reaching Tehran and Tel Aviv; he evidently is preparing for a delivery system for a nuclear weapon to be ready by 1995.

Put yourself in the shoes of the only man who has started and won a war that cost a million lives. When Mr. Hussein began building a nuclear bomb 20 miles southeast of Baghdad, the Israelis took it out in a surgical strike. (That was deplored in 1981 by George Bush, but probably prevented the later incineration of three million residents of Tehran.)

Mr. Hussein needs an interim threat to deter any strike at his greater threat to come. That is what his

present missiles are for, and explains his vow to "scorch half of Israel" with gas if it takes out his nuclear plant again.

Last week, curiously, he extended his retaliatory protection to Mauritania, in West Africa.

If he already has missiles able to reach Israel, why is he spending great sums on sophisticated guidance systems for the longer-range Condor-2? Why does he need to extend his missile-testing area to roomy Mauritania?

The answer to both: The capacity to obliterate the U.S. 6th Fleet and the capitals of Syria and Turkey would satisfy any dictator's power drive.

In a public relations putsch this week, undertaken at the behest of his panicky Jordanian puppet, Mr. Hussein told The Wall Street Journal he would accept nuclear weapons as a gift from the United States. That was his idea of a joke.

The Bush administration counsels appeasement: although a half-billion dollars in grain credit guarantees has recently been suspended because kick-back greed got out of hand, Export-Import Bank guarantees continue.

An Export-Import release says serenely about Dow Chemical shipments financed by U.S. taxpayers: "It was unlikely they would be used for the production of chemical weapons."

Unlikely! Tell that to the 5,000 Kurdish dead in Mr. Hussein's poison-gas attack on Halabja.

Before America can protest other countries' aid to Iraq's Condor-2, it needs to clean its own act. Senator Daniel Inouye of Hawaii has a quarantine bill to stop trade, aid and the arms buildup.

The Bush administration argues that other suppliers will take America's place, and Senator Bob Dole says this will hurt American farmers.

Senator Nancy Kassebaum makes them all look like moral pygmies: "It would hurt wheat sales in Kansas, that's true. But sometimes we have to stand up and be counted."

The New York Times.

Açlık grevleri**Beyin yeme eylemi**

Haber Merkezi — Cezaevlerindeki açlık grevleri sürüyor. Çanakkale Cezaevi'ndeki 5 yazı işleri müdürü ile 3 sendikacının başlattıkları açlık grevi 17. gününe girdi.

Çanakkale E Tipi Cezaevi'ndeki gazeteci ve sendikacıların, TCK'nın 141 ve 142. maddelerinin bir an önce "Meclis Genel Kurulu'nda ele alınıp sonuçlandırılması ve olağanüstü dönemin mahkeme kararlarıyla adli mahkeme kararları arasındaki çelişkiye dikkat çekmek" üzere başlattığı açlık grevi sürüyor. 32 hükümlünün başlattığı, sonradan 151'e ulaşan eylem ise bu akşam sona eriyor. Çanakkale Cezaevi revirinde kalan beş gazeteci ve üç sendikacının sağlık durumlarında herhangi bir değişiklik olmazken bugün ya da pazartesi günü bir grup demokratik kuruluşun temsilcisinin Çanakkale Cezaevi'ni ziyaret edeceği bildirildi.

İstanbul'da aralarında ÇGD İstanbul Şubesi, PEN, TYS, SHP, SP, Yeşiller Partisi, TBKP, Mimarlar Odası İstanbul Şubesi, Petrol-İş, Otomobil-İş, 'Sosyalistlerin Birlik Partisi Girişimcileri'nin bulunduğu 'Düşüncelerinden Suçlanana Özgürlük Komisyonu' dün "Beyin yeme" eylemi yaptı. Yüzlerini düşünce özgürlüğünü sınırlayan yasa maddeleri ve kararnamelele maskeleyen komisyon üyeleri, üzerine "Gazeteciler, yazarlar, şairler, bilim adamları, sanatçılar, teknik elemanlar, doktorlar, çizerler, işçiler, sendikacılar vb." yazılı kartonlara konulmuş beyin salatası yediler ve "Çankaya şarabı" içtiler.

Diyarbakır 1 No'lu Cezaevi'ndeki açlık greviyle Bursa Özel Tip Cezaevi'ndeki eylem sona erdi. Adana'da Sosyalist Parti'de 80 kadar hükümlü ve tutuklu yakınının sürdürdüğü açlık grevi 6. gününde bitirildi. Öte yandan diğer cezaevlerinde durum şöyle: **Mardin** 8. gününde, **Bismil** 8, **Malatya** Özel Tip Cezaevi'ndeki açlık grevi dün sona erdi. SP'deki açlık grevi ise 3. gününde. **Dargeçit**'te açlık grevlerini desteklemek amacıyla hükümet konağı önünde açlık grevine başlayan 100 kadar kişinin gözaltına alındığı bildirildi.

Ceyhan Özel Tip açlık grevini sürdürürken Nusaybin SP'deki açlık grevi 4. gününe girdi.

Cumhuriyet, 1. 06. 1990

Demokratik Yeni Oluşum partileşiyor**BETÜL UNCULAR****Eruh'ta çatışma
5 terörist ölü,
bir er şehit**

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Siirt'in Eruh ilçesi yakınlarında güvenlik güçleriyle çatışmaya giren beş PKK'lı terörist ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada jandarma eri **Kâzım Gedik** şehit oldu. **Hakkâri**'nin Yüksekova ilçesinde de Pinyanişi aşîyeti lideri ve köy korucuları bölge sorumlusu **Mustafa Zeydan**'ın evine roketatarlı saldırı düzenlendi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden alınan bilgiye göre Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Dönerdöver köyü yakınlarında arama ve operasyon yapan güvenlik güçleri önceki akşam saatlerinde bir grup

teröristle karşılaştı. Çatışmada beş militan silahlarıyla birlikte ölü olarak ele geçirildiler. Çatışmada jandarma eri **Kâzım Gedik** şehit oldu.

Hakkâri'nin Yüksekova ilçesinde Pinyanişi aşîreti lideri **Mustafa Zeydan**'ın evine 22.30 sıralarında roketatarlı saldırı oldu. Kimliği belirsiz kişiler roketatar saldırısından sonra 20 dakika otomatik silahlarla evi taradılar. Olayda ölen ya da yaralanan olmadı. Saldırganlar daha sonra bilinmeyen bir yöne kaçtılar.

Öte yandan Erzurum'un Şenkaya ilçesinde Akşar-Göle karayolunu trafiğe kapatan PKK militanları iki kamyonu yaktılar.

ANKARA — Bağımsız 14 milletvekilinin öncülüğünde yürütülen Demokratik Yeni Oluşum hareketi, 7 haziran "yeni bir anayasa" vaadi ile partileşiyor. Yeni partinin programında Kürt sorununun serbestçe tartışılmasını önleyen tüm engellerin ortadan kaldırılması ve Kürt sorununun toplum kesimlerinin katılımıyla birlikte çözümlenmesi amaçlanıyor. Faşizm dışında her görüşün siyasi örgütlenmesi programda öngörülürken, Cumhurbaşkanı'nın halk tarafından seçilmesi ve Milli Güvenlik Kurulu'nun kaldırılması hedefleniyor.

Birbirine kenetlenmiş ellerin oluşturduğu dairenin içinde kırımı zı bir gülün amblem olarak düşünüldüğü partinin kamuoyuna daha önce açıklanan, "Demokratik Toplum Partisi" isminin de bu hafta sonu yapılacak toplantıda değiştirileceği öğrenildi. Partinin genel başkanlığına büyük bir olasılıkla Bağımsız Bursa Milletvekili **Fehmi Işıklar**'ın getirilmesi bekleniyor.

Edinilen bilgilere göre dokuz ana başlıktan oluşan yeni partinin programında özetle şu konular vurgulanıyor:

— Türkiye'de demokrasiyi kurmanın önündeki en büyük engel Kürt sorunudur. Kürt sorunu çözülmeden demokrasiyi yerleştirmek mümkün değildir. Anayasa, Ceza Yasası, Siyasi Partiler Yasası ve Kürtçeyi yasaklayan yasa gibi diğer yasaların sorunun tartışılmasını önleyen hükümlerin kaldırılması gerekir. Kürt sorununun serbestçe tartışılmasını önleyen tüm engeller ortadan kaldırılacaktır.

— 1982 Anayasası, bütün Türkiye'de demokrasinin önündeki en büyük engellerden biri haline gelmiştir. Yeni bir anayasa yapılması zorunludur. Demokratik sivil toplum anayasasının hazırlanması için her türlü çaba gösterilecektir.

— Cumhurbaşkanı halk tarafından seçilecek, görev ve yetkileri sormusuzluk kuralına uygun ve onunla sınırlı olacaktır.

— Milli Güvenlik Kurulu kaldırılacak, yürütmenin sivilleşmesi ve demokratikleşmesi sağlanacak.

— Vatandaşlıktan çıkarılma kararları iptal edilecek, hiç kimse vatandaşlıktan çıkarılamayacak.

— Sığınma bir haktr. Mültecilerle ilgili uluslararası sözleşmelere Türkiye'nin koyduğu çekinceler kaldırılacak. Herkes mülteci olarak kabul edilecektir.

— Basında ve dağıtımda tekelleşme önlenerek, gazetelerin ve haber ajanslarının yönetimi demokratikleştirilecek, basında çalışanların güvenceleri artırılacaktır. Basın ve yayın tam özgür olacak, TRT özerk bir kuruma dönüştürülecek.

Milliyet, 1. 06. 1990

5. parti 7 Haziran'da kuruluyor

Meclis'te 14'ler

• Oktay PİRİM
• ANKARA

• Bedrettin Dalan'ın DMP'sinden sonra SHP'den ayrılanların 7 Haziran'da kuracakları yeni sol partide 14 milletvekilliyle Meclis'te yerini almaya hazırlanıyor

İSTANBUL eski Belediye Başkanı Bedrettin Dalan'ın kurduğu DMP'nin iki milletvekili ile Meclis'te yer almasından sonra, SHP'den ayrılan milletvekillerinin 7 Haziran Perşembe günü kuracakları yeni sol partide 14 milletvekili ile TBMM'de dördüncü büyük parti olarak yerini almaya hazırlanıyor.

Bu pazar günü yapılacakları son toplantı ile kuruluş dilekçelerine ilişkin eksiklikleri tamamlayacak olan "Yeni Demokratik Oluşumcular", partinin programını da aşağı yukarı netleştirdiler. Yeni partinin genel başkanlığı için Abdullah Baştürk ve Fehmi Işıklar'ın adı geçiyor. Partinin adı üzerindeki tartışmalar sürüyor. Ya "demokratik toplum partisi" ya da "demokratik partisi" olabileceği ifade ediliyor.

135 kurucunun yer alacağı yeni partide, eski SHP milletvekillerinden Fehmi Işıklar, Abdullah Baştürk, Cüneyt Canver, Kenan Sönmez, Adnan Ekmen, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Mahmut Alınak, Ahmet Türk, Mehmet Kabraman, Arif Sağ, Mehmet Ali Eren, İlhami Binici ile İbrahim Aksoy bulunuyor.

• PARTİNİN PROGRAMI

Uzun bir tartışma döneminden sonra belli olan yeni sol partinin programında, önceki siyasi partilerin programının dışında ilginç götüşlere yer veriliyor. 9 konu başlığı altında toplanan görüşler arasında, faşist partiler dışında her siyasi partiye örgütlenme olanağı öngörülüyor.

Cumhurbaşkanı'nın halk tarafından seçilmesi, Milli Güvenlik Kurulu'nun kaldırılması, vatandaşlıktan çıkarılma kararlarının iptal edilmesi, genel af, özerk TRT, belediyele-re yayın yapma hakkı, Türkiye bütünlüğü içinde Kürt sorununun halkoylaması ile çözülmesi, yeni bir Anayasa ile Diyanet İşleri Başkanlığı'nda Türkiye'deki tüm dinlerin temsil edilmesi yeni sol partinin

programında yer alıyor.

Program, partinin kuruluşundan sonra toplanacak ilk kurultayda olgunlaştırılmak üzere tartışmaya açılacak.

Sosyal demokrat bir yapı ile ortaya çıkacak yeni sol partinin programında, özete şu hükümlere yer veriliyor:

• "Devlet halkın yönetiminde ve hizmetinde bir kurum olacaktır. Vatandaşlarına, insan onuruna yaraşır bir yaşama düzeni sağlayacaktır. Halk için bir halk yönetimini, gerçek bir demokrasiyi gerçekleştirecek. Demokrasiye yabancı bütün unsurların ya varlıklarına son vererek, ya da konularını uygun hale getirerek devlet kurumlarını ve organlarını demokratikleştirecektir. Siyasi iktidar yanında bir devlet iktidarının oluşmasına imkân verilmeyecektir. Atananları seçilmişlere oranla daha etkin bir konuma getiren demokrasiye aykırı kurum ve kurulların varlığına son verilecek. İdarenin hiçbir eylem ve işlemi, hiçbir halde yargı denetiminin dışında bırakılmayacaktır. Vatandaşların siyasal partilerde, sendikalarda, kooperatiflerde, meslek kuruluşlarında, okul derneklerinden tüketici derneklerine kadar her konu ve her alandaki derneklerde örgütlenmeleri özendirilecek ve desteklenecektir.

• İNSAN HAKLARI

• İnsanlar, sırf insan olmak sıfatıyla doğuştan birtakım dokunulmaz, devredilmez, vazgeçilmez haklara sahiptirler. Parti, insan kişiliğinin özündeki onurdan doğan ve insanın özgürce ve tam gelişmesi için zorunlu bulunan kişisel ve siyasal hak ve özgürlükleriyle, ekonomik, sosyal, kültürel hak ve özgürlüklerin de etkin biçimde kullanılmasını sağlayacak ve toplumda bu haklara ve özgürlüklere etkin saygıyı gerçekleştirmeye çaba gösterecektir.

Türkiye için çoğulcu ve katılımcı demokrasinin dışında

kabul edilebilir hiçbir seçenek yoktur.

• 1982 Anayasa'sı, bugün Türkiye'de demokrasinin önündeki en büyük engellerden biri haline gelmiştir. Bu nedenle yeni bir Anayasa'nın yapılması zorunluluğu hemen herkes tarafından benimsenmiştir. Bu Anayasa, otoriter ve totaliter yönetimlerin kurulmasına imkân vermeyen, insan haklarına dayalı, çoğulcu ve katılımcı, sosyal hukuk devleti ilkelere bağlı, devletin halkın hizmetine göre, kişinin temel hak ve özgürlükleri yararına devletin yetkilerini sınırlayan bir Anayasa olmalıdır. Bir sivil toplum Anayasa'sı olmalıdır.

• Devletin şiddete başvurusu, karşı şiddeti yaratır. Karşılıklı şiddetin tırmanması, bir toplum için en büyük felaket olan iç savaşa kadar gidebilir. Toplumsal kesimler ve güçler, alınacak ekonomik, sosyal ve kültürel önlemlerin yardımıyla şiddet unsurundan arındırılacaktır.

• YASAMA VE VATANDAŞLIK HAKLARI

• Faşizm dışında her anlayışın ve görüşün siyasal örgütlenmesine olanak sağlayan bir demokratik siyasal partiler kanununun yürürlüğe girmesi sağlanacaktır. Cumhurbaşkanını halk tarafından seçilecek, görev ve yetkileri sınırsızlık kurallarıyla sınırlandırılmayacak, yürütmenin sivilleşmesi ve demokratikleşmesi sağlanacaktır.

• Daha önce verilmiş vatandaşlıktan çıkarılma kararları, ilgilinin veya mirasçılarının talebi üzerine iptal edilecektir. Hiç kimse, hiçbir nedenle ve hiçbir suretle vatandaşlıktan çıkarılmayacaktır.

• Çıkarılacak genel af yasasıyla ülkeye dönmelerinde yasal bir engel kalmayacak olan, yurt dışından siyasi mülteci durumundaki vatandaşlarımızın dönüşleri yapılacak, maddi ve manevi yardımlara

özendirilecektir. Hâkim kararı dışında hiç kimseye yurt dışı çıkışında kısıtlama getirilmeyecektir.

• Basın ve yayın özgürlüğünü kısıtlayan yasalar değiştirilecek, basında ve dağıtımda tekelleşme önleneyecek. Gazetelerin ve haber ajanslarının yönetimi demokratikleştirilecek. Vergi bağışıklığı, kâğıt tahsisi, düşük faizli kredi ve diğer yardımlarla basın ve yayın desteklenecek. Matbaaların zoraltımına karar verilmeyecek. TRT özerk bir kurum olacak, il ve ilçe yönetimleriyle belediyeler ve üniversiteler radyo ve televizyon istasyonları kurmak ve yayın yapmak hakkına sahip olacaklardır.

• Türkiye'de demokrasiyi kurmanın önündeki en büyük engel Kürt sorunudur. Kürt sorunu çözülmeden demokrasiyi gerçekleştirmek mümkün değildir. Toplumumuzun bütün kesimlerinin yararına olacak uygulanabilir demokratik ve barışçı bir çözüm, ancak herkesin özgür olarak katıldığı serbest tartışma ortamında bulunabilir. Kürt sorununun çözümü için öncelikle bu sorunun serbestçe tartışılmasını önleyen bütün yasal, yönetsel ve toplumsal engellerin kaldırılması gerekir. Partimiz, Türkiye bütünlüğü içinde demokratik ve barışçı çözüm seçeneklerini halkoyuna sunacak ve halkın serbestçe beliren özgür iradesine saygı duyacaktır.

• LAİKLİK

• TC bütün kurumlarıyla laik ve demokratik esaslara uygun olarak yapılacaktır. Dinler ve mezhep arasında ayrıma yol açan ve özellikle mezhep diktası yaratan bugünkü politikalara son verilecektir. Diyanet İşleri Başkanlığı, Türkiye'de etkili bütün dinlerin, felsefi görüşlerin ve inanç gruplarının temsil edildiği bir yapıya kavuşturulacak, sadece bir dinin veya mezhebin temsilcisi durumunda olmayacaktır.

Milliyet, 1. 06. 1990

Dışişleri Bakanı Bozer'den "İnsan hakları" savunması 'Huruç' harekâtı



Ali Bozer

- Türkiye'nin 5 Haziran'da başlayacak Avrupa Güvenlik ve İşbirliği toplantısı nedeniyle insan hakları konusunda kısaca alınması bekleniyor. Bu nedenle Bozer, Avrupa'da hükümetler düzeyinde görüşmeler yaparak Türkiye'deki gelişmeleri anlatıyor
- Bozer, Hollanda Dışişleri Bakanı Van den Broek ile yaptığı uzun görüşmede, Türkiye'de insan hakları ile ilgili gelişmeleri sıraladı

• NUR BATUR • AMSTERDAM

TÜRKİYE, Ortadoğu'da Fırat suları nedeniyle yeniden bir baskı altına alınırken, Avrupa Güvenlik İşbirliği Konferansı öncesinde Batı Avrupa'da da "insan hakları" kışkacına girdi. Batı başkentlerinden alınan sinyaller, Türkiye'nin 5 Haziran'da başlayacak olan Avrupa Güvenlik İşbirliği Konferansı, insani boyut toplantısında gerek işkence iddiaları gerekse "azınlıklar sorunu" nedeniyle yoğun eleştirilere muhatap olacağını gösteriyor. Alınan bu sinyaller doğrultusunda Dışişleri Bakanı Ali Bozer de, Fransa'nın ardından Hollanda'da da giderek daralan insan hakları kışkacını kırmaya çalışıyor.

Dışişleri Bakanı, dün Hollanda Dışişleri Bakanı Van den Broek ile iki buçuk saat süren uzun bir görüşme yaptı. Ve Hollanda Dışişleri Bakanı'nın insan hakları konusundaki eleştirilerini geniş bir dosya vererek yanıtladı. Dışişleri Bakanı'nın verdiği dosyanın içinde Türkiye'nin insan hakları alanında son yıllarda attığı önemli adımlar sıralanıyor. Ayrıca halen gündemde olan ve TBMM Komisyonu'nda bekleyen gözetli süresinin indirilmesi, sanıkların avukatla görüştürülmesi gibi önemli kanunların yanı sıra fikir hürriyeti açısından Türkiye'de devam eden tartışmalar anlatılıyor.

• BOZER'LE SAMİMİ SOHBET

Dışişleri Bakanı Ali Bozer, dün görüşme öncesi ve görüşme sonrasında kendisini izleyen Türk gazetecilerle son derece samimi bir görüşme yaptı. Bozer'e göre son zamanlarda insan hakları alanında Türkiye'nin imajında bir gerileme kaydedildi. "Kopenhag toplantısında hükümet dışı örgütler düzeyinde Türkiye'yle ilgili meseleler ortaya gelecek. Bu nedenle hükümetlerle bu toplantı öncesinde görüşmek istedim. Ve onlara gerçekleri anlatıyorum" diyen Bozer şöyle konuştu:

"Avrupa'da ciddi gelişmeler var. Türkiye'nin bu gelişmeleri yakalayamadığını söylüyorlar ve bize sitem ediyorlar. Hollanda Dışişleri Bakanı'na verdiğim dosyada Türkiye'deki bütün gelişmeleri ortaya koyduk. Terörizm ve insan haklarını karıştırmamak lazım."

• 141-142-163 MESELESİ

Dışişleri Bakanı'nın gazetecilerle sohbeti sırasında üzerinde durulan önemli konulardan bi-

ri TCK'nın 141-142-163'üncü maddelerinde yapılacak değişikliklerin yeniden askıya alınması idi.

Bozer'e göre, 141 ve 142'nin değiştirilmesi meselesi askıya alınmış değil. Bozer, "Biz 141-142'yi değiştireceğiz. Kendimiz için bunu yapacağız. Ama bizi eleştirirken insafı olunmalı. Ben bir Dışişleri Bakanı'na sordum. Burada kim olduğunu söylemek istemiyordum. Sizde faşist parti kuruluşu mu diye sordum. Ama zannetmeyin ki, ben faşist partisi yanlıyım. Katiyen değilim. Ama o ülkede böyle bir partiye izin vermiyorlar."

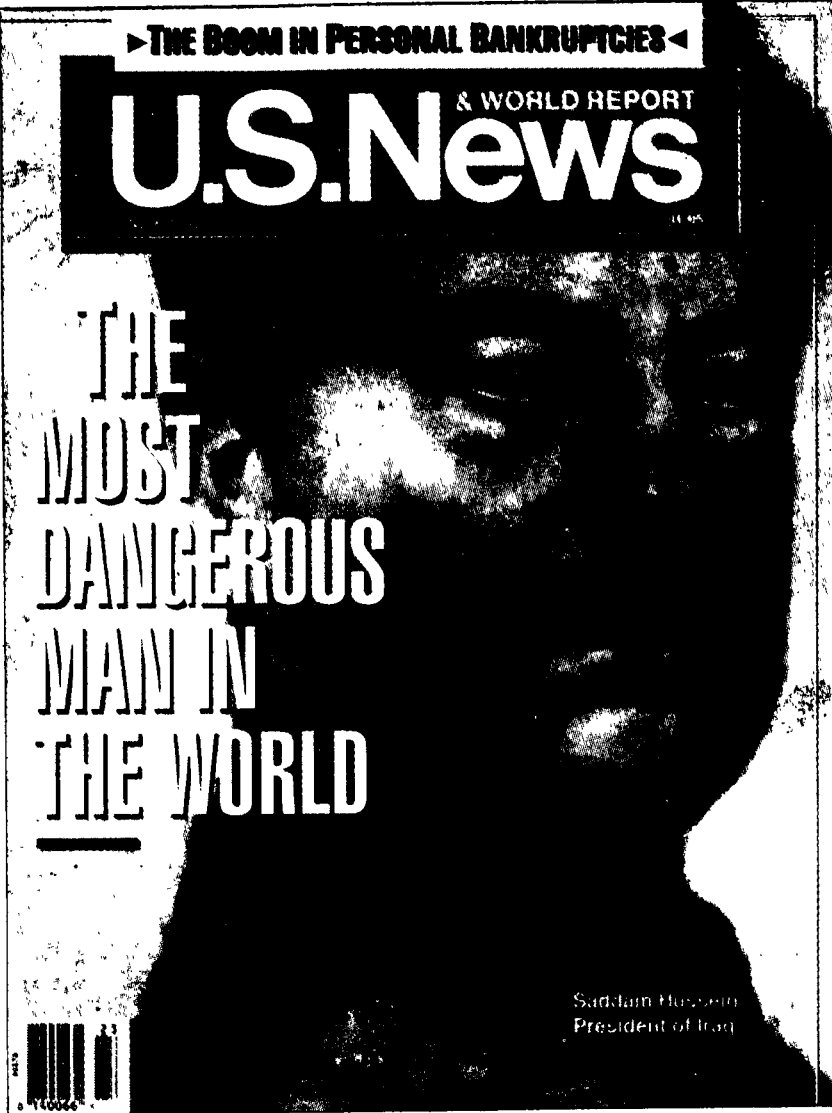
• AZINLIKLAR KONUSU VE DİL SORUNU

Dışişleri Bakanı Bozer, gerek Hollanda Dışişleri Bakanı ile gerekse diğer Batılı meslektaşlarıyla son zamanlarda yaptığı görüşmelerin bir diğer önemli konusunu da azınlıklar sorununu oluşturduğunu vurguladı.

Dışişleri Bakanı Bozer ile Van den Broek arasındaki uzun görüşmede bir diğer önemli konu da Yunanistan'ın Kıbrıs nedeniyle Türkiye'nin Ortak Pazar'la ilişkilerini bloke etmeye devam etmesiydi. Dışişleri Bakanı, Hollanda Dışişleri Bakanı'ndan Ortak Pazar gündeminden Kıbrıs'ın çıkarılmasını istedi. Bozer, gazetecilerle sohbeti sırasında da Türkiye'nin Kıbrıs'ta diyalogdan yana olduğunu, meselenin enternasyonalize edilmesinden de memnun olmadığını bildirdi. Bozer, Türkiye'nin Yunanistan'la da diyaloga hazır olduğunu belirtti. Kıbrıs'ta iki kesim arasındaki güven duygusunun ortadan kalktığına da işaret eden Dışişleri Bakanı, "Güven hissini artırmamız gerekiyor" diye konuştu.

Bozer - Van den Broek görüşmesinin ilginç konularından biri de Peşmergeler sorunu. Van den Broek, Birleşmiş Milletler Mülteciler Yüksek Komiserliği çerçevesinde Peşmergeler için Türkiye'ye sağlanan 13 milyon dolar ile bunların neden Yozgat'a yerleştirilmediğini sordu. Dışişleri Bakanı da Yozgat'ın iç sorunlar nedeni ile yerleşim alanı olarak gerçekleşmediğini, ancak başka bir bölge arandığını vurguladı. Bozer'in bu konuda Hollanda Dışişleri Bakanı'na ilginç bir teklifi de oldu. Dışişleri Bakanı, "13 milyonu geri verelim. Biz 10 milyon üstüne ekleyelim. Siz bu insanları alın ve ülkedeki yerleştirin" deyince sonunda bir sessizlik oldu, Bozer'in teklifi yanıtız kaldı.

Hürriyet, 1. 06. 1990



Kapak oldu

Ünlü Amerikan dergisi, dünya kamuoyunda son günlerde hedef adam haline gelen Irak lideri Saddam Hüseyin'i kapak konusu yaptı... Amerikan dergisi Saddam Hüseyin'in son 10 yıl içinde silah alanında en ileri teknolojileri toplamaya çalıştığını ve Ortadoğu bölgesi için bir tehlike haline geldiğini öne sürdü...

Amerikan dergisi, Saddam'ı yerden yere vurdu

'Dünyanın en tehlikeli adamı'

- Amerika'nın en ünlü haber dergilerinden biri olan "U.S. News and World Report", Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'i kapak konusu yaparken, onu dünyanın en tehlikeli adamı olarak ilan etti...
- Ünlü Amerikan dergisi, Saddam Hüseyin'in son 10 yıl içinde yaklaşık 50 milyar dolar harcamaya, kimyasal, biyolojik ve nükleer silahların dünyadaki en büyük alıcılarından biri haline geldiğini de öne sürdü.

DIŞ HABERLER SERVİSİ

AMERİKA'nın ünlü haber dergisi U.S. News and World Report, Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'i "Dünyanın en tehlikeli adamı" ilan etti. Dergiye göre, Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin, son yılların en gelişmiş silahlarını elde etmek için milyarlarca dolar harcamaya devam ediyor. Amerikan dergisi, geçtiğimiz günlerde İngiltere, Yunanistan ve Türkiye'de ele geçirilen "süper topolar" nedeniyle dünyanın odak noktası haline gelen Saddam Hüseyin'in daha önce kimyasal silahları İran'a karşı kullanmakla yetinmeyip kendi topraklarında yaşayan Kürtler üzerinde de denediğini anımsattı ve "Uygurluğun Beşiği" sayılan Mezopotamya'nın bugün dünya barışını ve istikrarını tehdit eden bölge durumuna geldiğini öne sürdü.

Amerikan dergisine göre, Arapların liderliği peşinde olan ve "Arapların Kültürü" olarak çağrılmaktan hoşlanan Saddam Hüseyin'in en büyük gücü, hiç kuşkusuz petrolden sağladığı nakit paradan geliyor. Batılı haberalma kaynaklarına göre, dilettiği silahı elde etmek için Batılı hükümetlerle işbirliği yapan Saddam Hüseyin, geçen 10 yıl içinde yaklaşık 50 milyar dolarlık askeri harcamayla, uluslararası kimyasal, biyolojik ve nükleer silahların dünyadaki bir numaralı alıcısı haline geldi. Irak Devlet Başkanı'nun bu silahları fazla düşünmeden kullanabileceğine ilişkin imaları da başka ülkelerde endişe yaratıyor.

14 YAŞINDA İLK CİNAYET

Kapağını Saddam Hüseyin'e ayıran U.S. News and World Report Dergisi'nin iddialarına göre, Saddam Hüseyin'i yapacağı bir çalgınlıktan alıkoyacak kimse yok. Arap Dünyası'nda dahi pek dostu olmayan Hüseyin, Batılı haberalma kaynaklarına göre, rakiplerini "sinek" gibi teker teker ortadan kaldırdı. Aynı kaynaklara göre, ilk cinayetini 14 yaşında işleyen, ilk politik cinayet girişimine 22 yaşındayken kalkışan Saddam Hüseyin, bugün de istemediği kişilerin çoğunu "bizzat" ortadan kaldırıyor. Bu arada ABD Dışişleri Bakanlığı'nın elinde, Irak'ın insan hakları açısından acınacak bir durumda olduğu ve dünyanın en ünlü teröristlerini barındırdığı konusunda güçlü bilgiler var.

Dergi, Saddam Hüseyin'in Çavuşesku kadar "megaloman" olduğunu iddia ederken, kendisini Babil'in büyük kralları "Hammurabi" ve "Nabukadnezar"a benzettiğini öne sürüyor. Dergi ayrıca, Amerikan uzmanlarının tahminlerine dayanarak Saddam Hüseyin'in beş ila on yıl içinde nükleer bombaya sahip olacağını bildiriyor.

Tercüman, 1. 06. 1990

Şırnak'ta çatışma Bir terörist ölü olarak ele geçirildi

EMİN BATMAZ

ŞIRNAK, (Tercüman)- Şırnak ili Uludere ilçesinde köy korucularıyla teröristler arasında çıkan çatışmada bir terörist ölü olarak ele geçirildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, 28.5.1990 günü saat 23.30 sıralarında Şırnak ili Uludere ilçesi Hilal köyüne girmek isteyen bir grup teröriste, köyde bulunan köy korucuları tarafından karşı konulması üzerine çatışma meydana geldi. Çatışma sırasında korucuların telsizle yardım istemesi üzerine bölgeye askeri birlikler gönderildi. Gece geç vaktlere kadar süren çatışma sonucunda bir terörist ölü ele geçirilirken, diğer teröristler karanlıktan yararlanarak kaçtılar. Ölen teröristin üzerinde bir adet RPG-7 roketatar silâhı ve bu silâha ait 4 mermi bulundu. Bölgede operasyon devam ediyor.

Milliyet, 2. 06. 1990

5 terörist ölü ele geçirildi

DİYARBAKIR, MİL-HA

SİİRT'in Eruh ilçesinde güvenlik kuvvetleriyle PKK militanları arasında çıkan silahlı çatışmada 5 terörist ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada bir er de şehit oldu.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, Siirt'in Eruh ilçesi Dönerdöver köyü kırsal kesiminde önceki gece arama ve tarama görevini sürdüren güvenlik kuvvetleri Yassıdağ mevkiinde bir grup teröristle karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına ateşle karşılık veren militanlarla çıkan çatışmada 5 terörist silahlarıyla birlikte ölü ele geçirildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, jandarma eri **Kâzım Gedik**'in de şehit olduğu bildirildi. Militanların kimlik belirleme işlemleri sürüyor.

Öte yandan Siirt'in Pervari ilçesine bağlı Doğan köyünde dün sabah **Meryem Kara** (16) adlı genç kız daha önce PKK militanlarının köy yoluna döşedikleri mayına basarak hayatını kaybetti. Olayla ilgili soruşturma devam ediyor.

Cumhuriyet, 2. 06. 1990

PEN'den Özal'a 141 ve 142 için mektup

Haber Merkezi — Uluslararası PEN Kulübü, Başkan Gyorgy Konrad ve Sekreter Alexandre Bloch imzasıyla Cumhurbaşkanı Turgut Özal'a gönderdiği açık mektupta, TBKP liderleri Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın tahliye edilmelerinden duyulan memnurluğu dile getirirken Türk Ceza Kanunu'nun 141 ve 142. maddeleri uyarınca tutuklu olarak yargılanmakta olan PEN Kulübü'nün bütün fahri üyelerinin serbest bırakılması ve beraat ettirilmeleri çağrısında bulundu.

Cumhurbaşkanı Özal'a Uluslararası PEN Kulüp tarafından gönderilen mektubun tam metni şöyle:

"Ekselans, dünya çapındaki yazarlar kuruluşu olan Uluslararası PEN ve İnsan Hakları Evrensel Bildirgesi'nin 19. maddesinin öngördüğü ifade özgürlüğüne büyük bir inançla bağlı olan bütün dünyadaki üyelerimiz adına bu mektubu yazıyoruz.

TCK'nın komünist ve bölücü propaganda yapanlara yaptırım getiren 141 ve 142. maddeleri uyarınca yargılanmakta olan Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın cezaevinden tahliye edilmeleri kuruluşumuzu çok memnun etti. Bildiğimiz kadarıyla bu maddeler belli bazı görüşleri, şiddete başvurulmasını savunsun ya da savunmasın yasaklamaktadır. Kaygımız, geçmişte bu maddelerin şiddet kullanmayan ya da şiddete başvurulmasını da savunmayan yazar ve gazetecilerin, devrin hükümetiyle aynı görüşleri paylaşmalarını nedeniyle cezalandırılmalarında kullanılmalarıdır.

Uluslararası PEN Kulübü adına, Mussolini İtalyası ceza yasasından alınan bu maddelerin değiştirilmesi konusundaki çalışmaların bir an önce tamamlanmasını ve bu maddeler uyarınca haklarında soruşturma olan ya da mahkûm edilen yazar ve gazetecilerin serbest bırakılmaları ve davalarının yeniden gözden geçirilmesini diliyoruz. Son zamanlarda üç kitabı nedeniyle yargılanmakta olan fahri üyemiz İsmail Beşikçi, ayrıca da Çanakkale E Tipi Cezaevi'nde aylık grevde olan diğer fahri üyelerimiz Erhan Tuskan, İrfan Aşık, Hasan Fikret Ulusoydan, Mehmet Özgen ve Kazım Arlı'nın durumlarından kaygı duyuyoruz.

Bu yazarların ve aynı maddeler uyarınca yargılanan diğer bütün yazarların serbest bırakılmaları ve beraat etmeleri bütün dünyadaki edebiyat çevrelerince memnurlukla karşılanacak ve hükümetinizin ülkeniz halkına demokratik hakları geri vermekte ne kadar kararlı olduğunun açık bir göstergesini oluşturacaktır.

Son olarak; Türk PEN Kulübü'nün yeniden canlandırılması ve aramıza katılmasından ne kadar büyük bir memnurluk duyduğumuzu ekselanslarına iletmek isteriz. Türk PEN'inin yeniden faaliyete geçmesi konusunda verdığınız izin, ülkenizin edebiyat çevreleriyle PEN'in gelişen merkezlerinin bulunduğu diğer 68 ülke arasında yeni ve değerli bir anlayışın doğacağından kuşquamız bulunmamaktadır."

AGİK'te meydan savaşı

• Nilüfer YALÇIN

• ANKARA

TÜRKİYE, Danimarka'nın başkenti Kopenhag'da 5 Haziran'da başlayacak olan AGİK insan hakları boyutu konferansında Avrupa'daki ayrılıkçı ve bölücü kuruluşların "hedef tahtası" olarak seçildi. Konferansın resmi heyetlerden oluşan bölümüne paralel olarak, çeşitli "hükümetler dışı kuruluşlar"ın (NGO) 25 günlük konferans süresince düzenleyeceği 70 kadar toplantının 12'si Türkiye'deki Kürt sorunu ve işkence iddialarına ayrıldı. Bu durumda toplantılara Türkiye adına katılacak yetkililer, üniversite öğretim üyeleri, bazı uzmanlar ve kuruluş temsilcileri, 25 günde 12 meydan muharebesi vererek, suçlamaları yanıtlayacak, gerekçeleri anlatacak. Bu 12 toplantının büyük kısmı, Avrupa'da yuvalanmış Kürt ayrılıkçıların kurduğu KOMKAR (Kürt İşçileri Derneği) ve onunla ortak çalışan kuruluşlarca organize ediliyor.

Resmi heyetler toplantısında da Kıbrıslı Rumların "Kıbrıs hükümeti" oldukları iddiasıyla Türkiye ve KKTC'ye çeşitli suçlamalar yöneltmesi bekleniyor. Bu durumda Kıbrıs gerçeklerini hükümetler dışı toplantılarda dile getirmek amacıyla, KKTC'den de bir uzmanlar heyetinin Kopenhag'a gideceği bildiriliyor.

Ayrıca Yunanistan'dan Gümüşcine Milletvekili Dr. Sadık Ahmet de AGİK toplantısına katılarak, "gerekliğinde"

Yunanistan'daki azınlık haklarıyla ilgili durumu ayrıntılarıyla açıklayacak.

AGİK konferansının resmi bölümünde 35 ülke, bakanlar başkanlığındaki heyetler tarafından temsil edilecek. Türk heyeti Dışişleri Bakanı Ali Bozer'in başkanlığında, Paris Büyükelçimiz İler Türkmen ile üst düzey Dışişleri uzmanlarından oluşuyor.

Yetkililer, hükümetler düzeyindeki toplantılarda Türkiye'ye doğrudan bir ağır suçlama kampanyası açılmamasını beklemiyorlar. Sadece Kıbrıs Rum temsilcisi ile bazı İskandinav ülkelerinden insan haklarına yönelik eleştiriler yapılabileceği söyleniyor. Böylece asıl mücadelenin hükümetler dışı kuruluşlar toplantılarına kaydırılacağı kesinleşmiş durumda. Dışişleri Bakanı Bozer'in Kıbrıs Rumlarından ve İskandinavlardan gelecek eleştirilere "çok özlü ve gerçekçi" yanıtlar vermeye hazırlandığı bildiriliyor. Bozer'in özellikle azınlıklar sorununun bugünkü Avrupa'da eriştiği tehlikeli boyutlara dikkat çekerek, "Türkiye'de hiçbir zaman azınlık statüsüne indirilmemiş Türk vatandaşlarına böyle bir durumun empoze edilemeyeceğini" vurgulaması bekleniyor.

• YABANCI İŞÇİLERE AYRIM

Resmi konferansta Türkiye Avrupa'daki yabancı işçilere uygulanan ayrımcı politikalar üzerinde ağırlıkla duracak insan hakları ihlalleri ve ırkçılık eğilimlerinin artışına dikkat çekecek. Dışişleri Bakanı Bozer, son gelişmelerde su yüzüne çıkan ırkçılık hareketlerinin, ülkelerin toprak bütünlüğünü tehdit eden boyutlara ulaşabileceğini kaydedecek. Avrupa'da çalışan Türk işçilerinin kazanılmış haklarını ihlal eden ayrımcılık politikalarından duyulan rahatsızlığı anlatacak.

Türk heyetinin "zorunlu hale gelmedikçe" Bulgaristan ve Yunanistan'daki soydaşlara yönelik baskılar üzerinde durmayacağı, ancak Bulgar ve Yunan heyetlerinin bu konuyu açmaları halinde, gerekli yanıtların verileceği belirtiliyor.

• KÜRTLERİN TEK GÜNDEMİ

Hükümetler dışı kuruluşlardan Türkiye'ye yönelik hücumlarda komuta görevini KOMKAR yükleniyor. Daha konferansın ikinci günü olan 7 Haziran'da KOMKAR perdeyi "Türk Kürdistanında insan hakları" konulu bir basın toplantısıyla açacak.

Aynı gün "Uluslararası Helsinki Federasyonu"nun düzenlediği "değişen Avrupa'da insan hakları faaliyetleri" konulu bir seminer yer alıyor. Burada Kıbrıslı Rumların ve bazı radikal Avrupalı kuruluşların Türkiye'ye yüklenmeleri bekleniyor.

8 Haziran'da KOMKAR ile Uluslararası Saharof Komitesi'nin ortaklaşa düzenleyecekleri basın toplantısında "Türkiye'de insan hakları" konusu tartışılacak.

9 Haziran'da bir Danimarkalı kuruluşun düzenleyeceği "değişen Avrupa'da insan hakları" tartışmalı toplantısında "tanıklar" dinlenecek.

11 Haziran'da da Uluslararası Af Örgütü'nün işkence ile ilgili seminerinde yine Türkiye'ye yüklenilecek.

Aynı gün KOMKAR ile kendilerini "Kürdistan'da insan hakları girişimcileri" diye adlandıran bir grup ayrılıkçı, "Kürtler ve Helsinki süreci" konusunda bir toplantı yapacaklar. Burada Türkiye'den çağrılan bazı milletvekillerinin tanıklık etmeleri söz konusu. Bunların, SHP'den ayrılan başsız bazı milletvekilleri olacağı tahmin ediliyor.

13 Haziran'da KOMKAR bu kez "yasaklanmış dil Kürtçe" konulu bir panelde Kürtçülere bu konuda Türkiye'ye saldırma fırsatı verecek.

Türkiye'yi hedef alacak olan "söz özgürlüğü", "AGİK ülkelerince idam cezasının kaldırılması", "değişen Avrupa'da azınlık hakları" gibi seminer ve panellerin peş peşe sırlanacağı hükümetler dışı kuruluşların toplantıları, 20 Haziran'da doruk noktasına ulaşiyor. KOMKAR ile Avrupa'daki Kürt Öğrenciler Derneği'nin ortaklaşa düzenledikleri "Türkiye'deki Iraklı Kürt mülteciler" konusu 20 Haziran'da ayrı bir seminer halinde gündeme getiriliyor.

KOMKAR bu toplantıların "Sanat" bölümünü de ihmal etmiyor. 11 Haziran'da Kopenhag'da Albertslund Kütüphanesi'nde üç hafta sürecek bir sergi açıyor.

TERCÜMAN, 2. 06. 1990

Saddam bir darbeden daha kurtuldu

Ortadoğu'nun yeni Nasır'ı olmaya soyunan Irak lideri Saddam Hüseyin, Arap zirvesinin hazırlıkları sırasında ordusundan bazı generalerin de içinde olduğu büyük bir darbe girişimini bastırdı.

Darbenin önlenmesinden sonra aralarında, Saddam'ın 11 yıldır yanından ayırmadığı ve öz kardeşlerinden daha çok güvendiğini söylediği başyaveri, Kürt asıllı General Sabbah Mirza ile 60'a yakın subayın idam edildiği ya da tutuklandığı iyi haber alan kaynaklar tarafından bildiriliyor.

Petrolten kazandığı paralarla "kıyamet topu" gibi fantazi silâhların yanısıra

"anormal biçimde" Irak ordusunu silâhlandıran Saddam Hüseyin, son yıllarda, ülkesini adeta bir "hanedan" görüntüsüyle yönetmeye başladı. Haberalma servisi "Muhaberat"ın başına damadını, ordunun kilit noktalarına da kardeşlerini ve akrabalarını geçiren Irak liderine karşı özellikle İran'a yapılan ateş kesten sonra iki askerî darbe girişiminde bulunuldu. Ancak ordu içindeki güçlü haberalma ağı sayesinde bu girişimlerin varlığı dışarıya sızmadı.

Atap zirvesinin hazırlıklarının başladığı sırada henüz detayları tam mânâsıyla öğrenilemeyen bir askerî darbe teşebbüsü öğrenildi. Bunun

Darbe teşebbüsünden sonra, içlerinde Irak liderinin en güvendiği yaveri Sabbah Mirza'nın da bulunduğu 60'a yakın yüksek rütbeli subaydan haber alınmıyor

üzerine Saddam'ın yakın arkadaşlarından General Ziya Kenan ile aralarında bazı kurmay albayların da bulunduğu 60'a yakın subay bir gecede ortadan kayboldular. Ailelerinin de izlerine rastlan-

madığı belirtilen subayların bir bölümünün idam edildiği bazılarının da tutuklandığı öne sürülüyor.

Bu arada gelen haberler arasında en ilgi çekicisi Saddam'ın kardeşlerinden daha

üstün tuttuğu bilinen ve yanından hiç ayırmadığı başyaveri Kürt asıllı Sabbah Mirza'nın da darbe teşebbüsünden sonra birdenbire ortadan kaybolması. Mirza'nın ya öldürüldüğü ya da darbenin içinde olduğu iddiasıyla bilinmeyen bir yerde gözaltında tutulduğu öne sürülüyor. Sabbah Mirza teğmen rütbesindeyken 1979 yılında Saddam tarafından general yapılmış, başyaverliğe getirilmişti.

CUMHURİYET, 3. 06. 1990

Gözetimdeki 40 kadından 28'i savcılığa çıkarılıyor

Dargeçit'te kepenkler kalktı

Mardin'in Dargeçit ilçesinde gözaltına alınan 40 kadından 28'i yarın savcılığa gönderiliyor. İlçede durumun sakinleşmesi üzerine esnaf dükkanlarının kepenklerini açtı.

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — Mardin'in Dargeçit ilçesinde yaşanan olayların ardından gözaltına alınan kadınlardan 28'inin yarın cumhuriyet savcılığına çıkarılacakları bildirilirken diğer 12 kadının 2. Piyade Taburu'ndaki sorgulamalarının sürdüğü öğrenildi. Önceki gece güvenlik güçlerinde gerçekleştirilen operasyonlarda dört kişinin daha gözaltına alındığı Dargeçit'te,

yetkililerin "kadınların salvertilmesinde yardımcı olacaklarını" belirtmeleri üzerine esnafın önemli bölümü kepenklerini açtı.

SHP Tunceli Milletvekili Kammer Genç, olaylar konusunda bilgi almak üzere aradığı Mardin Valisi Bolat Bolatoğlu'nun, "Mardin Milletvekili olmadığımı gerekçe göstererek telefona yüzüne kapattığını" söyleyerek "Millet-

vekillinin yetkisinin ne olduğunu bilmeyen bir insanın valilik yapması, olayların neden bu kadar turmandığını açıkça ortaya koyuyor" dedi.

Diyarbakır E Tipi Cezaevi'nde ki açlık grevinin desteklemek amacıyla Dargeçit Kaymakamlığı önünde oturma eylemi yapan çok sayıda tutuklu ve hükümlü yakını kadının gözaltına alınmasının ardından, esnafın başlattığı kepenk kapatma eylemi dün büyük ölçüde sona erdi.

SHP Dargeçit İlçe Başkanı Abdüsselam Kılıç, yetkililerin önceki akşam da esnafı Alay Ko-

mutanlığı'na çağırarak "kepenklerin açılmaması durumunda önlem alacaklarını bildirdiklerini" söyledi. Toplantı sırasında nedeni açıklanmaksızın esnafın imzalarının alındığını anlatan Kılıç, yetkililerin, "kepenklerin açılması durumunda gözaltındaki 40 kadının salvertilmesi için yardımcı olacaklarını söylediklerini" bildirdi. Kılıç, "Bunun üzerine ilçedeki esnafın yüzde 80-90'a varan oranda kepenklerini açtıklarını" belirtti. Bu arada gözaltına alındıktan sonra zırlı araçlarla Mardin'e götürülen 28 kadının yarın cumhuriyet savcılığına çıkarılacakları öğrenildi.

Milliyet, 2. 06. 1990

14'lerden yeni parti

ANKARA, ÖZEL

SH P'den ihraç edilen ve istifa eden 14 milletvekilinin öncülüğünde kuruluş çalışmaları sürdürülen Demokratik Toplum Partisi'nin (DTP) kuruluş dilekçesinin 7 Haziran'da İçişleri Bakanlığı'na verileceği açıklanırken, SHP Merkez Yürütme Kurulu'nun önümüzdeki hafta toplanarak 14'lere "geri dön" çağrısı yapacağı bildirildi.

Yeni partinin hazırlıklarını yürüten Demokratik Yeni Oluşum grubu yürütme komitesi başkanı Bursa bağımsız milletvekili Fehmi Işıklar, Malatya milletvekili İbrahim Aksoy'la dün TBMM'de düzenlediği basın toplantısında, 3 Haziran'da toplanacak 135 kişilik kurucular kurulunun, partinin adı ve amblemi konusunda son kararı vereceğini bildirdi. Genel başkanın kim olacağını da bu toplantıda ele alınacağını kaydeden Işıklar, Marksist parti girişimcileri ile yollarının ayrıldığını söyledi. Işıklar, "Türkiye'de TBKP'ye özgürlük ve yasallık kazandırmayı, Marksist kimlikli bir parti kurma girişimini saygıyla karşılamak gerekir. Ancak bu girişimlerin, demokratik oluşumla doğrudan hiçbir ilgisi yoktur ve olmayacaktır" dedi.

Öte yandan SHP Genel Sekreter Yardımcısı Hikmet Çetin, partinin, ihraç edilen ve istifa eden milletvekillerinin geri dönüşüne sıcak baktığını, ancak çağrı yönteminin henüz belirlenmediğini söyledi. AA'nın haberine göre, bu milletvekillerinin SHP'ye döndürülmesi için ihraç edilenlerin affedilmesi ya da toplu çağrı yapılması formülleri üzerinde duruluyor. SHP Genel Saymanı Fuat Atalay, Parti Meclisi'nin yetkisini kullanarak ihraç cezalarını kaldırması gerektiğini belirtti.

HAYRİ KOZAKÇIOĞLU'YLA BİR AKŞAM YEMEĞİ

“Kaybımız ABD'nin Vietnam kaybından az”

“Her dağın tepesinde mi kalsınlar, biz yol gösterdik, indiriverdik... Özel timin morali bozuluyor, sayılarını artırmakta sıkıntı çekiyoruz... Kürt sorunu yok, o zaman Laz, Çerkez, Abaza sorunu da çıkar.”

Olağanüstü Vali Hayri Kozakçioğlu geçtiğimiz hafta İstanbul'a yeni bir çıkartma daha yaptı. Seçkinlerin katıldığı bir toplantıda konuşan süper vali davetlilere süper bir propaganda brifingi verdi. Slaytlar, video filmleri... Doğrusu, eksiği yoktu! Konuşmaya kendini tanıtarak başladı. Nerede doğmuş, hangi okullarda okumuş, kaymakamlık yapmış, çocukları, kaçınıcı sınıftalar... Dinleyicilerden biri: “Allah başışlasın”. “Sağolun, hepimize...” Ekranda: “Olağanüstü Hal Bölge Valiliği takdimi” slaytlar değişiyor: Haritalar, sayılar... Meğer yol, su, elektrik sorunları yüzde 98, yüzde 99 çözülmüş. Şimdiye kadar kaç ayaklanma olmuş, örgütler, nasıl kurulmuş, amaçları neymiş, ne zaman kaçınıcı kongresini yapmış, komşularımızın “himayesi”, yurt içinde de destekçileri varmış, ancak yurt dışından destek olmadan yürümezmiş. Bölücülük olayında Türkiye'nin dostu yokmuş. Elleriinde belgeler varmış. Dost bildiklerimiz bile kötü niyetliymiş.

Kozakçioğlu, basının gerçekleri yazmasından yana. Demokrasilerde öyle olurmuş. Ancak bir belge okuyarak, örgütlerin basına sızmak istediğini buna alet olmamak gerektiğini söyledi.

Süper Vali daha sonra devletin bu bölgede duruma nasıl hakim olduğunu kanıtlamaya çalıştı. Soruşturma tekniği geliştirilmiş, laboratuvarlar, karakollar kurulmuş, korucu sayısı 5 binden 20 bine çıkarılmış. Karakol sayısı artırılınca Tunceli'de olay azalmış. Dinleyicilerden biri fısıldadı: “Tunceli'de adam kalmadı ki!”

Kanun Hükmünde Kararnamelerle giderek yetkileri artan, “komutan” niteliğini de kazanan



Fotograf: OĞUZ SAKALLI

HAYRİ KOZAKÇIOĞLU BASIN KONSEYİ'NDEKİ KONUŞMASINDA.

Olağanüstü Vali, politikacılığı da öğreniyor. Korucuların ne kadar yararlı olduğunu savunurken işadamlarının desteğini de aradı: “480 bin lira maaşla ekonomik hareket getiriyorlar. Taksitle alınan beyaz eşyaların en iyi müşterileri korucular”! Ele geçirilen terörist sayısında çok artış varmış, 6188 soruşturma açılmış, 2153 kişi tutuklanmış, 451 hedef tespit etmiş yabancı kurmaylar bunların ancak yüzde 58'ini gerçekleştirebilmişler, 52 ton gıda maddesi yakalanmış, köylü vatandaşlarımız demek ki yardım ediyorlarmış, ancak karşı tarafın elemanları bizimki kadar iyi eğitim görmemişler, silah ve bilgi bakımından bize göre avantajları yokmuş.

ASKERİN AYAĞI ALIŞMIŞ

Sorular bölümünde bir iktisat profesörü verilen sayılara şöyle bir yorum da getirilebileceğini vurguladı: “Olaylar artıyor”. Korucu sistemine yaklaşımı da farklıydı soru sa-

hibinin. “Bu eğitim ve bilgi düzeyimle benim elimde de silah verilse, İstanbul trafiğinde en az bir iki şoför öldürebilirim”.

Kozakçioğlu 581 korucu hakkında işlem yaptıklarını, 279 kişinin tutuklandığını söyledi. Kız kaçırma, yaralama gibi olaylar olabiliyor, görüldüğü gibi sayısı fazla değilmiş.

Olağanüstü Vali'ye göre Barzani, Talabani ve Dr. Süleyman örgütü etkinliğini kaybetti. Kürt Enstitülerinde bulunan Kürdistan haritalarını gerçekleştirebilecek tek örgüt olarak PKK kaldı. Kozakçioğlu, ayrıca PKK'nın bunu artık bir meslek haline getirdiğini, eylemlerini sürdüreceğini, ancak devletin daha etkin üzerlerine gideceğini vurguladı. Cudi'nin birkaç köyünü boşaltmışlar, PKK'nın kurtarılmış bölge gerçekleştirmesini engellemişler. Sınır diye bir şey kalmamış, Suriye sınırında tedbir almışlar, ancak Irak bölgesinden sarp arazi nedeniyle gelip

geçiyorlarmış.

Göç olayı konusunda sık sık sularla karşılaşılıyorlarmış, devlet güvenlik güçlerinin baskısıyla insanlar kaçıyor deniyormuş. 60'lardan bu yana kırsal nüfus zaten kentlere göçüyormuş. Fransa'da, Lüksemburg'da da öyleymiş. "Biz daha geç incekleri erken indirmişiz, hep dağın tepesinde mi kalsınlar? Nasıl olsa incekler, biz yol gösterdik".

Kamu kesiminde de, özel kesimde de destekleyenler olduğundan söz etti. Ancak bu bölge halkına potansiyel suçlu olarak bakmıyorlarmış. Bu taraflara geldiklerinde kötü davranmamak gerekirmiş. Kozakçıoğlu, ana dili Kürtçe olanların serbestçe konuşmasından yana. "Ekonomik, sosyal pek çok sorun var. Asker de gelse, sivilde gelse politika değişmemeli."

Son sözleri dinleyicilerin tepkisine yol açtı. Bravo sesleri duyuldu. Gürültü uzunca bir süre kesilmedi. Kozakçıoğlu düzeltmek zorunda kaldı: "Kaç defa gelmişler, gelebilirler anlamında söyledim". Yine konuşmasının bir yerinde ilginç bir benzerlik kurması şaşkınlık yarattı: "Amerika Vietnam'da bire yirmidört kayıp vermiştir, biz ise bire bir veriyoruz". Onu da düzeltti, öyle demek istemedim, böyle dedim diye. Dinleyicilerden biri daha sonra kulağımıza şöyle fısıldadı: "Onun Vietnam'a benzetme özgürlüğü var, bizim yok. Hele ABD'deki gibi Vietnam filmi yapmaya kalksak ne olur acaba?"

Kozakçıoğlu'nun yakındığı bir konu vardı: "Özel timdeki genç arkadaşların morali yapılan eleştirilerden bozuluyor. Sayıları artırmakta sıkıntı çekiyoruz." Onlara kelle avcısı filan dememek gerekiyormuş.

TARTIŞMADAN ÇÖZÜM

Kozakçıoğlu'na bizim de birkaç sorumuz oldu. İlk önce toplantıyı düzenleyenlere eleştirilerimizi belirttik. Kaç yıldır Kürt sorununu tartışma gündemine almayı önermiştik. En sonunda alındı. Ancak, üstelik de şimdiye kadar hiç alışık olmadığımız bir tarzda, Vali'ye briefing verildi. Zaten gerek TV'den, gerekse basından sürekli bu tür bilgileri ediniyorduk. Burada herhangi bir gazeteci arkadaşımız, ya da orada yaşayan sıradan bir vatandaş konuşsaydı, gerçek sorunları öğrenme olanakımız olurdu.

Kozakçıoğlu'na daha önce 2000'e Doğru'da yayınladığımız bir belge



konusunda ne düşündüğünü sorduk. Altında Tuğgeneral Osman Çitmiş'in imzası bulunan hukuku, yargıyı, insan haklarını hiçe sayan "Yakala ve Öldür" emri. Bir işlem yapılmış mıydı, yapılacak mıydı?

Altındaki tarih 1986 olduğu için Vali'nin göreve başlamasından önceydi. Kozakçıoğlu'nun sorumluluğuna girmiyordu. Belgeye ilişkin görüşlerini ise ifade etmedi.

Peki, sorun yalnızca bir PKK sorunu muydu? "PKK'yı ortadan kaldırınca mesele çözülecek mi? Kürt sorunu diye bir sorun yok mu? Temelde yatan hastalığı tedavi etmeden, ele almadan çözüme ulaşmak mümkün mü?"

Haberlerin basında tek yanlı verilmesine izin veriliyor. Çözümü tartışmamıza, fikir üretmemize yasaak kondü. Şimdi burada, 'ben fikirlerin açıkça yer almasından yanayım' diyeceksiniz. Ancak biz çözüm konusundaki önerilerimizi yayımladık. Dergimiz toplandı, dava açıldı.

Avrupa-Amerika tartışıyor, kendi ülkemizin sorununu biz gönül rahatlığıyla tartışmıyoruz. Bölgeyi basından, tartışma platformundan silip atmak en büyük bölücülük değil mi? Kürt'ü Türk'e, Türk'ü Kürt'e düşman etmiyor muyuz? Sorunları böyle nasıl çözeceğiz?"

VALİ Mİ, YARGIÇ MI?

Son olarak da özel bir soru sorduk: "Hoşunuza gitmeyen bu soruları sorduğum için iki gün sonra hakkımda Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nden gıyabi tu-

tuklama kararı çıkmayacağından emin olabilir miyim?"

Bazı dinleyicilerden "Hiç öyle şey olur mu?" gibi mırıltılar yükselince; ekledik! "Burada çok yakın zamanda, çok yakın çevrem başına gelen bir gerçekten söz ediyorum."

Ayrıca, Olağanüstü Vali'yi dergimize davet ettik. Sorularımız çoktu, hepsini toplantıda ifade etmemiz zaman açısından mümkün değildi. Nasıl olsa çeşitli yerleri ziyaret ediyordu, bir de 2000'e Doğru çalışanlarının sorularını yanıtlar mıydı?

Kozakçıoğlu Kürt sorunu diye bir sorun olmadığı görüşünde. "Bu bölge ekonomik bakımdan geri kalmıştır. Ancak herkese aynı hakkı vermek gerekir. Kardeş insanlardır, bölmek doğru değildir. Kürtlere ikinci sınıf insan muamelesi yapıyor diyemeyiz. Türkiye'de Laz, Çerkez, Abaza da vardır."

Kozakçıoğlu, sorunların açıkça tartışılmasından yana olduğunu, tartışmadan kaçmayacaklarını, bunun üçüncü sorumuza da bir yanıt olduğunu söyledi.

Davetimize de olumlu yanıt verdi, fırsat bulduğu anda gelmekten zevk duyacağını belirtti.

Bekliyoruz.

Davetlilerden, "Kimdir bu Lazlar" diye bir soru geldi. Kozakçıoğlu Laz diye hangi bölgede oturan insanlara dendiğini, ayrıntılı bir biçimde açıkladı ve şunları ekledi: "Onlara güvendiğim, mesele çıkarılmayacaklarını bildiğim, bağlı gördüğüm için sık söylüyorum". □

SULE PERİNÇEK

TÜRKİYE

TÜRKİYE'NİN GÜNDEMİ BELLİ OLDU

Açlık grevleri kitle hareketine dönüşüyor

12 cezaevinde bini aşkın hükümlü açlık grevinde. Diyarbakır ve Nusaybin'de SP binalarında bini aşkın hükümlü yakını dayanışma eyleminde. Ziyaretçilerinin sayısı 10 binleri buluyor. Esnaf dükkanları grevcilere açtı. Polis 2.5 saatlik bir operasyonla Diyarbakır'daki eylemi önlemeye çalıştı.

Cezaevindeki adamın eli kolu bağlıdır. Ne yapabilir, canını ortaya koyar. İşte toplam 12 cezaevinde tutuklular canlarını ortaya koydular. Tam koymuşlar. Malatya'da Orhan Aydın, ölüm orucunun 20. gününde. O, susuz ölüm orucunda. Durumu çok ağır. Akli dengesini kaybetmiş. Hasan Karaoğlan ise mide kanaması geçirmiş ama doktora götüren yok.

CEZAEVİ DUVARINI AŞTI

Devlet, artık eskisi kadar bile hoşgörülü değil açlık grevlerine kar-

şı. Nedeni var. Çünkü ses, cezaevi duvarını aştı. Tutuklu ve hükümlülerle beraber, yakınları da dışarıda açlık grevi yapıyor. Diyarbakır, Adana, İstanbul, Kırıkkale, Nusaybin'de Sosyalist Parti binalarında ve Mersin ile İzmir'de İHD şubesinde yüzlerce kişi aç oturuyor. Onların üç katı da ziyaretçi geliyor. Eli boş da gelmiyor. Şeker getiriyor, tuz getiriyor. Tabii ki çiçek getiriyor. Birlikte türkü söylüyor.

Bir nokta daha var; sayı giderek artıyor. Diyarbakır SP'de açlık grevi 30 kişiyle başladı. Gelen giden yaklaşık 150 kişiydi. İkinci gün grevciler 79 kişi oldu, ziyaretçi sa-

yısı 1500'e yükseldi. Üçüncü gün 220 eylemci, 2800 ziyaretçi. Dördüncü gün eylemciler 340'dı, ziyaretçiler 5 bin.

HAREKATIN BAŞINDA SAVCI

Sonunda polis müdahalesi de geldi. Eylemin beşinci gününde Emniyet Müdürü Aydın Arslan'ın yönettiği operasyon 2.5 saat sürdü.

Diyarbakır 2 No'lu cezaevinde, "açlık grevini 48 saat içinde bitireceksiniz, yoksa biz kendi yöntemlerimizle bitirmeyi biliriz" denmiş tutuklulara: Bismil'de ise, cezaevi hareketini Savcı yönetmiş. Koşullara girilerek, şeker ve tuza elkonmuş.

Nusaybin'de eylemcilerin sayısı 500'e yaklaşmıştı 2000'e Doğru baskıya girdiği sırada. Onların da ziyaretçisi bol. İki de yabancı konukları vardı, gazeteci. Biri Fransız gazetesi *Le Monde*'den, öbürü de bir İspanyol gazetesinden iki bayan gazeteci Parti'den çıkışta gözaltına alındılar.

ESNAF DÜKKANLARI BOŞALTI

Nusaybin Kaymakamı, SP ilçe sekreteri Mecit Akgün'den, eylemcilerin parti binasından dışarı çıkmalarını istedi.

Kaymakam bu isteğini, Akgün'ün de davet edildiği asayiş toplantısında bildirdi. Toplantıya Emniyet Müdürü, Garnizon Komutanı, Seyyar Jandarma Tabur Komutanı da katıldı. Mecit'ten ayrıca parti tüzük programı da istendi. Tüzük ve programın nereden temin edileceği belliydi. Akgün İçişleri Bakanlığı'na

DIYARBAKIR SOSYALİST PARTİ Açlık grevcileri gözaltına alınınca, sayı daha da arttı



başvurmalarını önerdi.

Eylemin ikinci günü ise Nusaybin Siyasi Şubesi, eylemcilerin isim listesini istedi Sosyalist Parti'den. İstek, İlçe Başkanı tarafından reddedildi.

Eylemcilere SP yeri dar gelince, Nusaybinli esnaf dükkanları boşalttı ve bütün pasajı açlık grevcilerine açtılar.

SP SUÇ DUYURUSUNDA BULUNDU

Bu ayada Sosyalist Parti Genel Başkanı Yardımcısı Osman Bilge Kuruca ve Başkanlık Kurulu Üyesi Nüsret Senem, Diyarbakır Cumhuriyet Savcılığı'na, Emniyet güçleri hakkında suç duyurusunda bulundular. Parti yöneticileri, siyasi partilerin anayasal güvence altında serbestçe faaliyet yürüteceklerine dikkat çekerek, "hiçbir hukuki gerekçe olmadan, yetkili makamlardan karar almadan parti binasına girilmek istenmesi, vatandaşların darp edilmesi sürüklenmek suretiyle götürülmesi, açıkça siyasi faaliyette bulunmamıza karşı yapılmış kanunsuz bir tecavüzdür" dediler.

Partinin suç duyurusunda; esas sorumlunun Diyarbakır Emniyet Müdürü olduğu belirtilerek kendisinden şikayetçi olunuyor. Parti yöneticilerinin talepleri şöyle: Emniyet Müdürü ve saldırıya katılan emni-

Açlık grevinde sabah namazı. Diyarbakır Sosyalist Parti. 28 Mayıs.



İngiliz devlet adamı Churchill'in meşhur ettiği zafer işareti şimdi Nusaybinli Kürt kadınlarının mesaj aracı.

yet görevlileri hakkında, görevlerini kötüye kullanmak, siyasi faaliyete engel olmak ve darp gibi nedenlerle soruşturma açılması ve cezalandırılmaları.

Grevler devam ediyor.

Adana'da açlık grevi cuma günü başladı. İlk katılım 30. Salı günü bu sayı 80'e ulaştı. Adana'da Sosyalist Parti'nin iki yönetici ve bir üyesi de açlık grevinde.

KİTLE ÖRGÜTLERİNDEN DAYANIŞMA GREVLERİ

Öte yandan, açlık grevlerinin 7.

gününde, Diyarbakır'daki kitle örgütleri de bir günlük dayanışma grevi yaptılar. Tabipler Odası, İnşaat Mühendisleri Odaları, Ziraat Mühendisleri Odaları, İHD, Mali Müşavirler Derneği, Yol İş 1 No'lu Şube, Yol İş 2 No'lu Şube, Petrol İş, Tes İş, Batman Petrol İş. Bu kitle örgütleriyle birlikte, Bağımsız Belediye Başkanı Refik Karakoç ve Baro Başkanı, bir basın toplantısı ile açlık grevcilerini desteklediklerini açıklamışlardı.

Eruh, Şırnak, Beytüşşebap, Uludere'de TEK işçileri iki günlük yemek boykotu yaptılar.

BİR SELAM DA İSTANBUL'DAN

Sosyalist Parti, Yeşiller Partisi, TBKP, Sosyalistlerin Birlik Partisi Girişimi, İstanbul TMMOB, Pen Yazarlar Derneği, İstanbul Tabip Odası, Dış Hekimleri Odası, TYS, Petrol İş, Hava İş, Otomobil İş Sendikaları, mahkûm yakınlarının temsilcilerinden oluşan bir komisyon kuruldu. Düşünceye Özgürlük Koordinasyon Kurulu, TGS, ve ÇGD şubelerinin girişimiyle gerçekleşti.

Kurulun amacı, cezaevlerindeki açlık grevlerini desteklemek, TCK'daki düşünceyi suç kabul eden bütün maddelerin kaldırılması, Sansür Sürgün Kararnamesi'nin iptal edilmesi için kamuoyu oluşturmak, etkin ve sonuç alıcı mücadele sağlamak.

BEYİN YEME PARTİSİ

Düşünceye Özgürlük Koordinasyon Kurulu ilk eylemini perşembe

günü gerçekleştirdi: Beyin yeme partisi. Davetliler Evren, Özal, Oltan Sungurlu, İhsan Doğramacı, Akbulut, Abdülkadir Aksu, İmren Aykut'un maskeleriyle geldiler. Bir bölümünün maskesinde ise şunlar yazılıydı: 141-142-163, SS, 413, 82 Anayasası ve TCK'nın düşünceye ilişkin obür maddeleri.

Çağdaş Gazeteciler lokalindeki öğle yemeğinde menü yalnızca be-yindi ama çeşit boldu. Öğrenci beyni, bilim adamı, işçi, şair, yazar, gazeteci, hukukçu, sorumlu yazışleri müdürü beyni. Şansınıza kim düşmüşse. Evren maskeli temsilciye, bir işçi beyni çıktı. "Doğramacı"nın önündeki tabakta, öğrenci yazıyordu. "Akbulut", bilim adamının beynini, Çankaya şarabı eşliğinde yedi.

Düşünceye Özgürlük Koordinasyon Kurulu, 2000'e Doğru'nun çıktığı pazar günü açlık grevi yaptı. Eylem, Kurul üyeleriyle sınırlı değil. Çeşitli kesimlerden temsilciler katıldı. Gece saat 24.00'de otobüslerle Çanakkale Cezaevi'ne destek ziyaretinde bulunuldu ve açlık grevi cezaevinin kapısında sona erdi.

20 BİN İMZALI DİLEKÇE

Kurul'un 2 Haziran Cumartesi günü gazetelerde yayımladığı yarım sayfalık ilanın bir anlamı daha var. Basının, cezaevlerine karşı duyarsızlığını protesto. Kurul bu yöndeki çalışmalarını sürdürecektir, basın kuruluşlarından oluşturulan komite aracılığıyla yayın organları zorlanacak. Ayrıca 13 sendika genel merkezi, cezaevlerine, hem basın yoluyla desteğini bildirecek hem de işyerlerinde, yemek boykotu vb. gibi eylemlerle örgütleyecek.

Bu arada, 1 Haziran Cuma günü TBMM Başkanlığı'na bir dilekçe



Nusaybin'de esnaf dükkanları boşaltıp bütün pasajı SP'ye kiraladı. Şimdi açlık grevinin mekanı bütün pasaj.

verildi. 141-142-163'üncü maddelerin kaldırılması talebini dile getiren 20 bin imzalı metin, Düşünceye Özgürlük Kurulu'nu oluşturan örgüt temsilcilerinin bulunduğu bir heyet tarafından sunuldu.

Öte yandan Ankara'da benzer bir çalışma yürütülüyor. İstanbul'daki faaliyete katılan örgütlerin Ankara temsilcilerinin yanı sıra Çelik İş, Likat-İş, Basın İş, Demokrasi İzleme Kurulu, İHD, Hemşireler Derneği, Ziraatçılar Derneği, Eğitim-Der ve Dil Derneği ortak bir deklarasyon yayımladılar.

SON DAKİKA

Grevler sürüyor.

Çanakkale Cezaevi'ndeki 5'i yazışleri müdürü 8 düşünce suçu hükümlüsünün başladığı açlık grevi pazar günü 19. gününe girdi. Bartın'dan Veli Yılmaz ve Osman Taş 12. günde. *Kawa Dergisi* Yazışleri



Nusaybin'de açlık grevcileri SP Başkanlık Kurulu üyesi Yusuf Cacım ve Nusaybin İlçe Sekreteri Mecit Akgün (gözlüklü) ile.

Müdürü Abdullah Soydan 29 Mayıs'ta Nazilli Cezaevi'nde süresiz açlık grevine başladı. Sağmalcılar'da bulunan Ahmet Kardam, Osman Sakalsız ve Cihan Şenoğlu açlık grevine devam ediyor.

Türkiye'de, 12 cezaevinde, Aydın, Nazilli, Gaziantep, Diyarbakır, Urfa, Mardin, Ergani, Bismil, Malatya, Ceyhan Cezaevlerinde toplam bini aşkın tutuklu ve hükümlü açlık grevinde.

2000'i aşkın hükümlü yakını dışarıda açlık grevinde.

Binlerce ziyaretçi.

Nusaybin, Silopi, Cizre'deki kit-le hareketleri bugün açlık grevleri biçiminde devam ediyor.

Türkiye'nin gündemi belli oldu. □

MEHMET ŞENOL

Diyarbakır'da tutuklanan grevciler

28 Mayıs günü Sosyalist Parti Diyarbakır İl binasındaki açlık grevinde, gözaltına alınan 64 kişiden 19'u tutuklandı. Tutuklanan mahkum yakınlarının isimleri. İddia: İzinsiz gösteri, bölücülük propagandası yapmak, mala zarar vermek.

Azize YALÇIN,
Seyit Bilal AYDIN
Şaban ARSLAN,
Abdülkadir DOĞRU,
Davut OYUR,
Adil DOĞAN,
Serdar SADIOĞLU,
Zehra KIRIK,
Hayri YILDIRIM,
Tahir ELÇİ,

Bedri FİDAN,
Kamil AYHAN,
Mustafa İŞIKTAŞ,
Mehmet Hamit TORUNLU,
Erdal GEZER,
Doğan GEÇER,

Ziya ULAŞ (SP Dicle İlçe eski Başkanı),
Erol TOSUN,
Abdulkadir CAN.

Türkiye yarın başlayacak AGİK toplantısında sınavdan geçiyor

Kopenhag'da 35 ülkenin gündemi: İnsan hakları

Sorunlar AGİK İnsani Boyutu, Paris'te 1989'da yapılan ilk toplantının tersine, Doğu Avrupa'daki gelişmelerin yaşandığı bir ortamda gerçekleştirilecek. Toplantıda masaya hukukun üstünlüğü, temel insan ve azınlık hakları, din özgürlüğü gibi önerilerin getirileceği bildiriliyor.

Türkiye zorda Batılı diplomatlar toplantı sonunda "azınlıklar" konusunda çıkacak kararlarla ilgili olarak, Türkiye'nin durumunu şöyle özetlediler: "Türk heyeti, azınlıklar konusunu arka plana itmeye kalkarsa, Türk azınlıkların haklarını da küçümsemiş olacak. Öte yandan azınlıklar konusuna ağırlık verirse, bu kez kendisini de AGİK üyeleri nezdinde yükümlülükler altına sokmuş olacak."

SEMİH İDİZ FERRUH YILMAZ

ANKARA / KOPENHAG — Türkiye'yi de yakından ilgilendiren temel insan hakları öntümüzdeki üç hafta boyunca Avrupa'nın gündeminde öncelikli bir yer işgal edecek. Kopenhag'da yarın başlayacak olan Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı "AGİK" İnsani Boyut toplantısında Ankara'nın yoğun eleştirilere uğraması bekleniyor.

Paris'te 1989 yılında yapılan ilk toplantıdaki duruma tersine, Kopenhag toplantısının Doğu Avrupa'da gelişmelerin yaşandığı bir ortamda gerçekleşeceğine işaret ediyor.

Diplomatik çevreler bu gelişmelerin insan hakları konusunu ön plana çıkardığını ve bu durumun Türkiye'nin insan hakları alanındaki performansını "çok daha fazla göze batmasına" yol açacağını bildiriyorlar.

Nitekim bu beklentinin Ankara'nın en deneyimli diplomatlarını ve danışmanlarını toplantıya katılacak Türk heyetine dahil etmesinde etken olduğu kaydediliyor.

AGİK sürecinin ayrılmaz bir unsurunu oluşturan İnsani Boyut'un "kurumsallaştırılmasına" çalışılacağı bildirilen bu toplantının açılışında Türkiye'yi Dışişleri Bakanı Ali Bozer temsil edecek. Dışişleri Bakanlığı Müsteşar Yardımcısı Büyükelçi Filliz Dinçmen ve Dışişleri Bakanlığı Siyasal Planlama Dairesi Başkanı Ümit Pamir de Bozer'e açılış sırasında refakat edecekler.

Konferansa Arnavutluk dışındaki tüm Avrupa ülkeleriyle ABD ve Kanada da dahil toplam 35 ül-

ke katılıyor. 5-29 Haziran tarihleri arasında konferansın ilk gününde Bulgaristan ve Malta dışındaki ülkelerin dışişleri bakanları da yer alacak. Konferans daha sonra üye ülkelerin heyetlerinin katılacağı grup çalışmalarına sürecektir.

27 Haziranda sona erecek toplantıda esas müzakereleri yürütecek olan Türk heyetinin başkanlığını Paris Büyükelçisi İler Türkmen yapacak. Heyette ayrıca Kopenhag Büyükelçisi Onur Öymen, Washington Büyükelçiliği Müsteşarı Deryal Batıbay ve danışman olarak Prof. Mümtaz Soysal da yer alacaklar.

35 üyeli AGİK'in "Batı Avrupa" kanadının Kopenhag toplantısının gündemini, Türkiye'yi de çok yakından ilgilendiren bir dizi önerinin oluşturacağı öğrenildi. Söz konusu ülkelerin Ankara'daki diplomatlarının Kopenhag'dan beklentileri konusundaki görüşleri şöyle:

"Kopenhag toplantısı İnsani Boyut'ta ciddi adımların atılması açısından önemli fırsat oluşturacak. Getirilecek öneriler, özellikle Doğu Avrupa için yol gösterici nitelikte standartları içerecek. Aynı zamanda, mevcut olan denetleme mekanizmalarının daha da kuvvetlendirilmesine çalışılacak. Ancak esas amaç tüm AGİK üyesi ülkeler için geçerli olan temel insan hakları ve demokrasi ilkelerinin kurumsallaştırılması olacak. Söz konusu ilkelere uyulup uyulmaması ise oluşturulmaya çalışılan yeni Avrupa'ya yönelik ilacın netin açık bir göstergesi olacak."

Oluşturulmaya çalışılan söz konusu "kurumsallaşmaya" yönelik olarak Kopenhag'da masaya getirilecek önerilerin ise şu ana öğeleri kapsayacağı ifade ediliyor:

— Hukukun üstünlüğü, temel insan hakları, azınlık hakları, din özgürlüğü, özgür seçimler.

Türkiye'nin durumu

Diplomatik çevrelere göre, insan hakları alanında Türkiye'ye yöneltilen eleştirilerin sürmesinin başlıca nedeninin uluslararası alanda üstlenilen ve dünyaya ilan edilen yükümlülüklerin "uygulamaya intikal ettirilememesinden" kaynaklanıyor.

Bu çevreler Türkiye'ye yöneltilen ve Kopenhag'da gündeme getirilmesi beklenen suçlamaların özellikle şu noktalarda yoğunlaştığını bildiriyorlar:

— Türkiye'de sistematik işkence vardır,

— Türkiye'de düşünce suçu vardır,

— Gözaltındaki sanık, avukatıyla görüşmemektedir,

— İşkence altında alınan ifadeler mahkemeler tarafından geçerli sayılmaktadır,

— Türkiye'de toplantı özgürlüğü sınırlıdır,

— Türkiye'de sansür vardır.

Aynı çevreler Türkiye'ye bütün bu konularda eleştiriler yönelten raporların sık sık yayımlanarak çok geniş bir şekilde dağıtıldığını, Uluslararası Af Örgütü'nün son raporunun ise bunun bir örneği olduğunu söylediler.

Öte yandan Türk heyetinin Kopenhag toplantısı sırasında esas olarak AGİK üyesi ülkelerdeki Türk azınlıkları ve Avrupa'da çalışan Türk işçilerinin hakları üzerinde durması bekleniyor. Ancak en azından geçen hafta sonuna kadar Ankara'nın bu konularda somut öneriler sunup sunmayacağı açıklik kazanmamıştı.

Görüştüğümüz Batılı diplomatlar, Türk heyetinin bu kez toplantıya "beklenen eleştirileri yanıtlamaya yönelik bir yaklaşıma gittiği" izlenimini verdiğini belirttiler.

Söz konusu diplomatlar Ankara'nın "azınlıklar" konusunda çıkacak kararları ise özellikle "Kürt" bağlamında yakından izeleceğini sandıklarını, Türkiye'nin burada bir ikilem içinde bulunduğunu kaydederek şu görüş-

lere yer verdiler:

"Türk heyeti azınlıklar konusunu arka plana itmeye kalkarsa, Türk azınlıkların haklarını da küçümsemiş olacak. Paris toplantısında Bulgaristan'daki Türk azınlığı konusu üzerinde ağırlıkla durduktan sonra böyle bir yöntemi benimsemesi çelişki oluşturacak. Öte yandan azınlıklar konusuna ağırlık verirse kendisini de AGİK üyeleri nezdinde yükümlülükler altına sokmuş olacak. Ankara'nın son dönemde aktif bir görev sergilemektense diğer Batılı ülkelerin Kopenhag'da gündeme getirecekleri öneriler hakkında bilgi almaya çalışmakla yetinmesi de toplantıda savunmaya yönelik bir yaklaşımı benimseyeceği" görüşünü güçlendiriyor.

İnsan Hakları Komitesi önerisi

Kopenhag'daki konferans, Doğu Avrupa'daki demokratik gelişmelerden sonra AGİK bünyesinde yapılan ilk toplantı olması açısından büyük önem taşıyor. 1989 Paris Konferansı'nda Sovyetler Birliği ve diğer Doğu Bloku ülkelerindeki insan hakları durumu ağır eleştirilere uğramış ve bir sonuç bildirgesi hazırlanamamıştı.

Doğu Avrupa'daki değişikliklerden sonra yapılan bu ilk toplantıda daha önceki toplantılara göre çok daha somut adımlar atılması bekleniyor. Danimarka Dışişleri Bakanı Uffe Elleman Jensen, konferansa insan hakları ihlalleri konusundaki şikâyetleri inceleyecek ve yaptırımlar uygulayacak bir komite kurulması önerisiyle geliyor. İnsan hakları konusunda böylesine somut bir girişim, Doğu Bloğu ülkelerinin de katıldığı bir platformda ilk kez gerçekleşecek. Konferansta ayrıca düşünce, toplanma ve örgütlenme özgürlükleri, serbest ve demokratik seçimler yapılması, bireyin devlete karşı korunması gibi konuların yanı sıra zaman zaman gündemden inmeyen azınlıklar konusuna da görüşülecek. İngiliz ve Fransız heyetleri konferansa, vatandaşlık haklarının ve bu hakları koruyacak yasaların ortak bir tanımının yapılması önerisiyle geliyorlar.

Cumhuriyet, 4. 06. 1990

AGİK İnsani Boyutu

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Viyana'da 4 Kasım 1986'da başlayan ve 15 Ocak 1989'da kapsamlı bir "kapanış belgesi"nin kabul edilmesiyle sona eren "AGİK İzleme Toplantısı"nın ön plana çıkardığı önemli bir unsur "İnsani Boyut"tu.

Buna, başta temel insan hakları olmak üzere, ulusal azınlıklar ile göçmen işçilerin hakları, insani temaslara ve küçük çocukların aileleriyle birleşmesi gibi konular dahildi.

Viyana Kapanış Belgesi'nde, 1992'de Helsinki'de yapılacak olan Dördüncü İzleme Toplantısı öncesinde İnsani Boyut konusunda üç konferans yapılması öngörülmüştü.

Bunlardan ilki geçen yıl 30 Mayıs ile 23 Haziran tarihleri arasında Paris'te gerçekleştirildi. Kopenhag'ta bu kez 5-27 Haziran arasında yapılacak olan konferans bunlardan ikincisi olacak. Üçüncü ve son konferans ise gelecek yıl 10 Eylül ve 4 Ekim tarihleri arasında Moskova'da yapılacak.

Viyana Kapanış Belgesi'nin ge-

tirdiği bir diğer önemli yenilik de AGİK İnsani Boyutu'na ilişkin bir denetleme mekanizmasının kurulmasıydı. Söz konusu mekanizma uyarınca, AGİK üyesi ülkelerden biri veya birkaçı, herhangi bir üye ülkedeki insan hakları uygulamaları konusunda, o ülkenin makamlarından bilgi istemek, bu amaçla ikili toplantı düzenlenmesini talep etmek ve bu çerçevede edindiği bilgileri diğer taraf ülkelerin dikkatine sunmak hakkına sahip oluyordu.

Nitekim Türkiye, 1989 Paris Konferansı öncesinde bu mekanizmayı Bulgaristan'a karşı işletti.

Bu mekanizma, Viyana İzleme Toplantısı'nda kararlaştırılan Paris, Kopenhag ile Moskova İnsani Boyut Konferansları'yla birlikte AGİK'e taraf ülkelerdeki insan hakları uygulamalarının aralıksız bir biçimde izlenmesini ve gözden geçirilmesini amaçlıyordu.

Diplomatik kaynaklardan edinilen bilgiye göre Kopenhag'ta bu mekanizmanın daha da güçlendirilmesi yönünde bazı öneriler gündeme getirilecek.

PKK 2 köylüyü öldürdü

■ **DIYARBAKIR (Cumhuriyet)** — Lice'nin Yolaçtı köyünde Hasan ve Rahime Beyaz adlı karı-kocanın PKK militanları tarafından öldürüldüğü bildirildi. Tunceli'nin Ovacık ilçesi yakınlarında da güvenlik güçleriyle çatışmaya giren PKK militanlarından biri ölü olarak ele geçirildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden alınan bilgiye göre önceki gece Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Yolaçtı köyüne gelen bir grup PKK militanı Hasan Beyaz (60) ve Rahime Beyaz (45) adlı karı-kocayı evlerinden alarak köy dışına çıkardı. Teröristler daha sonra Hasan ve Rahime Beyaz'ı otomatik silahlarla öldürdü.

Mardin'in Dargeçit ilçesinde, Diyarbakır E Tipi Cezaevi'ndeki açlık grevini desteklemek için kaymakamlık binası önünde oturma eylemi yapmak isteyen gözaltına alınan ve Mardin'e götürülen tutuklu ve hükümlü yakını 23'ü kadın 26 kişinin bugün adli makamlara sevk edilecekleri bildirildi. Gözaltına alınan ve Dargeçit 2. Piyade Taburu'nda tutulan diğer kadınların sorgulaması ise sürüyor.

SHP Diyarbakır Milletvekili Hikmet Çetin, "Olayın neden kaynaklandığını bilmiyoruz. Kim organize ediyor, onu da bilmiyoruz. Dileğimiz masum yurttaşlara insanca davranılmasıdır" diye konuştu.

SHP Mardin İl Başkanı Mehmet Gülceğün, "Dargeçit'te kadınların gözaltına alınmasını gerektirecek bir durumun söz konusu olmadığını" savunarak "Ortada bir suç mahiyeti yoktur. Kadınlarımızın gözaltına alınmasını tasvip etmiyoruz" dedi.

Mardin bağımsız milletvekili Ahmet Türk ise "yöreden sağlıklı bilgi alamadıklarını" bildirerek şöyle konuştu:

"Vali ve kaymakamlar bilgi almak için aradığımızda telefonlara çıkmıyorlar. Aynı tutum ve olaylar sürerse oraya gidip halkın acısını paylaşacak, gerekirse birlikte açlık grevine başlayacağız. Çünkü özel tim keyfine göre insanları topluyor, götürüyor. İnsanlar tamamen polis insafına bırakılmıştır. İnsanları zorla susturmak gibi baskıcı yaklaşımların kimseye yararı olmaz."

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri, Dargeçit olayları soruşturmasının Mardin Valiliği ve Dargeçit Kaymakamlığı tarafından yürütüldüğünü belirterek "konu adli makamlara intikal ettirilmiştir" dediler.

DARGEÇİT OLAYLARI

26 kişi savcılıkta

ADANA (Cumhuriyet Güney İlleri Bürosu) — Dargeçit olaylarının ardından gözaltına alınanların bugün adli makamlara sevk edilmeleri bekleniyor. SHP Mardin İl Başkanı Mehmet Gülceğün, "Gözaltıları kesinlikle tasvip etmiyoruz, çünkü ortada suç mahiyeti yoktur" dedi. Mardin bağımsız milletvekili Ahmet Türk, "Özel tim keyfine göre insanları topluyor, götürüyor. İnsanlar tamamen polis insafına bırakılmıştır" diye konuştu. SHP Diyarbakır Milletvekili Hikmet Çetin de "Olayların kimler tarafından organize edildiğinin saptanamadığını" belirterek, "Dileğimiz masum vatandaşlara insanca davranılmasıdır" dedi.

Cumhuriyet, 5. 06. 1990

'YENİ OLUŞUMCULAR'IN PARTİSİ

HEP kuruluyor

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Halkın Emek Partisi (HEP), 7 haziran perşembe günü resmen kuruluyor. Partinin genel başkanlığına getirilmesine kesin gözüyle bakılan Bağımsız Bursa Milletvekili **Fehmi Işıklar**, "Doktrin, lider ve rozet particiliği yerine halkın sorunlarını çözmek için projeler ortaya koyan particilik anlayışı"nın egemen olacağı HEP'in bu yıl Meclis'te grup kuracağını düşündüklerini açıkladı. İstanbul Milletvekili **Mehmet Ali Eren**, **Baştürk** genel başkanlığı kabul etmediği için gruptan ayrıldı.

SHP'den ihraç ya da istifa yoluyla ayrılan bazı milletvekillerinin öncülüğünde kurulacak parti, amblem olarak birbirine kenetlenmiş ellerin oluşturduğu daire içinde kırmızı güllü seçti. Perşembe günü kuruluş bildirgesi içişle-

ri Bakanlığı'na verildikten sonra partinin yönetim organları da belirlenecek.

135 kurucu üyeden oluşacak partinin kuruluşundan sonra kurucular Türkiye'ye yayılacaklar ve örgütlenme işlemi tamamlanacak. Hazırlanan program ve tüzük, bölgelerde, illerde tartışıldıktan sonra sonbaharda düzenlenecek kurultayla zenginleştirilerek son şeklini alacak.

Parti genel başkanlığı için düşünülen Bağımsız İstanbul Milletvekili **Abdullah Baştürk**'ün, sağlık nedenlerini öne sürerek genel başkanlık için **Fehmi Işıklar**'da ısrarlı olduğu öğrenildi. Ancak Bağımsız İstanbul Milletvekili **Mehmet Ali Eren**, **Baştürk**'ün genel başkanlığı kabul etmemesi üzerine gruptan ayrıldı. **Arslan Başer Kafaoglu** da önceki gün yapılan

toplantıda, partinin kuruluşunu ertelemesini önerdi. Soldaki birliğin zorlanmasını isteyen **Kafaoglu**'na toplantıya katılanlar yeterince gecikildiğini, artık zaman yitirilmemesi gerektiğini belirttiler. Bunun üzerine **Kafaoglu** da başkanlanmasını istedi ve arkadaşlarına başarılar dileyerek gruptan ayrıldı.

Fehmi Işıklar, kendilerinin de solda geniş birliğe açık olduklarını belirterek, "Partimizi kurtacağız ve bizimle birlikte olmak isteyenlere açacağız" dedi.

Yeni partide yer alan bağımsız milletvekilleri şunlar:

"**Fehmi Işıklar**, **Abdullah Baştürk**, **Cüneyt Canver**, **Kenan Sönmez**, **Adnan Ekmen**, **Ahmet Türk**, **İsmail Hakkı Önal**, **Mehmet Kahraman**, **Salih Sümer**, **Mahmut Ahnak**, **Arif Sağ**, **İlhami Binici**, **İbrahim Aksoy**."

TERCÜMAN, 5. 06. 1990

AGIK'te azınlık hakları gündemde

B RÜKSEL, (A.A.) Danimarka'nın başşehri Kopenhag'da bugün başlayacak ve 3 hafta sürecek olan (AGIK) İnsanî Boyut Konferansı'nın ana konusunu azınlık hakları oluşturacak.

F.Almanya ve İtalya başta olmak üzere pek çok Batılı ülkenin azınlık hakları konusunu canlı tutma istekleri ağırlığın bu yana kaymasına yolaçtı. Türkiye de, Bulgaristan'da yaşayan 1.5 milyon soydaşımız ve Batı Trakya Türkleri'nin yanı sıra Avrupa ülkelerinde bulunan 2 milyona yakın göçmen Türk işçisi sebebiyle konuyla yakından ilgileniyor.

Göçmen işçilerin de azınlıklara tanınan haklardan yararlanmaları gerektiği yaklaşımı içinde bulunan Ankara'nın azınlıklarla ilgili teklifleri hassasiyetle takip ettiği biliniyor.

Ancak, A.A muhabirinin görüşlerine başvurduğu diplomatik kaynaklar, günümüz Avrupası'nda, etnik, dini, millî azınlıkların yanısıra ortada çok ciddi bir göçmen işçiler meseleleri bulunduğu, bu azınlıklarla ilgili kaygı ve tariflerin ise henüz tam anlamıyla açıklığa kavuşmadığına işaret ettiler.

Türkiye'nin konuyla ilgili olarak savunduğu görüş, azınlıkların haklarının ferdi olarak ve insan hakları çerçevesi içinde garanti altına alınması yönünde.

Kopenhag Konferansı'na getirilecek teklifler arasında ise azınlıkların dil, din, kültür, eğitim ve seçimlere katılma hakkı gibi haklarının güvence altına alınmasını isteyen tasarımlar bulunuyor.

Bu arada İtalya Dışişleri Bakanı **De Michellis** tarafından konferans öncesinde toplantıya katılacak 34 ülke dışişleri bakanlarına yollanan bir mektupta teklif edilen "azınlık hakları sözleşmesi"nin büyük tartışmalara yol açacağı bildiriliyor.

Üç hafta devam edecek İnsanî Boyut Konferansı'na paralel olarak, gayriresmî kuruluşlar tarafından çeşitli faaliyetler düzenlendi. Bunlar arasında Kürtler'le ilgili bir dizi toplantı da yer alıyor.

Özellikle (KOMKAR) adlı bölücü örgütün girişimiyle düzenlenen toplantılarda Türkiye'de insan haklarının ihlâl edildiği ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde yaşayan halka farklı uygulama yapıldığı iddia edilerek konu gündeme getirilmeye çalışılacak.

KÜRT SIGINMACILAR

'Peşmerge'ye geri dönüş yolu

Iraklı Kürt sığınmacıların "büyük bir ekonomik yük ve potansiyel tehlike" olarak görülmesi, ülkelerindeki aftan da yararlanarak geri gönderilmelerini gündeme getiriyor.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — Türkiye yaklaşık iki yıldan beri topraklarında bulunan Iraklı Kürtleri aftan yararlanmak üzere ülkelerine göre gönderme eğiliminde. Bu eğilim Dışişleri Bakanlığı'nın "peşmerge" diye adlandırılan Iraklı Kürtlerin "büyük bir ekonomik yük ve potansiyel tehlike" oluşturduğu yönündeki son değerlendirmesi üzerine belirginleşti. Yozgat'ta kurulması planlanan yerleşim merkezinden son anda vazgeçilmesi erdesinde peşmergeler için yeni bir toplu yerleşim alanı düşünülmemesi de bu eğilimin en temel göstergelerinden sayılıyor.

Dışişleri Bakanlığı'nın üst dü-

zey bir yetkilisinin Cumhuriyet'e yaptığı değerlendirmeye göre Iraklı Kürtlerin geri gönderilmesi eğilimi başlıca şu nedenlere dayandırılıyor:

Kıymetli silah kullanımından kaçarak Türkiye'ye sığındıkları bilinen Iraklı Kürtlere "mülteci" statüsü değil "geçici sığınma" hakkı tanınmış. Ancak bu kişilerle içişleri bir üslupe göndermeleri ve ardından uzun zaman geçmiş ve af çıkması olmasın karşın ülkelerine dönmeleri "geçici" durumları tamamıyla ortadan kaldırdı. Türkiye bu kadar çok kıymetli silahları barındırmak konusunda gerekli hazırlıklara ve olanaklara sahip değil.

Iraklı Kürtler Türkiye açısından

önemli bir ekonomik yük oluşturmasının yanı sıra bazı ciddi siyasi kaygılara da yol açıyor. Olayın kamuoyuna yansayan yönleri dışın-da, peşmergelerin Kürt sorununun aldığı yeni boyutlar çerçevesinde bir potansiyel tehlike olarak görülmesi unsuru ön plana çıktı. Peşmergelerin yabancı basına yönelik olarak Türkiye aleyhine demeçler vermeleri de rahatsızlık yarattı.

1988 ağustosundan beri Türkiye'de yaşayan ve son rakamlara göre sayıları 28 bini bulan peşmergelerin Irak'a dönmelerinin teşviki, Ankara-Bağdat ilişkileri açısından da önem taşıyor. İkili görüşmelerde Türk yetkililerinin Iraklılara "Peşmergelerin ülkelerine dönmelerine engel oluşturacak olumsuz propagandaya fırsat vermiyoruz" şeklinde güvence verdiği biliniyor.

Irak yönetiminin Körfez Savaşı sonrasında ülkesinden kaçanla-

rın 9 Mayıs 1990 tarihine kadar dönmeleri halinde af kapsamına alınacakları konusundaki teminatını son olarak 9 hazirana kadar uzatması Ankara'nın "geri dönüş teşvik" politikasına da cesaret verdi. Dışişleri Bakanlığı'ndan edindiğimiz bilgiye göre bu dönem içinde geri dönmek için gönüllü olarak başvuruda bulunan Iraklıların sayısı 2 bine ulaştı.

Birleşmiş Milletler Mülteciler Yüksek Komiserliği'nin öncülüğünde başlatılan ve tamamı dış yardım olmak üzere toplam 13 milyon 500 bin dolar para toplanan Yozgat projesinden vazgeçilmesinde de yöre halkının tepkilerinin yanı sıra "potansiyel tehlike" değerlendirmesinin önemli rol oynadığına işaret ediliyor. Dışişleri Bakanlığı'nın Yozgat'tan sonra yeni bir bölgede yerleşim alanı kurma girişimlerini başlatmaması peşmergelerin öntümüzdeki kışı Türkiye'de geçirmesinin önlenmesi eğiliminin göstergesi sayılıyor.

Sokak dergisinin davası başladı

İstanbul Haber Servisi — Yayın hayatına son veren haftalık Sokak Dergisi Yazı İşleri Müdürü Tuğrul Eryılmaz, Tayfun Gönül ve avukat Zeki Okçuoğlu'nun, yayın yoluyla halkı askerlikten soğutmak, komünizm ve bölücü propaganda yapmaktan yargılanmalarına başlandı. Sanıklardan zorunlu askerliğe karşı kampanya başlatan Tayfun Gönül'ün katılmadığı duruşmada, Eryılmaz ve Okçuoğlu suçlamaları reddetti.

İstanbul 2 No'lu DGM'deki dünkü duruşmada sanıklar, derginin 3. sayısında yer alan Tayfun Gönül'ün "Askerliğe Karşı Savaş Açan Adamdan: Neredesiniz?", Avukat Okçuoğlu'nun "Lozan Antlaşması'na Göre Kürtçe Mevliit Kürtçe Televizyon" ve "Ben HÂLÂ Komünistim, Küçük (k) İle Komünizm" başlıklı yazılar nedeniyle suçlandılar. Yazı İşleri Müdürü Eryılmaz, dava konusu yazılarda suç unsuru görmediğini belirterek suçlamaları kabul etme-

di. Avukat Zeki Okçuoğlu da Kürtlerin Lozan Antlaşmasından doğan haklarını anlatarak "Türkiye Cumhuriyeti Devleti Yunanistan'da Lozan Antlaşması'na dayanarak Türk azınlığın hakkını nasıl aradıysa ben de Kürtler için aynı şeyi yapmaya çalıştım" dedi. Kürtlerin Lozan Antlaşması'ndan kaynaklanan haklarının araştırılmasını isteyen Okçuoğlu, eğer bu yapılmazsa araştırmanın yapılması için anlaşmaya taraf ülkelere başvurulacağını söyledi. Kürt olduğunu ve Türklere de saygılı olduğunu belirten Okçuoğlu, sorunların hukuksal çerçevede çözümlenmesi gerektiğine de dikkat çekti.

Sorgulardan sonra görüşü sorulan Mahkeme Savcısı Fezvi Yılmaz sanıklardan Okçuoğlu'nun sorgusu sırasında bölücülük propagandası yaptığını ileri sürerek tutuklanmasını istedi. Savunma avukatları ve Okçuoğlu ise bu isteme karşı çıktılar.

Okçuoğlu tutuklanması istemi-

ne karşı, "Ben mahkemeye saygılıyım. Propaganda kastım yok. İddia makamının tutuklanma isteğini yerinde bulmuyorum. İddia makamının bu tutumu ve anlayışı, sorunları cebirle halletmek isteyenlerin bir devamıdır. Sulh ile savunmamı yaptım, kavgaya istemiyorum" diye konuştu.

Mahkeme ise Okçuoğlu'nun tutuklanma istemini reddederken sanıklardan Tayfun Gönül'ün sorgusunun yapılması için duruşmayı ileri bir tarihe bıraktı.

Dava konusu yazıların dergide yayımlanması sonrasında DGM savcılarında Cevat Özel tarafından hazırlanan iddianameye göre Tayfun Gönül'ün TCK'nın 155. maddesine aykırılıktan 2 yıldan 2 yıla kadar, Zeki Okçuoğlu'nun TCK'nın 142/3-6. maddesine aykırılıktan 7.5 ile 15 yıla kadar, Yazı İşleri Müdürü Tuğrul Eryılmaz'ın da dava konusu yazıların tümünden sorumlu tutularak 30 yıla kadar hapis cezasıyla cezalandırılmaları isteniyor.

Cumhuriyet, 6. 06. 1990

AGİK başladı

Almanya pürüzü

Sovyet lideri Mihail Gorbaçov'un Washington zirvesinde Almanya sorunu için Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı'nın (AGİK) yeni bir Avrupa Güvenlik Konseyi'ne dönüştürülmesini önermesi AGİK üyeleri arasında görüş ayrılığı yarattı. AGİK içerisinde NATO'da olduğu ölçüde etkisi kalmayacak olan ABD, öneriye karşı çıkıyor.

Kopenhag'daki konferans salonunun önünde toplanan değişik ülkelerden protesto grupları sloganlar atarak azınlık sorunlarını dile getirdiler. Danimarka'nın, bir İnsan Hakları Komitesi oluşturulması önerisi Türkiye tarafından kabul görmüyor.

FERRUH YILMAZ

KOPENHAG — Kopenhag'taki Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) çerçevesindeki İnsan Hakları Konferansı Almanya sorununun gölgesinde başladı. Konferans salonunun önünde toplanan değişik ülkelerden protesto grupları slogan atarak azınlık sorunlarını dile getirdiler. Protestocular arasında Kürtlerin de bulunduğu görüldü.

Konferans, ev sahibi Danimarka'nın Dışişleri Bakanı Uffe Ellemann Jensen'in konuşmasıyla açıldı. Jensen konuşmasında AGİK bünyesinde insan haklarıyla ilgili daha bağlayıcı kontrol mekanizmaları oluşturulmasını önerdi. Danimarka bu amaçla AGİK bünyesinde bir insan hakları komitesi kurulmasını öneriyor.

Washington'daki Bush-Gorbaçov zirvesinde Almanya'nın birleşmesinden doğacak güvenlik sorunlarının çözümü konusunda anlaşma sağlanamayınca gözler Sovyet Dışişleri Bakanı Eduard Şevardnadze ve ABD Dışişleri Bakanı James Baker'in da katıldığı Kopenhag'taki konferansa çevrildi. Şevardnadze ve Baker Almanya sorunuyla ilgili ikili bir görüşme yaptılar. Baker - Şevardnadze görüşmesinin öncesinde her iki dışişleri bakanı, Batı Alman ve Doğu Alman dışişleri bakanlarıyla da görüştüler.

Kopenhag'taki İnsan Hakları Konferansı'na Almanya sorunu-

nun gölgesinin düşmesi, Gorbaçov'un önerisinden kaynaklanıyor. Birleşik Almanya'nın NATO üyeliğine karşı çıkan Gorbaçov, AGİK'in yeni bir Avrupa Güvenlik Sistemi'ne dönüştürülmesini öneriyor. Bu bugüne kadar görüşmeler düzeyinde yürüten bir süreç olan ve kararların bütün ülkelerin görüş birliğiyle alındığı AGİK bünyesinde daha kalıcı kurumlar oluşturulmasını gerektiriyor. Danimarka, kurulacak sürekli AGİK sekreteryası için Kopenhag'ı önerdi.

AGİK içerisinde NATO'da olduğu ölçüde etkili olamayacak ABD bu öneriye karşı çıkıyor.

5-29 Haziran tarihleri arasında üç hafta devam edecek İnsan Hakları Konferansı'nın ilk iki günündeki dışişleri bakanları toplantısından çıkacak en önemli sonuç, Almanya sorununun ve bu sorunun ortaya çıkardığı yeni bir Avrupa Güvenlik Sistemi önerilerinin tartışılacağı bir AGİK zirvesi kararı olacak. Dışişleri bakanları, bu yıl sonuna doğru yapılması önerilen zirve için bir hazırlık komitesi oluşturacaklar.

Türkiye

Türkiye azınlık sorunlarının tartışılacağı bu konferansa hazırlıklı geldi. Türkiye, azınlık tanımını Lozan anlaşmasında belirtildiği şekliyle anladığını, bunun dışında bir azınlık tanımadığını ısrarla belirtecek. AGİK'te kararlar konsensus vani bütün ülke-

rin görüş birliğiyle alındığından Türkiye'nin konferans süresince tavrı "denge ve mutedil" bir karar çıkması yönünde olacak. Dışişleri Bakanı Ali Bozer, AGİK'e katılan birçok ülkenin azınlık sorunlarıyla karşı karşıya bulunduğunu hatırlatarak her ülkenin değişik bir görüşe sahip olduğu böyle bir konuda konsensus sağlamanın sanıldığı kadar kolay olmadığını savunuyor. Türkiye, bu konuda ihtilaf unsuru olmak istemediğinden yumuşak bir politika izleyecek. Türk heyeti, örneğin Bulgaristan'daki Türk azınlık sorununu özellikle ön plana çıkarmayı düşünmüyor.

Danimarka'nın AGİK bünyesinde bir İnsan Hakları Komitesi oluşturulması önerisi de Türkiye tarafından kabul görmüyor.

Türkiye'nin karşı çıkma gerekçesi, Avrupa Konseyi bünyesinde de böyle bir komitenin bulunduğu ve aynı konuda birkaç kurum yaratılmasından kaçınmak gerektiği. Dışişleri Bakanı Ali Bozer, Doğu Bloku ülkelerinin de bu komitelere bir şekilde dahil edilebileceğini ve bu sorunun böylelikle çözülebileceğini söylüyor.

AGİK bünyesinde bir insan hakları komitesi kurulması, azınlık tanımının yeniden gündeme gelmesi ve Kürtlerin de azınlık tanımına dahil edilmeleri halinde Türkiye'nin başına bağlayıcı özelliği olan yeni bir "bela" daha açacak. Şimdiki yapısıyla AGİK'te alınan kararların gündeme getirilebilmesinden öte bağlayıcı ve yaptırım uygulayacak bir yanı yok.

Yine okul yaktılar

PKK ile çatışma

Mardin'in Mazıdağı ve İdil, Van'ın Çatak ilçesinde çıkan 3 ayrı çatışmada 3 korucu öldü, 4 PKK'lı terörist ölü ele geçirildi. Teröristler ayrıca Van'ın Çiftlik köyünde okul yaktılar. Kahramanmaraş'ın Pazarcık ilçesinde bir kamyon şoförünü öldürdüler.

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — Mardin Mazıdağı ve İdil ile Van'ın Çatak ilçesinde PKK'lı teröristlerle güvenlik güçleri arasında çıkan üç ayrı çatışmada 4 PKK'lı ölü olarak ele geçirildi, 3 köy korucusu öldü. Kahramanmaraş'ın Pazarcık ilçesinde bir kamyon şoförünü öldürdükleri bildirilen PKK'lı teröristler, Erzurum'da da Şenkaya ilçesine baskın düzenleyerek bir resmi aracı yaktılar. Muş SHP İl Başkanı Sırrı Şakık'ın sahibi olduğu otelin bahçesine tahrip gücü yüksek patlayıcı atıldı. Ağrı'nın Doğubeyazıt ilçesine bağlı Çiftlik köyünün ilkokulu da teröristlerce yakıldı.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre Mardin'in Mazıdağı ilçesinin Eroğlu-Atlıca bölgesinde önceki gece 23.00 sıralarında köy korucularıyla PKK'lı teröristler arasında çatışma çıkması üzerine olay yerine takviye güvenlik güçleri gönderildi. Çatışmada bir terörist ölü olarak ele geçirilirken henüz

kimliği öğrenilemeyen bir köy korucusu da yaşamını yitirdi.

Mardin'in İdil ilçesinin Bostanlı köyünün Cehennem Deresi mevkiinde de güvenlik güçleriyle PKK'lı teröristler arasında çatışma çıktı. Olayda iki terörist ölü olarak ele geçirildi.

Van'ın Çatak ilçesinin Andıçen köyü Musa Dağı mevkiinde ise önceki gün 15.00 sıralarında güvenlik güçleriyle köy korucuları bir grup terörist ile karşılaştı. Çıkan silahlı çatışmada, bir terörist ölü olarak ele geçirilirken kimlikleri henüz öğrenilemeyen 2 köy korucusu öldürüldü.

Çatışmalardan sonra çatışma bölgelerinde yapılan araştırmalarda, teröristlere ait olduğu belirtilen 2 Kaleşnikof, 2 G-3 piyade tüfeği ile bir tabanca ele geçirildi.

Kahramanmaraş'ın Pazarcık ilçesinde PKK'lı oldukları bildirilen 4 kişinin Ali Aksoy, adlı kamyon şoförünü otomatik silahlarla öldürdükleri bildirildi. Kahramanmaraş Valisi Mustafa De-

Milliyet, 7. 06. 1990

“Düşmanlara özgürlük yok”

• Ahmet SEVER
• İrfan KURTULMUŞ
• KOPENHAG

TÜRKİYE'nin, insan hakları ve azınlıklar konusunda zor anlar yaşayacağı “Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı” (AGİK) insani boyut toplantılarının açılışı dün Kopenhag'da bakanlar düzeyinde gerçekleştirilen, 34 ülkenin Dışişleri Bakanı önünde bir konuşma yapan “Türk diplomasisinin şefi” Ali Bozer, adını vermeden ayrılıkçı Kürtlerin terör eylemlerine atıfta bulundu ve “Özgürlük düşmanlarına özgürlük verilemez” dedi. Kıbrıs Rum kesimi Dışişleri Bakanı Yorgo Yakovu, Kıbrıs konusunda Türkiye'yi suçlayıcı bir konuşma yaptı. Dışişleri Bakanı Bozer, Yakovu konuşmaya başlamadan önce toplantı salonunu terk etti.

Ali Bozer, Kürt sorununu ön plana çıkarmaya ve PKK'ya esnek yaklaşmaya çalışan bazı çevrelere uyarı niteliğindeki konuşmasında, terörizm ile insan hakları konusunun birbirinden kesin şekilde ayrılması gerektiğini vurguladı. Günümüzde terörizmin, çoğulcu parlamenter sistem ve temel özgürlükler için bir tehdit oluşturduğunu, terörizmin kişinin en temel hakkı olan yaşama hakkını yok ettiğini belirten Ali Bozer, şöyle konuştu:

“Türk hükümeti, terör hareketlerini kaynağı ne olursa olsun kınamıştır. Terörizmin hiçbir koşul altında haklı gösterilemeyeceğine inanıyoruz.

Özgürlük düşmanları için özgürlük olmaz.”

Ali Bozer, insan haklarının temel haklar olduğunun tartışılmayacağını, ancak, fertlerin temel hak ve özgürlükleri devletin bütünlüğünü tehlikeye düşürmek, demokrasiyi yıkmak amacıyla kullanmalarına izin verilemeyeceğini söyledi. Bozer, Türkiye'de azınlık statülerinin ikili ve uluslararası ilişkilerde tanımlamasının yapıldığını da kaydetti.

İnsan haklarının ekonomik, sosyal ve kültürel yönlerine de dikkati çeken Ali Bozer, buna örnek olarak, Batı Avrupa'da yaşayan 2 milyona yakın göçmen Türk işçisinin durumunu gösterdi. Avrupa'da yaşayan göçmen işçilerin artık Avrupa'nın ayrılmaz bir parçası haline geldiğini vurgulayan Bozer, bu göçmenlere sosyal ve politik haklar verilmesinin gereğini ifade etti. Bozer, bu çerçevede, Avrupa'da giderek artan ırkçılık ve yabancı düşmanlığını da kınadı.

Öte yandan dünkü oturumda, Kıbrıs Rum kesimi Dışişleri Bakanı Yorgo Yakovu, Türkiye'yi suçlayıcı bir konuşma yapmaya hazırlanırken, Dışişleri Bakanı Bozer ve Türk delegasyonunun önde gelen üyeleri toplantı salonundan çıktı. Bozer'in arkasından bakarak

konuşmasına başlayan Yorgo Yakovu, Kıbrıs'la, Türkiye'nin tutumu nedeniyle Helsinki Nihai Senedi'ndeki tüm ilkelerin ihlal altında olduğunu iddia etti. Kıbrıs'ın ne Doğu ne de Batı Bloku'na dahil olduğunu, bu yüzden “işgal”e uğradığını ileri süren Yakovu, Kıbrıs'ın, AGİK çerçevesinde çözüm kuyruğunda bekletilmesini, AGİK'in, insani, askeri ve siyasi boyutlarına dahil edilmemesini kabul etmediklerini söyledi. Yakovu, kayıp kişilerle Türkiye'den Kıbrıs'a göç ettirilen Türklerin durumu hakkında da eleştirilerde bulundu.

Öte yandan, Dışişleri Bakanı Bozer, Yunanistan Başbakanı Konstantin Miçotakis'in, önceki akşam 32. Gün programındaki konuşmasında Türk-Yunan diyalogu için Kıbrıs sorununa öncelikle çözüm bulunması gerektiğine dair görüşlerini kabul etmediğini bildirdi.

Miçotakis'in, Kıbrıs'ı ön koşul olarak ileri sürmesinin hatalı olacağına da işaret eden Bozer, “Türkiye, Yunanistan'la ilişkilerini Kıbrıs sorunundan ayırmaktadır” tezini vurguladı.

Dışişleri Bakanı Ali Bozer, dün akşam Almanya Dışişleri Bakanı Hans Dietrich Genscher ile ikili bir görüşme yaptı.

mlr'den alınan bilgiye göre önceki gece 21.00 sularında meydana gelen olayda, Terlikli köyüne kamyonla işçi götürülen Ali Aksoy, dönüştürülmüş mevkiinde durdurularak kullanmakta olduğu kamyonu indirildi. Kamyonu bulanan öbür 2 kişiye dokunmayan ve PKK'lı oldukları bildirilen 4 kişi, Ali Aksoy'u 50 metre kadar ileride otomatik silahlarla öldürdüler.

Muş SHP İl Başkanı Sırrı Şakık'ın sahibi olduğu Zengök Otelinin arka bahçesine dün sabaha karşı 02.30 sularında kimliği belirsiz kişilerce tahrip gücü yüksek patlayıcı madde atıldı. Ölen ya da yaralanan kimsenin olmadığı patlama sonucu otelin arkasındaki çevre duvarı yıkıldı, kapı ve çerçeveler parçalandı, su tesisatı bozuldu. Otelle birlikte yakındaki binaların da camlarının kırıldığı, patlamayla ilgili olarak polis araştırılmaya başlandı, ancak sorumluları hakkında herhangi bir ipucu bulunmadığı bildirildi.

Erzurum'un Şenkaya ilçesine baskın düzenleyen PKK'lı teröristlerin bir aracı yaktıkları bildirildi.

AA'nın haberine göre Şenkaya ilçesinin Özyurt Yayla köyüne önceki gece baskın düzenleyen PKK'lular, görevli 2 orman muhafaza memurunu etkisiz hale getirdiler. Teröristler daha sonra depoda bulunan tomruklarla bir resmi aracı yaktılar.

Kaymakam Ayhan Çiftaslanlar, kaçan teröristlerin yakalanması için bölgede operasyonlara başladığını belirtti.

Bölücüler okul yaktı

AA'nın bildirdiğine göre Ağrı dağı eteklerindeki Çiftlik köyüne önceki gece baskın düzenleyen bir grup terörist, köyün gençlerini okulun önünde toplayarak propaganda yaptı. Teröristler, daha sonra okuldaki sıra ve masaları bir araya toplayarak ateşe verdiler. Güvenlik güçlerinin köye geldiğini haber alan çete mensupları, karanlıktan yararlanarak Ağrı dağı yönüne kaçtılar.

Tercüman, 7. 06. 1990

Dört terörist öldürüldü

DİYARBAKIR, (Tercüman)-Mardin ve Van'da güvenlik kuvvetleri ile teröristler arasında çıkan 3 ayrı çatışmada 4 terörist ölü olarak ele geçirildi, 3 köy korucusu da şehit oldu.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, Mardin'in Mazıdağı ilçesine bağlı Eroğlu-Atlıca bölgesinde önceki gece korucularla teröristler arasında çıkan silahlı çatışmada 1 terörist silahları ile birlikte ölü ola-

rak ele geçirildi. Çatışmada 1 köy korucusu da şehit oldu.

Mardin'in İdil ilçesi Bostanlı köyü Cehennem Deresi'nde arama ve operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri bir grup teröristle karşılaştı. Meydana gelen silahlı çatışmada 2 terörist silahları ile birlikte ölü olarak ele geçirildi.

Öte yandan, Van'ın Çatak ilçesi Andıçen köyü Hamomusa Dağı mevkiinde geçici köy korucuları ile birlikte operasyonlarını sür-

düren güvenlik kuvvetleri bir grup terörist ile karşılaştı. “Teslim-ol” çağrısına ateşle karşılık veren teröristlerle çıkan çatışmada 1 terörist ölü olarak ele geçirilirken, 2 köy korucusu da şehit oldu.

Erzurum'un Şenkaya ilçesine baskın düzenleyen bölücü çete mensupları, bir aracı yaktılar.

Bölücü çete mensupları Ağrı'nın Doğubeyazıt ilçesine bağlı Çiftlik köyünün okulunu yaktılar.

Hürriyet, 7. 06. 1990

TÜRKİYE NİN RESMİ GÖRÜŞÜ

Bozer: "Kürtler azınlık değil"

Enis BERBEROĞLU | KOPENHAG (Hürriyet)

AVRUPA Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) çerçevesinde düzenlenen insani boyut konferanslarının ikincisi dün Danimarka'nın başkenti Kopenhag'da başladı. Kürtler'in "azınlık" olarak kabul edilemeyeceği görüşünü savunacaklarını belirten Dışişleri Bakanı Ali Bozer, "Azınlığın tanımlarken tarihi geçmişe, bazı objektif kriterlere dayanmak lazım. Yani mesele, azınlığın tanımında yatıyor. Bu sorunu çok genel formüllerle ifade etmek yerine, uluslararası anlaşmalar ve ülkelerin arzettiği özellikler dikkate alınarak çok üst düzeyde mütalaa etmekte fayda vardır" dedi.

BOZER'İN KONUŞMASI

Danimarka Kraliçesi ve 33 ülkenin Dışişleri Bakanlarına toplantının öğleden sonraki oturumunda hitap eden Dışişleri Bakanı Ali Bozer, insan hakları ve terörizm arasındaki farka dikkati çekti. Bozer, "Özgürlük düşmanlarına özgürlük tanımak olmaz" dedi. Türkiye'nin azınlık tanımını, "ikili ve uluslararası anlaşmalarla belirlenmiş nüfus grupları" olarak yapan Dışişleri Bakanı, "Daha önceden var olmayan ayrımlar aramamalıyız" diyerek Kürtler konusundaki Türk görüşünü üstü kapalı biçimde vurguladı.

Bu arada, Ali Bozer, Rum Dışişleri Bakanı'nin konuşma yapacağı sırada, "Tanımadığımız ülkeyi niye dinleyelim" diyerek salonu terk etti.

AZINLIKLAR GÜNDEMDE

İnsani Boyut toplantılarında özellikle Doğu Avrupa ülkelerinde yaşayan azınlıkların dil ve kültür sorunlarının tartışılacağı tahmin ediliyor. ABD ve İtalya tarafından gündeme getirileceği bildirilen "Bölgesel kültürün korunması ve ulusal dilin kullanımı" yönündeki öneriler, Türkiye'yi çok yakından ilgilendiriyor. Bu önerilerin Dışişleri Bakanlığı düzeyinde yapılacak ve iki gün sürecek genel kurul çalışmalarının ardından delegasyonlar arası görüşmeler sırasında masaya geleceği belirtiliyor.

Türkiye, Kürt sorununun AGİK platformunda, "Azınlık Hakları" çerçevesinde gündeme getirilmesi halinde şu iki tezi işleyecek:

► Uluslararası anlaşmalar (Lausanne) çerçevesinde Türkiye'de bir Kürt azınlığı yoktur.

► Tarihi geçmiş gözönüne alındığında Kürtlere azınlık statüsü tanınması mevcut haklardan geri adım sayılacaktır.

Öte yandan, Kopenhag'daki konferansın düzenlendiği Bella Center önünde toplanan 30 kadar bölücü Türkiye aleyhinde sloganlar atarak gösteri yaptı.

SOWYETLER'DEN TEK TARAFLI İNDİRİM

Bu arada, Sovyetler Birliği Dışişleri Bakanı Edward Şevardnadze, konferansın açılış töreninde yaptığı konuşmada taktik nükleer silahlarda ve Avrupa'daki nükleer toplarda tek yanlı yeni indirimle gidileceğini açıkladı. Şevardnadze, Orta Avrupa'dan taktik nükleer füze fırlatıcısı 60 rampa ile 250 nükleer topçu birliği ve 1500 nükleer başlığın tek yanlı olarak kaldırılacağını söyledi.



Bozer, Alman Dışişleri Bakanı'yla

AGİK Zirvesi için Kopenhag'ta bulunan Dışişleri Bakanı Ali Bozer, dün Federal Almanya Dışişleri Bakanı Hans Dietrich Genscher ile bir araya gelerek yarım saat görüştü.

KOPENHAG NOTLARI

★ Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı İnsani Boyut Toplantısı'na katılan Türk delegasyonu, Çekoslovakya ve Sovyetler Birliği resmi heyetlerinin arasına düştü. Dışişleri Bakanı Ali Bozer, masaya Bayan Müsteşar Yardımcısı Filiz Dinçmen ile oturdu. Bakanın sol tarafında oturan eski Danimarka Büyükelçimiz, salondaki sayılı bayan delegeler arasındaydı.

KKTC HEYETİ MİSAFİR

★ Türkiye'nin toplantı divan heyetine yakın, Danimarka Kraliçesi'ne komşu yerleşim konumunun yanı sıra üç kişilik bir KKTC heyetinin "misafir" statüsünde salona girmesi ilgi çekti. Resmi toplantılarda söz hakkı bulunmayan KKTC heyeti, gayri resmi nitelikteki paralel aktivitelere Güney Kıbrıs Rum kesiminin eleştirilerini yanıtlayacak.

KONFERANSIN YILDIZLARI

★ Konferansın yıldızları, ABD ve Sovyet Dışişleri Bakanları oldu. Basın, iki süper gücün temsilcilerine gösterdiği büyük ilgi ve Dışişleri Bakanı Ali Bozer'in konuşmasında kullandığı sakin üslup, AGİK gündeminde Türkiye'den daha önemli meseleler bulunduğunu anımsattı. Nitekim Bozer, Genel Kurul konuşmasındaki üslup için "Saldırgan ve savunmacı bir yol izlemedim" ifadesini kullandı.

Aksu: Teröristler dağıldı

"Olağanüstü hal" sekiz ilde 4 ay daha uzatıldı

► ANKARA, (Hürriyet)-Bingöl, Diyarbakır, Tunceli, Van, Elazığ, Hakkari, Mardin ve Siirt'te olağanüstü hal uygulaması 19 Temmuz'dan itibaren 4 ay daha uzatıldı. Bu konudaki başbakanlık tezkeresi TBMM'nin dünkü toplantısında kabul edildi. İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu, Güneydoğu bölgesinde terörist faaliyetlerin çıkarılan kararnameler ve son alınan tedbirlerle azaldığını teröristlerin dağıldığını ve bazılarının da teslim olduğunu söyledi. Son üç yılda 505'i ölü 815 teröristin ele geçirildiğini bildiren Aksu, teröristler için dağılıma ve çöküş sürecinin başladığını belirtti.

Cumhuriyet, 7. 06. 1990

DARGEÇİT

DARGEÇİTLİ KADINLAR — Gözaltına alınan kadınların bir bölümü serbest bırakılarak köylerine döndüler. (Fotograf AA)

Esnafın yarısı kepenk açmadı

Açlık grevini desteklemek için Dargeçit Kaymakamlığı önünde oturma eylemi yapan 11 kadının tutuklanmasını protesto için esnafın yarısı kepenk açmadı.

MEHMET AKA

DARGEÇİT — Mardin'in Dargeçit ilçesi hükümet konağı önünde oturma eylemi yaparken gözaltına alınan 40 kadından 11'inin çıkarıldıkları mahkeme tarafından tutuklanmasını protesto eden çok sayıda esnaf dün sabah işyerlerini açmadı. Kepenk kapama eylemi yapan esnafın, işyerlerini öğle saatlerinde açmasıyla ilçedeki yaşam normale döndü.

Dargeçit Kaymakamlığı önünde, Diyarbakır E Tipi Cezaevi'ndeki açlık grevini desteklemek amacıyla 31 mayısta oturma eylemi yaparken polis ve jandarma tarafından gözaltına alınan kadınlardan 11'inin geçen pazartesi günü çıkarıldıkları Midyat Asliye Ceza Mahkemesi'nce tutuklanmasını protesto amacıyla ilçe esnafı dün de kepenk kapama eylemi yaptı. Kadınların gözaltına alınmasından sonra ikinci kez gerçek-

leştirilen kepenk kapama eylemine ilçe esnafının yaklaşık yarısı katıldı. Sabah saatlerinde işyerlerinin önünde toplanan esnaf arasında kepenk kapama eylemi konusunda görüş ayrılıkları çıktı. Bunun üzerine Dekşuri Aşireti üyesi bazı esnafın işyerlerini açtıkları, Haverki Aşireti üyesi esnafın ise açmadığı gözlemlendi. Öğle saatlerine kadar büyük bölümünün kapalı olduğu görülen işyerleri daha sonra tümüyle açıldı ve ilçedeki yaşam normale döndü. Eylem sırasında güvenlik güçlerinin herhangi bir uyarı veya müdahalede bulunmadıkları görüldü.

Bu arada SHP Tunceli Milletvekili Kamer Genç, olaylarla ilgi-

li olarak gözaltına alındıktan sonra çıkarıldıkları mahkemece serbest bırakılan 12 kadın ve çocuğun kendilerine Mardin'de sivil giyimli kişilerin işkence yaptığı yolundaki açıklamaları konusunda şunları söyledi:

"12-13 yaşındaki çocuklara işkence yapılması aklın alacağı bir iş değil. Bunlar henüz ne yaptıklarının bilincini bile taşıyamayacak yaşlardalar. Bu çocuklara böyle insanlık dışı bir hareketle, 'siz büyüyünce devlet düşmanı olun' denilmek mi isteniyor? Böyle olaylar devletle halk arasında barış sağlamaz, aksine uçurumu daha da artırır."

Cumhuriyet, 7. 06. 1990

Irak yine Fırat'ı ısıtıyor

Petrol Bakanı, su için anlaşma yapmadığı gerekçesiyle Türkiye'yi ağır biçimde suçladı

BAGDAT (AP) — Irak Petrol Bakanı İssam El Çelebi, Türkiye'yi, ülkesi ile Fırat'ın sularının paylaşılması konusunda bir anlaşma yapmamakla suçladı.

El Çelebi, Türkiye'nin soruna gereken önemi vermediğini öne sürerek, "Su kaynakları üzerindeki sürtüşme çok ciddi boyuttadır ve bölgedeki istikrara zarar verebilir" dedi.

El Çelebi, Irak hükümetinin yayın organı "Elif Be" dergisine verdiği demeçte, Türkiye'nin, sular konusunda Irak'ın görüşüne önerisine

kulak tıkadığını iddia etti. Iraklı Bakan, Fırat'ın sularının paylaşılması konusundaki görüş ayrılıklarının Türkiye-Irak ilişkilerinin gelişmesinde büyük engel teşkil ettiğini savunarak, "Türkiye'nin soruna gereken önemi vermemesi yalnızca Irak açısından değil, bölgenin istikrarı açısından da olumsuz bir faktördür" görüşünü savundu.

Fırat sularının paylaşımıyla ilgili görüşmelerde Irak heyetine başkanlık eden El Çelebi, Başbakan Yıldırım Akbulut'un Irak ziyareti sırasında da Türk tarafının su sorununu görmezlikten geldiğini öne sürdü. Irak Petrol Bakanı El Çelebi dergideki demecinde, "Başbakanlar düzeyindeki görüşmelerde su sorununa önemli bir yer verilmesini istedik.

Ancak 200 kişilik heyetle Bağdat'a gelen Başbakan Akbulut'un yanında su konusunda uzman bir kişi bile yoktu" dedi.

El Çelebi, "Bu, iki ülke arasındaki ilişkilerin gelişmesinin önünde gerçek bir engeldir" dedi.

El Çelebi, Türkiye'nin, su sorununun çözümüne ilişkin Suriye, Irak ve Türkiye arasında yapılmasını önerdiği toplantıda, daha esnek bir tutum takınmasını beklediklerini kaydetti.

Irak'ın, bu ay sonlarına doğru yapılması beklenen toplantıda yeni bir anlaşma imzalanmasını isteyeceği sanılıyor. Irak Petrol

Bakan İssam El Çelebi, Suriye ile ülkesi arasında Fırat'ın sularının paylaşılması konusunda bir anlaşma yapıldığını, anlaşma uyarınca Irak'ın yüzde 58, Suriye'nin de yüzde 42 oranlarından Fırat'ın sularından yararlanacaklarını söyledi. El Çelebi, Suriye ile ne zaman anlaşmaya vardıklarını belirtmedi.

Türkiye'nin, Atatürk Barajı'nın doldurulması amacıyla bir ay süreyle Fırat'ın sularını kestiğini anımsatan El Çelebi, bu nedenle Irak tarımının büyük zarar gördüğünü, ülkenin güneyinde uygulanması düşünülen birçok projenin bundan etkilendiğini söyledi. Suriye de, Fırat'ın sularının kesilmesi uygulaması sonucunda tarımının büyük ölçüde zarar gördüğünü bildirmişti.

TERCÜMAN, 8.06. 1990

Almanya'da PKK dâvâsında olay

Düsseldorf Yüksek Mahkemesi'nde sürmekte olan bölücü örgüt davasının son duruşmasında, başsavcı ile başhakimin konuşmalarına müdahale edilince olay çıktı

DÜSSELDORF, (A.A) Federal Almanya'nın Düsseldorf şehri Eyalet Yüksek Mahkemesi'nde geçen ekim ayından bu yana devam etmekte olan 17 sanıklı bölücü örgüt davasının son duruşmasında olay çıktı.

Mahkeme heyetinin, tutuksuz yargılanan sanıklardan Ali Sapan ve Hüseyin Çelebi'nin, bundan önceki duruşmalarda başsavcı ve baş yargıcın konuşmalarına müdahale ettikleri için 3'er gün hapis ve disiplin cezasına çarptırılmasına, sanıklar tepki gösterdiler.

Olaya müdahale eden Baş yargıç Belker, derhal mahkeme salonunu boşalttırdı ve sanıklar zor kullanılarak dışarı çıkarıldılar.

"Asrın terörizm" davası olarak nitelenen ve ekim ayından bu yana devam eden davada 9'u tutuksuz olmak üzere 17 sanık yargılanıyor.

TERCÜMAN, 8.06. 1990

Milliyet, 8.06.1990

İç çatışmalar
örgüt yayınında
değerlendirildi

APO muhaliflerini tek tek öldürtüyor

İnsanlık dışı eylemlerini örgüt içinde de sürdüren PKK lideri Apo, kendine yönelik en küçük muhalefette dahi kan döküyor. Eleştirilere tahammül edemeyen terör örgütünün lideri, üst düzeyde olup "yok edilen" bazı militanların kendisi tarafından değil, muhalif gruplarca öldürüldüğünü öne sürüyor

YURT HABERLERİ SERVİSİ

Kanlı terör örgütü PKK'nın lideri Apo, (Abdullah Öcalan) Türkiye'de yaptırdığı insanlık dışı eylemlerinin benzerini, Suriye'nin kontrolündeki Bekaa vadisinde yuvalanan örgütü içinde de gerçekleştiriyor. Kendine yönelik her türlü muhalefeti kanlı eylemlerle sona erdiren Öcalan, son olarak da PKK'nın masum insanlara yönelik cinayetlerine karşı çıkan örgütün üst düzey yöneticisi Hasan Binalı'ı öldürttü... Ancak Hamza kod adlı bu militanın öldürülmesinin, örgüt içinde yeni çatışmalara yolaçağını hesaplayan PKK lideri, bir taşla iki kus vurup, örgütün yayın organı Serxwebun dergisinde, cinayeti kendisine muhalif grubun üzerine attı. Örgüt içinde yaşanan huzursuzluklar ve iç savaş, Tercüman'ın haberinden sonra, PKK'nın yayın organı Serxwebun'da da yeraldı. Apo'ya başkaldıran grupları, "düşman sınıflar adına yola çıkan komplocular olarak" gösteren dergi, Hasan Binalı için ağıtlar yaktı... Dergi, cinayetin "Apo'suz PKK", "Demokratik PKK" sloganlarıyla Apo'ya karşı mücadele veren Metin kod adlı Şahin Baliç tarafından işlendiğini belirtilip, örgüt içinde gelişen kanlı olayı, "Gözü dönmüş bu çete en son Hasan Binalı yol-dası katlederek, gerçek yüzü-

nü ortaya koymuştur" diyerek açıkladı. Böylece Apo'nun liderlik savaşı yüzünden Hasan Binalı'ı öldürttüğünü gizlemek istedi.

Avrupa'da hazırlanıp basılan Serxwebun'un son sayısında, PKK içindeki Abdullah Öcalan'a muhalif gruplar ve bu grupların nasıl yok edildiği anlatılıyor... Dergi, İsveç'teki bir hastanede tedavi edilmekte olan Apo'nun muhalifi Hüseyin Yıldırım'ın vurulma olayından, "Bu provakasyoncular, 88 yılında partiyi tasfiye etmeye çalışıyordu, ama PKK savaşçıları planı boşa çıkardı" diye söz ederken, Hasan Binalı'nın öldürülmesi olayına sayfalar dolusu yer verdi... Ancak Serxwebun adlı dergi örgütün tabanı tarafından sevilen Binalı'ı Apo'nun değil de, Metin kod adlı Şahin Baliç'in öldürdüğünü yazdı. Kendine yönelik muhalefeti, sert yumruk politikasıyla sindirmeye çalışan Öcalan, Hasan Binalı cinayetini, Serxwebun sayesinde Baliç'in üzerine yığarak, tabanın öfkesinden kurtulduğu gibi, çete olarak adlandırdığı Baliç'in grubunu da PKK'dan dışlamış oldu.

Şahin Baliç'in Avrupa Sosyal Demokrasisi ve Türkiye'nin yeşil ışık yakmasıyla Apo'ya karşı bir komploya giriştiğini anlatan dergi, muhalif grubun amacının partiyi tasfiye etmek olduğunu ifade etti.

Solda yeni parti tamam

• Oktay PİRİM • ANKARA

SHP'den ayrılan ve ihraç edilen milletvekillerinin "Demokratik Oluşum" adı altında bir süredir sürdürdükleri parti kurma girişimleri bugün nihayet gerçekleşiyor.

Adı "Halkın Emek Partisi (HEP)" olarak belirlenen yeni siyasi partinin kuruluş dilekçesi bugün İçişleri Bakanlığı'na verilecek.

Sosyal demokrat nitelikli yeni siyasi partinin kurucuları arasında yer alacak milletvekillerinden yine fire verildi. Yeni parti çalışmalarına aktif biçimde katılan bağımsız milletvekilleri Adnan Ekmen, Mehmet Kahraman ve Mahmut Ahnak, son anda partide yer almaktan vazgeçtiler.

Ekmen, Milliyet'e "Böylesi daha iyi olur" derken, diğer milletvekilleri herhangi bir açıklama yapmanın doğru olmayacağını söylediler. Ekmen, öteki arkadaşları Ahnak ve Kahraman'la birlikte SHP'ye dönmelerinin söz konusu olmadığını, kesinlikle bağımsız kalacaklarını ifade ettiler.

Halkın Emek Partisi'nde, SHP'den kopan bağımsız şu 10 milletvekili yer alıyor:

Abdullah Baştürk, Fehmi Işıklar, Cüneyt Canver, Kenan Sömezek, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Ahmet Türk, İbrahim Aksoy, Arif Sağ ve Mehmet Ali Eren.

Parti kurucuları bugün kuruluş dilekçelerini İçişleri Bakanlığı'na verdikten sonra Anıtkabir'i ziyaret edecekler. Daha sonra toplanacak kurucular kurulu, yönetim kurulunu belirleyecek ve genel başkanı seçecek. Genel başkanın Fehmi Işıklar olması bekleniyor.

Daha önce yapılan toplantıda, HEP için Baştürk ve Işıklar

aday gösterilmişti. Ancak, Baştürk, genel başkan olmayacağını belirtince, Işıklar öne çıkmıştı. Yeni partinin genel merkezi Karanfil Sokak'ta olacak.

Halkın Emek Partisi'nin kurulmasıyla Meclis'teki siyasal parti sayısı beşe yükselecek. Bedrettin Dalan'ın kurduğu ve parlamentoda iki sandalyesi bulunan Demokrat Merkez Parti'den (DMP) sonra Halkın Emek Partisi (HEP), 10 milletvekiliyle muhalefet partileri arasında yer alacak.

SHP Genel Saymanı Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, yeni partinin dışında kalan bağımsız milletvekillerine, "Partiye dönün" çağrısı yaptı. Atalay, hazırlamakta oldukları Doğu raporunu bir süre sonra kamuoyuna açıklayacaklarını bildirerek, "Bu arkadaşlarımızı partimizde görmek istiyoruz" dedi.

Atalay, şunları söyledi:

"Sosyal demokratların birliğini istiyoruz. Sol hareketle ciddi planda ideolojik ayrışığı olmayan genel çerçevede içerisinde sosyal demokrat ideolojiyi benimseyen bütün kadrolara partimizin kapıları açıktır. 12 Eylül uzantısı ANAP iktidarını bir an önce göndermek, demokrasimizin önündeki engelleri kaldırmak, marjinal, siyasi yaklaşımlarla gerçekleşmez. Bunun yolu SHP'de iktidar kavgasına katılmaktır. Kendi içimizdeki ufak sorunları ve çelişkileri ön plana çıkarmanın halkımıza bir yararı yoktur."

Öte yandan SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, partiden ihraç edilen milletvekilleri ve partililerin affedilmesi konusuna sıcak baktıklarını belirterek, bu konuda yöntem aradıklarını söyledi.

Cumhuriyet, 8. 06. 1990

**Helsinki Watch'un
Türkiye raporu:**

Güneydoğu kararnamesi kaldırılsın

Haber Merkezi — ABD yönetiminin ve öteki imzacı ülkelerin 1975 tarihli Helsinki Antlaşması'na uygun davranıp davranmadıklarını denetleyen gönüllü bir kuruluş olan Helsinki Watch Türkiye üzerine yeni bir rapor yayımladı. Türkiye'den Haberler başlığını taşıyan, haziran 1990 tarihli rapor, Türk hükümetini, Güneydoğu'ya ek önlemler getiren ka-

nun hükümündeki kararnameyi yürürlükten kaldırmaya, köy koruculuğu sistemine son vermeye çağırıyor.

Helsinki Watch ve Danimarka Helsinki Komitesi'nin mayıs ayında Türkiye'ye gönderdiği heyet tarafından hazırlanan 23 sayfalık rapor, son aylarda Türkiye'de insan hakları ve demokrasiyle ilgili gelişmelerin ayrıntılı bir dökümünü yapıyor.

Helsinki Watch raporu, Türk hükümetine şu çağrılarda bulunuyor:

— "413 sayılı kanun kuvvetinde kararname yürürlükten kaldırılan ve bu kararnameyle askıya alınan haklar iade edilsin,

— Köy koruculuğu sistemine son verilsin,

— Çatışma bölgelerinde sivil

halk korunsun.

— Karışıklıkların olduğu bölgelerdeki sivillerin can güvenliklerinin sağlanması dışındaki amaçlara başka bölgelere taşınmasına son verilsin. Can güvenliğiyle ilgili durumlarda da 1949 Cenevre sözleşmesinin 2 numaralı protokolüne uygulanması sağlansın,

— Uluslararası hukuk hükümleri dışında mayın kullanımından kaçınılsın,

— Hazırık soruşturması dahil, avukatların tutuklularla ve hapislilerle görüşmelerine, hapistekilerle Kürtçe konuşabilmelerine, baş başa görüşebilmelerine, davalarına hazırlanmak için yeterli zaman bulmalarına, savunma için gerekli bütün belgelere ulaşabilmelerine izin verilsin,

— Sivilleri kötü muameleye ve

hakarete maruz bırakan güvenlik kuvvetleri mensupları cezalandırılsın,

— Polis karakolunda işkence uygulandığı kabul edilse ve buna son verilmesi için gerekli önlemler alınsa; mahkûm edilen işkencecilerle verilen cezalar artırılsın,

— İşkenceyle alınan ifadelerin mahkemelerde delil olarak kullanılması yasaklansın,

— Türklerin insan haklarını çiğneyen, Türk Ceza Kanunu'nun 141, 142 ve 163. maddeleri ile öteki maddeleri kaldırılansın,

— Basına, yazarlara ve yayıncılara karşı yazdıklarından dolayı açılan davalara son verilsin ve barışçı, siyasi görüşlerini açıkladıkları için hapsedilenler serbest bırakılsın."

TERCÜMAN, 9. 06. 1990

HÜR-TÜRK Cemiyeti, F.Alman İçişleri Bakanı'na mektup gönderdi:

"Kürtler siyasî takip altında değil"

□ **Hürriyetçi Türk-Alman Dostluk Cemiyeti (Hür-Türk) Genel Başkanı Schauble, Kürtler'in Türkiye'de sistematik siyasî takip altında buldukları yolundaki iddiaların yalan olduğunu açıkladı.**

□ **Mektupta, Türkiye'den gelerek Kürt olduklarını ileri süren bazı kişiler tarafından yapılan iltica taleplerinin sayısının, Türk-Alman ilişkilerini zedeleyecek boyutlara ulaştığına dikkat çekildi.**

FRANKFURT, (A.A.) Hürriyetçi Türk-Alman Dostluk Cemiyeti (Hür-Türk), Federal Almanya İçişleri Bakanı Wolfgang Schauble'ye bir mektup göndererek, Türkiye'de Kürtler'in sistematik siyasî takip altında buldukları yolundaki iddiaların yalan olduğunu bildirdi.

Hür-Türk Genel Başkanı ve Federal Meclis Dışişleri Komisyonu Başkanı Dr. Hans Stercken tarafından gönderilen mektupta, Türkiye'den gelerek Kürt olduklarını ileri süren bazı kişiler tarafından yapılan iltica taleplerinin sayısının, Türk-Alman ilişkilerini zedeleyecek boyutlara ulaştığını dikkat çekildi.

Mektupta şöyle denildi:

"Genel idare kurumumuz, bu 'sözde' Kürtler'in iltica taleplerinin reddedilmesine rağmen yine de uzun bir süre Almanya'da kalmalarına göz yumulmasını çok daha önemli bir sorun olarak görmektedir.

Bu kişilerin, diğer ilticacılar gibi, hemen Almanya dışına çıkarılmayıp, uzun süre ülkede kalmalarına göz yumulması, özellikle Almanlar arasında yanlış anlaşılmalara yol açmaktadır.

Bunların, insan haklarına aykırı takibata uğramaları

tehlikeyle ilgili karşı karşıya oldukları gibi yanlış bir kamu uyandırmaktadır.

Bu gibi gelişmelerin, Türk-Alman dostluğunu zedeleyeceğinden endişe duyulmaktadır.

Bu bakımdan, eyalet içişleri bakanlarına, talepleri reddedilen ilticacılar, diğer ilticacılara davranıldığı gibi davranılarak ayrıcalık yapılmaması hususunu duyurmanızı rica ederim."

'Sol'da bir parti daha

Halkın Emek Partisi kuruldu

PORTRE / FEHMI İŞIKLAR

1941 Urfa doğumlu, Fehmi İşıklar, Urfa Sanat Enstitüsü'nü ve Akşam Tekniker Okulu'nu bitirdi. Çalışma yaşamına MKE'de tornacı olarak başlayan İşıklar, 1965 yılında Metal-İş Federasyonu Yürütme Komitesi'ne girdi. Daha sonra genel sekreterliğe getirildi. 1973 yılında bağımsız Çağdaş Metal İş Sendikası'nı kurdu ve başkanı oldu. 1976 yılında yürütme kurulu üyesi olarak katıldığı DISK'te 1977 yılında Genel Sekreter oldu. 12 Eylül askeri darbesinden sonra açılan DISK davasında idam istemiyle yargılanan İşıklar, 1980-84 yılları arasında 4 yıl tutuklu kaldı. 1987 genel seçimlerinde SHP'den Bursa Milletvekili olarak Meclis'e giren İşıklar, Doğulu bazı milletvekillerinin partiden ihraç edilmesinden sonra SHP'den istifa etti. İşıklar, evli ve üç çocuk babası.

man), Hasan Küçükoba, Ayten Güney (muhabir), Musa Aslandoğan (gazeteci), Ali Al (işadami), Murat Bozrak (avukat), İsmet Cantekin (sendikacı), Zeki Poza-lan (tüccar), Hamit Geylani (avukat), Hüseyin Ümit (avukat), Remzi Kartal (diş hekimi), Erdoğan Aktaş (kuaför), Veysi Turan (serbest), Hasan Doğan (serbest), Mehmet Çelikten (serbest), A. Muhsin Melik (ziraaat yüksek mühendisi), Salih Şahin (avukat), Ali Göçmen (gazeteci), İbrahim Do-ğar (nakliyecisi), Hidir Yıldırım (ziraaat yüksek mühendisi), Hüseyin

Genel Başkanlığı'na Fehmi İşıklar'ın getirildiği partide, SHP kökenli 10 bağımsız milletvekili kurucu olarak yer aldı.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Halkın Emek Partisi (HEP) dün resmen kuruldu. 77 imzalı kuruluş dilekçesinin İçişleri Bakanlığı Genel Sekreterliği'ne, Bursa Milletvekili Fehmi İşıklar tarafından verilmesiyle HEP tüzelkişilik kazandı. Partinin genel başkanlığına getirilen Fehmi İşıklar, "HEP'in demokrasi, özgürlük ve insan hakları konularında Türkiye'de olması gereken değişikliklerin öncülüğünü yapmak amacıyla kurulduğunu" söyledi.

Kuruluş dilekçesinin dün saat 11.30'da verileceğinin açıklanmasına karşın, kurucular bakanlığa öğle tatili sırasında geldiler. Aralarında, kapatılan eski CHP Diyarbakır Milletvekili İskan Azizoğlu ile SHP'den ayrılan Fehmi İşıklar, Ahmet Türk, İbrahim Aksoy, Cüneyt Canver'in bulunduğu kuruculardan oluşan bir heyet, partinin kuruluş dilekçesini saat 12.15'te bakanlığa verdi. 77 kurucu arasında bulunan 11 milletvekilinden diğerlerinin adları ise şöyle:

Abdullah Bastürk, Kenan Sönmez, Salih Sümer, İsmail Hakkı Önal, Mehmet Ali Eren, Arif Sağ, Adnan Ekmen.

Daha önce kurucular arasında yer alacağı bildirilen Kars Milletvekili Mahmut Alınak ile Diyarbakır Milletvekili Mehmet Kahraman kurucular listesinde yer almadı.

Bakanlık Genel Sekreterliği'ne verilen kuruluşla ilgili belgelerde bazı eksiklikler saptandı. Fehmi İşıklar, dilekçe sayısında ve kurucuların yasal engeli bulunmadığı-



HALKIN EMEK PARTİSİ — Bağımsız Bursa Milletvekili Fehmi İşıklar, kurucu üyeler adına kuruluş dilekçesini İçişleri Bakanlığı Genel Sekreteri Mustafa Çetin'e verdi. (Fotoğraf: AA)

na ilişkin belgelerdeki eksikliklerin daha sonra tamamlanacağını söyledi.

Fehmi İşıklar daha sonra yaptığı açıklamada, partinin "insan hakları, özgürlük ve demokrasi konularında Türkiye'de öncülük yapacağını" belirterek şunları söyledi:

"HEP, halkın sorunlarını gündeme getirecek, sıkıntıları giderecek çözümler önerecektir. HEP, örgütlenmesi, demokratik işleyişi, kitleleri kavrayışı ve içtenliğiyle siyasi yaşamımıza yepyeni bir içerik kazandırmak niyetindedir."

Partinin genel sekreteri ise bugün yapılacak yönetim kurulu toplantısında seçilecek.

Kurucular listesine daha sonra eklenen ve İçişleri Bakanlığı'na gönderilen 4 isimle kurucu sayısı 81'e yükseldi. HEP'in milletvekilleri dışında diğer kurucularının tam listesi şöyle:

▲ Ahmet Açılmış (mâli danış-

Nergis (tesisatçı), Tahsin Kargün (SHP Seyhan eski İlçe Başkanı, inşaatçı), Mahmut Kılınc (yüksek mühendis), Aysel Kalaman (serbest), Bahattin Günel (iktisatçı), Orhan Bozalioğlu (inşaat y. mühendisi), Tülay Geyik (avukat), Fehmi Demir (muhabir), Ahmet Karataş (belediye meclisi üyesi), Veli Kasımoğlu (sosyolog), Nizamettin Barış (serbest), Müzeyyen Ekmen (ev kadını), Tuncer Kocamanoğlu (sendikacı), Atilla Sarp (ziraaat mühendisi), Kemal Akalın (avukat), Mükremin Mungan (ressam), Feridun Yazar (SHP eski Ş. Urfa İl Başkanı, avukat), Kifayet Özaydın (öğretmen), Hüseyin Güntaş (doktor), Orhan Demirbağ (kimyager), Hüseyin Akar (inşaat mühendisi), Adıgüzel Özgüven (eczacı), Ali Tural (aktör), İskan Azizoğlu (eski milletvekili), Tuncay Çölen (idareci), Reşat Cengiz (iktisatçı), Ceyhan Dölek

(ekonomist), Nurettin Ergün (tüccar), Hüseyin Yakut (inşaat mühendisi), Basri Esidir (inşaat mühendisi), Hasan Bulut (esnaf), Hasan Fehmi Kara (serbest), Kazım Gürbüz (makine mühendisi), Bülent Öztürk (serbest), Ömer Faruk Kurt (işçi), Osman Özçelik (eczacı), Ali Taş (imalatçı), Selahattin Kaya (avukat), Abdurrahman Yolcu (turizmci), Zeki Aktaş (tüccar), Hakkı Çetin Özdemir (esnaf), Gülşen Geylani, Musa Anter (yazar), Nursen Meriç (ev kadını), Bedriz Akköse (tüccar), Halit Ötün (serbest), Feridun Diyarbakırlı (avukat), Hulusi Altıntaş (serbest), Zülfükar Yıldız (emekli memur).

Cumhuriyet 9.06.1990

Çanakkale E Tipi Cezaevi'ndeki eylem yeterli destek gördüğü gerekçesiyle bitirildi

Açlık grevi 24. gününde sona erdi

Haber Merkezi — Çanakkale E Tipi Cezaevi'nde 16 Mayıs tarihinde 5 yazı işleri müdürü, 2 sendikacı ve "komünizm propagandası yapmak" suçundan bir hükümlünün başlattığı açlık grevi 24. gününü doldurduktan sonra sona erdirildi. Kamuoyuna bir açıklamada bulunan hükümlüler "eylemlerinin amacına ulaştığı"ni belirttiler. Bartın ve Nazilli cezaevindeki açlık grevleri ise sürüyor.

İlerici Yurtsever Gençlik Derneği Yazı İşleri Müdürü Erhan Tuşkan, Partizan Dergisi Yazı İşleri Müdürü İrfan Aşık, Halkın Sesi dergisi Yazı İşleri Müdürü Hasan Filket Ulasoydan, Bağcıoğlu, Türkiye ve Devrimci Militan dergileri Yazı İşleri Müdürü Mehmet Özgen, Öncü gazetesi sahibi ve Yazı İşleri Müdürü Kazım Arslan, TKP davasından hükümlü Emin Taş, Keramik-İş Sendikası Karadeniz Bölge Temsilcisi Raif Güntaş ve DİSK Basın İş Sendikası GYK üyesi Mustafa İnci'nin 16 Mayıs günü sürdürdükleri açlık grevine dün "kamuoyunda yeterli desteği gördüğü gerekçesiyle" son verildi. Saat 15.00'te sona erdirilen açlık grevi sonrasında bir açıklama yapan savcı Ümit Ernak hükümlülerle uzun süredir devam eden görüşmeler sonucunda eylemlerinin, "Konunun kamuoyuna yeterli ölçüde duyurulduğuna ve bu salonda amaçlarına ulaştıklarının belirterek eylemlerine son verdiklerini" belirtti. Savcı Ernak



grevine başlamış zorunda kalmış. — 141, 142, 159, 163, 311, 312 ve diğer antidemokratik madde-lerin ortadan kaldırılması, — Kutlu ve Sargun'un tahliyelerinde sesara ortaya çıkan hukuksal çelişkiyi sergilemek.

— Sansür-Sürgün Kararnamelerini protesto etmek. — İşkencenin tescil sorgulama süreci olarak kullanıldığı 12 Eylül yargılamalarının tüm sonuçlarıyla geçersiz kılması.

— Bir tebliğ namusu olarak kullanılan idam cezasından kaldırılmanın istenilmesi başlatılan seçimlere açlık grevine, kamuoyunda oluşan duyuru ve beşta ÇGD, DİK, FEN, İHİD olmak üzere demokratik kuruluştan gelen, değer verdiğimiz insanın üyesi ve sözleri ölümlü olarak 24. gününde son vermiş bulunuyoruz.

Açlık grevinin boyunca eylemlerimize duyuru davranış, dayanışma gösterince, bizlerle birlikte, mücadele eden, ziyaratsız geçen demokratik kuruluştan, siyasal partilere, sendikalara, basın mensuplarına ve bize destek olan herkese teşekkür ediyoruz."

Bu arada Bartın Cezaevi'nde iki gazeteci Veli Yılmaz ve Osman Taş'ın başlattıkları açlık grevi 19. gününe girdi. Bismil Cezaevi'nde ki 23 hükümlü ve tutuklunun başlattığı açlık grevi 15. gününe girenken Nazilli Cezaevi'ndeki gazeteci İlker Demir ile Abdullah Sayda'nın açlık grevleri 11. gününe girdi.

TABUTLU EYLEM — İstanbul'da dün öğle saatlerinde bir grup siyah tabutu eylem yaptılar. Saitanahmet'teki Saitanahmet Çay Bahçesi'nin yanındaki meydana bir grup siyah tabutu yürüyüş yaptı, daha sonra da tabutu meydana bırakarak uzaklaştı. Yaklaşık 45 dakika kadar çevredekilerin şaşkın bakışları arasında davada "siyah tabut", olay yerine gelen polis memurlarınca taşınarak caddeye çıkarıldı. Polisler burada çağrıldıkları bir taksiye tabutu koyarak hızla uzaklaştılar.

bu konuda şunları söyledi: "Bizler, Türkiye'de işsizlik ve örgütlenme özgürlüğü üzerinde tartışılmaması için bir adım atmalıyız. Öte yandan Çanakkale Barosu avukatları, Çorlu Halk Evi, Tekirdağ Eğitim-Der, Çorlu Deri İş Sendikası temsilcilerinin de hazır bulunduğu görüşmeler sonunda eylemlerine son verme kararını açıklayan hükümetler bu konuda şu duyuruyu yaptılar:

"Bizler, Türkiye'de işsizlik ve örgütlenme özgürlüğü üzerinde tartışılmaması için bir adım atmalıyız. Öte yandan Çanakkale Barosu avukatları, Çorlu Halk Evi, Tekirdağ Eğitim-Der, Çorlu Deri İş Sendikası temsilcilerinin de hazır bulunduğu görüşmeler sonunda eylemlerine son verme kararını açıklayan hükümetler bu konuda şu duyuruyu yaptılar:

"KÜRTÇEYE ÖZGÜRLÜK (2) / PARTİLER, MODELLER"

"Kürtçe konuşan cumhurbaşkanımız var"



"Kürt sorunu"nun çözümünde ANAP ve DYP, ne tür yöntemler geliştiriyor? ANAP Teşkilat Başkan Yardımcısı Ercan Vuralhan ile DYP Genel Başkan Yardımcısı Esat Kıratlıoğlu, partilerinin görüşlerini açıklarken, SHP'den ayrılan milletvekillerince oluşturulan "Yeni Oluşumcular" da "Kürt sorunu"nu **Nokta**'ya değerlendirdi.

Öte yandan İspanya Büyükelçisi Ramon Villanueva, Bask sorunu hakkında Ahmet Taner Kışlalı'nın sorularını yanıtlarken, İngilizlerin Kürt sorununa nasıl baktığını araştırıp, Doğu'da bir dizi incelemede bulunan Prof. Doğu Ergil, konuyla ilgili değerlendirmelerini aktardı.

ANAP'IN GÖRÜŞÜ

Ekonomik önlemler ağırlıkta

ERCAN VURALHAN (ANAP Teşkilat Başkan Yardımcısı)

Nokta: Güneydoğu sorunu, niye geçmeyen yara gibi sürekli kanıyor? ANAP olarak siz ne yapmayı, nasıl bir model getirmeyi planlıyorsunuz?

Vuralhan: Bölgede birtakım durumlar var. Ve bu 1980'lerin başından beri geçen on yıl içinde, üzerinde en çok durulan konu olmuş. Özellikle ANAP, iktidara geldikten sonra, meselenin bölgede polisiye tedbirlerle çözümünden ziyade, ekonomik refaha dayalı çözümler aramıştır. İşte GAP bunun en büyük örneğidir. GAP bittiğinde bölgeye ekonomik bir rahatlama gelecek, olumlu anlamda, bölgeyi refah düzeyi açısından altüst edecektir. İşte bu yüzden bazı Batı ülkeleri Türkiye ile ilgili olarak enstitüler

ANAP'ın Güneydoğu modeli

- GAP bölgesi yatırımları daha da teşvik edilip artırılacak.
- Bölge halkının PKK'nın avı durumuna gelmemesi, onların avucuna düşmemesi için birinci aşamada ferdi rahatlama sağlanacak.
- Mezralar köy haline getirilecek. Köylerin seviyeyi yükseltip daha gelişmiş hale getirilecek.
- Bölgede işsizlik sorunu, planlı ve aşamalı olarak çözümlenecek. Kadro tahsisleri konusunda Güneydoğu'daki kamu kurum ve kuruluşlarının ihtiyacı ön planda tutulacak.
- Su kozu, komşularla ilişkilerde "gerektiği" anlarda "koz" olarak kullanılacak.

- Ayrım olarak nitelenen bütün uygulamalar ve düşünceler iptal edilecek (İstanbul'daki vatandaşla Cizre'deki vatandaşın hakları aynı olacak. Aksine sebebiyet veren olayları yaratanlar hakkında gereken işlem yaptırılacak.)

- PKK ile mücadelede dış güçlere kesinlikle taviz verilmeyecek. PKK ile mücadele, gerekli bütün teknik, modern teçhizat sağlanarak kararlılıkla sürdürülecek.

- Bölgede görevli güvenlik güçleri ve diğer kamu görevlileri, vatandaşla hoşgörü ve her konuda yardımcı olacak şekilde davranacak.

kurup bu meseleyi dünyanın çeşitli platformlarında devamlı gündemde tutmuşlar, bölgeyi bir bunalım içine çekmeye gayret etmişlerdir. Bu nedenle bizim dönemimizde bu konuya ekonomik önlemlerle yaklaşmak kararı alınmıştır. Şimdiye kadar cumhuriyet tarihinde görülmemiş türden, yatırımcıları teşvik edecek şekilde uygulamalar başlatılmış, getirilmiştir. Fakat bu konu bir türlü istediğimiz düzeye gelmemiştir.

Nokta: Peki niye hâlâ kesin çözüm bulunamıyor?

Vuralhan: Olaya yalnız etnik kökene dayalı bir sorun gibi bakmak gerekir. Bu konu çok boyutlu bir meseledir. İçinde su sorunu var, bölgede yaşayanların ekonomik sorunu var, komşu ülkelerin Türkiye



üzerinde zaman zaman yoğunlaşan propagandaları ve planları var. Burada yapılacak işlerin başında, bölge halkını teröristlerin ağına ve avucuna düşürmemek için kesinlikle onların ekonomik rahatlıklarını sağlamak gerekir. Ve biz bunu yapacağız. Ayrıca bir başka konu da Türkiye'de azınlık olmadığını "Misak-ı Milli sınırları içinde yaşayan herkesin" eşit olduğunu herkes anlatmak gerekir. Dil konusunda ise, bakın evinde oturup Arapça konuşanlara kimse neden bu dili konuşuyorsun diye müdahale etmez.

DYP'İN GÖRÜŞÜ

"Batı demokrasilerinde halledildiği şekilde..."

ESAT KIRATLIOĞLU (DYP Genel Başkan Yardımcısı)

Nokta: Güneydoğu sorunlarını çözebilmek için partinizin düşündüğü model nedir?

Kıratlıoğlu: Bundan 10-12 sene önce herhangi bir sıkıntı yoktu. Güneydoğu Anadolumuzun dış ve iç tahrikler ile sıkıntılı bir hale geldiğini görüyoruz. Dünyanın diğer ülkelerinde, gerek Bask bölgesi, gerek İrlanda, gerekse İran-İrak gibi bölgelerde, Türkiye'nin durumuyula karşılaştırıldığında farklı bir manzara ortaya çıkmaktadır. Orada yüzyıllardır ayrılıkçı hareketin içinde bir durum ve davranış mevcuttur. Ve bu ayrılmanın ilgili hükümetler tarafından durdurulması mücadelesi vardır. Türkiye'de bundan 10 yıl öncesine kadar ayrılıkçı bir hareket olduğunu görmedik. Halen de yok bu hareket. Yöre halkı bayrağına ve devletine bağlıdır. Ancak bu durumu Suriye, Irak, İran ve bazı ideolojik kaynaklar tahrik etmektedir. Oradaki arazi şeklinin yapısı, bu terörist hareketin birden bastırılmasını da engel-



ler mahiyettedir. Dolayısıyla benim şahsi kanaatim, süratle bu terörist hareketin üzerine gidilerek, modern gereçlerle teçhiz edilmiş bir hareketle burada bulunan terörist yataklar temizlenebilir. Bölgenin ekonomik durumuna ise daha fazla eğilmek lazım gelir. Bölgede yol sorunu hallolmuştur, ancak istihdam, yani işçi problemi hallolmuş değildir. Arazi kıt ve kısırdır. Dolayısıyla yöre halkını çalışabilecek imkâna kavuşturmak lazımdır. Bu sağlandığı takdirde bizim kanaatimize göre Güneydoğu Anadolu'da hiçbir prob-

DYP'nin Güneydoğu modeli

- Öncelikle oradaki güvenlik güçleri, en modern silah ve teçhizatla donatılacak.
- Lojistik ve diğer son hazırlıklar tamamlandıktan sonra, PKK ile bölgede amansız bir mücadeleye girecek. Her şey göze alınarak.
- Bir yandan da Güneydoğu Bölgesi'ni kalkındırma "özel programı" uygulanmaya başlanacak... (Bu programa öncelikle kısa sürede sonuç verecek maddelerden başlanacak.)
- Bölgede haberleşme ağına batıdaki kadar idari hale getirilmesi için, ilgili bakanlık tarafından "özel ekip ve kurmay heyeti" kurulacak.
- Bölgede istihdam sorununun halledilmesi için alternatif ama kısa sürede uygulanabilecek projeler geliştirilecek.

- Dil serbestliği için Avrupa ülkeleri ve Batı demokrasisinin ölçüleri esas alınacak.
- Devletin radyo, televizyon ve benzeri organlarında Kürtçe de yayın yapılabilmesi için, Avrupa ülkelerinde bu tür sorunlara uygulanmış bütün modeller incelenip, bu sorunun halledilmesi için mutlaka bir formül bulunacak.
- Bu arada yöre halkını kısırtmaya çalışabilecek, dış güçlerce desteklenen "odaklar", köktü neredeyse ortaya kadar uzamp kurutulacak.
- Ve bütün bunlar hedeflenip planlanırken, en başta dikkat edilecek husus, "yöre halkının Türk bayrağı altında ve topraklarında yaşamaktan hiç şüpheleri olmadığı" olacak.

lem olmayacaktır.

Nokta: Anadillerini konuşma serbestliğinin tanınması gibi bir istekleri de var, modelinizin içinde bu isteğe bir yanıt olmayacak mı?

Kıratlıoğlu: Güneydoğu Anadolu'nun yapısını çok iyi bilen bir insanım. Onların kendi dillerini, yani Kürtçeyi konuşmalarına engel hiçbir durum görmedim orada. Herkes kendi dilini istediği gibi kullanmakta ve konuşmaktadır. Bunu inkâr etmek mümkün değildir. Öyleki Türkçe sorarsanız, biliyorsa sizinle Türkçe konuşuyor yoksa sürekli yaşantısında kullandığı dili Kürtçedir. Yalnız Türkiye'de rad-

yoda, televizyonda ya da plaklarda kendi dillerinde şarkıların söylenmesi, konuşmalar yapılması, bir problem yapılmaktadır. Ben bunun da halledilmeyecek bir konu olduğunu zannetmiyorum. Biz bu konuya ılımlı bakıyoruz, hallederiz.

Nokta: Yani siz iktidar olursanız radyo ve televizyonda Kürtçe konuşulup yayınlar yapılmasına, şarkılar söylenmesine izin verir misiniz?

Kıratlıoğlu: Bu hadiseyi diğer Avrupa ülkeleri, diğer ülkeler nasıl halletmişse onu o şekilde halletmekte bir mahzur görmemekteyim.

Nokta: Yani Kürtçe plak, kaset, kitap yayınının yanı sıra, TV ve

radyoda Kürtçe yayın ve bir Kürt partisine izin verecek misiniz?

Kıratlıoğlu: Yani Güneydoğu Anadolu'dan, Kürtçe konuşan cumhurbaşkanımız, başbakanlarımız, milletvekillerimiz, bakanlarımız, valilerimiz var. Bütün bunlar olduğuna göre ve aramızda herhangi bir ayrı-gayrı durum olmadığına göre Batı demokrasisinin hallettiği şekilde bu meselelerin Türkiye şartlarına uygun bir şekilde halledilmesi zamanının geldiğini zannediyorum. Bizim modelimizin çağdaşlığı ve geniş ufku herhalde bu düşüncelerimizden de anlaşılacaktır.

"Su anda işler çok daha iyi"

Beş yıldır Türkiye'de bulunan ve bu niteliği ile de Ankara'daki yabancı büyükelçilerin "duayen"i sıfatını kazanan İspanyol Büyükelçisi Ramon Villanueva-Etcheverria yakında ülkemizi terk ediyor. Büyükelçi, **Nokta**'dan Ahmet Taner Kışlalı'nın sorularını yanıtladı.

Kışlalı: Sizin "uluslar sorunu" olarak nitelendirdiğiniz etnik sorunlar karşısında, sosyalist iktidar nasıl bir yaklaşım içinde oldu?

Etcheverria: Sosyalist iktidar, 1978 Anayasası'nın çizdiği yolda ilerliyor. Anayasa, tarihsel-ulusal kimliklerden söz ediyor. Katalonya, Bask ülkesi gibi...

Kışlalı: İspanya'da kaç tane belli başlı etnik grup var? Siz de tıpkı Türk toplumu gibi zengin bir sentezi yaşıyorsunuz.

Etcheverria: Bunu tanımlamak zor. Onun için Anayasa, tarihsel-ulusal kimliklerden söz ediyor. İspanya halkı, büyük bir karışımı temsil etmektedir. İberler, Seltler, Fenikeliler, Yunanlılar, Araplar, Fransızlar... Herkes, hepimiz karışmışız. Bu halklar, çok zengin bir tarihsel geçmişin ürünüdürler. Krallık, onları tarihin belirli bir anında birleştirmiştir. Bu halkların içinde, büyük bir kültürü temsil edenler var. Katalanlar, Basklar... Bugün İspanya'da konuşulan ve yazılan, üçü Latin kökenli (Kastiyen, Katalan, Galisyan) ve biri de Latin kökenli olmayan (Bask) dört dil yayılıyor. Anayasamız belki de evrensel düzeyde geçerli bir deneyime girdi. 17 özerk bölge oluşturdu. Seçilen ve uy-



gulamasına geçilen bu yol, şimdilik olumlu sonuçlar vermiş benziyor.

Kışlalı: Bu bölgeler hangi alanlarda özerkler?

Etcheverria: Eskiden iki tür özerklik vardı. Kimisi daha geniş, kimisi de daha dar tutulmuştu. Tıpkı "peynir tabağı" gibi, herkes kendine uyan statü içinde müzakere ediyordu. 1977 ile 1981 arasında oluşan 17 özerk bölgenin ayrı parlamentoları ve hükümetleri var. Hükümetin başındaki kişiye genellikle "başkan" deniyor. Kültür, gençlik, spor, bilim, sağlık, maliye alanında çok geniş yetkilere sahipler. Böylece her bölge, kendi tarihsel kültürünü yaşatma olanağına sahip. İspanya'nın ulusal bayrağından farklı olarak her bölgenin kendi ayrı bayrağı da bulunuyor. Özerk bölgelerin kendi polis örgütleri de var. Durumlarından memnun görünüyorlar.

Kışlalı: Ayrılkıçı Bask törer örgütü ETA ile, Bask polisi mi mücadele

ediyor?

Etcheverria: Elbette Bask polisi de mücadele eden güçler arasında yer alıyor. Yerel polis ile genel polis, yan yana varlıklarını sürdürüyorlar. İkinin de kendi yetki alanları var. Sosyalist iktidar, bölgesel polisin oluşumunu hızlandırdı ve bunun olumlu sonuçları görüldü.

Kışlalı: Bask bölgesi geri kalmış değil, tersine, İspanya'nın en gelişmiş bölgelerinden birisi değil mi?

Etcheverria: Evet, Katalonya ile birlikte, ülkenin en yüksek gelir düzeyine sahip iki bölgesini oluşturuyorlar. Daha 19. yüzyılda, ikisi de Avrupa düzeyinde bir uygarlığa sahiptiler. İki bölgede de gelişmiş sanayiler var. Oysa diğer bölgeler, daha çok tarımsal ya da turistik açıdan önem taşıyorlar.

Kışlalı: Bizim Güneydoğu Anadolu bölgesinin tersine Bask bölgesinin önemli sorunları bulunmadığına göre, ayrılkıçı terörist hareketi nasıl açıklıyorsunuz?

Etcheverria: Bunu söylemek kolay değil. Ama önemli olan, şiddet eylemlerinin giderek azalmasıdır. Özellikle alınan siyasal önlemler, çok olumlu etki yaptı. İki büyük geleneksel parti, Bask Sosyalist Partisi ile Bask Ulusal Partisi, hükümet ile anlaştilar. Bu anlaşmadan beri işler çok daha iyi gidiyor.

Kışlalı: Televizyon yayınları resmi dille mi yapıyor, yoksa bölgesel dillerle yapılan yayınlar da var mı?

Etcheverria: Her bölgenin kendi radyosu ve televizyonu var. İki program söz konusu. Birincisi resmi dille hazırlanıyor, ikincisi ise "İspanyol dilleri" denilen dillerle. Bu bölgesel diller, özerk bölgelerdeki okullarda da öğretiliyor. Bazen ulusal televizyon da bu bölgeler için, bölgesel dille yayın yapıyor.

Nokta, 10. 06. 1990

YENİ OLUSUMCULARIN
GÖRÜŞÜ"Belirleyici
olan halktır"

Ahmet Türk- (SHP'den ayrılan Mardin milletvekili, Yeni Oluşum kurucularından)

Nokta: Güneydoğu sorununun geniş planda çözümü için düşünceleriniz nelerdir?

Türk: Güneydoğu'da gelişen olaylar için hepimiz çözüm arayışı içerisindeyiz. Bölgede "Olağanüstü Hal" in kuruluşu ve yetkilerin evrensel demokrasi prensipleri dışında kullanıldığı görülmektedir. Güneydoğu'da demokrasi rafa kaldırırsa, Türkiye'de demokrasi olduğunu iddia etmek gülünç olur. Bu



ortamda çözümler üretmek, uluorta laflar söylemek yanlıştır. Hem erkendir, hem de zordur. Devlet kendi içinde demokratikleşme yolunu açtığı takdirde, yasakların kalkmasıyla yaratılan tartışma ortamı sonucunda, insanlarımız elbette en güzeli, en doğruyu bulup ortaya çıkaracaktır.

Nokta: Sizin çözüm için önerilebileceğiniz temel maddeler neler?

Türk: Devletin demokratik yapısında ciddi değişiklikler olması, parlamenter demokratik rejime işlerlik getirilmesi gereklidir. Parlamento, sorunlar karşısında belirleyici ve çözücü rol oynamalıdır.

Dünyanın değiştiği, insan hak ve özgürlüklerinin ön plana çıkarıldığı bir dönemde, hâlâ bu tartışmanın içerisindeyse bu ayıptır. Kürtler yok denemez. Kürt vardır. Bunu saklamanın da, inkâr etmenin de pratikte bir yararı yok. Önemli olan demokratikleşme olayıdır. Biz bu yolu açtığımız takdirde, Kürt ve Türk halkı bu çözümü kendileri getirecek ve bu tartışmayı ortadan kaldıracaktır.

Nokta: Sorunun çözümü için çeşitli ülkelerin modelleri tartışılıyor. Siz bir model öneriyor musunuz?

Türk: Tartışılması yasak bir konuda çözümler üretmek, çok yanlış bir şeydir. Bu konuda bir şey söyleme hakkını kendimde bulamıyorum. Çünkü tartışma ortamı yaratıldığı zaman, belirleyici olan halktır. İngiliz modeli, Bask modeli... Bunlar ismarlama modellerdir.

O ülkelerin koşullarına göre yaratılmış modellerdir. Türkiye'de mücadele etmeden, tartışmadan geçmeden, belli bir model dayatmak bizi yanlışa götürür. Çünkü Türkiye'nin kendine göre koşulları, gerekleri var..

Yeni
Oluşumcuların
modeli

Çoğunluğunu SHP'den ayrılan ya da tasfiye edilen Doğulu milletvekillerinin oluşturduğu Yeni Oluşumcular, "Kürt sorunu" nun çözümünde herhangi bir model

önermekten kaçınıyor. Her şeyden önce konuyla ilgili "tartışma yasağı"nın kalkmasını savunan Yeni Oluşumcular, doğru kararı halkın vereceğini savunuyor. Ancak bu süreç tamamlanana kadar, Kürtçe üzerindeki yasağın kalkması gereğine de işaret ediyorlar. Yeni Oluşumculara göre, "Kürtçe, okullarda ikinci dil olarak okutulmalı, Kürt kültürü ve edebiyatı geliştirilmeli."

"Etnik
çoğukuluğa
dayalı
demokrasi"

Prof. Doğu Ergil, Londra'daki devlet arşivlerinde, İngiliz hükümetinin diplomatlarının, askeri personelinin, istihbarat ajanlarının ve bilim adamlarının, 1920-1958 yılları arasında Kürt sorununu nasıl değerlendirdikleriyle ilgili belgeleri inceledi. Arkasından da, geçtiğimiz günlerde Güneydoğu Anadolu'da incelemeler yaptı. Diyarbakır, Mardin ve Siirt'in tüm ilçelerini ve bazı köylerini gezdi. Yetkililerle, her düzeyden yerel halkla görüştü. PKK, DPKD (Doğu Demokratik Kürt Dernekleri) ve TKPML gibi örgütlerin tutuklu ya da hüküm giymiş elemanları ile uzun uzun tartıştı. Talep üzerine görüşlerini çeşitli devlet kuruluşlarına sunacak olan Doğu Ergil, izlenimlerini, Ahmet Taner Kışlalı'nın sorularını yanıtlarken **Nokta** için değerlendirdi.

Kışlalı: İngiliz devlet arşivlerinden elde ettiğiniz belgelere, son Güneydoğu izlenimlerinizi de ekleyerek bir kitap haline getireceğinizi biliyoruz. Önce İngilizlerin Kürt sorununa nasıl baktığını söyleyebilir misiniz?

Ergil: O belgelerde İngiliz hariciyesinin şöyle bir görüşü var: "Kürtler bir yağlı paçavra gibidir. Bölgede kim kime düşmansa, onu tutuşturup düşmanın üzerine atar." Yani Kürtleri Ortadoğu politikası içinde manipüle edilen, kullanılan bir halk olarak görüyorlar. Ama olayı artık sadece bu açıdan görmek son derece yanlış olur.

Kışlalı: Sorunun kökeninde sizce ekonomik koşullar mı var?

Ergil: Güneydoğu yoksul bir yer değil, fakat Güneydoğu'nun insanı çok yoksul. Bu yoksulluk iki nedenden oluşmuş. Birincisi, doğal olanaklar doğru dürüst ekonomik biçimde değerlendirilmemiş. İkincisi, orada üretilen servet orada kalmamış. Kalmadığı gibi, o servetin ellerinde biriktiği kesim de kalmamış. Batı Anadolu'ya gitmiş.

Kışlalı: Bir bilim adamı olarak, sizce yöredeki toplumsal yapının Batı'ya göre en büyük farkı nedir?

Ergil: Biraz servet yapan hemen herkesin terk etmesi nedeni ile Güneydoğu'da bir orta sınıfın oluşmamış oluşu, bölgenin en büyük talihsizliğidir. Orta sınıf, fikir üreten, politika



üreten, aynı zamanda da uzlaştıran bir sınıftır. Alt sınıfla üst sınıfı, onlarla devleti uzlaştırır. Güneydoğu bu sınıfı kaybedince, siyaset yapmanın daha modern biçimlerinden, servet yaratmanın ve girişimin daha modern biçimlerinden hep yoksun kalmış.

Kışlalı: Bu kesimlerden hâlâ yörede kalanlar yok mu?

Ergil: Sayıları çok az olmakla birlikte, var. Örneğin pırl pırl avukatlara rastladım. Düşünen, barışçı çözümler arayan insanlar. Ama onlara bile kuşkuyla bakılmış, şimdi de öyle bakılıyor. Halbuki onları kazanmak gerekir. Örneğin, o yörenin sorunları üzerinde araştırmalar yapan İsmail Beşikçi zamanında kazanılıysaydı, Doğu Anadolu'nun birçok sorunu, en azından doğru teşhis ve doğru tedavi ile kangren haline getirilmezdi.

Kışlalı: Aşiretler ve ağalık kurumu, sorunları ne yönde etkiliyor?

Ergil: Bugün ağalığın, aşiretlerin, ekonomik tabanının kurgusu çözülmüş. Dağlık, tarımsal verimliliğin artırılması mümkün olmayan alanlarda, ancak varlığını sürdürebiliyor. Hak-kari'yi de bu çerçevede değerlendirmek gerekir. Eski ağalar, bugün büyük kapitalist çiftçiler haline gelmişler. Yanaşmalar da ücretli emekçiler olmuşlar. Ama aşiret reisinin ve ağalığın etkisi, manevi alanda sürüyor. Bu etkinin sürmesinin bir nedeni de, korunma için, birlik arayışının sürmesi. İnsanlar birbirlerine dayanıyorlar. Adam, kavga çıktığı zaman arkasında aşiret olduğunu biliyor. Ve orada da her zaman kavga var.

Kışlalı: Çok çocuk yapımlarının bir nedeni de biraz o galiba.

Ergil: Kiminle konuşsam 14-15 çocuğu var. En az olanı 9 çocuğu. "Niçin bu kadar çok çocuk yapıyorsunuz?" diye sordum. "Devlet bizi ko-

rusa bu kadar yapmazdık" dediler.

Kışlalı: Koruculuk kurumunun, aşiretlerle ve ağalık kurumuyla ilişkisi olduğu iddiaları doğru mu?

Ergil: Gücünü kaybetmiş olan bazı aşiret reisleri bu işi üstlendiler, ki eski konumlarını tekrar kazanabilsinler. Tabii hepsi için aynı şey söz konusu değil. Ama şehre bile helikopterle götürülüp getirilen ağalar var.

Bundan yararlanarak diğer aşiret üzerine baskı kuranlar bulunuyor. Devletin, koruculuk kurumunu benimsemesinin nedeni ise belli. Devletin güvenlik güçleri ile eylemci güçler karşı karşıya gelmemiş, teröristin karşısına gene o yörenin insanı çıkarılmış oluyor. Her aileden bir ölü çıktıkça da, yeni tür bir kan davası doğuyor.

Kışlalı: Sorunun giderek ağırlaşmasında sizce hangi temel hatalar rol oynadı?

Ergil: 12 Eylül'den sonra, yerleşik kurumlar içinde siyaset yapmayı benimsemiş olan uzlaşma içindeki yerel kadrolar tasfiye edilmiş, ezilmiş, horlanmış, dışlanmış. SHP gibi bir partiden bile Doğulu milletvekillerini çıkarmak, dokunulmazlıklarını kaldırmak gibi bir hareket, kesinlikle çok kişiyi radikal çözümler aramaya öneltiliyor. Başka geçer yol olmadığı inancını yaygınlaştırıyor. Bundan da terörist örgütler yararlanıyorlar. Yerel düzeydeki uzlaşmacı, demokrasi-den yana, TC çatısı altında birlikte ama eşit, Batı'sı kadar kalkınmış Doğu'yu savunan, ama ayrılıkçılığa karşı olan kadroları, kişileri desteklemek lazım. Oysa onlardan dün kuşku duyulmuş, bugün de kuşku duyuluyor. Unutmayalım, onlar tasfiye edilip devre dışı bırakılırsa, terörist örgütler temsili nitelik kazanırlar!..

Kışlalı: Genel bir çözüm öneriniz var mı?

Ergil: Aynı SSCB'de olduğu gibi, geç kalmış bir milliyetçilik yaşıyor. Çözüm, etnik çoğulculuğa dayalı bir demokrasi anlayışındadır. Yoksa Türk milliyetçiliğine karşı Kürt milliyetçiliği gibi, iki çarpışan kutup yaratılır. Bu durumda da, geç doğan milliyetçilik daha katı ve sert, daha kıyıcı hale gelir. Yöredeki kadınların yüzde 95'inin Türkçe bilmediğini, Sayın Kozakçioğlu söyledi. Bölgenin okumularından şöyle söyleyenler var: "Keşke bizi asimile etseydiniz, ekonomik ve kültürel olarak bölgeyi kazanıydınız. Ama bu türlü fırsat kaçırdı. Bu nedenle de Kürt kimliği yaşayageldi. Şimdi bu kimlik çerçevesinde, demokratik bir kurumsallaşma yaratılabilirse, olay TC çatısı altında çözülür." Böyle diyorlar.

Kışlalı: Doğu'yu bir sürgün yeri olmaktan çıkarıp, daha nitelikli kamu görevlileri göndermek gibi bir eğilim vardı. Uygulanıyor mu?

Ergil: Doğu'ya gönderilen astsubayın, subayın ve özellikle de polisin özel bir eğitimden geçirilmesi gerekir. O yöreye gidecek güvenlik personeline psikolojik testler uygulanıp, sadist eğilimler gösterenlerin ayıklanması lazım. Ben bile Cizre'de bir caddenin fotoğrafını çekerken, hayvan muamelesi gördüm. Oysa 34 plakalı kiralanan arabam, kravatım falan vardı. Bir de devletin birimleri arasında hemen hemen hiçbir koordinasyon yok. Bir ölçüde artık o yöreye daha kaliteli personelini gittiği doğru. Ama aralarında kesinlikle orada bulunmaması gerekenler de var.

Kışlalı: Bölge Vallsi Sayın Kozakçioğlu da bu sorunların farkında mı?

Ergil: O da çok şikâyetçi. Rastladığım en iyi yönetici odur. Bölgeyi, insanını, sorunlarını iyi anlamış. Bu işlerin nasıl düzelebileceği konusunda oldukça somut önerileri var. Ama bunların gerçekleştirilmesi, onu aşan bir şey. O da sıkıntı içinde.

Kışlalı: GAP, bazılarının iddia ettikleri gibi, Doğu sorununu çözebilecek mucizevi bir ilaç mı?

Ergil: Mümkün değil. GAP, Türkiye'deki üretimi çok artıracaktır. Ama ekonomide üretim kadar bölüşüm de önemlidir. Türkiye ise dünyada en eşitsiz bölüşüm yapan ülkelerden birisi. Hele Doğu'da durum daha da kötü. Toprak reformu yapılmazsa huzursuzluk daha da artabilir. Üstelik halka toprak dağıtımı da yetmez. İleri tarımsal teknikler uygulanabilmesi için onları örgütlemek, örneğin makine havuzları kurulmasını sağlamak gerekir. Oysa bu konuda hiçbir hazırlık yok.

Kışlalı: Irak'ın, Kürt sorununa yaklaşımı konusundaki düşünceleriniz?

Ergil: Kürt bölgesine özerklik verildi. Kendi işlerini kendileri yönetiyorlar. Parlamente'ye Kürt milletvekilleri geliyor. Okulları ve öğretmenleri var. Ama siyasal bağımsızlık istedi mi, ümüğüne çöküyor, acımasızca öldürüyor. Şimdi bağımsızlık ateşini söndürmüş durumdadır. Saddam, yaramazlık yapan çocuğunun ağzını burnunu dağıtmış bir baba gibi, şimdi de tedavisini yapıyor. Bir şey vermek gerekirse o veriyor. Dikkat edin, milli birliği değil, siyasal birliği korumak iddiasındadır. Yani söz konusu olan asimilasyon değil, entegrasyondur... Artık biade de asimilasyon mümkün değil. Entegrasyon ise bize bağlı!

Güneş, 10. 06. 1990

IHD v̇e sol dergilerden protesto telgrafları

İSTANBUL, (Güneş)-İnsan Hakları Derneği üyeleri ile 18 sol derginin yönetici ve çalışanlarından oluşan yaklaşık 200 kişilik bir grup, Başbakanlık'a, İçişleri Bakanlığı'na ve Türkiye Büyük Millet Meclisi'ne telgraf çekerek, Güneydoğu'yla ilgili kararnamelelerin geri alınmasını istediler.

Türkiye Gazeteciler Sendikası (TGS) önünde dün saat 12.30'da toplanan, Çağdaş Yol, Deng, Devrimci Mücadele, Emegın Bayrağı, Emek, Halk Demokrasisi, İktidar Yolu, İşçiler ve Politika, İşçinin Gazetesi, Kuvılcım, Medya Güneşi, Siyaset, Sorun, Sosyalizm, Toplumsal Kurtuluş, Yeni Demokrasi, Yeni Çözüm ve Yeni Öncü'nün yönetici ve çalışanlarından oluşan 100 kişilik grup, burada bir basın toplantısı yaptı. Sosyalist basın adına okunan bir sayfalık basın açıklamasında, iktidarın, 413 sayılı Kanun Hükümünde Kararname ile başlattığı "saldırı"nın sonucu sosyalist dergilerin fiilen çıkmadıkları vurgulanarak şöyle dendi:

"Sansür, sürgün ve soykırma karşı başlattığımız kampanyanın bir parçası olan '413'le Başlayan Kararnameler Zincirine Hayır' mitingimize izin verilmedi. Biz, 18 dergi ola-

rak hükim sınıflarına bu yasak ve saldırılarını şiddetle kınıyoruz ve tüm kamuoyunu kampanyamızı desteklemeye, karşı karşıya bulunduğumuz baskılara karşı bizimle birlikte olmaya çağırıyoruz. Sosyalist basın olarak, cezaevlerinde yapılan açlık greviyle, İHD üyelerinin telgrafla 413'e hayır eylemlerini destekliyoruz."

Bu konuyla ilgili başlattıkları imza toplama eylemlerinin sürdüğünü ve bugüne kadar on bin aşkın imza topladıklarını belirten sosyalist basın çalışanları, açıklamanın okunmasından sonra, Çağaloğlu'ndan Sirkeci'deki Büyük Postane'ye kadar topluca yürüdüler. Burada İHD üyeleriyle birleşen ve yaklaşık 200 kişi olan grup, Başbakanlık'a, İçişleri Bakanlığı'na ve TBMM'ye şu telgrafi çekti:

"Kürtler'in yaşadığı bölgelerle ilgili olarak çıkarılan 413'le başlayan, 424, 425 sayılı kanun hükümündeki kararnamelerle yargı denetiminden uzak, keyfi ve baskıcı uygulamalar, insan onuru ile bağdaşmayan sürgün ve sansür topluma dayatılmıştır. Bu antidemokratik ırkçı uygulamaları protesto ediyor, kararnamelerin geri alınmasını istiyoruz."

Cumhuriyet, 10. 06. 1990

PKK, muhtar ve imam öldürdü

ARABAN (Cumhuriyet) - PKK militanları, Gaziantep'in Araban ilçesine bağlı Gümüşpınarı köyü muhtarı Fevzi Özkan ile Aşağı Karavayız köyü imamı Ahmet Kavilloğlu'nu öldürdüler.

Gaziantep Valisi Hüsnü Tuğlu'nun açıklamasına göre önceki gece 22.00 sıralarında Gümüşpınarı köyüne gelen bir grup PKK militanı, muhtar Fevzi Özkan'ın evine baskın yaptı. Militanlar, muhtar Fevzi Özkan (48)'i evinden dışarı çıkararak kurşunladılar.

Bu olaydan bir saat kadar sonra Gümüşpınarı köyüne 8 kilometre uzaklıkta bulunan Karavayız köyü de asker giysili silahlı bir grup PKK'nın saldırısına uğradı. Köye giren militanlar, doğrudan imam Ahmet Kavilloğlu'nun evine yöneldiler. PKK militanları komşusunun evinde buğday çerkeren buldukları Ahmet Kavilloğlu (40)'nu silahla tarayarak öldürdüler.

Güvenlik güçleri, PKK'lı teröristleri ele geçirmek üzere bölgede başlattığı arama ve operasyonları sürdürüyor.

Güneş, 11. 06. 1990

Jirki'lere ve Adıyan'lara saldırdılar PKK'nın aşiret intikamı: 5 ölü

Ekrem Sunar-Nizam Özekinci

SIIRT, VAN, (Gün-Ha)- PKK (Partiye Karkeren Kurdistan) Kürdistan İşçi Partisi) militanları, önceki gece ve dün, Güneydoğu'nun "devlet yanlısı" olarak bilinen aşiretlerine yönelik iki ayrı saldırıda bulundular. PKK'yla yaşadığı sorunlar nedeniyle Aydın'a yerleşmek zorunda kalan Siirt'in Pervari İlçesi'nin "Adıyan" aşireti lideri Mehmet Emin Özcan'a ait Yeniaydın Köyü'nü basan PKK'lılar, iki-
si kadın bir çocuk, üç kişiyi öldü-

rüp iki kişiyi yaraladı. Militanlar, Hakkâri'den alınıp Şırnak'a bağlanan Beytüşşebap İlçesi'nin ünlü Jirki aşiretinin reislerinden Hacı Öter'in iki akrabasını öldürdüler.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden alınan bilgiye göre, yaklaşık 15 kişiden oluşan PKK grubu, önceki gece saat 22.00 sıralarında Pervari'nin Yeniaydın Köyü'ne girmek istedi. Kendilerini engellemek isteyen köy korucularıyla silahlı çatışmaya giren militanlar daha sonra "Öner" ailesine ait evi taradılar. Olayda Mehmet Şirin (11), Şehriban Öner (50) ile konukları Hami-

diye Çetin (45) öldü; Hüseyin (18) ve Şefik Öner (7)'de yaralandı. Pervari'nin Anavatan Parti'li (ANAP) eski Belediye Başkanı Mehmet Emin Özcan'ın (Emin Ağa) köyünün basılması bölgede dikkat çekti. Yeniaydın Köyü, güvenlik güçlerine verdiği büyük destekle biliniyor.

Pervari'nin Doğan Köyü ile Çemikari Yaylası arasında operasyon düzenleyen güvenlik güçlerini taşıyan bir askeri aracın önceki gün devrilmesi sonucu üç erin yaralandığı bildirildi.

Hakkâri il merkezinden Beytüşşebap İlçesi'ne gitmekte olan Jirki aşiretine mensup korucuların bulunduğu minibüs, Uzungeçit Bucağı yakınlarında bir PKK grubu tarafından durduruldu. Militanlar araçtan indirdikleri Enver Yüce ile Selma Öter'i kurşuna dizerek öldürdüler. Olayda yaralanan Kamil Öter ile Nevzat Demir adlı korucular ise Hakkâri Devlet Hastanesi'ne kaldırıldılar. Kamil ve Selman Öter'in "Jirki" aşireti üzerinde, en az Tahir Adıyaman kadar etkin olan liderlerden Hacı Öter'in amcasının oğulları, diğerlerinin de yakın akrabaları olduğu bildirildi.

Güneş, 11. 06. 1990

SHP, Kürt kimliğinin kabul edilmesinde ısrarlı

ANKARA, (Güneş)- Sosyal Demokrat Halkçı Parti'nin (SHP) Güneydoğu konusunda rapor hazırlamakla görevlendirdiği Genel Sekreter Deniz Baykal'ın başkanlığındaki komisyon bugün toplanarak rapor taslağını görüşecek ve Merkez Yürütme Kurulu ile Parti Meclisi'ne sunulacak rapora son şeklini verecek.

Parti Meclisi Üyesi İsmail Cem'in önerisi üzerine gündeme gelen Güneydoğu raporunu, Genel Sekreter Baykal'ın yanı sıra, Genel Sayman ve Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Genel Sekreter Yardımcısı Diyarbakır Milletvekili Hikmet Çetin, MYK üyeleri Ankara Milletvekili Eşref Erdem ile Hakkari Milletvekili Cumhur Keşkin'den oluşan komisyon hazırlayacak. Komisyon toplantısında, Fuat Atalay'ın, komisyon üyelerinin yanı sıra, Parti Meclisi Üyesi ve Tunceli Milletvekili Orhan Veli Yıldırım'ın katkılarıyla hazırladığı taslak ele alınacak.

Edinilen bilgiye göre, taslak raporda, "Kürt kimliğinin kabul edilmesi"

ana hedef olarak yer alıyor ve sorunun çözümü için çeşitli modeller öneriliyor. Ayrıca, Kürt kimliğinin kabul edilmesinin sorunun çözümünü kolaylaştıracağı vurgulanıyor. Taslakta, "Etnik çoğulculuk, etnik kökenlere saygı, kültürel özerklik ve federatif çözüm değil, birlikte yaşam" ilkelerine yer veriliyor. İlkeler bölümünde, insanlar arasında etnik kökenlerinden dolayı hiçbir ayırım yapılmaması gerektiği vurgulanarak şöyle deniliyor:

"Eşit yurttaşlık, hayatın her alanında gerçekleşmelidir. Türkiye'deki etnik sorunun çözümü, ülkenin demokratik yapılaşması ile bir bütündür. Demokrasilerin çok gelişkin olmadığı siyasal şekillendirmelerde sömürge yapısı demokratikleşmeye doğru gelişimde kültürel özerklik, sosyalist ülkelerde federatif çözümlerin olduğu bilinmiyor. En uygun çözüm, her türlü ayrımanın kalktığı, birbirleriyle kaynaşmış bir etnik yapının diğer etnik yapı aleyhine gelişmediği, kimsenin etnik yapısını ön plana

çıkarma gereksinimi duymadığı, eşit yurttaşlık kavramına dayalı çağdaş demokratik düzenlerdir."

Atatürk ile İsmet İnönü'nün Kürt kimliğini kabul eden sözlerinin de eklendiği raporda, etnik çeşitliliğin yaşadığı Avrupa ülkelerindeki modeller de irdeleniyor ve Kürdoloji Enstitüsü kurulması, Kürtçe üzerindeki konuşma ve yazma yaşınının kalkması, herkesin anadilini serbestçe konuşma özgürlüğüne sahip olması, Kürt kültürünün serbestçe araştırılabilmesi, bu konuda Türkiye dışında araştırma yapılmasına meydan vermemesi istenilerek, "Resmî dil Türkçe'dir ama, isteğe bağlı olarak insanlar Kürtçe öğrenebilmelidir. Bunun için okullarda seçmeli ders olarak Kürtçe yer alabilmelidir" deniliyor. Ancak, taslağı hazırlayanların Kürtçe eğitim konusunda ısrarlı olmadıkları ve Parti Meclisi'nin kabul etmesi durumunda bunu rapora koymayı düşündükleri belirtiliyor.

Taslak raporda daha sonra, Kürtler konusunda tarihsel bir değer-

lendirme yapılarak, gelişim içerisinde Kürt kimliğinin yok sayıldığı ve inkarcılığı yönündeki savunuluyor. Mevcut sorunların, anadil kullanımda kısıtlama, bölgede demokrasinin kurumlaşmaması, olağanüstü halin sürmesi, yurttaş-devlet yabancılaşması, insan hakları ihlalleri, sürgün, kırsal kesimdeki yoksullaşma, toprak ve tarım reformunun yapılmaması, bölgedeki yatırımların azalması biçiminde sıralandığı taslakta, çözüm için İngiltere'deki Galler, İsviçre'deki Kanton, İspanya'daki Bask modelleri ile Demokratik Almanya'daki koruma ve İsveç'teki etnik çeşitliliğin eğitimi konuları irdeleniyor. İngiliz modelinin Türkiye için en uygun model olacağına dikkat çekilerek, model seçimi komisyona bırakılıyor. Galler modelinde, "Celtic" diye adlandırılan etnik grubun dilini konuşma ve isteğe bağlı olarak ikinci ya da üçüncü dil olarak kendi dilini öğrenme özgürlüğüne sahip olduğu da hatırlatılıyor.

Birlikte yaşam ilkesinin sık sık vurgulandığı taslak rapor, bölgesel değil, kültürel özerklik istenilerek sunuluyor. Taslak rapor, komisyonda benimsendikten sonra MYK'nun onayına sunulacak. MYK'nun onayından sonra da, Parti Meclisi'nin 13-14 Temmuz tarihlerinde İstanbul'da yapacağı toplantıda ele alınacak.

Bu arada, parti içi genel disiplin affı konusu da raporla birlikte Parti Meclisi'nde gündeme gelecek ve ihraç edilen milletvekillerini de kapsayacak bir biçimde parti içi genel affilan edilecek. Ardından da ihraç edilen ve istifa edenlere çağrı yapılacak.

Güneş, 11. 06. 1990

İşıklar: HEP solun gerçek temsilcisi

ANKARA, (UBA)- Halkın Emek Partisi (HEP) Genel Başkanı Fehmi Işıklar, öntümüzdeki günlerde örgütlenme çalışmalarına hız vereceklerini belirterek yurt gezisine çıkacağını söyledi.

İşıklar, örgütlenme çalışmaları devam ederken il ve ilçelerdeki taraftarlarının Sosyal Demokrat Halkçı Parti'deki (SHP) menfaatçilere uymamasını istedi. HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar yaptığı açıklamada, partinin resmen kurulmasıyla önemli bir mesafe aldıklarını belirterek, öntümüzdeki dönemde bütün güçleriyle örgütlenmeye ağırlık vereceklerini bildirdi. Öntümüzdeki günlerde bölge toplantıları ve yurt gezileri yapacaklarını kaydeden Fehmi Işıklar, "Ben ve arkadaşlarım yanında Anadolu'ya dağılacakız. Çok sayıda ili dolaşacağız. Halkla görüşeceğiz. Onların isteklerini tespit edeceğiz. Halkın istekleri ve görüşleri bizim için yol gösterici olacak" dedi.

Cumhuriyet, 11. 06. 1990

PKK baskını 3 ölü

SIİRT (Cumhuriyet) — Siirt'in Pervari ilçesine bağlı Yeniaydın köyüne baskın düzenleyen bir grup PKK'lı terörist 2'si yaşlı kadın, biri çocuk 3 kişiyi öldürdü, 3 kişiyi de yaraladı.

Yetkililerden alınan bilgiye göre önceki gece saat 22.00 sıralarında Herkol dağı eteklerinde bulunan "Adıyan" aşiretine ait Yeniaydın köyüne bir grup tarafından baskın düzenlendi. Teröristler, Ünal ailesinin oturduğu evi yayılım ateşine tuttular. Otomatik silahlarla açılan ateş sonucu, Şehriban ve Sabiha Ünal adlı yaşlı kadınlar olay yerinde, 12 yaşındaki Metin Ünal ise hastaneye götürü-

lürken yolda öldüler. Olayda Hüseyin Ünal, Şefik Ünal ve Mithat Ünal da yaralandılar.



Siirt'in Pervari ilçesi yakınlarında bir askeri aracın devrilmesi sonucu üç er yaralandı.

Bu arada Mardin'in Dargeçit ilçesine bağlı Bostanlı köyü yakınlarında, güvenlik güçleriyle girdiği çatışmadan yaralı olarak kaçtığı sanılan bir PKK militanının cesedi bulundu.

Cumhuriyet, 11.06.1990

TÜRK DIŞ POLİTİKASI

ABD ve AT ile sorunlarımız arttı

Ankara, Washington'la sorunlarını sürekli hasıralı etmeye çalışıyor. Ancak bu çabaya karşı Beyaz Saray'ın Ermeni sorunundaki tutumu gibi davranışlarının kamuoyuna yansımaları engelleyemiyor.

— 3 —

YASEMİN ÇONGAR
SEMİH İDİZ

Türkiye'nin son zamanlarda Batı başkentleri ve özellikle ABD ile arasında sık sık pürüzlerin çıktığı gözleniyor. Washington'la ortaya çıkan pürüzlerin bazıları kamuoyunun çok duyarlı olduğu konularda belirdi. Beyaz Saray'ın Ankara'nın tüm çabalarına karşı Ermeni sorununda Türkiye'nin karşısında aldığı tavır bu olgunun somut örneği idi.

Savunma ve Ekonomik İşbirliği Anlaşması (SEIA) çerçevesinde Türkiye'ye karşı yükümlülükler üstlenen Washington'un bu tutumu, aynı zamanda Türkiye'nin ABD karşısında "yapımsızlığı" seçtiğini gösterdi. Nitekim bir dönem kamuoyuna farklı yönde mesajlar iletilmiş olmasına karşın, süresi bu yıl sonunda dolacak olan SEIA'nın bile ciddi bir revizyondan geçirilmesi olasılığı şu anda düşük görülüyor.

Ermeni sorununu "uçuncu unsur" olarak nitelendirmek yoluyla ikili ilişkiler dışında tutmaya özen gösteren Ankara'nın bu çabası, son yıllarda Kıbrıs, Kürt sorunu,

kiler ise bir türlü pürüzsüz dostluğa dönüştürülemedi. Ankara'nın kendisine en yakını saydığı başkentlerden Bonn ile yaşadığı "diplomatar krizi" henüz tazelendiği korukten Londra, Paris, Roma gibi önemli merkezlerle de gene Kıbrıs, Kürtler ve Ermeniler gibi üçüncü unsurlardan kaynaklı sorunlar aşılanıyor.

Türkiye'nin "ulusal dava" saydığı Kıbrıs sorunu ise Türk diplomasisinin en çetin sınavlarından biri görünümünü sürdürüyor. Ankara bu konudaki yalnızlığına karşın, KKTC'yi savunan politikalarında ısrar ediyor ve Kıbrıs'ta Türk toplumunun eşitliğini gözetenmeyen bir çözüme gidilmesini istemiyor. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın bu konuda daha pragmatik politikalar benimsemesinden yana olması da hem Türkiye'nin geleneksel tezleri ile çeliştiği hem de sorunun kendi dinamikleriyle örtüşmediği için henüz somut sonuç vermedi. Ankara-Atina ilişkileri ise "ıçı boy" Davos ruhunun devamı olan bir diyalog anlayışıyla götürülmeye çalışılıyor. Yeni Yunan hükümetinin Kıbrıs'ı ikili ilişkilerde ön plana çıkararak tutumu bu diyalogu zor günler beklediğinin de habercisi oldu.

Dış politika açısından en dinamik açılım Türk-Sovyet ilişkilerinde yaşanıyor. İdeolojik bazdaki fobilerin gerilemesi özellikle ekonomik ilişkilere hız verdi. Bu yaklaşıma bir sonucu olarak Türkiye,

Azeri-Ermeni çatışmasında son derece "femkialtı" bir resmi tutum izlerken Moskova'nın Kıbrıs gibi Türkiye için "mazak" konularda eskisine oranla daha dikkatli bir tavır sergilediği gözleniyor. Diğer Doğu Avrupa ülkeleriyle özellikle ekonomik alanda işbirliğinin geliştirilmesine de son dönemde özel bir özen gösteriliyor.

Bulgaristan ile ilişkiler ise Türk diplomasisinin son yıllardaki en önemli hatlarına sahne oldu. Dışişleri Bakanlığı Ankara'nın haklı ısrazlarını dünyaya iletmeye yönelik tutarlı ve sabırlı bir politika izlemeye çalışırken "akortsız" dış müdahaleler ve açıklamalar Türkiye'yi hem Türk azınlığına hem uluslararası kamuoyuna karşı zor duruma düşürdü. Gelen 312 bin Türk azınlık üyesinden bugüne dek 134 bininin geri dönmüş olması, dış politikaya dışarıdan yapılan "bazarlık" müdahalelerin sonucu olarak değerlendirilmeli.

Dışişleri Bakanlığı'nın artık daha fazla önem verdiğini açıkladığı Balkan ilişkilerinde ise Ankara'nın bundan sonra atacağı adımların önemi büyük. Türkiye'nin Balkanlar'daki siyasi ve ekonomik gücünü bazı tarihsel önyarguların aşılmasını kolaylaştıracak yönde kullanması yeni bir perspektif açabilecektir.

Güneş 12.06. 1990

Kozakçioğlu : 'Bölge valilerine bakanlıkların yetkileri verilmelidir' Süper vali, yeki istiyor

DİYARBAKIR, (Güneş)-Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, bölge valilerinin yetkilerinin artırılmasını istedi. Toplumda demokrasi anlayışının iyice yerleşmesi halinde valilerin seçimle işbaşına gelebileceklerini söyleyen Kozakçioğlu, aynı koşullarda 141, 142 ve 163'üncü maddelerin de kaldırılacağını belirtti.

Hayri Kozakçioğlu, Güneydoğu'daki "anarşi"nin tek kaynağının ekonomi olmadığını ifade ederek, "ekonomik rahatsızlığın" doğum kontrolü ile sağlanabileceğini söyledi.

Ege Bölgesi Sanayi Odası tarafından düzenlenen GAP turuna katılan gazetecilerle makamında konuşan Hayri Kozakçioğlu, bölge valisine verilen yetkilerin il merkezlerinden alınan yetkiler olduğunu söyledi. Bu durumda il valilerinin yetkilerinin azaltılmış olduğuna dikkati çeken Bölge Valisi şöyle konuştu:

"Bakanla vali arasında yeni bir kademelin ortaya çıkması ile vatanın devletin üst kademelere ulaşmasını engelleniyor. Bölge valilerine bakanlıkların ve bazı genel müdürlüklerin yetkileri verilmelidir. O şekilde bir bölge valiliği oluşturulursa daha etkili olur. Ancak bu uygulamanın çok iyi düzenlenmesi lazım."

Türkiye'de demokrasinin tam olarak yerleşmesi halinde gelecekte valilerin Amerika Birleşik Devletleri'nde olduğu gibi seçimler ile yönetime gelebileceğini ve politika yapabileceğini vurgulayan Hayri Kozakçioğlu, "Şimdi nasıl bir belediye başkanı politik görüşünden ötürü seçilebiliyorsa, ileride de valiler seçilebilir. Halk, bir bakanın politika yapmasını doğal karşılar, bir valinin politika yapmasını normal karşılamıyor. Hem devlet sisteminin hem de toplumun

Çoğunun Akar

demokrasi anlayışının değişmesi lazım. Eğer ileride seçimle ilgili bir modele gidilecekse, Amerikan modelinin ele alınıp geliştirilmesi lazımdır. Eğer klasik sistemde kalıncaksa, o zaman bölge valilerinin yetkileri genişletilerek, altyapıda gerekli düzenlemeler yapabilecek konuma getirilmelidir" dedi.

Toplumun çoğulcu demokrasi anlayışı içinde karşıt fikirleri tartışıp müzazara edebilme olgunluğuna gelmesi halinde, 141, 142 ve 163'üncü maddelerin kaldırılacağını vurgulayan Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, bu konudaki görüşlerini şöyle açıkladı:

"Her yenilik bir rahatsızlık yaratacaktır. Her yeniliğin temelinde bu vardır. Ancak ben inanıyorum ki, toplum buna da alışacaktır. Bu aşamada aydınlar, basına ve politikacıya büyük görev düşmektedir. Sözkonusu maddelerin kaldırılmasından bir süre sonra taraflar birbirlerine düşürülürse, bu tamamen tabana yansacaktır. Bizim toplumumuzda tabandan gelen hiçbir hareket yoktur. Bu açıdan 141, 142 ve 163'üncü maddelerin kaldırılması ile her fikrin rahatça örgütlenmesi ve bu arada Türk toplumunun huzur içinde yaşayabilmesi için zirvedekilere, basına ve aydınlara büyük görev düşmektedir."

Özel Tim

Bir gazetecinin sorusu üzerine, bazı Özel Tim elemanlarının normal karakollara tayin edilmeden önce özel adaptasyon kurslarından geçirilmesini kabul eden Olağanüstü Hal Bölge Valisi, dağda her an çatışma ihtimalinin, insanların bazı davranışlarını değiştirdiğini belirtti.

Kozakçioğlu, "Her an kurşun yemeye veya atmaya hazır olan bir insanın, zaman içinde tabiatı değişiyor. Şu anda bizim bölgemizde görev yapmalarında bir sorun yok. Ancak buradan ayrılıp da başka bölgelerde karakollarda ve bürolardaki görevlilerden bir bölümünün herhalde bir adaptasyon kursundan geçirilmesi yararlı olur. Hepsini için değil, ancak bazıları için düşünülebilir. Yine de iyi düşünülmesi gereken bir konu" diye konuştu.

Modern ziraatin yanısıra modern ziraat aletlerini kullanacak, bunları tamir edecek personelin yeteri kadar olmadığını da söyleyen Hayri Kozakçioğlu, mevcut liselerin yarısının kapatılarak ziraat meslek liselerine döndürülmesini önerdi.

Kozakçioğlu, ekonomik durumun anarşinin tek nedeni olmadığını bildirdi, "Tek başına istihdam ile sorunu çözemeyiz" dedi. Olağanüstü Hal Bölge Valisi sözlerini şöyle sürdürdü:

"Bölgenin ekonomik açıdan rahatlaması için önce doğum kontrolünü gerçekleştirmek lazım. Bu konuda temel sıkıntılar var. Buradaki kadınlar Türkçe bilmiyor. Türkçe bilmeyen kadına eğitim veremeyiz. İkincisi aile yapısı pederşahi. Doğum olayında kadından çok erkeğin sözü geçiyor. Ancak onlar şehir merkezlerine geldikçe zannediyorum, düşünceleri değişecektir. Kırsal kesimde çocuk çok ucuza çıkıyor. Tarlada yardım ediyor, ev hizmetlerinde yardım ediyor. Şehir merkezlerinde böyle bir sorun yok."

Şu sıralarda İbrahim Ethem'in "Demirci Akıncıları" isimli kitabını okuduğunu söyleyen Kozakçioğlu, gazetecilere ilk kez kravatsız fotoğraf çektiğini söyleyerek poz verdi.

Güneş 12.06. 1990

SHP, Güneydoğu raporunu tartışıyor

ANKARA, (Güneş)-Sosyaldemokrat Halkçı Parti'nin (SHP) Güneydoğu konusunda rapor hazırlamak üzere oluşturduğu komisyon dün çalışmalarına başladı. Komisyonun ilk toplantısında, raporu hazırlamak için yöntem tartışılırken, bölge ile ilgili yapılan çalışmaların gözden geçirilmesi kararı alındı.

SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal'ın yanısıra, Genel Sayman ve Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Genel Sekreter Yardımcısı Diyarbakır Milletvekili Hikmet Çetin, MYK üyeleri, Ankara Milletvekili Eşref Erdem ile Hatay Milletvekili Cumhur Keskin'den oluşan komisyon, dün aralıklarla gün boyu sürdürdüğü toplantıda, Güneydoğu ile ilgili bugüne kadar gerek bilim adamlarınca, gerek sosyal kuruluşlarca yapılan araştırmaların değerlendirilmesi kararı aldı.

Öğrenildiğine göre, bölge ile ilgili siyasi parti görüşlerinin ve bölgenin çeşitli uluslararası araştırmalar içindeki yerinin incelenmesine yönelik çalışmaların da toparlanması görüşünde birleşen komisyon

üyeleri, çalışmaların içeriği ile ilgili olarak şunları söylediler:

"Her şeyden önce bölgedeki okul, hastane durumu, devletin oraya gönderdiği imkânlar, gayri-safî mülh nasıldan düşen pay, eğitim hizmetleri, bölgede yaşayanların düşünsel yapıları, beklentilerinin araştırılması gerekiyor. Elde edilecek verilere göre bölgeyi tanımlamak gerekiyor. Çalışmalarımız henüz tümüyle tanımlama aşamasında. Raporun hazırlanmasının 13-14 Temmuz tarihlerinde İstanbul'da yapılacak olan Parti Meclisi toplantısına kadar tamamlanması arzusundayız."

İkinci toplantı haftaya

Deniz Baykal, toplantıdan sonra yaptığı açıklamada konuyu ayrıntılarıyla ele aldıklarını belirterek, somut sonucun rapor tamamlandıktan sonra ortaya çıkacağını söyledi. Baykal, "çeşitli çalışma alanlarını belirledik, ayrı ayrı çeşitli çalışmalar yapılacak. Önümüzdeki hafta tekrar bir araya geleceğiz" diye konuştu.

Tercüman, 12. 06. 1990

PKK, kadın ve çocukları hedef almaya başladı

DİYARBAKIR/SİİRT, (Tercüman)-Eşkiya, Siirt'in Pervari ilçesinde köy bastı, Şırnak'ın Beytüşşebap ilçesinde de minibüs tarandı. Olaylarda 5 kişi öldü, 6 kişi de yaralandı.

Pervari'nin Herekol dağı eteklerinde bulunan "Adıyan" aşiretine ait Yenidoğan köyü önceki gece silâhlı bir grubun saldırısına uğradı. Silâh sesleri üzerine evlerini terkermeye çalışan Şerihan Ünal ve Sebiha Ünal adlı yaşlı kadınlar ile 12 yaşındaki M.Şirin Ünal açılan ateş sonucu öldüler. Saldırıda Migdat İhan ile Hasan ve Şefik Ünal isimli çocuklar da yaralandı.

Öte yandan, Beytüşşebap ilçesine bağlı Uzungeçit köyünden Bulaç koyüne giden bir ticari minibüs PKK militanları tarafından tarandı. Olayda Mustafa Aykut ve Enver Uca isimli şahıslar hayatını kaybederken Ferme Ölmez, Kamil Özer ve Naci Demir de ağır yaralandı.

Olaylardan sonra her iki bölgede de operasyonlara başlandı. Uzungeçit köyü civarında başlayan çatışma ise gece geç saatlere kadar sürdü.

Öte yandan Pervari'nin Cemikarı yaylası ile Doğan köyü yakınlarında operasyon yapan güvenlik kuvvetlerine ait bir araç devrildi.

Hürriyet

12.06. 1990

YURTTAN

Güneydoğu'da
buruk hasat

- Mevsim yağışlarının istenen oranda gerçekleşmesiyle Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde bereketli bir hasat mevsimi yaşanırken, açıklanan hububat alım fiyatlarını düşük bulan üreticiler. "Umutlarımız kırıldı" dediler.

İbrahim AVUKA
MARDİN, (hha)

MEVSİM yağışlarının istenen düzeyde gerçekleştiği Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde hububat rekoltesinin rekor düzeye ulaştığı belirlendi. Çiftçiler ise açıklanan hububat alım fiyatlarını düşük bulduklarını belirterek "Umutlarımız kırıldı" dediler.

Yağışların yüz güldürdüğü Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde bu yıl bir milyon 549 bin 240 dekar alana buğday, 794 bin 700 dekar alana arpa, 1 milyon 535 bin dekar alana da kırmızı mercimek ekildi, geçtiğimiz yıl, söz konusu arazilerden 125 bin 34 ton buğday, 65 bin 719 ton arpa, 74 bin 854 ton da mercimek ürünü alındığını belirten Mardin Valisi Bolat Bolatoğlu, bu yıl 309 bin 848 ton buğday, 160 bin 482 ton arpa, 184 bin 210 ton kırmızı mercimeğin hasat edilmesinin beklendiğini söyledi.

Bereketli bir hasat döneminin yaşanmasına rağmen, açıklanan hububat alım fiyatlarını az bulan bölgedeki çiftçiler, Buğday'a 650 lira beklerken açıklanan 550 liralık taban fiyatın oldukça düşük olduğunu söylediler.

Tercüman

12. 06. 1990

Bölücü

vahşeti:

26 kişi

öldürüldü

Siirt'in Eruh ilçesinin Çevrimli Köyünü basan teröristler köyü ateşe verdiler. İlk belirlemelere göre çoğu kadın ve çocuk 26 kişi can verdi. Olayda bir terörist de ölü olarak ele geçirildi. Ölenlerin arasında 4'ü de köy korucusu var

SIIRT (Tercüman)- Eruh ilçesine bağlı Çevrimli Köyü'ne baskın düzenleyen teröristler, köye roketatar ve el bombalarıyla saldırarak 4 evi ateşe verdiler. Baskında çoğu kadın ve çocuk 26 kişi feci şekilde yanarak can verdi, 6 kişi de yaralandı.

Olayda ölenler arasında 4 de korucu bulunuyordu. Korucularla teröristler arasında çıkan çatışmada ise 1 teröristin ölü ele geçirildiği öğrenildi.

Yetkililerden edinilen bilgiye göre, önceki gece saat 23 sıralarında Çevrimli Köyü'ne önce roket atarak köyde panik yaratan kalabalık terörist grubu, daha sonra köye doğru el bombalarıyla saldırıya geçerek evleri bombaladılar. Bombalarından sonra, yanlarında getirdikleri gaz bidonlarını evlerin damlarına dökerek yangın çıkartan teröristler, içerdekilerle birlikte çayır çayır yaktılar.

Cumhuriyet, 12.06.1990

SHP'de Güneydoğu raporu sıkıntısı

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP'de Güneydoğu konusunda bir rapor hazırlamak amacıyla oluşturulan komisyonun ilk toplantısında bir sonuca varılmadı. Komisyonun dünkü toplantısında üyelerin hazırladığı tasarımlar görüşüldü.

Komisyon üyelerinden Diyarbakır Milletvekili **Hikmet Çetin**, "Toplantıda kapsam ve yöntem üzerinde duruldu" dedi. Eski SHP Genel Sekreteri **Fikri Sağlar**, "Birkaç üyeden oluşan bir komisyonun hazırladığı raporu SHP görüşü olarak değerlendirmenin güç olacağını" savunarak partisinin herşeyden önce Güneydoğu konusunda samimi olduğunu kanıtlaması gerektiğini söyledi.

Komisyonun kesin raporu 13-14 temmuzda İstanbul'da yapılacak parti meclisi toplantısına yetiştirileceği, ancak "parti içi dengeleri gözetin, hiçbir kesimi ürkütmeceğiz, iktidara gelindiğinde yaşama geçirilebilecek" bir metin amaçladığı bildirildi.

SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü'nün** geçen ay yaptığı Güneydoğu gezisinden sonra gündeme

gelen Kürt raporunu oluşturmak üzere SHP Genel Sekreteri **Deniz Baykal**, Genel Sekreter Yardımcısı **Hikmet Çetin**, Genel Sayman **Fuat Atalay**, Hakkari Milletvekili **Cumhur Keskin**, Ankara Milletvekili **Eğref Erdem**'den oluşan bir komisyon kurulmuştu. Komisyonun üyeleri ortak raporun oluşmasına katkı sağlamak amacıyla birer taslak hazırladılar. Tasarımlarda Güneydoğu sorununun çözümü için öncelikle Kürt kimliğinin kabul edilmesi, Kürtçenin serbestçe konuşulması, okullarda seçmeli olarak Kürtçe derslerine de yer verilmesi konuları yer alıyor.

Tasarımlarda ayrıca, etnik sorunları bulunan ülkelerin bu sorunlarına ne tür çözüm yolları buldukları, bunların Türkiye'ye ne ölçüde uygulanabileceği konuları da irdeleniyor.

Dün saat 11.00'de toplantıya başlayan komisyon, çalışmasını yaklaşık 6 saat sürdürdü. Toplantı öncesinde Cumhuriyet'in sorularını yanıtlayan SHP Genel Saymanı ve Diyarbakır Milletvekili **Fuat Atalay**, "Ben Güneydoğu'ya ilişkin görüşlerimi içeren tas-

lağı hazırladım. Konu benim için tamamlanmış bulunuyor. Ancak diğer arkadaşların değerlendirmelerini alıp ortak bir görüş ortaya çıkarmaya çalışacağız. Raporu Parti Meclisi'nin ilk toplantısına yetiştireceğiz" diye konuştu.

Komisyonun saat 14.00'de verdiği kısa arada sorularımızı yanıtlayan Grup Başkanvekili **Hikmet Çetin**, toplantının ilk bölümünde yöntem ve kapsam konusunu görüştüklerini belirterek, "Raporu son şekline vermeden görüş belirtmek istemiyorum. Diğer arkadaşların hazırladığı tasarımlar tüm ayrıntılarıyla görüşülecek" dedi.

SHP'de parti içi muhalefetin başını çeken **Ertuğrul Günay**, Güneydoğu sorununun son derece hassas bir konu olduğunu belirterek, "Rapor ortaya çıktıktan sonra biz de değerlendirmelerimizi söyleyeceğiz. Ben şu aşamada görüş belirtip raporla ters düşme riskini göze almak istemiyorum" dedi.

Komisyonun raporu hazırlarken "parti içi dengeleri" gözönünde bulundurduğu ve hiçbir kesimi "ürkütmeceğiz" bir metin ortaya çıkarmaya çalıştığı belirtti-

liyor. SHP'li bir üst düzey yönetici, "Raporun uzamasının nedeni konunun bağlayıcılığında geliyor. Burada getirilecek çözüm önerilerini iktidara geldiğimizde yaşama geçirmemiz şart. İyi boş bir raporun da bir önemi yok. O nedenle çalışma uzuyor" diye konuştu.

Öte yandan Eski SHP Genel Sekreteri **Fikri Sağlar**, birkaç üye-den oluşan bir komisyonun hazırladığı raporu "SHP görüşü" olarak değerlendirmenin güç olacağını belirterek, "Güneydoğu konusunda bilgi sahibi olan milletvekillerinin ve partililerin de görüşü alınması gerekirdi. Kısa bir kadroyla yapılan çalışmanın ne derece doğru olacağını saptamak zor. SHP herşeyden önce Güneydoğu konusunda samimi olduğunu kanıtlamak. Raporu hazırlamakla herşey bitmiyor" dedi.

Komisyon çalışmasının diğer komisyonların raporuna benze-memesini dilediğini belirten Sağlar, "Herşey bir yana önce raporu görmek gerekiyor. Partinin büyük yara aldığı bir konuda hazırlanan rapor büyük önem taşıyor" diye konuştu.

OLAYLARIN ARDINDAKİ GERÇEK

Katliam ve Devlet...

Şirnak'ın Güçlükonak ilçesine bağlı Çevrimli köyüne otomatik silahlarla baskın düzenleyen PKK'lı teröristler kanlı

bir katliamı gerçekleştirdiler; 12'si çocuk, 7'si kadın olmak üzere 28 kişiyi öldürdüler.

Şimdi ne olacak?

Kuşkusuz artık kalıplaşmış olan resmi açıklamalar yapılabilecek, beylik tümceler sıralanacak; sonra, yeni bir olaya kadar suskunluk sürecek.

Suskunluğun elbette bir gerekçesi vardır; SS (sürgün ve

sansür) kararnameleleri olarak anılan hükümet önlemleri, bir bakıma başarı kazanmış, basının haber ve eleştiri işlevini kısıtlamıştır.

Gazeteciler Güneydoğu'da görevlerini yapamıyorlar. Nitekim olaydan sonra bilgi almak amacıyla Çevrimli köyüne gitmek isteyen meslektaşlarımız yoldan çevrilmişlerdir. Katliam yerine 30 kilometre uzakta yasağın emri uygulanmıştır.

Savaş zamanlarında kimi ülkelerde olan bitenler ancak "resmi tebliğ"lerden izlenebilir; "SS kararnameleleri" buna benzer bir durum oluşturmuştur.

Ancak olayların üstüne yasağın salını örtmekle olumsuz gelişmeler durdurulamaz. ANAF hükümetinin Büyük Millet Meclisi'ni devre dışı bırakarak çıkardığı kararnamelelele basını görevinden alıkoymasına daha sıkıncalı bir durum yaratmaktadır.

Olan bitenleri ancak iş isten

geçtikten sonra öğrenmenin ulusal çıkarlara yararı değil, zararı dokunacaktır.

PKK teröristleri SHP lideri Sayın İnönü'nün dediği gibi "insanlık suçu" işlemişlerdir ve bu canavarlıklarını sürdürmek yolunda kararlıdırlar. DYP lideri Sayın Demirel ise "1990 yılının ilk yarısından bugüne kadar çoğu sivil halk olmak üzere 161 kişinin öldürüldüğünü" bildirdikten sonra hükümetin istifasını istemiştir.

Ne var ki, çıkardığı kararnamelelele basına sansür koşulları getiren ANAP hükümeti, hem Meclisi çalışmaz konuma düşürmüş hem muhalefetin uyarılarına kulaklarını tıkamıştır.

Üstelik azınlık iktidarı, ülkenin bir bölümünde teröristlerin katliamı sürerken anayasayı da dışlayarak başkanlık sistemi heveslerinin peşindedir.

Peki, insanlarımızın hayatlarının hiç mi değeri yoktur? Türk yurttaşının can güvenliğini kim sağlayacaktır?

★★★

Cumhuriyet, 12.06.1990

Korucu sayısı artmayacak

Kozakçioğlu : Özel tim elemanları normal göreve dönerken psikolojik adaptasyondan geçmeli

İkinci eşlerini aldılar Olağanüstü Hal Bölge Valisi, 21 bin 480 korucu bulunduğunu ve 5 bin başvuru olduğunu söyledi. Kozakçioğlu, "Bunları alırsak bir 5 bin kişi daha başvurur. Şimdiki korucular çok iyi durumdalar. Bazıları ikinci eşlerini bile aldılar.

BARIŞ KUDAR

DIYARBAKIR — Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, Güneydoğu'daki son gelişmelerle ilgili olarak İzmirli gazetecilerle yaptığı sohbet toplantısında, daha fazla köy korucusu düşünmediklerini bildirdi.

Kozakçioğlu, "Özel Tim" görevlilerinin bazılarında, yaşadıkları koşullar nedeniyle psikolojik bozulmalar olduğunu, bunların normal görevlere dönmeye önce "adaptasyondan" geçirilmelerinin yararlı olacağını söyledi. Kozakçioğlu, kanun hükmündeki kararnamele ilgili bir soruyu yanıtlarken "Bu kararnamelerdeki yetkiler yeni bir şey değil. Eskiden de uygulamıyordum, şimdi de uygulamıyorum. Bölgede olay oluyor da basın yazmıyor mu?" dedi.

Yöre halkıyla yaptığı konuşmalarda Kürtçe konuşmalarının serbest olduğunu sık sık vurgulayan Kozakçioğlu, "Ama özellikle anelerin Türkçe öğrenmesinde yarar olduğunu da inanıyorum" diye konuştu. Yörede bazı nedenlerle bir yıldır köy okulu yapımını ortadan kaldırdıklarını kaydeden Kozakçioğlu, yöreden başka bölgelere göç olayının da devlet tarafından kanalize edilmesi gerektiğini söyledi.

Egeli sanayicilerle GAP gezisine çıkan İzmir'deki basın mensuplarını Diyarbakır'daki konutunda kabul eden Kozakçioğlu, üzerinde bir gömlek ve rahat tavırlarıyla soruları yanıtladı. Boş zamanlarında 1920'li yıllarda Demirci'de kaymakamlık yapan, daha sonra Atatürk'ün valiliğini yapan İbrahim Demirci'nin "Demirci Akıncılar" kitabını okuduğunu belirten Kozakçioğlu, her zaman yaptığı açıklamaların dışında soruların soruları açık kalplilikle yanıtladı. Kozakçioğlu, Devlet Bakanı Keçeciler'in idari yapıyla ilgili değişiklikler konusundaki önerisi için "eyalet valiliği sistemini" desteklediğini kaydederek "Ama bunlar seçimle işbaşına gelmeli" dedi. Yörede 10 bine yakın

görevlinin 470 time ayrılarak operasyon yaptığını anımsatan Kozakçioğlu, 21 bin 480 köy korucusunun dışında 5 bin başvurunun bulunduğunu bildiren şu bilgileri verdi:

"Bunları alırsak bir 5 bin kişi daha başvurur. Bu, kısa zamanda 20 bin korucu daha demektir. Biz o kadar korucu yapmak istemiyoruz. Şu anda koruculara ayda 10.5 milyar lira ödüyoruz. Temmuzda, ocakta katsayı artışı var. Bayağı bir mali yük getirecek. Korucular vasıfsız bir basın işçisinden daha fazla para alıyorlar şu anda. Buna gıyecek, yiyecek yardımı, silahı, mermiyi, el bombasını da eklerseniz büyük masraf. Şimdiki korucular çok iyi durumdalar, hatta bazıları ikinci eşlerini bile aldılar. Bunların aldıkları para ekonomik bir hareket yaratıyor. Bize 'Bunlara yılda 150 milyar vereceğinize fabrika kursanız' diyorlar. Önemli olan 20 bin korucu değil. Ben istesem onların yerine 20 bin asker getiririm, o parayla onlara daha iyi bakırım. Ama yöre halkının karnının doyması lazım. Bölgede 20 bin iskân merkezi var. 20'şer korucu desek 400 bin yapar. Bu nedenle bazılarını korumayı planladık."

Yörede görev yapan "Özel Tim" ile ilgili bir soru üzerine Kozakçioğlu şunları söyledi:

"Dağda devamlı olarak her an kurşun yemeye ve kurşun atmaya hazır olan bir insan, o şartlar arasında kalınca ister istemez psikolojisi değişiyor, davranışları, alışkanlıkları da değişiyor, ama şu anda bizim bölgemizde büyük sorun yok. Buradan ayrılıp başka yörelerde, normal karakollarda görev yapacakları sırada herhalede bir adaptasyondan, bir kurstan geçirilmeleri yararlı olur. Bu, hepisi için değil, bazıları için geçerli. Tabii şimdi elde silah, devamlı dağlarda dolaşırsanız alışkanlıklarda, davranışlarda değişiklik olabiliyor."

Kanun hükmündeki kararnamele nedeniyle kendisine "SS

valisi" dendiğini anımsatan gazetecilere Kozakçioğlu, "Böyle denmesine alınganlık göstermiyorum. Niye alınayım? Benimle ilgili değil. KHK'ları yasama çıkarır. Beni ilgilendirmiyor. Ben sadece uygulayıcıyım. Daha önce de bu yetkiler bende vardı. Uygulamadım. Uygulamıyorum. Bu yörede bir olay oluyor da yazılmıyor mu? Nokta dergisi yazdı, 'Kürtçeye özgürlük' diye basıldı, dağıtıldı. Yazılan, çizilenlerden valiler olarak rahatsız değiliz. Doğruysa rahatsız olmuyoruz" karşılığını verdi. Kürtçenin her yerde konuşulduğunu ve yasak olmadığını kaydeden Kozakçioğlu, "Gittiğim her yerde söylüyorum, yasak değil diye. Devlet dairelerinde bile konuşabilirsiniz diyorum" dedi. Kozakçioğlu, doğum kontrolü konusunda Semra Özal'ın başlattığı kampanya ile ilgili bir soruyu yanıtlarken de "Ben kadınların yüzde yüz Türkçe öğrenmelerinden yanayım. Kadınların çocukları Türkiye'de yaşayacaksa, Türkiye'de çalışacaksa Türkçe öğrenmek zorunda. Bir anneye Türkçe öğretseniz o 8 çocuğa öğretir. Kürtçe eğitim verilebilir mi, verilemez mi? Bu tartışılır. Kürtçe eğitim verilmesinin anlamında söylemiyorum" diye konuştu.

Bölgenin bazı yörelerinin toplam açısından çok kısıtlı olduğunu, bu nedenle yaşanan göç olayının devlet tarafından kanalize edilmesi gerektiğini de belirten Kozakçioğlu, "Göç hızlandırılmalı. Ama bunu devlet kanalize etmeli. Bazı yörelerde insanları köyde oturmaya zorlamak kötülük etmektir. Göç de özendirici, sağlıklı kentlere önem vermek gerekir. Olaya makro düzeyde bakmak lazım. Örneğin Hakkâri ilinde 100 bin kişi yaşıyor. Oradaki toprak bunları doyurmaz. Onları orada oturmaya zorlamak, açığa mahkûm etmek demektir. Başka yerlere gitmelerini sağlamak lazım", görüşünü dile getirdi. Kozakçioğlu, bu nedenle de son bir yıldır köylere okul yapımı olayını ortadan kaldırdıklarını söyledi.

Güneş 13.06.1990

İki ay 15 günlük hapis kararı para cezasına çevrildi Dışkı davasında Binbaşı'ya ceza

ANKARA, (Güneş)-Kamuoyunda "dışkı yedirme davası" ya da "Yeşilyurt davası" olarak bilinen ve Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın Mardin'in Cizre ilçesi Yeşilyurt köylülerine dışkı yedirdiği gerekçeyle açılan dava sonucu sanık Binbaşı Çağlayan suçlu bulundu ve iki ay onbeş gün hapis cezasına çarptırıldı.

Ankara 3. Ağır Ceza Mahkemesi'nde dün karara bağlanan davaya sanık Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan gelmedi. Mahkeme Çağlayan'ın suçunun iddia edildiği gibi Türk Ceza Kanunu'nun 243. maddesine değil, Türk Ceza Kanunu'nun 245. maddesine girdiğini belirterek, Çağlayan'ı üç ay hapis cezasına çarptırdı. Ancak mahkeme daha sonra Binbaşı Çağlayan'ın iyi hali nedeniyle cezasının altıda birini indirerek iki ay onbeş gün hapsine ve yine iki ay onbeş gün süreyle de memuriyetten mahrumiyetine karar verdi.

Mahkeme heyeti daha sonra binbaşının cezasını paraya çevirdi. Sanık Çağlayan'a verilen cezalar te-

cil edildi.

Olağanüstü Hal Bölgesi'nde görev yapmakta olan Jandarma Binbaşı ve Müfrez Komutanı Cafer Tayyar Çağlayan, Cizre ilçe merkezinde iki polis memurunun şehit edilmesi ve kaçan teröristlerin Yeşilyurt köyünde saklandıklarının ihbar edilmesi üzerine köyün etrafını kuşatmaya aldırılmıştı. Daha sonra telsizden yapılan bir anonsla teröristlerin köyden kaçtıklarının belirtilmesi üzerine Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın köylülere kızarak, "Siz teröristleri saklıyorsunuz, onlara yataklık yapıyorsunuz" şeklinde bağırarak ve köylülere dövdüğü, hatta bazılarını dışkı yedirdiği iddiasıyla hakkında dava açılmıştı.

Binbaşı Çağlayan hakkında savcının uygulanmasını istediği ve mahkemenin uyguladığı madde şunlar:

TCK 243 (Savcının uygulanmasını istediği madde): Mahkemeler ve meclisler, reis ve azalarından vesair hükümet memurlarından biri mazmun bulunan kimselerin cü-

rümlerini söyletmek için işkence ederek yahut zalimane veya gayri insani veya haysiyet kırıcı muamelelere başvurursa beş seneye kadar ağır hapis ve müebbeden veya muvakkaten memuriyetten mahrumiyet cezası ile mahkûm olur.

Fiil neticesinde ölüm yukarıda gelirse 452, sair hallerde 456'ncı maddede göre tertip olunacak ceza üçte birden yarıya kadar artırılır.

TCK 245 (Mahkemenin uyguladığı madde): Kuvvei cebriye imaline memur olanlar ve bilumum zabıta ve ihzar memurlarının memuriyetlerini icrada ve mafevkinde bulunan amirinin emrine infazda kanun ve nizamın tayin ettiği ahvalden başka suretle bir kimse hakkında suumuamele veya cismen eza vererek hale cüret eder, yahut o kimseyi darp ve cerh ederse üç aydan üç seneye kadar hapis ve muvakkaten memuriyetten mahrumiyet cezaları ile cezalandırılır. Eğer işlediği cürüm bu fiillerin fevkinde ise o cürümlere tereddüp eden ceza üçte birden yarıya kadar artırılır.

Katliam bölgesinde sıkı takip

ŞİRT/ŞIRNAK- Şırnak'ın Güçlükönak ilçesine bağlı Çevrimli köyünde 27 kişinin ölümü ile sonuçlanan katliam sırrını koruyor. Güvenlik güçleri gazetecilerin köye girmesine dün de izin vermediler. Köyden katliam sonrası gelişmelerle ilgili hiçbir haber alınmazken, Gabar Dağı'na doğru kaçan PKK militanlarının yakalanması için operasyonlar sürdürülüyor.

1987 yılından bu yana kitlesel katliamın yoğunlukta görülmediği bölgede 27 kişinin yaşamını yitirdiği, 6 kişinin de yaralandığı Çevrimli köyünü basan PKK mili-

tanlarının yakalanması için bölgedeki operasyonlar yoğunlaştırıldı. Sınırdan çok içerdeki saldırıyı, "Kemal" kod adlı Mustafa Karabulut komutasında bölgede gezen bir grupla, Gabar Dağı çevresi ile Dicle Nehri'nin Fındık yakasında mevzilendikleri sanılan üç gerilla timinin ortaklaşa düzenledikleri öne sürülüyor. 70 kişi oldukları sanılan PKK'luların katliamdan hemen sonra Gabar Dağı yönüne kaçtıkları belirlendi. Bölgedeki güvenlik güçleriyle kısa süreli çatışmalara da giren, ancak bir türlü "sıcak temas" sağlanamayan militanların

Gabar Dağı'na yakın kesimde ayrıldıkları belirtildi. Güvenlik güçleri de "iz sürme" niteliğindeki operasyonlarını Gabar Dağı çevresinde yoğunlaştırdılar. Ancak arazinin dağlık oluşunun, iz sürmeyi güçleştirdiği ve henüz PKK'luların kesin olarak hangi noktada buldukları konusunda bilgi alınmadığı öğrenildi. PKK eylemlerinin başlangıç tarihi olarak kabul edilen 15 Ağustos 1984 tarihinden bu yana, böylesine büyük bir katliamın meydana geldiği köye ilk kez gazetecilerin sokulmaması dikkat çekti.

TERCÜMAN 13.06.1990

D İYARBAKIR, (ANKA)-

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, Kürtçe'nin rahatça konuşulmasından yana olduğunu, Güneydoğu'da ara insan gücü yetiştirilmesi için normal liselerin yarısının endüstri meslek liselerine dönüştürülmesi gerektiğini savundu. "Süper vali" düşünce ve örgütlenme yasalarının tümüyle kaldırılmasından sonra "zirvedekiler" olarak nitelendiği siyasi liderlere, toplumun aydın kesimine büyük görevler düştüğünü söyledi.

Olağanüstü Hal Bölgesi'nde her gittiği yerde köylülere "Kürtçe'yi rahatça konuşun" dediğini hatırlatan Vali Kozakçıoğlu, yörede pedersahî aile tipinin yerleşik olması ve kadınların büyük bölümünün Türkçe bilmemesi sebebiyle aile planlaması çalışmalarından olumlu sonuç alınmadığını belirtti. Kozakçıoğlu, "Semra Özal'ın başkanlığını yaptığı Türk Kadınına Güçlendirme ve Tanıtma Vakfı'nın Kürt kadınına Kürtçe aile planlaması eğitimi verip veremeyeceğine" ilişkin soruya "Kürtçe eğitim verilmesinin karşısında değilim ama kadına Türkçe eğitim verirsek yeni nesli kazanmış oluruz. Çünkü Türkçe öğrenmeden Türkiye'de para kazanmak zor" karşılığını verdi.

Kozakçıoğlu, Türkiye'deki demokrasinin işleyişini yorumlarken de şöyle konuştu: "Bana göre demokrasilerin büyük bölümünde iki partili olan yerlerde biraz daha istikrar olur. Parti sayısı çoğaldı mı önceki örneklerde olduğu gibi koalisyonlar dönemi başlar. Avrupa örneğinde olduğu gibi ülke koalisyonlarla yönetilir. Biz Fransız sistemini benimsemişiz. ABD'deki eyalet valiliği sisteminin benimsenebilmesi için Türkiye'de demokrasi kavramının değişmesi lazım. Vatandaş, bakanın milletvekilinin politika yapmasını normal karşılıyor da valinin politika yapmasını yadırgıyor. Türkiye'nin ABD'de olduğu gibi bölge (eyalet) valiliği sistemine geçebilmesi için demokrasinin çok iyi oturması lazım."

Kozakçıoğlu, Güneydoğu'da normal liselerin meslek liselerine dönüştürülmesini istedi

"Kürtçe rahatça konuşulmalı"

□ Kozakçıoğlu, Güneydoğu'da ara insan gücü yetiştirilmesi için endüstri meslek liselerine ihtiyaç olduğunu söyledi

CUMHURİYET 12.06.1990

Gözültına kınama

■ İstanbul Haber Servisi — Aylık 19 dergi adına dün yapılan açıklamada, önceki gün Bağlarbaşı'nda gözültına alınan dergi yöneticilerinin bir an önce serbest bırakılması istendi. Dergi temsilcilerinin, "413'le Başlayan Kararnameler Zincirine Hayır" mitingine valilikçe izin verilmediğini katılımcılara bildirmek için toplandıkları ve 11 dergi yöneticisinin dövülüp tartaklanarak gözültına alındığı belirtilen açıklamada, "Arkadaşlarımızın gözültına alınmalarının ve şu ana kadar gözültında tutulmalarının hiçbir yasal dayanağı olmadığı gibi son derece keyfi bir tutumdur" denildi. Açıklamada belirtilen gözültındaki dergi yöneticilerinin adları şöyle: "Kâmil Ermiş, Muteber Yıldırım, Rıza Akyüz, Mehmet Ali Eser, Tuncer Dilaveroğlu, Şaban Devrez, Remzi Bilget, Halil Çelik, İsmail Hakkı Yükselen, Fikret İpek ve Gürdal Çingir."

Güneş, 13. 06. 1990

10 PKK'lıya 130 yıl hapis

İZMİR, (Güneş)- İzmir Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde iki yıldır görülmekte olan PKK (Partiya Karkeren Kürdistan) davası dün sonuçlandı ve on sanık toplam 130 yıl hapis cezasına çarptırıldı. Sanıkların Ege Bölgesi ve Antalya'da PKK örgütü adına eylemler yaptıkları, bombalı pankart astıkları, patlayıcı madde attıkları ve cezaevinde bulunan arkadaşlarına

yardım için para topladıkları iddia ediliyordu. Biri tutuksuz 9'u tutuklu 10 sanığa verilen cezalar şöyle: Şehmuz Poyraz 27 yıl, İbrahim Özmen 27 yıl, Keser Aksoy, Abdullah Aca, Bayram Yüksel 10'ar yıl, Zahir Dinler 15 yıl, Mehmet Ali Orak 14 yıl, Mehmet Akyol 10 yıl, Abdurrahman Türk 3 yıl. Mahkeme tutuksuz yargılanan 15 sanığın da beraatlerine karar verdi.

VALİ KOZAKÇIOĞLU AÇIKLADI:

“Resmî dairelerde Kürtçe konuşulabilir”

Ergül SATIÇ / DİYARBAKIR, (hha)

GÜNEYDOĞU Anadolu Bölgesi'nde yaşayanların anadilinin Kürtçe olduğunu, Türkçe bilmeyenlerin resmi dairelerde Kürtçe konuşabilmesine izin verdiğini söyleyen Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, valilerin de belediye başkanları gibi seçimle işbaşına gelmesi gerektiğini, kendisine "Sömürge Valisi" denmesinin yakışıkız olduğunu bildirdi.

Egeli 85 işadamlarının düzenlediği GAP turu dolayısıyla Diyarbakır'a giden gazetecileri evinde kabul eden Kozakçioğlu, Bölge Valiliği'ne baştan beri karşı olduğunu açıkladı, "Bölge Valisi, bakanlığın yetkilerinin bir bölümünü üstlenmiş olsa mesele kalmaz. Ama mevcut valinin birçok yetkisi alınıp bölge valisine aktarılıyor" dedi. Kozakçioğlu, valilerin Amerika'da olduğu gibi Türkiye'de de seçimle işbaşına gelmesini istedi, şöyle devam etti:

"Türkiye'de de valiler, belediye başkanları gibi seçimle işbaşına gelip bir partiye bağlı olarak çalışmalı, politika yapabilmeli, siyasi yönüne göre kadrosunu düzenleyebilmeli. Ancak bu sürece gelebilmek için uzunca bir zamanın geçmesi, açığı sistemi değiştirmesi gerekiyor."

SANSÜR YASASI

424 ve 425 sayılı Kanun Hükmünde Kararnamelerle çıkarılan, muhalefetin "Sansür ve Sürgün Yasası" dediği yasayla getirilen yasağın Türk gazetelerini değil, dışarda yayınlanıp yurda sokulan bazı yayınları kapsadığını belirten Kozakçioğlu, şunları söyledi:

"Sizin bile göremediğiniz yayınlar var. Bana 'Sömürge valisi', güvenlik güçlerine ise 'Eli kanlı katil' diyorlar. Benim sömürge valisi olmam Türkiye Cumhuriyeti'nin bir sömürge devleti, Güneydoğu bölgesinin ülke sınırları dışına atıldığı, burada yaşayanların da ayrı bir mil-

let olduğu anlamına gelir. Bu inanılmaz bir olay. Tabii bu yargılara kızmıyorum aslında. Ama sadece vatan, millet uğruna ölüme göze alarak dağa, taşınan 18-20 yaşındaki gençcik asker ve polisleri 'Kelle avcısı' olarak nitelenecek, hiçbir vicdana sığmaz. Bu çocukların tek sermayesi moralleridir. Gerçek dışı ve abartılmış yayınlarla moralleri bozuluyor."

Güneydoğu'da anadilin Kürtçe olduğunu, bu nedenle bu dilin serbestçe konuşulması gerektiğini savunan Süper Vali, "Bölge halkına resmi dairelerde Kürtçe konuşma izni verdim. Yeterki bu serbestlik, Kürtçeyi silahsız propaganda aracı haline getirmesin" dedi.

Kürtçe konuşma özgürlüğünün, yöre halkının Kürtçeyi öğrenmemesi anlamına gelmeyeceğini, özellikle kadınların Türkiye'nin resmi dilini öğrenmesi gerektiğini belirten Kozakçioğlu, şöyle dedi:

"Yeni nesli dil sorunu yüzünden topluma kazandırmakta güçlük çekiyoruz.

Eğer kadınlarımız Kürtçe bilselerdi, biz çocuklara öğretmek için bu kadar efor sarfetmeyecektik. Kadına eğitim veremediğimiz için, nüfus artışını önleyemiyoruz. Çünkü Kürtçe bilmiyor."

Güneydoğu'daki hareket timlerinde görev yapan asker ve polislerin bölge dışında karakol görevine alınması halinde mutlaka psikolojik tedaviden geçmesini isteyen Kozakçioğlu, "Burada yaşanan zor koşullar, en güçlü bün-yeleri bile sarstıyor" dedi.

Kozakçioğlu, Güneydoğu'daki liselerden yarısının kapatılması, yerlerine tarıma yönelik okullar açılması gerektiğini bildirdi, son iki yılda sadece Eruh'tan bir öğrencinin üniversite sınavını kazandığını söyledi.

MİLYARLIK SONDAJ MAKİNESİ

Bu arada, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği tarafından, ABD'den 1.5 milyar liraya ithal edilerek Köy Hizmetleri 8'inci Bölge Müdürlüğü'ne bağışlanan su sondaj makinesi, törenle İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu tarafından hizmete sokuldu.

CUMHURİYET 12.06.1990

HEP'ten Erdem'e ziyaret HEP Genel

Başkanı Fehmi Işıklar ile partinin kurucu üyelerinden İstanbul Milletvekili Kenan Sönmez, TBMM Başkanı Kaya

Erdem'i ziyaret ettiler. Erdem, ziyaret sırasında HEP'in anayasamın çizdiği doğrultuda en iyi görevi yapacağına inandığını belirtirken, HEP Genel Başkanı Işıklar, "anayasa çerçevesinde mevcut anayasayı değiştirmek istediklerini" ifade etti. TBMM Başkanı Erdem, HEP yöneticilerinin ziyareti sırasında, Türk siyasi yaşamında siyasi partilerin büyük rollerinin olduğunu bildirerek "Hayırlı olmasını diliyorum. Anayasamızın çizdiği doğrultuda en iyi görevi yapacağınıza inancım var. Başarılar diliyorum" dedi. (Ankara/Cumhuriyet Bürosu)



Cumhuriyet 13.06.1990

Teröristler katliamın yapıldığı Çevrimli köyü yakınlarında kısıtıldı

PKK ile çatışma

PKK teröristleri tarafından katliamın yapıldığı köyün yakınlarında bir grup teröristle güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Şırnak'ın Dereler köyünde PKK'lı militanlarla güvenlik güçleri arasında çıkan çatışmada da, dört erin şehit edildiği bildirildi. Olağanüstü Hal Valiliği yetkilileri 'her iki olayla ilgili olarak kendilerine bilgi intikal etmediğini' söylediler.

Başbakan Akbulut, Demirel'in 'hükümet istifa etsin' şeklindeki sözlerine yanıt vererek "Bu olayları iç politika malzemesi yapmamak lazımdır. Bunları söyleyen günde 20-25 kişinin öldürüldüğü dönemin başbakanıydı. Biz hükümet olarak bu işin sorumlusuyuz. Ülkeyi eçmişte uçurumun eşiğine getirenlerin konuşmaya hiç hakları yoktur.

DYP lideri Demirel, hükümet boşluğu olduğu yolundaki iddialarını sürdürdü. Kozakçıoğlu'nun siyasi bir kişi olmamasına rağmen siyasi kişi gibi konuştuğunu belirten Demirel, "Anlaşılan o beyanları yapacak başka siyasi kişiler yok. Türkiye'de hükümet boşluğu vardır. Böyle zamanlarda iş karışır. Kozakçıoğlu'nun böyle konuşmaması gerekir" dedi.

Haber Merkezi — Şırnak'ın Güçlükonak ilçesi Çevrimli köyünde 27 kişinin PKK teröristlerince katledilmesi üzerine güvenlik güçleri bölgede geniş çaplı bir operasyon başlattı. Katliamın yaşandığı Çevrimli köyünün 20 km uzağında güvenlik güçleri bir grup teröristle silahlı çatışmaya girdi. Şırnak'ın Dereler köyü yakınlarında da bir PKK grubuyla çıkan çatışmada 4 erin şehit olduğu bildirildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri, her iki olayla ilgili olarak da kendilerine bir bilgi intikal etmediğini söylediler.

PKK baskını üzerine olayları önleyemediği gerekçesiyle hükümetin istifasını isteyen DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel'e Başbakan Yıldırım Akbulut "Bu olayları iç politika malzemesi yapmamak gerekir. Bunu söyleyen günde 20-25 kişinin birbirini öldürdüğü bir dönemin başbakanıydı. Biz hükümet olarak bu işin sorumlusuyuz. Sorumluluğumuzu da yetkimizi de kimseye devretmeyiz" yanıtını verdi.

Olay Kopenhag'da süren AGİK İnsani Boyut Konferansı'nda gündeme getirilmeye çalışıldı. Konuyla ilgili gazete haberlerinin foto-kopileri toplantılara izleyenlere dağıtıldı.

Çatışma

Çevrimli köyünde 27 kişinin öldürülmesinin ardından operasyonlarını yoğunlaştıran güvenlik güçleri, dün saat 15.00 sıralarında Fındık yakınlarında bir grup teröristle silahlı çatışmaya girdiler. Çevrimli köyünden 20 km uzaklıkta, sıcak temasa alınan PKK'lıların saldırıyı gerçekleştiren üç gruptan biri olduğu sanılıyor. Kır salanda başlayan çatışmada ölü

veya yaralı olup olmadığı konusunda bilgi edinilemedi.

Bu arada Şırnak merkezine bağlı Dereler köyü yakınlarında güvenlik güçleriyle PKK militanları arasında çıkan çatışmada 4 erin şehit olduğu bildirildi. Edinilen bilgiye göre, Pervari'nin Yeniaydın köyünde 4 gün önce bir kadın bir çocuk üç kişinin öldürülmesi, üç kişinin de yaralanmasının ardından yörede operasyonları yoğunlaştıran güvenlik güçleri, önceki akşam Dereler yakınlarında, saldırıyı gerçekleştirdikleri sanılan PKK grubuyla karşılaştı. "Teslim ol" uyarısına ateşe karşılık verilmesi üzerine çıkan çatışmada, Kazım Doğan, Yaşar Özsürücü, Oktay Ardic ile yaralı olarak Dicle Üniversitesi Tıp Fakültesi'ne kaldırılan, ancak adı açıklanmayan 4 erin şehit olduğu bildirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri, "her iki olayla ilgili olarak kendilerine bilgi intikal etmediğini" söylediler.

Güvenlik güçlerinin Çevrimli köyünü basan teröristleri yakalamak amacıyla havadan ve karadan başlattığı geniş çaplı iz sürme ve operasyon da sürüyor. Operasyonun baskını gerçekleştiren ana grubun kaçtığı sanılan Gabar Dağı yönünde yoğunlaştırıldığı bildirildi.

Siirt'ten Ergun Aksoy'un habere göre Çevrimli köyünde PKK militanlarınca öldürülen 27 kişiden kimliği belirlenemeyen ikisinin Kumru Öner ve Hanife Özdemir oldukları tespit edildi.

Başbakan Yıldırım Akbulut, Güneydoğu olaylarının iç politika malzemesi yapılmaması gerektiğini söyledi. Akbulut, Güneydoğu'daki son baskın olayından sonra hükümetin istifasını isteyen DYP

Genel Başkanı Süleyman Demirel'e cevap verirken şöyle dedi:

"Geçmişte yanlış teşhisler konular 'örfi idare ilan ettik asker yapsaydı' diye işin içinden sıyrılmaya çalışsanlar, tarihi sorumluluklarını yüklenmeyenler bugünkü olayları değerlendiremiyor. Ülkeyi geçmişte uçurumun kenarına getirenlerin konuşmaya hiç hakları yok. Kalkıp da hükümet başarılı olmadı demenin de manası yoktur" dedi.

"İlk Hedef '90" tatbikatını izlemek üzere İzmir'e gelen Başbakan Akbulut, gazetecilerin çeşitli sorularını cevaplandırdı. DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel'in Çevrimli köyünde 27 kişinin öldürülmesi üzerine yaptığı açıklamada "hükümetin istifa etmesi gerektiği" yolundaki sözlerinin hatırlatılması üzerine Akbulut şunları söyledi:

"Bu olayları iç politika malzemesi yapmamak gerektiğini tekrar ediyorum. İç politika malzemesi yapılırsa, bu sözleri söyleyenler doğru teşhis koyamazlar. Terörle, anarşiyle mücadele edemezler, bunu geçmişte gördük. Yanlış teşhis ve tutumlarıyla ülkeyi uçurumun kenarına getirdiler. Ülkeyi o duruma getirenlerin bugün konuşma hakkı yoktur. Teşhisleri yanlıştır.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'nun "bakan gibi yetki" istediğine ilişkin sözleri aktarıldığında Akbulut "Herkes sahip olduğu yetkilerle görevini yapar. Biz kendisine gerekli yetkileri verdik. Şimdi ne gibi hareket ediyor. Ona sorun. Bakanlık yetkisi olmaz" dedi ve sözlerini şöyle sürdürdü:

"Biz hükümet olarak bu işin sorumlusuyuz. Sorumluluğumuzu

da yetkimizi de kimseye devredemeyiz. Örfi idare ilan ettik, onlar halletsinler mi diyelim. Biz de öyle mi yapalım. Örfi idare ilan edelim, ya da bölge valisini bakan yapalım böyle mi olsun? Yetkide bizde, sorumluluk da. Biz sıkıştığımız zaman yükü sırtımızdan atmıyoruz başkalarının yaptığı gibi. Bölge valisini de çalıştırırız, örfi idare varsa sıkıyönetim komutanını da çalıştırırız. Devletin gücü neyse onu çalıştırırız. Bizden ne istiyor-sun, sıkıyönetime verdik yap-sın, fikri ile işi götürümezsiniz. Bu acz içinde olan hükümetlerin söyleyeceği laftır. Yollar yürümekle aşınmaz felsefesi insanları o noktalar getirir. Biz her şeyin sorumluluğunu ahrız. Orada bir vatandaşın burnu kanasa bizimki de kanar, sorumlusu da biziz. Hükümet olarak hiçbir zaman yetkiyi devrettik gidin onlara sorun, demeyiz. O zaman niye hükümet oldunuz? Madem ki en mühim meselede, güvenlikte yetkiyi başkasına devredeceksiniz."

"Hükümet boşluğu var"

DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel Türkiye'de hükümet boşluğu olduğunu söyledi. Demirel, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Kozakçıoğlu'nun açıklamalarıyla ilgili bir soruyu yanıtlarken, Kozakçıoğlu'nun siyasi bir kişiliği olmamasına rağmen, siyasi açıklamalar yaptığını bildirdi. Demirel, "Anlaşılan o beyanları yapacak siyasi kişiler yok. Türkiye'de hükümet boşluğu vardır. Böyle zamanlarda iş karışır. Kozakçıoğlu devletin memurudur. O tür konuşmaları yapmaması gerekir" dedi.

PENCERE

Güneydoğu'da Çözüm!

PKK, Şırnak'ın Çevirmli köyüne gece baskını düzenledi. 12'si çocuk, 7'si kadın, 26 öldü. SHP lideri İnönü kanlı olayı nitelendi:

"— İnsanlık suçu!"

Demirel de soruyor:

"— Daha kaç kişi ölecek?"

Uğur Mumcu'nun dün köşesinde verdiği sayılara göre 1984 yılındaki Erur baskınından bu yana Güneydoğu'daki çatışmalarda toplam ölü sayısı 1837...

— Peki daha kaç kişi ölecek?

Yeşilyurt davası

Karar bugün

ANKARA (AA) — Mardin'in Cizre ilçesine bağlı Yeşilyurt köyüne düzenlenen bir operasyon sırasında köylülere işkence yaptığı iddia edilen Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın Ankara 3. Ağır Ceza Mahkemesi'nde görülen davasında bugün karar duruşması yapılacaktır.

Davanın geçen duruşmasında operasyon sırasında görevli olan tank Astsubay Çavuş Murat Şaban'ın talimatla istenen ifadesi okunmuştu.

Davaya savcılar, diğer avukatlarla köylülerin avukatlarından Nevzat Helvacı, diğer avukatlarla hazırladıkları esasa ilişkin savunmasında Binbaşı Çağlayan'ın doğrudan doğruya işkence yaparak işkence yaptığını öne sürdü ve sanığın TCK'nun 243. maddesinin üst sınırından cezalandırılmasını talep etti.

Savcı ise mütalaasında dosya kapsamına göre olayın işkence suçuna ilişkin yasa maddesine girmediğini belirterek Binbaşı Çağlayan'ın kötü muameleden 245. maddeye göre 3 aydan 3 yıla kadar hapisle cezalandırılmasını istedi.

Sanık avukatları Ahmet Remzi Güneş ve Ali Rıza Aksakal da olayda işkence olmadığını savunarak beraat talebinde bulundular.

Mahkeme, kararını bugün açıklayacaktır.

SHP, G. Doğu raporu için ayrıntı vermiyor

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP'de Güneydoğu konusunda bir rapor hazırlamak üzere oluşturulan komisyon çalışmalarını sürdürüyor. Komisyonun çalışmalarını önümüzdeki günlerde olgunlaştıracağı ve temmuz ayında yapılacak Parti Meclisi toplantısına yetiştirileceği bildirildi. Komisyonunda, herhangi bir "Spekülasyon" a yol açmamak amacıyla çalışmalar hakkında ayrıntılı bilgi verilmemesi kararlaştırıldı.

Hazırlanacak Güneydoğu raporu konusunda önceki gün alt komisyonun yaptığı toplantıda yöntem konusunda çalışmalara devam edilmesi kararlaştırıldı. Konuya ilişkin kaynak taranmasından sonra özellikle şu konular üzerinde durulacağı kaydedildi:

"— Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki işsizlik,

— Ekonomik gerilikler,

— Hastane ve eğitim gibi sıkıntılar,

— Bölgedeki sanayileşme, imalat sanayiline dönük sanayileşme, tarıma dönük yatırımın durumu,

— Kişi başına düşen gelir dağılımı nedir ve bunun Türkiye geliri ile karşılaştırması nedir?

— SİYASET OLARAK NE TÜR DEĞERLENDİRMELER YAPILABİLİR?"

Edinilen bilgiye göre, alt komisyonun raporu ilk olarak MYK'da daha sonra da temmuz ayı ortalarında yapılacak Parti Meclisi toplantısında ele alınacaktır.

Başbakan ve bakanlar, koruma görevlilerinin güvenceleri altında yaşıyorlar. Bir devlet büyüğü Güneydoğu'ya gittiğinde olağanüstü güvenlik önlemleri alınır. Sonra köy halkı, çocuk, dede, torun, kadın, kız, toptan öldürüldü mü televizyona çıkarılır:

"— Kanları yerde kalmayacak..."

Demeç birkaç dakika içinde unutulur ve Güneydoğu'da, ta uzakta, unutulmuş bir köyde ölümler korkusu içinde yaşam sürdürülür.

"Peki daha kaç kişi ölecek?"

Önemli kişiler, görevliler, resmiler, siviller, üniformalılar, uzmanlar elbette Güneydoğu sorunu üzerinde çalışıyorlar, konuyu inceleyp irdeliyorlar, çok boyutlu olduğunu söylüyorlar:

— Sorunun ekonomik, sosyal, politik, etnik, moral yönleri var.

— Yal..

— Güneydoğu sorunu ile birlikte yaşamaya alışmak gerekir..

— Yal..

— Batı'da emsalleri ve benzerleri eksik değil; oralarda da kolayca başa çıkamıyorlar..

— Yal..

— Cumhuriyetin ilk yıllarından beri başkaldırmalar olmuş; eski bir sorun, kökleri derine iniyor..

— Yal..

Laf çok..

Ancak iş çözüme gelince önemli kişiler ağız birliği etmiş gibi diyorlar ki:

— Şu sırada çözüm için atılacak her adım, terörcülere ödün gibi yorumlanabilir..

ANAP yönetiminde çoğu kişi belki farkında değildir; ama dünya dönüyor; her sabah bir başka doğaya gözlerimizi açıyoruz; düş ile gerçek sanki birbirine karışıyor ve kısa bir süre önce soydaşlarımızı insanlığa aykırı baskılar altına alan Bulgaristan'da ne oluyor?

Soruya yanıt verebilmek için dünkü gazetelerin manşetlerine bir göz atmak yeterlidir:

Hürriyet — "Bulgaristan'da Türk gerçeği.."

Tercüman — "Soydaşlarımızın zafarı.."

Cumhuriyet — "Soydaşa 12 sandalye.."

Sabah — "Türkler memnun.."

Başlıkların altındaki haberin özeti ilginç: "Bulgaristan seçimlerinin ilk turunda Türklerin kurduğu 'Hak ve Özgürlük Hareketi' ilk belirlemelere göre oyların yüzde 6'sını aldı; 12 sandalye kazandı."

Sofya, daha dün Jivkov yönetiminde Türklere baskı yapıyordu; yüz binlerce soydaşımız adları zorla değiştirilmesin diye yollara dökülmüştü. "Zorunlu göç" sınır kapılarımıza sığmıyordu. Bulgaristan'da yaşayan Türkler bir tehlike gibi görülüyor; düğman sayılıyordu. Ancak birden bire Doğu Avrupa'da Balkanlar kadar öyle bir dönüşüm gerçekleşti ki komünist ülkelerin tümünde demokrasi benimsendi. Hem de Türkiye'deki gibi Fillipin usulü ya da göstermelik değil, tam demokrasi gündeme girdi.

Bulgaristan'daki seçimlerde Türkler 12 sandalye kazandı... Yunanistan'da iki...

Dünya değişiyor.

Değişen dünyada silahla, zorbalıkla, katliamla, insanlık suçuyula, cinayette, terörle bir yere gidilemeyeceği gerçeği daha belirgin biçimde ortaya çıkacak; Türkiye bu gerçeği bir an önce benimseyip değerlendirmeli... PKK'ya vurulacak en öldürücü darbe, Güneydoğu'yu da kapsayacak gerçek bir demokrasinin Türkiye'de işlerliğe kavuşturulmasıdır.

Çağdaş bir yönetim ülke halkına ya da halkın bir bölümüne güvensizlikle yaklaşamaz; Ankara artık zaman aşımına uğramış kuşku ve yöntemleri bir yana bırakmalıdır.

Terörü yok etmek için kullanılacak en iyi silahın Kalaşnikof ya da benzerleri değil, demokrasi olduğunu keşfettiğimiz gün, Güneydoğu sorunu çözümlenecektir.

İbrahim Selçuk

Güneş 14. 06. 1990

Siirt'teki çatışmada 2 militan, 3 asker öldü Güneydoğu'da büyük operasyon

Ramazan Yavuz-Nizam Özekinci

SIİRT-Pazar gecesi Çevrimli Köyü'nü basarak 27 kişiyi öldüren PKK militanlarıyla güvenlik güçleri arasında önceki gün Fındık bucağı yakınlarında çıkan çatışmada ilk belirlemelere göre 2 militan öldürüldü. Olayda iki çavuş ile bir er de yaşamını yitirdi, beş er yaralandı.

Edinilen bilgiye göre, saldırıyı gerçekleştirdikten sonra gruptan ayrılarak Küpeli Dağı yönüne kaçmakta olan PKK'lılardan 25'i ile güvenlik güçleri arasında önceki gün Fındık bucağı yakınlarında başlayan çatışma, gece boyunca ve dün de yer yer sürdü. Siirt 70. Piyade Tugay Komutanı Tuğgeneral Erdiç Türe'nin yönettiği operasyon, havadan bölgeye 105 özel tim görevlisi ve çok sayıda komando indirilerek desteklendi. PKK'lıların, 5 kilometrekarelik ormanlık ve dağlık alanda çembere alındığı bölgede, güvenlik güçleri sürekli çemberi daraltmaya çalışırken, yetkililer, militanların kaçmasının hemen hemen olanaksız olduğunu bildirdiler. Operasyonun yapıldığı alan da helikopterlerle havadan sürekli taranıyor.

Çatışmanın dün öğle saatlerinde şiddetini yitirmeye başlaması, PKK'lıların önemli kayıplar verdiği konusunda söylentilere neden oldu. Ancak kesin bilginin, çatışmanın tümüyle sona ermesinden sonra arazi taramasının bitmesi halinde alınabileceği belirtildi. İki gün süren çatışmada ilk belirlemelere göre iki PKK'lı ile iki çavuş ve bir er öldü. Olayda beş er de yaralandı.

Bu arada, önceki gün bir askeri aracın pusuya düşürülerek dört erin öldürüldüğü Şırnak'ın Dereler bölgesinde de kaçan militanların yakalanması için operasyonların yoğunlaştırıldığı öğrenildi.

Çevrimli Köyü'nü basan 70 kadar PKK'lıya yardım ve yataklık eden kişilerin yakalanması amacıyla da güvenlik güçleri çevre köyle-

re operasyonlar düzenlediler. Dün de süren operasyonlarda çok sayıda kişinin ifadesine başvurulduğu, bunlardan bazılarının da gözaltına alındığı öğrenildi.

Olay gününe kadar saldırı olasılığına karşı askeri tim tarafından korunan Çevrimli'de saldırı gecesi güvenlik güçlerinin bulunmadığı belirlenirken, 40 korucudan sadece 4'ünün mevzide bulunduğu saptandı. Koçburnu Karakolu yetkililerinin, korucuların neden mevzide olmadığı konusunda araştırma yaptıkları öğrenildi.

Bununla birlikte olay günü bir PKK timinin bölgeye elektrik sağlayan direklerden üçünü keserek bölgeyi tümüyle karanlıkta bıraktığı öğrenildi. Çelik Köyü yakınlarında gerçekleşen bu eylemden sonra da Çevrimli'ye baskın yapıldığı belirtiliyor.

Bu arada, Partiya Karkeren Kürdistan'ın (PKK) Avrupa'da yayınladığı bildiriye Çevrimli baskını üstlenmediği bildirilirken bir yetkili, köyde çatışma sırasında bir PKK militanının ölü olarak ele geçirildiğini, bu nedenle saldırıyı PKK'nın yaptığı konusunda hiçbir kuşkulandırmadığını dile getirdi. Aynı yetkili, "Asker bu köyü neden basın? Böyle şey olmaz. Üstelik bu köy devlete yardımcı olan bir köy" dedi.

Çevrimli Köyü'nde öldürülen PKK'lının üzerinde kod adının bulunduğu açıklandı.

Öte yandan, olay gününden bu yana bölgeye girişleri engellenen gazetecilerin bu sabah Çevrimli Köyü'ne gidebilecekleri bildirildi. Bölgeye dün de gidemeyen gazeteciler Siirt Vali Vekili Hasan Karakaş'ı ziyaret ederek sorunun çözülmesini istediler.

Kazada 1 er öldü

Öte yandan, Siirt'ten Şirvan'a komando taşıyan bir askeri aracın aşırı hız nedeniyle devrilmesi sonucu 1 er öldü, üç er de yaralandı.

Milliyet, 14. 06. 1990

9 PKK'lı yakalandı

• **ŞIRNAK, MİL-HA**
ŞIRNAK'ın Güçlükönak ilçesine bağlı Çevrimli köyündeki katliamın, PKK'nın Eruh Bölge Sorumlusu Mustafa Karabulut komutasındaki 6 grup tarafından gerçekleştirildiği bildirildi. Eruh-Fındık arasında başlatılan çember hareketi sürüyor.

• BOTAN'DA OPERASYON

Siirt'in Eruh, Şırnak'ın Beytüşşebap, Uludere, Cizre ve Silopi ilçeleri arasında kalan Botan bölgesinde, kırmızı alarm verirken, dağ komandoları, özel hareket timleri ve jandarma komandolarının üç koldan bölgede hareket başlattıkları belirtildi.

Bölgedeki mağaraları didik-didik arayan güvenlik kuvvetlerinin, pusu ve nokta operasyonları ile militanları ele geçirmek için yoğun çaba sarfettiği kaydediliyor.

• 9 PKK'LI YAKALANDI

Bu arada Adana Emniyet Müdürlüğü ekipleri, yaptıkları operasyonlarda yasadışı bölücü PKK örgütüne mensup 9 kişiyi yakaladı. Örgütün propaganda-sını yaparak taraftar toplayan ve örgüte maddi gelir sağlayan Tevfik İpek, Mehmet Dal, Faruk Aylan, Kemal Özer, Ahmet Akan, Arif Ertay, Emin Ertay, Abdullah Fektaş ve Aydın Kılvan operasyonlar sonucu ele geçirildi.

Hürriyet, 14. 06. 1990

PKK, 4 eri şehit etti

ŞIRNAK (hha)

ŞIRNAK'a bağlı Elmadağ Bölgesi'nde PKK'ya karşı operasyon düzenleyen bir askeri tim, dün sabah bölücü çete mensupları tarafından pusuya düşürüldü. Teröristler dört eri şehit etti, üç asker de yaralandıktan sonra kaçtı.

Alınan bilgiye göre olay, dün sabah erken saatlerde meydana geldi. Ayrılmış teröristlerin "Elmadağ" bölgesinde buldukları öğrenildi ve operasyon düzenlenmesine karar verildi. Militanların izini süren güvenlik kuvvetlerine pusu kuran bölücü çete mensupları, çapraz ateş açtı. Açılan ilk ateşe Yaşar Özsürücü, Oktay Ardaç ve Kazım Doğan isimli üç er olay yerinde şehit oldu, üç erle bir asteğmen ise yaralandı. Güvenlik kuvvetlerinin karşı ateşi üzerine teröristler kaçtı. Siirt Devlet Hastanesi'ne kaldırılarak tedavi altına alınan dört yaralıdan bir er ölünce, hain pusuda şehit düşenlerin sayısı dörde çıktı. Güvenlik güçleri, kaçan teröristleri yakalamak amacıyla operasyonlarını geç saatlere kadar sürdürdü.

Cumhuriyet, 14. 06. 1990

PKK'ya operasyon

ERGÜN AKSOY

SIİRT/DİYARBAKIR — Çevrimli katliamını gerçekleştiren PKK'lı teröristlerle güvenlik güçleri arasında, Fındık kasabası yakınlarında önceki gün başlayan ve dün sabah sona eren çatışmada iki PKK'lı ölü ele geçirildi, üç er de şehit oldu.

DYP Genel başkanı Süleyman Demirel, bugün Türkiye'nin en önemli sorununun "terör" olduğunu söyledi. Demirel, hükümete "Rahatsız olacağınıza tedbir bulun" diye seslendi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de hükümetin terör olaylarını önlemede etkisiz kaldığını belirterek "Teröre karşı bütün ülkenin birlikte olması bu hareketleri önlemeye yetmiyor. Hükümetin daha dikkatli olması şart" diye konuştu.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği

açıklamasına göre Şırnak'ın Güçlükönak ilçesine bağlı Çevrimli köyünde 27 köylüyü katleden teröristlerle güvenlik güçleri arasında Fındık kasabasının kuzey kesimindeki kırsal alanda başlayan çatışma dün sabah saatlerinde sona erdi. Engbeli ve ormanlık arazide Siirt ve Şırnak'tan takviye getirilen askeri birliklerle özel tim elamanlarının da katıldığı çatışmada, iki PKK'lı ölü olarak ele geçirilirken jandarma komando çavuşları Muhammet Bayram, Süleyman Adeka ile Jandarma Onbaşı Osman Tekşen şehit oldu. Çatışmada beş erin de yaralandığı bildirildi. Bu arada kaçan PKK'lıların yakalanabilmesi için havadan ve karadan yeni bir operasyon daha başlatıldığı öğrenildi. Yetkililer operasyona katılan helikopterlerin aramalarını özellikle Dicle nehri boyunca sürdürdüğünü söylediler.

Şırnak'ın Güçlükönak ilçesi Çevrimli köyünde 27 kişinin öldürülmesinden sonra güvenlik güçleriyle PKK militanları arasında çıkan çatışmalarda 3 PKK'lı ölü olarak ele geçirilirken 7 er şehit ol-

du, 5 er de yaralandı. Olayların yer, zaman ve kayıp sayısı şöyle sıralandı:

10 Haziran 1990 — Teröristlerin 27 kişiyi öldürdüğü Çevrimli'deki çatışmada köy korucuları bir PKK'lıyı ölü olarak ele geçirdiler.

11 Haziran 1990 — Şırnak'ın Dereler köyü yakınında bir grup PKK'lıyla güvenlik güçleri arasında çıkan çatışmada 4 er şehit oldu.

12 Haziran 1990 — Fındık bucağı yakınında çıkan çatışmada 2 PKK'lı ölü olarak ele geçirildi. Olayda 3 er şehit oldu, 5'i de yaralandı.

Fındık bucağı yakınlarında PKK militanlarıyla giriştikleri çatışmada şehit olan jandarma komando çavuşları Muhammed Bayram, Süleyman Adeka ve Jandarma Komando Onbaşı Osman Pekşen'in cenazeleri dün Siirt'te düzenlenen törenin ardından memleketlerine gönderildi. Jandarma Alay Komutanlığı'ndaki törende konuşan Siirt 70. Piyade Tugay Komutanlığı'nda görevli Yarbay Volkan Şanlı, Çevrimli köyünde 27 kişiyi katleden teröristlerin Türk askerinden kaçtığını, iz

Güneş 15. 06. 1990

38 kişi gözaltında 'KHK'ya hayır' Sultanahmet'i geçemedi

ISTANBUL (Güneş)- Sosyalist dergi ve gazetelerin, "Sürgün ve sansür kararnameleri"nin kaldırılması için "413'le Başlayan Karar-nameler Zincirine Hayır" kampanyasında topladıkları 13 bin imzayı Başbakanlık'a sunmak üzere Ankara'ya gitmeleri engellendi. Dün akşam Ankara'ya gitmek üzere Sultanahmet Meydanı'nda toplanan 42 kişi temsilcisi ile uğurlanmaya çalışıldı. Topluluktan 16 kişi gözaltına alındı.

18 derginin temsilcileri, basına yaptıkları açıklamada, 413, 424 ve 425 sayılı Kanun Hükmünde Karar-nameler'in (KHK), yeni bir "Tahiri-Sükun dönemi" başlatarak, Kart halkının mücadelesini devlet gücüyle bastırmayı amaçladığını ileri sürdüler.

Ankara'ya gidecek sosyalist dergi ve gazetelerin temsilcilerini uğurlamak amacıyla Sultanahmet'e gelen yaklaşık 200 kişi de "Sosyalist basın susturulamaz", "Sürgüne, Sansüre Hayır" diye sloganlar attı. Polisin gelmesiyle dağılan bu topluluktan 16 kişi gözaltına alındı. Daha sonra Ankara'ya hareket eden sosyalist dergi temsilcilerinin bulunduğu otobüs Karaköy'de çevrildi ve içindeki 22 kişi gözaltına alınarak Siyasi Şube'ye götürüldü. Polis yetkilileri, gözaltına alınanların kimlik tespitinden sonra serbest bırakılacaklarını söylediler.

Cumhuriyet, 15. 06. 1990

Beşikçi için toplanan imzalar

■ ANKARA (ANKA) — "Devletlerarası Sömürge-Kürdistan" adlı kitabı ve diğer yapıtlarından dolayı tutuklanan sosyolog İsmail Beşikçi ve diğer düşünce suçlularının serbest bırakılması için başlatılan kampanya kapsamında toplanan 10 bin imzayı içeren dilekçenin, bugün Adalet Bakanlığı'na verileceği bildirildi. Özgür Gelecek Dergisi'nden yapılan açıklamada, dilekçenin İnsan Hakları Derneği (İHD) Genel Başkanı Avukat Nevzat Helvacı, Halkın Emek Partisi (HEP) Genel Sekreteri İbrahim Aksoy, bağımsız milletvekili Hüsnü Okcuoğlu, Avukat Ercan Kaner, Avukat Rahmi Kadioğlu, Avukat Yusuf Amataş, Çağatay Anadol, Bilgesu Erenus, Deniz Türkali, Mehmet Bayrak ve Canip Yıldırım'dan oluşan bir heyet tarafından verileceği bildirildi. Öte yandan Türkiye Yazarlar Sendikası ve PEN Yazarlar Derneği'nden 30 dolayında şair ve yazarın, düşünce suçlularının serbest bırakılması için bugün İstanbul'da Şişli Abide-i Hürriyet Caddesi'nde yapacağı "Düşünceye Özgürlük" yürüyüşü valilikçe 15 gün ertelendi.

Bakan Avni Akyol, Güneş'e açıkladı

Güneş

15. 06. 1990

G.Doğu'da 3 bin okul kapatılacak

İlk ve orta öğrenimde askerî birlik bulunan merkezler ile kent merkezlerinde "yatılı" düzene geçiliyor

Kâmuran Zeren

ANKARA, (Güneş)- Milli Eğitim Bakanı Avni Akyol, PKK terörü nedeniyle eğitimin güçlüğüle sürdürüldüğü Olağanüstü Hal Bölgesi'nde yeni öğretim yılına ait uygulamaları GÜNEŞ'e açıkladı.

Bu çerçevede, Güneydoğu'da terör tehdidi altında bulunan bütün köy ve mezra okulları kapatılacak. İlk ve ortaöğrenim yeni dönemde, askeri birlik bulunan "merkezler" ile kent merkezlerindeki okullarda "yatılı" düzende sürdürülecek. Bunun için "Yatılı İlköğretim Bölge Okulları" uygulaması yaygınlaştırılacak. Bölge valiliklerince yürütülecek çalışmalara göre gerektiğinde geçici binalardan da yararlanmak suretiyle her türlü eğitim-öğretim imkanının bulunacağı "eğitim merkezleri" kurulacak.

Akyol, bölgede Türkçe öğretiminin en iyi şekilde yürütülebilmesi için Doğulu ve Güneydoğulu öğretmenlerin kendi bölgelerine atanmalarının genel politika olarak uygulanacağını da bildirdi. Yeni uygulamayla can güvenlikleri sağlanacak öğretmenlerin bölgede kalmalarının maddi imkanlarla destekleneceğini de belirten Akyol, son uygulamayla maddi imkanlarının daha da artacağını kaydetti.

Buna göre, bu yıl başlatılacak uygulamayla Olağanüstü Hal Bölgesi'nde görev yapan devlet memurları her 3 yıl yerine her 2 yılda, bir derece ilerleyebilecekler. Yine bu yıl uygulanacak mecburi hizmet kapsamında olan bölgede 4 yıl zorunlu hizmet yapacak olan öğretmenler böylece 2 derece ilerleme imkanı elde edecekler.

Bölgede eğitimin sürdürülmesi kadar, mezunların istihdamının da önemli olduğuna işaret eden Akyol, bölgeye ait yeni uygulama ve

projelerle ilgili sorularımıza şu yanıtları verdi:

—Olağanüstü Hal Bölgesi'nde eğitimin sürdürülebilmesi için yeni dönemde ne gibi önlemler alınacak?

Akyol: Doğu politikasında çok iyi niyetle başlatılan, ama sonra bozulan ve amaçlarından saptırılan yatılı ilköğretim bölge okulları uygulamasını ihya etmek istiyoruz. Bunun iki nedeni var: Birincisi öğretmenlerin can güvenliği, ikincisi de bölgedeki eğitimin kalitesinin yükseltilmesi. Bu açılardan da merkezileştirmeye ihtiyaç var. Yani araç-gereç, çok öğretmen, her branştan öğretmen, lojmanları birarada bulunacak şekilde, bir nevi üniversite kampüsü biçiminde, okulları kampüs olarak birarada tutmakta fayda var. Bunu bu hafta başında (11 Haziran Pazartesi) yapılan Milli Güvenlik Kurulu Genel Sekreterliği toplantısında da öngördük.

—Yeni bölgede eğitim merkezi-leştirilecek mi?

Akyol: Evet.. İki sebepten ötürü, biri öğretmenlerin can güvenliği demiştik. Öğretmeni bölgede tutmanın çarelerini böylece sağlamayı öngörüyoruz. Zaten paralarımızda çok artırdık. Son düzenlemeyle daha da artırıyoruz.

—Merkez okullar sistemi için gerekli fiziki alt yapı hazır mı?

Akyol: Hazır. Valilere yetki devretmemizin büyük sebeplerinden biri de bu.

—Bu yıl can güvenliği sağlanmadığı için boşaltılan okullar ne olacak?

Akyol: Bu okullar da yeni sistem gereğince merkezileştirilecek. Çocukları da alacağız, öğretmenleri de. Onları bölücülere, yıkıcılara hedef edemeyiz oralarda.

—Öğretmen istihdam politikası nasıl olacak? Doğulu öğretmenle-

rin bölgelerinde görev yapmalarına izin verilecek mi?

Akyol: Ben şahsen iyi denetim ve gözetim altında bu uygulamadan yanayım. Öğretmenlerin o mahalden olup olmamalarında hiçbir sakınca yoktur. Belki faydası bile vardır. Faydası şudur: Öğretmen o mahallin etnik dilini biliyorsa, o dil ile Türkçe arasında bağ kuracak ve daha çabuk öğretecektir. Başımızı kuma sokmamak gerekir, oranın gerçeğini olduğu gibi kabullenmek gerekir. Orada ortaklıkları artıran, varanda, bayrakta, dilde, dinde bu ülkenin sorumlu vatandaşı olma duygusunda, düşüncesinde, bilincinde birleştirmek lazım.

—Bu yıl, öğretmenlerin kendi bölgelerine gitmeleri genel politika olarak uygulanacak mı?

Akyol: Evet... Benim bakanlığım süresince gitmelerini sağladım. Genel politika olarak da uygulanacak ve öğretmenler mahallerinde görev alabilecekler.

—Bölgede eğitimin yanısıra en büyük sorun nedir?

Akyol: Mezun olduktan sonra istihdam büyük sorun. O sorunları karşılamamız, onları işe döndürmemiz lazım.

—İstihdam sorununun çözümü için neler yapılacak?

Akyol: Bölgede çok yönlü proje uygulaması yapılacak. Sayın Kâmuran İnan'ın başkanlığında komisyon var. Orada kazanç getirici dallarda halıcılık, kilimcilik gibi dallarda özendirme, benimsetme ve çocuklara iş-beceri kazandırma meselelerine ağırlık vereceğiz. Emeye dönük, emek yoğun dallarda fabrikalar, işyerleri yapacağız.

Kapatılacak okullar

Bu arada, önümüzdeki öğretim yılına kadar gelişebilecek olaylar çerçevesinde, güvenlik önlemlerinin alınamayacağı anlaşılan okulların da kapatılabileceği bildirildi.

Buna göre, başta Mardin, Hakkâri, Tunceli'nin bütün köy ve mezra okulları ile Siirt-Sason, Pervari, Erüh, Bingöl-Kığı, Elazığ-Karakoçan gibi ilçelerin köy ve mezra okullarının yanısıra Şırnak içindeki okullar olmak üzere 3 binden fazla köy ve mezra ilkokulunun boşaltılması bekleniyor. Bölgedeki 11 ilde 6 bin 158 köy ve mezra ile 77 kasaba ve 703 kent ilkokulu ile 50 ilköğretim bölge ve 44 yatılı ilköğretim bölge okulu bulunuyor.

ANKARA-ŞAM

Suriye suya
kota istiyor

Cumhurbaşkanı Özal ve Başbakan Akbulut, Suriye Dışişleri Bakanı Faruk El Şara'yı kabul ettiler. Görüşmelerde Fırat'ın suları ve sınır güvenliği gibi 'sorunlu' konular ele alındı.

Dış Haberler Servisi — Suriye Dışişleri Bakanı Faruk El Şara, dün Cumhurbaşkanı Turgut Özal ve Başbakan Yıldırım Akbulut tarafından kabul edildi. İki ülke heyetleri arasındaki görüşmeler dün tamamlandı. Suriye Dışişleri Bakanı'nın Cumhurbaşkanı Özal ve Başbakan Akbulut'la yaptığı görüşmelerde Fırat'ın suları ve sınır güvenliği gibi "sorunlu" konular ele alındı.

Konuk bakan El Şara, dün Ankara'daki temaslarını tamamladıktan sonra İstanbul'a geldi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal, El Şara'yı Harbiye Orduevi'nde kabul ederek 1 saat 20 dakika görüştü. Görüşmeden sonra bir açıklama yapan Cumhurbaşkanlığı sözcüsü Kaya Toperi, görüşmede su ve güvenlik konularının genel hatlarıyla ele alındığını söyledi. Toperi, Cumhurbaşkanı Özal'ın ileri tarihlerde bölge başkentlerine ziyaretler yapmasının düşünüldüğünün Suriye Dışişleri Bakanı'na belirtildiğini söyledi.

Ankara Büromuzun haberine göre El Şara, dün öğleden önce de Başbakan Yıldırım Akbulut tarafından kabul edildi. Dışişleri Bakanı Bozer'in de hazır bulunduğu ve bir buçuk saat kadar süren bu görüşmenin "dostane bir atmosfer" içinde geçtiği ve başta ekonomik konular olmak üzere ikili ilişkilerin üzerinde durulduğu belirtiliyor.

Önceki gün ilk turu dışişleri bakanları başkanlığında yapılan ve dün sona eren heyetler arası görüşmeler hakkında bilgi veren Dış

işleri Bakanlığı yetkilileri burada ön plana çıkan konuları şu şekilde sıraladılar:

1—Türk tarafı sınır güvenliği konusunun Türkiye açısından büyük önem arzettiğini ve bu nedenle Suriye'nin 1987'de bu konuda imzalanan protokol gereğince daha fazla tedbirler almasını istediğini iletti. Bu tedbirlerin aynı şekilde Suriye kontrolündeki Bekaa Vadisi'ni de kapsamı gerektiğini belirtti. Buna karşılık olarak Suriye tarafı 1987 protokolüne titizlikle uydularını savundu. Bu arada Türk tarafının istemesi durumunda bu konuda iki ülke arasında daha fazla işbirliği görüşmelerin yapılabileceğini belirtti. Bu öneri Türkiye tarafından olumlu karşılandı. Ancak Bekaa konusunda Suriye tarafı bilinen argümanları tekrarlayarak burasının "Lübnan'ın egemenliğinde" olduğunu kaydetti.

2—Suriye tarafı Fırat konusunu gündeme getirirken daha önce de olduğu gibi bu nehrin sularının paylaşımının "kota" usulüne göre gerçekleştirilmesi gerektiğini söyledi. Atatürk Barajı'nın dolum çalışmaları çerçevesinde Fırat'ın sularının bir ay süreyle kesilmesinden Suriyeli çiftçilerin büyük zararlar gördüğünü de bildirdi. Buna yanıt olarak Türk tarafı, Fırat'ın bölgedeki su kaynaklarının sadece birini oluşturduğunu, havza olarak ele alınması gereken bölgedeki tüm su kaynaklarını da içeren ortak sulama projelerinin geliştirilmesinin önemini yineledi.

İHD'de
Çevrimli
komisyonu

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Çevrimli katliamının ardından güvenlik güçlerinin başlattığı operasyon Şırnak yönüne kaydırılınca, gazetecilerin köye girmelerine dün de izin verilmedi. İHD Diyarbakır Şube Başkanı Hatip Dicle, "Katliamla ilgili kuskunları araştırmak üzere dernek olarak komisyon oluşturduklarımızla birlikte köye giderek görüşmelerimizle görüşeceğiz. Daha sonra bir rapor hazırlayıp izlenimlerimizi kamuoyuna açıklayacağız" dedi.

Çevrimli köyünde ve Fındık bucağı yakınlarında çıkan çatışmalarda, silahları ile birlikte ölü olarak ele geçirilen 3 PKK'lı teröristin kimlikleri konusunda Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nce herhangi bir açıklama yapılmazken, gazetecilerin dün de Çevrimli köyüne girmelerine izin verilmedi. Katliamın ardından 6 gün geçmesine karşın gazetecilerin köye girmelerinin "güvenlik" gerekçesiyle engellenmesine tepki gösteren İHD Diyarbakır Şube Başkanı Hatip Dicle, "Dernek olarak katliamı araştırmak üzere bir komisyon oluşturduk. Önümüzdeki günlerde izin verilirse Çevrimli'ye gidip görgü tamlarıyla görüşeceğiz. Daha sonra bir rapor hazırlayarak edindiğimiz izlenimleri kamuoyuna açıklayacağız" dedi.

Bu arada Adıyaman'ın Gerger ilçesine bağlı Yağmurlu köyü Despal mezrasında arazi anlaşmazlığı nedeniyle çıkan kavgada, Veyal Kaya adlı kişi Sıtkı Doğan adlı köylü tarafından uzun namlulu silahla vurularak öldürüldü. Olaydan sonra Yağmurlu köyü muhtarı Hasan Doğan, korucu Ahmet Doğan gözaltına alındı. Sıtkı Doğan'ın ise arandığı bildirildi.

"SHP'ye dönmeyeceğiz"

SHP'den ihraç edilen ve istifa eden, daha sonra kurulan HEP ve TBKP'de yer alan bağımsız milletvekilleri Mahmut Alnak ve Mehmet Kahraman, SHP'ye dönme koşullarının henüz oluşmadığını belirterek bağımsız kalacaklarını bildirdiler. Bingöl milletvekili İlhami Binici de henüz bir karar vermediğini söyledi. Paris'teki bir konferansa katıldıkları gerekçesiyle SHP'den ihraç edilen Mahmut Alnak, cezalı durumda bulunduğunu, istese de partiye geri dönemeyeceğini kaydetti. Halkın çıkarlarını korumak için milletvekili olduğunu kaydeden Alnak, "Bu durumda bir yanda halkın çıkarları bir yanda benim çıkarım var. Halkın çıkarları benim bağımsız olarak çalışmamı gerekli kılıyor" dedi. Diyarbakır milletvekili Kahraman ise "İstifa etmemizi gerektiren koşullar henüz düzelmiş değil" derken politik hayatını "bağımsız" olarak sürdüreceğini söyledi. (ANKARA-AA)

Helsinki İzleme Komitesi'nden Ankara'ya: Kürt varlığını kabul edin Özel bültenle Türkiye'ye uyarı

İNSAN HAKLARI SERVİSİ-Helsinki İzleme Komitesi bu ay içinde yayınladığı özel bülteninde, "Türk hükümeti, Güneydoğu politikaları ve eylemleri ile uluslararası hukuk standartlarını ihlal etmiştir" yorumunu yaptı.

Bir süre önce Türkiye'ye gelerek İstanbul, Ankara, Diyarbakır'da çeşitli görüşmeler yapan ve bilgi alan Helsinki İzleme Komitesi Amerika Grubu'ndan Lois Whitman ve Danimarka Grubu Başkanı Eric Slesby'nin hazırladığı özel bülteninde, Güneydoğu olayları için "silahlı iç çatışmalar" saptaması yapılarak, "1949 Cenevre Anlaşması'nın 3'üncü maddesini içeren bu çatışmalarda her iki taraf da anlaşmanın kurallarına uymamıştır" deniyor.

Güneydoğu kararnamesinden Kürt sorunu ve PKK eylemlerine,

hükümetin bu konudaki tutumundan korucular ve işkencelere kadar pek çok başlık altında toplanan bülteninde, "Helsinki İzleme Komitesi, düşünce suçlarının özgürlüklerine kavuşması için çalışmalarını sürdürecektir" denildi. Bülteninde ayrıca, Doktor İsmail Beşikçi, TBKP liderleri Nihat Sargın ve Haydar Kutlu ayrı başlıklar altında ele alındı.

Türkiye'ye tavsiyeler

Helsinki İzleme Komitesi'nin Türk hükümetine tavsiyeleri şöyle oldu:

- Güneydoğu kararnamesi ve köy korucuları kaldırılmalı.
- Gerilla savaşı yürütülen bölgelerde sivil halk korunmalı ve silahlı operasyonlarda uluslararası hukuka uyulmalı.
- Halkın yaşamı tehlikede olmadıkça siviller başka yerlere yerleş-

tirilmemeli.

- Uluslararası hukuk kurallarına aykırı olarak mayın döşenmemeli.
- Kürt varlığının yadsınmasından vazgeçilmeli, bu dilin, kültürün, isimlerin yasaklanmasına son verilmeli; Kürt derneklerinin kurulmasına ve Kürtçe kitap yayınına izin verilmeli.
- Polisin işkence yaptığı kabul edilmeli ve bu uygulamaya son vermek için gereken önlemler alınmalı.
- İşkenceyle alınan ifadeler mahkemelerde geçerli sayılmamalı.
- Türk Ceza Yasası'ndaki 141-142-163. maddeler ile insan hakları ihlallerine yol açan diğer maddeler kaldırılmalı.
- Basına, yayıncılara yönelik baskılara son verilmeli.
- Barışçı ve politik görüşleri nedeniyle hapsedilenler serbest bırakılmalı.

Güneş

16. 06. 1990

Çukurca'da köylüler çatıştı, 3 ölü 5 yaralı

HAKKARI, (A.A.)-Hakkari'nin Çukurca ilçesinde köylüler arasında Cuma namazı sırasında başlayan tartışma, dışarıda silahlı çatışmaya dönüştü. İlk belirlemelere göre, olayda 3 kişi öldü, ikisi ağır olmak üzere 5 kişi yaralandı.

Hakkari Valisi Şahabettin Hıncal'dan edinilen bilgiye göre, Çukurca ilçesinin Bıvşak köyü Maden mahallesinde Cuma namazına giden köylüler, henüz belirlenemeyen bir nedenle tartışmaya başladılar. Daha sonra Çarşı dışına taşan tartışma, silahlı çatışmaya dönüştü. "Pinyanlı" aşiretinin "Talışan" grubundan olan köylülerden kimlikleri henüz belirlenemeyen 3 kişi öldü.

Cumhuriyet, 16. 06. 1990

Beşikçi için 10 bin imza

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Yazdığı bir kitaptan ötürü tutuklu olarak yargılanan Dr. İsmail Beşikçi'nin serbest bırakılması istemini içeren, 10 bin imzalı bir dilekçe Adalet Bakanlığı'na dün iletili.

Halkın Emek Partisi (HEP) Genel Sekreteri İbrahim Akşoy, İnsan Hakları Derneği (İHD) Genel Başkanı Avukat Nevzat Helvacı, avukatlar Yusuf Alataş, Ercan Kaner ile yazarlar Bülgeşu Erenus ve Mehmet Bayrak tarafından Adalet Bakanlığı'na iletilen dilekçede şöyle denildi:

"Sosyolog Dr. İsmail Beşikçi, 'Devletlerarası Sömürge Kürdistan' isimli kitabı yazdığı için tutuklandı. Sistem olarak birçok yazar ve yazarları ötürü aynı sorunla ilgili düşüncelerinden ötürü tutuklanmakta ve yargılanmaktadır.

Yaşanan bir gerçek ki Türkiye'de bir bilim adamı veya herhangi bir kişi hapse girmeyi göze

almadan nesnel gerçeklikle çıkışa da Kürt sorunu üzerine resmi görüşe aykırı bir görüş belirtebilememekte, düşüncelerini açıklayamamaktadır. Devlet bu konuda herkesin kendisi gibi düşünmesi için her türlü zora başvurmaktadır.

Başta anayasa olmak üzere Türk Ceza Yasası ve diğer özel yasalar, yani bütün olarak reel hukuk sistemi, sadece düşünce özgürlüğünü, bilimsel araştırma özgürlüğünü yasaklamakla kalmamakta, esas olarak da dillerin ve ulusların hak eşitliğini engellemekte, bu yönde bir baraj oluşturmaktadır.

Demokrat olmanın ve insan hakları savunuculuğunun zorunlu bir gereği olarak;

- Reel hukuk sisteminin ırkçısoyven ve anti demokratik hükümlerden arındırılmasını,
- Kürt sorununun varlığının kabulü ve özgürce tartışılmasının yaşama geçirilmesini,
- İsmail Beşikçi ve tüm tutuklu ve yargılanmakta olanların serbest bırakılarak artık bu sorunla ilgili yargulamaların sona erdirilmesini, istiyor ve savunuyoruz."

Güneş

16. 06. 1990

Bağımsızlar SHP'ye dönüyor

ANKARA, (AA)- Sosyal Demokrat Halkçı Parti'den (SHP) ihraç edilen Mehmet Alınak ile partiden istifa eden Mehmet Kahraman, SHP'ye dönme koşullarının henüz oluşmadığı gerekçesiyle bağımsız kalacaklarını bildirdiler. Bingöl Milletvekili İtami Bıncı ise bu konuda henüz bir karar vermediğini söyledi.

Paris'teki Kürt Konferansı'na gittiği gerekçesiyle SHP'den ihraç edilen bağımsız milletvekili Mahmut Alınak, cezalı durumda bulunduğu için istese de partiye geri dönmeyeceğini söyledi.

Alınak, halkın çıkarlarını korumak için milletvekili olduğunu kaydederek, "Bu durumda bir yanda halkın çıkarları, diğer yanda benim çıkarlarım var. Bu nedenle halkın çıkarları, benim bağımsız milletvekili olarak çalışmamı gerekli kılıyor. Bu nedenle SHP'ye girmem" diye konuştu.

"Zaten istesem de SHP'ye geri dönemem, hatta genel merkez binasına adım bile atamam" diyen Alınak, şöyle devam etti:

"Çünkü ben cezalıyım. SHP yetkilileri geri dönmek için başvuruda bulunmamız gerektiğini söylüyorlar. Biz bir suç işlemedik ki, af diyelim. Zaten böyle bir düşüncem de yok. Gücüm yettiği sürece halkın sesi olmaya çalışacağım. Partiye döneceğimiz yolundaki haberler spekülasyon."

Kahraman ne diyor?

Diyarbakır Milletvekili Mehmet Kahraman da, politik hayatını "bağımsız" olarak sürdüreceğini söyledi.

Kahraman, SHP'den basit nedenlerle ayrılmadıklarını anlatarak, "İstifa etmemizi gerektiren koşullar henüz düzelmiş değil. Tabanın tepkisi de devam ediyor. Bu nedenle dönmeyi düşünmüyorum" diye konuştu.

SHP'nin, istifa eden milletvekillerini kazanabilmesi için önce o milletvekillerinin seçim bölgelerindeki halkı kazanması ve onları ikna etmesi gerektiğini savunan Kahraman, bu olmadığı sürece partiye dönmelerinin bir anlam taşımadığını söyledi.

2000'E DOGRU, 17. 06. 1990



Üniversite öğrencilerinden Beşikçi'ye imza

İstanbul'daki üniversitelerden 100 öğrenci, bir imza metni hazırladı. 19 Haziran'da İstanbul Tabipler Odası'nda, yapılacak basın toplantısında imzaya sunulacak metin şöyle:

"Genel olarak, düşüncelerinden dolayı insanların yüzlerce yıl hapis cezasıyla cezalandırılmasına, işkencelere uğramalarına, sürgünlere gönderilmelerine, toplumsal sorunlara, ezilen ve sömürülenlerin cephesinden bakanların üzerindeki devlet terörünün bütün biçimlerine karşı duyarsız kalmayacağımızı belirtmek istiyoruz."

İKİBİN'E DOGRU • 17 HAZİRAN 1990 •

SHP'NİN KÜRT RAPORU

Reform paketi geliyor

"Kürtçe okutulabilir, ama devlet okullarında değil. Özel okullar olacak... Siyasal anlamda da 'Kürt kimliği' nin tanınmasında ısrar edilecek..." Abramowitz ve Kozakçioğlu'nun açıklamalarından sonra şimdi de SHP'nin "Kürt raporu" piyasaya çıkıyor.

"Türküm, doğrum, çalışkanım... Varlığım Türk varlığına armağan olsun." "Bir Türk dünyaya bedeldir", "Ne mutlu Türküm diyene!", "Türk ekonomisi...", "Türk! öğren, çalış, güven..."

Artık, "Doğru ve çalışkan" olmak için Türk olmaz gerekmeyecek! Türkiye ekonomisi yalnızca Türklerin ekonomisi değil, Kürtleri de ilgilendiriyor. Yüzbinlerce ilkokul çocuğu, varlıklarını neden "Türk varlığına" armağan etmek zorundalar? Ya, bu çocukların anası, babası Türk değilse!..

Bu sorular ve benzerleri SHP içinde soruluyor şimdi! 7 ay önce, Paris Kürt Konferansı'na katıldıkları için 7 milletvekili ihraç eden SHP, şimdi bir "Kürt Raporu" hazırlıyor. SHP Parti Meclisi'nin çizdiği bir takvim çerçevesi içinde Merkez Yürütme Kurulu'na verilen görev, şimdi bir alt komisyon tarafından yerine getiriliyor. Komisyon 18 Haziran'da son kez toplanacak. Önce MYK'ya ve sonra 13 Tem-

DENİZ BAYKAL. SHP raporu devletin bir asimilasyon aracı olmasına karşı çıkıyor.



• İKİBİN'E DOĞRU • 17 HAZİRAN 1990

muz'da İstanbul'da toplanacak olan Parti Meclisi'ne raporunu sunacak.

SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal, Genel Sayman ve Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Genel Sekreter Yardımcısı ve Diyarbakır Milletvekili Hikmet Çetin, MYK üyeleri Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin ve Ankara Milletvekili Eşref Erdem, çalışmalarını sürdürüyorlar. Değişik düşünceler ortaya çıkıyor, tartışılıyor, bir "senteze" varılmaya çalışılıyor.

DEVLET OKULLARINDA DEĞİL

Nokta, Cumhuriyet ve Güneş, SHP'nin raporunda Kürtçeye "Okullarda seçmeli ders olarak yer verilmesi"ni savunacağını yazdılar. Yanlış! SHP, Kürtçe'nin devlet okullarında seçmeli ders olmasını değil, Kürtçe öğretilen özel okulları savunacak.

"SHP'den bu soruna Marksist bir yaklaşım getirmesini beklemek gerçekçi değildir" diyor, bir SHP'li milletvekili. "Ama, sunulacak rapor, bu Meclisin çatısı altında geçmişte ve bugün yer alan siyasi partilerin programlarıyla kıyaslanamayacak derecede ileri olacaktır."

RAPOR MU, TARİH Mİ!

SHP, Kürt sorununa "gerçekçi yaklaşımlar içinde çözüm" arıyor. Raporda, yaklaşım gereği, Kürtlerden "ulus" ya da "halk" olarak söz edilmeyecek! Bu sözler kullanılacak. Bu yöndeki talepler kabul görmedi.

Komisyonu katılan üyeler ayrı ayrı çeşitli çalışmalar yaptılar. Şimdi dökümanların ve bilgilerin bir araya getirilmesi aşamasına gelindi. Konuya ilişkin Marksist klasiklere göz atıldı. CHP, TİP, TİKP, TEP, SDP, SP ve HEP'in konuya ilişkin programları gözden geçirildi. İnsan Hakları Bildirgesi, Lozan Konferansı Belgeleri, Helsinki Nihai Senedi, Meclisin gizli tutanakları, Ata-



ABD BÜYÜKELÇİSİ ABRAMOWİTZ. SHP'den önce davrandı.

türk ve İnönü'nün görüşleri incelendi. 2000'e Doğru, Yeni Gündem, Saçak ve çeşitli dergiler tarandı. "Rapor" değil, sanki "tarih" yazılıyor!

SHP Raporunda "Kürtlerin kimliği" savunulacak. Yalnızca sosyolojik anlamda değil, siyasal anlamda da "Kürt kimliği"nin tanınmasında ısrar edilecek. Türk kültürünün bir "Üst kültür" olarak görülmesine ve başka kültürler üzerinde bir hegemonya aracı olarak kullanılmasına karşı çıkılacak. Kültürde evrensellik savunulacak. Devletin, 1930'lardan bu yana Türk kökenli olmayan insanlar üzerinde bir asimilasyon aracı olarak kullandığı ve bunun terk edilmesi gerektiği dile getirilecek.

TÜRKÇE RESMİ DİL KALSIN!

Komisyonunda, Türkçe'nin "Resmi dil" olarak savunulması düşüncesi ağır basıyor. Türkçenin "kullanılabilirliği", "tarihselliği" Türkiye'de-

ki başka dillerin ona seçenek olamayacağı belirtiliyor. "Türkçe'nin öğretilmesi, etnik asimile aracı olarak görülmemeli" fikri ağır basıyor.

"İnsanların Türkiye'de etnik konularından dolayı, mezheplerinden, dinsel inançlarından veya azınlık statüsünden dolayı farklı bir uygulamayla karşı karşıya kalmayacağı bir arayış içine girdik. Bunu çözmeye çalışıyoruz" diyor SHP milletvekili. Bu bağlamda, "Kürt kültürünün serbestçe araştırılabilmesi için" bir Kürdoloji Enstitüsü'nün kurulabilmesi öneriliyor.

SHP'nin içine girdiği "arayış" ilginç bir döneme tekabül ediyor! Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, 12 Haziran günlü gazetelerde Kürtçenin her yerde konuşulduğunu ve yasak olmadığını söylüyor. "Devlet dairelerinde bile konuşabilirsiniz" diyor. Kozakçıoğlu, belirli bir zaman dilimi içerisinde, valilerin de belediye başkanları gibi seçimle iş başına gelmeleri gerektiğini savunuyor.

SHP geç kaldı! Güneydoğu'da anadilin Kürtçe olduğunu Kozakçıoğlu söylüyor! "Kürt asıllı Türk vatandaşlarının kültürel sorunlarıyla" ilgilenen bir başka kişi ise ABD Büyükelçisi Abramowitz! Büyükelçi, aynı tarihli gazetelerde bu sorunun, "PKK terörizminden farklı bir olay" olduğunu belirtiyor. *Nokta* Dergisi, düzen partilerinin Kürt sorununda birleştikleri "asgari müşterek"i kapak yaptı: "Kürtçeye Özgürlük". Kozakçıoğlu, *Nokta*'nın haberinden "rahatsız değiliz" diyor ve ekliyor: "Doğrusya rahatsız olmuyoruz." Haberin doğruluğuna ya da yanlışlığına ise vali karar verecek! Kararname, haber doğru olsa bile halkı "Heyecanlandırması" gerektiğini de valinin değerlendirmesine bırakmadı mı?

"HERKESİ MEMNUN EDELİM"

SHP'nin Güneydoğu raporunda, gelişmiş kapitalist ülkelerin çözüm yöntemleri arasında "benzer" ya da "en uygunu" aranıyor. İngilizlerin, Galler bölgesinde uyguladığı kendi dilini ve kültürünü özgürce geliştirme modeline sıcak bakılıyor. Ama "Devletin bütünlüğüne yönelik" bir hareket karşısında, "Savunma hakkı" mutlaka belirtilecek. Bu yüzden raporda "Birlikte yaşama ilkesi" sık sık vurgulanacak. Parti Meclisi'ne sunulacak olan taslağın, "SHP yelpazesi içinde her kesimi"



KOZAKÇIOĞLU. Kürtçe dillerde.

ikna etmesi amaçlanıyor. Hem "Doğuluları" memnun edecek, hem de "Batılılar" için kabul edilebilir olacak.

SHP'nin Kürt Raporu, ABD Büyükelçisi'nin deyişle "İnsan haklarının, tüm dünyada gittikçe daha çok dikkati çektiği" bir döneme de denk düşüyor. Sınıfların ya da halkların değil, "Genel insanlık çıkarlarının" temel alındığı bir döneme. "İnsanlık" denilen büyümlü sözcük herkesi etkiliyor. Çekoslovakya'da seçimleri kazanan "Yurttaş Forum" un Dış İlişkilerden Sorumlu Üyesi Martin Palous, Türkiye ile ilişkilerinde "Kürt sorununa

ağırlık vereceklerini" söylüyor. AGİK'in "İnsani Boyut" Toplantısı'nda azınlıklar sorununda Kürtler dile getiriliyor.

Federal Almanya'da okullarda Kürtçe eğitim başlıyor! 1990-91 yılında Köln ve Batı Berlin'de Kürtçe dil ve kültürü okullarda öğretim programına alındı. Gene Federal Almanya'da, Eğitim ve Bilim Sendikası (GEWE) öğretmenlere Kürtçe anadili konulu bir seminer düzenliyor. Seminere Kürt öğretmenlerin yanı sıra Alman ve Türk öğretmenlerinin de katılacağı açıklanıyor. Ulusal ve uluslararası planda "Kürt Reformu" nun temeli hazır.

KÜRT TANZİMATI

PKK'nın son eylemi üzerine basında çıkan yorumlar da ilginç. Uluç Gürkan ve Uğur Mumcu klasik devlet söyleminin dışına çıkamıyorlar. Teoman Erel Güneydoğu'nun sorunlarının, GAP denilen "Büyük rüya"nın gerçekleşmesini bekleyemeyeceğini belirtiyor. İlhan Selçuk çözümü, "Güneydoğu"yu da kapsayacak gerçek bir demokraside" görüyor. Mümtaz Soy-sal, dış dünyaya karşı "Mevcut. açıkları mümkün olduğunca azaltmayı" öneriyor.

Kürt reformu geliyor! Türkler için Tanzimat 151 yıl önce ilan edildi. Şimdi Kürtlerin "Hattı Hümayunu" hazırlanıyor. SHP'nin Raporu da bunun bir parçası. Doğu'ya yol, su, elektrik, okul, hastane! "Milli hasıladan düşen payın" artırılması! vs.... Kürtler kabul edecek mi? Sorun bu. □

HİKMET ÇİÇEK

Cumhuriyet, 19. 06. 1990

PKK 4 tanker yaktı

ADANA (Cumhuriyet Güney Bölge Bürosu) — Erzurum'un Şenkaya ilçesine bağlı Beşpınarlar köyünde basan bir grup terörist, köy muhtarının eşi Gülser Sinanoğlu'nu öldürdü, iki kişiyi de yaraladı. Batman'ın Gercüş ilçesine bağlı Başaklı köyü yakınlarında da 4 tanker ile 1 kamyon teröristlerce yakıldı.

Erzurum Valisi Emrullah Zeybek'ten alınan bilgiye göre henüz

sayıları konusunda kesin bilgi edilemeyen bir grup terörist, önceki akşam 20.00'de Şenkaya ilçesine bağlı Beşpınarlar köyüne baskın düzenledi. Muhtarın evine giren teröristlerin açtığı ateş sonucu muhtarın karısı Gülser Sinanoğlu (45) öldü. Muhtar Sinan Sinanoğlu ile Toplu Soylu adlı iki kişi de ağır yaralandı.

Öte yandan, Batman'ın Gercüş ilçesine bağlı Başaklı köyü yakınlarında durdurulan dört tanker ile bir kamyon, teröristler tarafından ateşe verildi. Önceki gece 21.00 dolaylarında meydana gelen eylemden sonra dört kişi olduğu sanılan terörist grubun kaçtığı bildirildi.

5 PKK'lı sağ olarak ele geçti

5 terörist öldürüldü

Yüksekova kesiminde bir grup PKK'lı ile güvenlik güçleri arasında çıkan çatışma sonunda 2 terörist öldürüldü. Aynı gün sürdürülen operasyonlar sırasında güvenlik güçleri Adıyaman'ın Karagüveç bölgesinde karşılaştıkları 2 teröristi, Siirt'in Koçtepe mevkiinde bir teröristi ölü olarak ele geçirdiler.

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, önceki gün bölgede gerçekleşen ve bir asteğmen ile 6 erin şehit olduğu çatışmalar sırasında 5 teröristin ölü, 5 teröristin de sağ olarak ele geçirildiğini açıkladı.

Bölge Valiliği'nden dün yapılan açıklamaya göre önceki gün Şırnak ili Beytüşşebap ilçesi Yüksekova tepe bölgesi dağlık arazi kesiminde bir grup teröristle güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Burada 2 terörist ölü olarak ele geçirildi. Güvenlik güçleri aynı gün sürdürdükleri operasyonlar sırasında Adıyaman'ın Besni ilçesi Karagüveç bölgesinde karşılaştıkları 2 teröristle çatışmaya girdiler. İki terörist de ölü olarak ele geçti. Siirt ili Eruh ilçesi Koçtepe mevkiinde çıkan bir başka silahlı çatışmada da 1 terörist ölü olarak ele geçirildi.

Bu haberin yanı sıra sürdürülen

operasyonları sırasında Hakkâri bölgesinde 1 Tunceli bölgesinde 2 olmak üzere, 5 teröristin de sağ olarak ele alındığı bildirildi. Bölge Valiliği'nin açıklamasında, ölü ve sağ olarak ele geçirilen teröristlerle birlikte 5 adet Kalaşnikof marka uzun namlulu silah, 10 adet şarjör, 3 adet el bombası, 8 adet elektrikli fûnye ve çok sayıda fişek ile çeşitli malzemelerin de elde edildiği kaydedildi. Önceki gün sürdürülen söz konusu operasyonlar sırasında çıkan çatışmalarda 1'i asteğmen, 6 er de şehit olmuştur.

Bu arada dün Hakkâri'nin Çukurca ilçesi Çıglı köyünün bir grup PKK'lı militan tarafından basıldığı öğrenildi. Dün Çıglı köyüne gelen PKK'lılar, köyden 170 katır ve 13 öküzü kaçırdılar. Irak sınırı yönüne doğru kaçan militanların yakalanması için operasyonların başlatıldığı öğrenildi.

Cumhuriyet

18. 06. 1990

Cüneş, 19. 06. 1990

17'lik PKK'lı: Katliama katılmadım

ERZİNCAN, (Gün-Ha)-Elazığ'da 21 Mart 1990 tarihinde Etibank Ferro Krom İşletmesi üst düzey görevlileri ve bir müfettiş ile Alarko Şirketi müfettişlerinden oluşan dokuz kişinin kurşuna dizilerek öldürülmesine karışmak ve bu olayda sanıklara yataklık etmekle suçlananların yargılanmasına Erzincan Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde başlandı.

İçlerinde Elazığ'ın Arıcak ve Erinli belediye başkanları ile DYP Milletvekili Ali Rıza Septioğlu'nun oğlu Mehmet Septioğlu'nun da bulunduğu, 17'si tutuklu, toplam 42 sanıklı davanın duruşma bölümünde, mahkeme başkanı tarafından sanıklara, polisteki ifadeleri okun-

du ve savunmaları istendi. Sanıkların polisler verdikleri ifadelerinin işkence ile alındığı yolundaki suçlamaları mahkeme heyeti tarafından kabul edilmedi. Dokuz kişinin öldürülmesi olayına fiilen katıldığı iddiasıyla yargılanan küçük sanık Kasım İzer (17), mahkemede fotoğraf çeken gazetecilere zafere işaret yaptı. Daha sonra ifadesi alınan Kasım İzer, PKK örgütüne katıldığını, yaşının küçük olması nedeniyle silahlı eylemlerde bulunmadığını, ancak Mehmet Septioğlu'nun şantiyesinin basılıp, üç otomatik silahın gasp edilmesi olayına gözcü olarak katıldığını kabul etti. Dokuz kişinin öldürülmesi olayına katılmadığını, o tarihlerde

görevli olarak Bingöl bölgesinde bulunduğunu söyleyen küçük militanın ifadesi, Türkçe bilmediği için yardımcı tercüman aracılığıyla alındı.

Örgüte para vererek, eylem yaptırdığı iddiasıyla yargılanan DYP Milletvekili Ali Rıza Septioğlu'nun oğlu Mehmet Septioğlu ise, ifadesinde şunları söyledi: "Ben her zaman devlete bağlı kaldım. Eşkıya-la haraç vermedim."

Örgüte yardım ve yataklık yaptıkları gerekçesiyle yargılanan Arıcak Belediye Başkanı Yusuf Dağmızrak ile Erinli Belediye Başkanı Öner Cengiz de, suçlamaları reddettiler.

Cumhuriyet

20. 06. 1990



İHD üyeleri 1 haftalık açlık grevini Gülhane önünde halay çekerek bitirdiler. (Fotograf: Nilgün Toptan)

Beşikçi'ye öğrenci desteği

İstanbul Haber Servisi — İnsan Hakları Derneği üyeleri ile tutuklu yakınlarının, 413, 424 ve 425 sayılı kararnamelere karşı başlattıkları bir haftalık açlık grevine dün son verildi.

Bir grup öğrenci de yazdığı kitaplar nedeniyle tutuklu bulunan Dr. İsmail Beşikçi için düzenledikleri basın toplantısında, Beşikçi'nin kitapları ve düşünceleri nedeniyle yargılanmasını protesto ettiler.

İstanbul'da çeşitli üniversitelerden 100'ü aşkın öğrenci adına Tabipler Odası'nda düzenlenen basın toplantısında, Beşikçi'nin düşüncelerinden ve yazdıklarından ötürü yıllarca cezaevinde kaldığı vurgulandı. Türk aydınlarının Beşikçi'nin başından geçenleri gör-

memezlikten geldiği savunulan toplantıda, "Beşikçi bir ulusu topyekûn savunduğu için bu durumdadır" denildi. Toplantıda daha sonra 109 üniversite öğrencisinin imzaladığı Beşikçi'ye yazılan açık mektup okundu. Mektupta, olaylara karşı duyarsız kalmayacağı belirtilerek şöyle denildi:

"Üniversitelerde resmi ideolojiyi kanıtlamak için bilim yapıldığı, bilimin belirli kâhplar içine sokulduğu ve beyinlerin sizin deyimimizle kötürümleştirdiği bir ülkede yaşıyoruz. Sizi yalnızca gerçekleri ortaya koyduğunuz için yıllarca zindanlarda çürütmeye çalışan bir devletin vatandaşı olmaktan utanıyoruz.

Bizler resmi ideoloji ile çatıştı-

ğımız için sizi kovuşturan ve kovan, bilimsel çalışmaların doğruyu saptamak için değil, resmi ideolojiyi kanıtlamak için yapıldığı üniversitelerin öğrencileri olmaktan utanıyoruz.

Resmi ideolojinin çerçevesi içinde bilim yapan ve bu çerçeveyi parçaladığınız için sizi ajanlıkla suçlayan aydınlarla sahip olduğumuz için utanıyoruz."

Daha sonra Beşikçi ile Dayanışma Komitesi adına söz alan Sungur Savran, öğrencilerin Beşikçi için yaptığı eylemi desteklediklerini açıkladı.

Toplantı sonunda, öğrencilerin açık mektubu imzaya açıldı.

Açlık grevi sona erdi

413, 424 ve 425 sayılı kararna-

melere karşı bir hafta önce açlık grevine başlayan bir grup İHD üyesi ve tutuklu yakınları da Beşikçi için yapılan toplantı sonrasında Gülhane Parkı önüne gelecek eylemlerine son verdiler. Burada yapılan açıklamada, 80 kişinin dönüşümlü olarak sürdürdüğü eylem sırasında, baskılara karşı duyarlılığın yükseltildiği belirtilerek, "Açlık grevimiz boyunca yükselen dayanışma ve mücadele kararlılığının süreceği, açlık grevimize katılan ve destekleyenlerin ortak önerisi olarak dile getirilen platformda sesimizin daha yüksek çıkacağı inancındayız" denildi. Eylemlerinin sonunda halay çeken İHD üyeleri ve tutuklu yakınları Beşikçi'nin duruşmasını izlemek üzere İstanbul DGM'ye gittiler.

Şırnak'ta şehit düşenler toprağa verildi



Şırnak'ta teröristlerce şehit edilen Hüseyin Adeka'nın cenazesi Turhal'ın Çaylı köyünde toprağa verildi (yanda), fotoğrafta Hüseyin Adeka eğitim alanında (üstte).

Eşkıya köy bastı, araç yaktı ve şoför kaçırdı

YURT HABERLERİ SERVİSİ

Erzurum'un Şenkaya ilçesine bağlı Beşpınarlar köyüne baskın düzenleyen teröristler, muhtarın karısını öldürüp, muhtar ile bir kişiyi ağır yaraladılar. PKK militanları, Mardin'in Midyat ilçesi ve Batman'ın Gerçüş ilçesinde de 6 tanker ile bir kamyonu yakıp, araç şoförlerinden 3'ünü kaçırdı.

Erzurum Valisi Emrullah Zeybek'in verdiği bilgiye göre, önceki gece Beşpınarlar köyüne baskın düzenleyen bir grup PKK'lı köy muhtarı Sinan Sinanoğlu'nun evine girdiler. Açılan ateş sonucu muhtarın karısı Gülser Sinanoğlu hayatını kaybederken, muhtar Sinan Sinanoğlu ile evde bulunan Topçu Soylu adlı bir kişi de ağır yaralandı. Erzurum Araştırma Hastanesi'ne kaldırılan yaralıların durumunun ağır olduğu bildirildi.

Mardin'in Midyat ilçesinden Batman'a giden 4 tankerin yolu önceki akşam PKK militanları tarafından kesildi. Militanlar, tankeri benzin dökerek ateşe verdikten sonra şoförlerden 3'ünü yanlarına alarak uzaklaştı. Teröristlerin elinden kurtulmayı başaran bir şoför, olayı güvenlik kuvvetlerine haber verdi.

Öte yandan, Batman'ın Gercüş ilçesine 10 kilometre uzaklıkta da 2 tanker ile bir kamyon teröristler tarafından yakıldı.

Şehitler toprağa verildi

PKK eşkiyasının şehit ettiği askerlerimizden ikisi toprağa verildi. Şırnak'ta şehit edilen Astegmen Menderes Gürlek, doğum yeri olan Sındırgı'nın Işıklar köyünde, Şırnak'ın Güçlükonak ilçesi yakınlarında şehit düşen Çavuş Hüseyin Adeka da Turhal'ın Çaylı köyünde toprağa verildiler.

Eski milletvekili Ali Rıza Septioğlu'nun oğlu Muhammet Septioğlu da sanıklar arasında

PKK'ya yataklık eden 17 kişi yargılandı

FİKRET DADAŞ
AYHAN ERGÜDER

ERZİNCAN, (Tercüman)- 21 Mart'ta Elazığ'ın Palu ilçesi yakınlarında Etibank'a ait Ferrokrom tesislerinde çalışan 9 mühendisin öldürülmesi ve 5 aracın yakılması olayına karışan PKK'lılara yardım ve yataklık ettikleri iddia edilen tutuklu 17 sanığın yargılanmasına başlandı.

Erzincan DGM'de dün sabah başlayan duruşmada sanıkların kimlik tespiti yapıp isnat edilen suçlar hakkında ifadeleri alındı. Bu arada 20

yaşlarındaki PKK mensubu Kasım İzer, duruşma başladıktan sonra özel güvenlik tedbiri ile duruşma salonuna getirildi. Sanıklar, isnat edilen suçlamaları işkence altında kabul ettiklerini ileri sürdüler.

Duruşmada eski milletvekillerinden Ali Rıza Septioğlu'nun oğlu Muhammet Septioğlu, devletten yana olduklarını, PKK'ya hiçbir zaman yardım etmediklerini belirterek, "Teröristlere yardım edenin imanından şüphe ederim. Öteden beri teröre karşıyım, terörün karşıyındayım. Eğer teröre bir katkımız varsa ailemin de idamını talep ediyorum.

örgüt mensuplarına para göndermedim. Ben, komplonun ortaya çıkmasını istiyorum." şeklinde konuştu

Erimli Belediye Başkanı Ömer Cengiz ise, 1986 yılında teröristler tarafından kaçırılan kızı Kamile'nin 4 ay sonra evine döndüğünü, geçen yıl Mayıs ayında ise intihar ettiğini söyledi. Öldürülen bir teröristi kendisinin ihbar ettiği gerekçesiyle evinin bir grup tarafından basıldığını kaydeden Ömer Cengiz, "Ömer Kaya isimli kişi bana teröristlerin 5 milyon lira istediği yolunda bir pusula getirdi" dedi.

Ömer Kaya da teröristlerin "evini bombalarız" diye kendisini tehdit ettiklerini, pusulayı Ömer Cengiz'e bu yüzden götürdüğünü ileri sürdü.

Aynı davada yargılanan Arıcak Belediye Başkanı Yusuf Dalmazrak da, "Bu olay politik komplodur. Her an personelim ve araçlarımla devletin, bölük komutanının yanındayım. Beni bu işe politik yönden çektiler" dedi.

Duruşma sonunda belediye başkanları Yusuf Dalmazrak ile Ömer Cengiz ve işsiz Ali Temizsoy tahliye edildiler. Duruşma 18 Temmuz tarihinde ertelendi.

Tercüman

20. 06. 1990

Batı basını, Irak'a silah satışında Türk firmasını suçluyor

ENKA, "kiyamet topu" nun ağzında

İtalyan Panorama Dergisi, Irak'a kıyamet topu satışının arkasında ENKA'nın, ABD'deki uzantısı Entrade Şirketi'nin bulunduğunu yazdı

Mehmet DEMİREL / ROMA, (Hürriyet)

İTALYA'nın saygın yayınlarından haftalık Panorama Dergisi, son sayısında Irak'a Kıyamet Topu satışının arkasında Şarik Tara'nın ENKA Şirketi ve bu şirketin ABD'deki uzantısı Entrade Şirketi'nin bulunduğunu yazdı.

İtalya'nın adı sürekli skandallara karışan devlet bankası "Banca Nazionale del Lavoro" (Ulusal İş Bankası BNL)'nin Irak'a Kıyamet Topu satışında, ABD'deki Atlanta şubesinden çıkardığı usulsüz kredileri ENKA'nın New York'taki şirketi Entrade International Ltd. aracılığıyla yönlendirdiğini ileri süren Panorama Dergisi, ENKA grubu sahibi Şarik Tara'nın, Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın yakın arkadaşı olduğunu da vurguladı.

Son sayısında bu konuyu kapak yapan ve 6 sayfa ayıran dergi, Angelo Pergolini imzalı haberinde ENKA'nın New York'taki şirketi Entrade'in sorumlusu Yavuz Tezeller'le de görüştü. Tezeller'in "Yapılan normal ticari bir iştir" şeklindeki açıklamasına da yer veren dergide, "Aslında, BNL'nin Atlanta şubesi kanalıyla sağlanan krediyle Irak'a gıda maddesi satışı yapılacaktı. Ancak, Atlanta şubesinin halen FBI tarafından sorgulanan müdürü Christopher Drogoul bu kredileri Saddam Hüseyin'in korkunç rüyası olan kıyamet topu için kullandı. Bu uygulamada, işe Irak'la çok iyi bağları olan ve Irak'ta milyarlık işler yapan en büyük Türk şirketlerinden ENKA'nın New York'taki bağlantısı Entrade Şirketi karıştı. ENKA Türkiye'de çok etkin bir güce sahiptir. Grubun sahibi ve başkanı Şarik Tara, halen Türkiye Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın en yakın dostudur" dendi.

MERKEZ BANKASI İDDİASI

ENKA'nın taşımacılık şirketi ENTAS aracılığıyla İran-İrak savaşı sırasında ve savaşın sonuna Irak'a İskenderun ve Mersin limanlarından büyük miktarlarda taşımacılık işleri yaptığını ve bu işlerde Entrade'in "kara paralarının" kullanılacağını ileri süren dergi, taşımacılık masraflarının Türkiye Cumhuriyeti Merkez Bankası tarafından finanse edildiğini yazdı.

"Entrade gibi küçük sermayeli bir şirket nasıl oldu da BNL'den 500 milyon dolar kredi alabildi?" diye soran dergi, Entrade'in

adına BNL belgelerinde 114 kez rastlandığını belirtti ve bu durumun bankanın ne New York ne de Roma'daki merkezlerinde dikkat çekmemesinin "ilginç" olduğunu yazdı.

Panorama Dergisi'nin araştırmasında, Christopher Drogoul'un, BNL'nin Atlanta şubesinin başına gelmesinden hemen sonra Entrade ile banka arasında başlayan alışverişin 9 Haziran 1989 tarihine kadar 103 milyon 638 bin 945 doları bulduğunu belirtildi.

PİYASININ ÇOK ÜZERİNDE

ENKA'nın Irak'a "gıda maddeleri satışı" konusunda ise dergide şu iddialar yer aldı: "Irak'a gönderilen mallardan yüzde 40'ı gıda maddeleri değil, başka malzemelerdir. Bazı malların teslim belgeleri yoktu. Irak, Entrade'den piyasa değerinin çok üzerinde gıda malları almıştı. Bağdat Hükümeti neden tahıl, şeker ve mısır karşılığı astronomik rakamlar ödemeye yanaşmıyordu? Türk şirketinin yetkilileri, Irak savaş halinde bir ülkedeydi, oraya ithalatın riski vardı, bu yüzden piyasa fiyatlarının üzerinde belirlenen fiyatları kabul etmek zorundaydı'diyorlar. Bu açıklama geçen nisan ayının 19'una, Amerikan Tarım Bakanlığı'ndan bir heyetin Bağdat'a yaptığı ziyaret tarihine kadar geçerliydi. Ama bu ziyaret sırasında çok önemli bir gerçek ortaya çıktı..."

Amerikan Tarım Bakanlığı'ndan giden heyetin, Irak'ın Entrade aracılığıyla satın aldığı gıda maddelerinin fiyatlarını çok kabarık bulması üzerine yaptığı tahkikatta, kendilerine "Ulaşım masrafları da fiyatlara dahil, o yüzden böyle oldu" dediğine dikkat çeken dergi, "Peki, gıda maddelerinin nakliye masraflarının Türkiye Cumhuriyeti Merkez Bankası tarafından karşılandığını gösteren belgeler de bulundu. Bunların anlamı ne?" diye soruyor. Panorama Dergisi, bu durumda nakliye masraflarının iki kez, birinin kurallara uygun fatura ile diğerinin ise mallara eklenerek ödendiğine dikkat çekti ve bu sayede Entrade'in büyük bir "kara para fonu" oluştuğunu yazdı. Panorama, bu şekilde gözlerden kaçırılan paraların Irak'a, legal biçimde finanse edilemeyecek bazı nakliye işlemlerinin gerçekleştirilmiş olabileceğinin altını çizdi.

İKİ CAN ALDI

ENKA'nın, ABD'de Irak yanlısı olarak bilinen Bechtel Şirketi ile birlikte Irak'ta yapılmakta olan Bekme Barajı işinde ortak olduğuna dikkat çeken Panorama muhabiri Angelo Pergolini, Şarik Tara'ya İstanbul'da bu konularda soru yönelttiğini ancak Tara'nın kendisine cevap vermek için kelime bulmakta zorlandığını söyledi.

Tüm dünyanın konuştuğu BNL ve Irak'a usulsüz silah satışı haberlerinin Türkiye'de fazla yazılmadığını ve konuşulmadığını iddia eden İtalyan gazeteci, konuyla ilgili olarak Hürriyet'e yaptığı açıklamada, önümüzdeki haftalarda dergide olayın yeni boyutlarının gözler önüne serileceğini söyledi ve "BNL skandalının cehennem topu macerası şimdilik iki can aldı. Bunlardan ilki geçtiğimiz 22 Mart'ta Brüksel'de tabanca ile öldürülen, topun mucidi Gerald Bull idi. İkinci ölüm ise New York'ta oldu. Hem BNL ile hem de Şarik Tara'nın Entrade şirketi ile alınan ortak kararları uygulamaya sokan Irak Merkez Bankası Müdürü Sadık Taha, geçtiğimiz 8 Haziran'da New York'ta şüpheli bir kalp krizi sonucu öldü" dedi.

Olayın boyutlarının çok büyük olduğunu belirten İtalyan gazeteci, ayrıca şunları söyledi: "İşin içinde 500 milyon dolar gibi nerede olduğu belli olmayan bir para olunca ve de Irak-Türkiye-İtalya ve ABD gibi dört büyük ülkeyle bağlantısı bulununca araştırma yapmak çok zor. Gazeteci olarak en çok zorlandığımız taraf, adı geçen kişilerin ülkelerinde çok güçlü kişiler olmaları ve devletle kuvvetli bağlarının bulunması."

TARA YALANLADI

Enka Holding Yönetim Kurulu Başkanı Şarik Tara ise iddiaları yalanladı ve şu açıklamayı yaptı:

"Uluslararası piyasada iş yapan bir firma olarak, rakiplerimiz de var, muhaliflerimiz de. Bu nedenle, bu tür karalamalara şaşırıyorum. Bizim ne silah sevkiyatıyla ilğimiz var, ne de kıyamet topuyla..."

Hürriyet 21. 06. 1990

SHP'nin 'Kürt Raporu'nu ele geçirdik

● Genel Sekreter Deniz Baykal başkanlığında beş kişilik bir komisyonun hazırladığı ve "Sır" gibi saklanan raporda şu görüşlere yer veriliyor:

● "Kürtçe konuşmak, yazmak, şarkı söylemek serbest olmalı, kültürel serbestlik hakim kılınmalı, Kürt enstitüsü kurularak çalışmalar yapılmalıdır"

Emin KOÇ / ANKARA, (Hürriyet)

SOSYALDEMOKRAT Halkçı Parti (SHP) Güneydoğu'da yeni bir toplum anlayışını hakim kılma projesini kabul etti. Genel Sekreter Deniz Baykal başkanlığında beş kişiden oluşan komisyon "Bir sır" gibi sakladığı Güneydoğu raporunda büyük değişimler planladı. Buna göre Güneydoğu'da aşiret yapısının yanı sıra, ekonomik, sosyal, kültürel, siyasal değişimleri gerçekleştirme önerileri getirdi. Anadillerin serbest konuşulmasını öngören raporla Kürt enstitüsünün kurulması benimsendi.

Genel Merkez'in oluşturduğu komisyon iki aşık çalışmada ilk taslak raporunu tamamladı. Komisyonun yedi klasörden oluşan evraklar üzerindeki incelemelerinde Güneydoğu'daki Kürt nüfusu ile Batıya göç eden Kürt nüfusunun sayısı tespit edildi. Eğitim ve konut durumu, sanayi kuruluşları ile bölge halkının kullandığı telefon ve otomobil sayısı gibi çağdaş araçların miktarı da tespit edildi. Yöredeki yoksulluğun, gelir dağılımında adaletsizliğin, eğitimde eşitsizliğin saptandığı raporda geçmiş hükümetlerin hataları sıralandı ve çözüm yolları önerildi. Tüm partiler ve iktidar için yol gösterici olacağı belirtilen raporun 11 sayfadan oluşan taslağında "Demokrasi ve İnsan hakları" paketiyle birlikte "Ekonomik, Sosyal, Siyasal Sorunlar ve Çözüm Yolları" başlıkları sıralandı. Raporda, bölgedeki aşiret yapısına dayanan feodal durumun yıkılması öngörülürken, toprak reformunun da yapılacağı belirtildi.

Güneydoğu raporunun önemli ana başlıkları "Yoğun işsizlik, adaletsiz gelir dağılımı, yetersiz altyapı, sanayi yatırımlarının azlığı, verimsiz tarım ve kooperatifleşmenin yetersizliği, toprak dağılımında dengesizlik, GAP'teki eksiklikler, ekonomik gerilik ve yoksulluk" olarak ortaya kondu.

Rapordaki çözüm önerileri de "Güneydoğu için özel kalkınma planı yapılmalı. GAP'la ilgili koordinasyon düzenlemesine gidilmeli, işsizliği önleme projeleri

yapılarak yürürlüğe konulmalı. Toprak tarım reformu yapılmalı ve Sanayileşmeye büyük pay ayrılmalı" biçiminde sıralandı.

Güneydoğu'da aşiretlerin de hakim olduğu ve etnik ayrımlar ırksal ayrımlara dayanan feodal yapının hakim olduğu ve bunun bölgenin gelişmesini de engellediği tespiti yapılan raporda, Güneydoğu'dan Batıya geçen Kürt kökenli insanların büyük değişim gösterdiği ve bu yapıdan çıktığı tespitinden söz edilerek, "Sosyal refahın kriterleri olan telefon, otomobil, sağlık, okul gelişmiş bölgelere nazaran çok az kullanılmaktadır. Geri bir toplum yapısı hakim kılınmıştır. Aşiret yapısının Güneydoğu'da hakim olmaktan çıkarılması için değişimler yapılmalı" denildi.

Raporun "Siyasal yapı" bölümünde de ekonomik ve siyasal nedenlerle göç inceleniyor, bölgedeki insan hakları ihlalleri sıralanıyor, mevcut etnik yapının siyasal yapıya nasıl etkilediğinin tespiti konuluyor. Bölgedeki güvenlik boyutu irdelendikten sonra Olağanüstü Hal ve devletin ayrıcalıklı harekete karşı yaptığı mücadelenin toplumdaki yanlış yansımalarına değinilerek çözüm önerileri de şöyle sıralanıyor:

"Bölgede anadil yasağı kaldırılmalı, anadilin yazılıp çizilmesi, anadille türkî, şarkı söylenmesi serbest olmalı. Dine, mezhebe, etnik ayrılığa ve ırksal ayrılığa dayalı politikalara son verilmeli. Bunların bir ayrıcalık olmaktan çıkarılması. Kültürel serbestlik hakim kılınmalı, değişik alt kültürlerde akademik incelemeler yapılmalı. Kürt enstitüsü kurularak çalışmalar yapılmalıdır"

Deniz Baykal'ın bir basın toplantısıyla açıklayacağı ana rapor 4 Temmuz'a kadar tamamlanarak, 5 Temmuz günü Merkez Yürütme Kurulu'na sunulacak. Rapor, 15 Temmuz'daki Parti Meclisi'nde görüşülerek, SHP'nin Güneydoğu politikasının temelini oluşturacak. Bu arada taslak raporun basına sızdığı yolundaki bilgiler parti genel merkezinde huzursuzluk yarattı.

Hürriyet 22. 06. 1990

Irak'a dönen peşmergeler idam ediliyor

LONDRA (a.a)

ULUSLARARASI Af Örgütü, Türkiye'ye sığınan ve Bağdat Yönetimi'nin ilan ettiği aften yararlanmak üzere ülkelerine geri dönen Iraklı'lardan yüzlercesinin "ortadan kaybolduğunu veya idam edildiğini" bildirdi.

Merkezi Londra'da bulunan İnsan Hakları Örgütü tarafından yayınlanan bir raporda, Bağdat'ın ilan edilen afa ülkeye dönenlerin güvenliklerini sağlamadığı, uluslararası örgütlerin bu konuda denetimde bulunmasına da izin vermediği belirtildi. Son aylarla Türkiye'deki kamplardan Irak'a 2 bin 500 kişinin döndüğü belirtilen raporda, 11 Temmuz'a kadar uzatılan afa birlikte sadece Türkiye'den geri dönenlerin sayısının 6 bine ulaşmasının beklendiği kaydedildi.

Hürriyet 21. 06. 1990

Salona giremeyince gösteri yaptılar

Yazar İsmail Beşikçi'nin yargılandığı Devlet Güvenlik Mahkemesi'nin salonuna alınmayan yaklaşık 300 kişilik grup, "Beşikçi'ye özgürlük" diye sloganlar atmaya başladı. Bunun üzerine Çevik Kuvvet'e bağlı polisler, cop kullanarak kalabalığı dağıttı.

İsmail Beşikçi'nin duruşmasında olay



Yakapaça götürüldü

Protestocu grubu kovalayan polisler 30 kişiyi gözaltına aldı. Aralarında genç kızların da bulunduğu göstericiler, yakapaça polis arabalarına bindirilip emniyete götürüldü.



Yazar İsmail Beşikçi, kitaplarında Kürtçülük propagandası yaptığı gerekçesiyle 45 yıla kadar hapis istemiyle yargılanıyor...

- "Kürtçülük propagandası" suçlamasıyla tutuklu bulunan ve DGM'de yargılanan yazar Beşikçi'nin duruşmasını izlemeye gelen 300 kişi slogan atınca, polis zor kullandı.
- Olay sırasında yaklaşık 30 kişi gözaltına alındı. İki gazeteci de polis tarafından tartaklandı. Duruşma sırasında salonun küçüklüğü yüzünden yargılamanın sağlıklı olacağını öne süren 30 avukat, mahkeme heyetini protesto ederek salonu terk ettiler...

İSTANBUL, (Hürriyet)

SOSYOLOG İsmail Beşikçi'nin yazdığı iki kitap yüzünden açılan iki ayrı davada yargılanmasına başlandı. Davanın görüldüğü Duruşma Salonu'nun küçük olması yüzünden Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne alınmayan 300 kişi, slogan atıp yürümek isteyince, polis jop kullanarak grubu dağıttı. Olaylar sırasında 30 kişi gözaltına alınırken, görev yapan bazı gazeteciler polis tarafından tartaklandı. Bu arada duruşmada konuşan Beşikçi basını suçlayarak, "Türk basını şiddetle reddediyorum. Basın, MIT'in bir şubesi gibi çalışıyor" iddiasında bulundu.

İstanbul DGM'deki davada tutuklu sanık İsmail Beşikçi ve tutuksuz sanık Ayşe Zarokolu'nun avukatları, mahkeme salonunun adil bir yargılamaya müsait olmaması yüzünden değiştirilmesi gerektiğini öne sürdüler. Bu sırada duruşmaya giremeyen 300 kişilik bir grup, "Kürdistan Faşizme Mezar Olacak" ve "Beşikçi'ye Özgürlük" şeklinde slogan atmaya başlayınca, polis tarafından engellendi. Olaylar sırasında 30 kişi gözaltına alınırken, Tercüman Gazetesi Muhabiri Ahmet Tanyolaç polis tarafından tartaklanarak makinası kırıldı, Cumhuriyet Gazetesi Muhabiri Vedat Yenerer de kolundan yaralandı. Sayıları kalabalık olan avukatlar, sanıklara ayrılan yerde oturtulunca, mahkemenin kurallara uymadığını ileri sürerek topluca salonu terk ettiler. Açılan davalarda 22 yıldan 45 yıla kadar hapis ile yargılanan Beşikçi de mahkeme heyetini protesto ederek sorulara cevap vermeyeceğini söyledi.

DGM iki kitabından dolayı yargılanan İsmail Beşikçi duruşmada, "27. Çevrimli Kürt vatandaşını devlet öldürdü ve PKK'nın üzerine yıktı. Türk basını şiddetle red ediyorum. Basın, Milli İstihbarat Teşkilatı'nın bir şubesi gibi çalışıyor" dedi. Beşikçi'nin konuşmasının salonunda bulunan bir grup tarafından alkışlandığı görüldü. Duruşmaya HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar da katıldı.

Milliyet 21.06.1990

Beşikçi'nin duruşmasında olaylar çıktı, 20 kişi gözaltında



PROTESTO Sosyolog İsmail Beşikçi'nin dün İstanbul DGM'de yapılan duruşmasına giren 300 kişilik bir grup, bölücü sloganlar atarak protesto gösterisi yapınca, polis dağıtım için uyardı. Daha sonra Çevik Kuvvet polisleri tarafından toplanan grup Sultanahmet yönüne koştu (Üstte sol-
da). Gruptan birkaç kişi Çevik Kuvvet ekibine taş attı (Üstte sağda). Ceza-
dinin her iki yönünden gelen polis, göstericilerden bazıları yakalayan-
gözaltına aldı (yanda). (Fotoğraf: Kürşat YILMAZ/Serdar AKINAN)



DGM'de çatışma

● Kitaplarında bölücüük yaptığı iddiasıyla yargılanan İsmail Beşikçi'nin DGM'deki dünkü duruşması sırasında, içeri alınmayan bir grup, sloganlı gösteri yapıp uyarılara aldırmayınca polislerle aralarında taşıl-coplu çatışma çıktı, olaylarda 20 kişi gözaltına alındı. Sanık Beşikçi de duruşma salonunun küçük olması nedeniyle sağlıklı savunma yapamayacağını belirterek, ifade vermedi

İSTİBARAT SERVİSİ

YAZDICI kitaplarda bölücüük yaptığı iddiasıyla hakkında 45 yıl ağır hapis cezası istenen sosyolog İsmail Beşikçi, yargılandığı İstanbul DGM'de dünkü duruşmada ifade vermedi.

Yayinevi sahibi Ayye Nur Zarakoğlu ile yargılanan Beşikçi, salonun küçük olduğunu belirterek, "Bu salonda sağlıklı duruşma yapılamaz. Bu nedenle ifade vermeyeceğim" dedi. Avukatlar da salonda sağlıklı savunma yapamadıklarını belirterek, "Sanık avukatları, dünyanın hiçbir yerinde sanık sandalyesine oturarak savunma yapamaz" dediler.

Yer yer tartışmaların çıktığı ve 70 kadar avukatın katıldığı dünkü duruşmada mahkeme heyeti, Beşikçi'nin tutukluğunun devamına ve avukatların istemleri doğrultusunda sonraki duruşmaların büyük bir tiyatroya veya salonda yapılması için yet aranmasına karar verdi.

Beşikçi'nin duruşmasına alınmayan 300 kişilik bir grup, DGM önünde alkışlarla bölücü sloganlar atarak, protesto gösterisi yaptı. Göstericilerin etrafını çeviren polis, kalabalığı Sultanahmet yönüne doğru dağıtmaya çalıştı. Bu arada göstericiler yardımına gelen Çevik Kuvvet tarafından copla-

nınca, 10 dakika kadar sürüş çatışma başladı. Polisi taşıyan grupların ara sokaklara dağılmasıyla çatışma yayıldı. Soğukçeşme Sokağı'nda göstericilerle birlikte bazı ilgisiz kişiler de coplandı.

Çatışmadan sonra 20 kişi gözaltına alındı.

İnsan Hakları Derneği İstanbul Şubesi'nce kanun hükmündeki kararnamele kaldırılması için 13 Haziran'da başlatılan açlık grevi dün İsmail Beşikçi'nin DGM'deki duruşmasından önce, Gülhane Parkı önünde halay çekilerek sona erdirildi.

NOKTA
24. 06. 1990

SÖYLEŞİ / AHMET TÜRK

"İktidar hesabımız yok"

Siyasal yaşamımızın en genç partilerinden Halkın Emek Partisi, uzun tartışmalardan sonra kuruluş dilekçesini İçişleri Bakanlığı'na verip, tabelasını astı. Kurucular arasındaki en renkli kişi ise Mardin Milletvekili Ahmet Türk'tü. Kimilerine göre "Ahmet Türk, Kürt davasını savunabilmek amacıyla Mardin'deki köylerinden birini satıp, partiye bağışlamış"tı. Hakkındaki söylentileri kesin bir dille yalanlayan Türk, "Herkes kadar katkıda bulundum" derken, konuşma sırasında bir küçük "servet beyanı"nda da bulunuyordu: "Ziraat Bankasına 500, piyasaya 200 milyon borç, 5 bin dönüm toprak. Geçen yıl girdiğim kooperatif sa-

yesinde birkaç yıl sonra Ankara'da alacağım bir ev."
Şu anda kullandığı son model Mercedes otomobilini "taksitle"

aldığını belirten Ahmet Türk, kendisi ve kurucularından biri olduğu Halkın Emek Partisi hakkında, **Nokta**'dan Müşerref Seçkin'in sorularını yanıtladı.

Nokta: SHP'den ihraç edildikten sonra, Halkın Emek Partisi'ni kurdunuz. Oysa siz feodal bir aile yapısı sürdürüyorsunuz. Bu bir çelişki değil mi?

Türk: Bu birçok kişi tarafından merak edilen bir konu. Aslında öyle feodal bir aileden gelmiyoruz. Ancak toprağı olan bir aileyim. Gençliğimde, öğrenciliğimde belli bir çevrem vardı. Lise yıllarımda sol fikirlerle tanıştım. Önemli olan aile yapısı değil, kişinin dünya görüşüdür. Benim ailemin tutulması, sevilmesi, toprak sahibi oluşumuzdan değil. Bu tamamen geçmişten yana izlediğimiz politikadan geliyor. Ağalık zihniyeti dışında halkla bütünleşerek dayanışma gösterebildiğimiz için, sevilen bir aile olduk.

Nokta: Aşireti-



nizde sizin istemediğiniz bir partiye oy verebilirler mi?

Türk: Tabii. Başka partiye de oy verilebilir. Ama bugüne kadar akrabalarım, dostlarımla hiç düşmedik. Bu, emirle olan bir şey değil. Gönül rızasıyla kurulan bir ilişki... İnsanlar bir kişinin kişiliğini yorumlayarak da bir partiye oy verebilir.

Nokta: Bir de merak edilen bir konu var. Kürt olmanıza rağmen soyadınız "Türk". Bunun özel bir anlamı, özel bir öyküsü var mı?

Türk: Soyadı kanunu çıktığı zaman köye gelen nüfus memurları, "Senin soyadın falan olsun" demişler. Halktan "Benim soyadım" "Falanos olsun" diyenler de çıkmış. Ama bizim halkımızın çoğu Türkçe bile bilmez. Neden Türk soyadı verilmiş araştırmadım. Ama şöyle bir söz vardır: "Kurulacak partinin tabelasına bakılmaz." Önemli olan içeriktir. İnsanın değerlendirilmesi, soyadına göre olmaz. Benim soyadım Türk de olabilir, Çelik de olabilir, Özçelik de olabilir. Ama ben Kürt olduğumu biliyorum.

Bugüne kadar soyadımı sorun yapmadım. Bu konuda bir sorunla da karşılaşmadım. Fakat bazen arkadaşlar şakadan takılıyorlar. "Hem Kürt'sün hem Türk soyadı almışın, bu çifte standart değil

mi?" diyorlar.

Nokta: Son zamanlarda sol yelpazede birbiri ardına partiler doğuyor. Sol oyların oranı belli... İktidara gelmek için, işiniz biraz değil mi?

Türk: Biz yeni bir anlayışın temsilcileriyiz. Elbette bizden sonra kurulan partiler, bunu daha da geliştireceklerdir. Açıkça söyleyeyim, biz iktidar hesabıyla ortaya çıkmıyoruz. Amacımız Türkiye kamuoyuna görüşlerimizi aktarmak ve haklılığımızı ortaya koymaktır. Bizim partimiz demokrasi mücadelesi veriyor. Türkiye'de gözardı edilen bir gerçek var. Kürt sorunu var. Bu soruna bakışımızı çok net bir şekilde ortaya koyarız, çekinmeyiz.

Nokta: Kozakçıoğlu'nun resmi dairelerde Kürtçe konuşma kararını nasıl değerlendiriyorsunuz?

Türk: Sevindirici bir gelişmedir. Ama bu Kozakçıoğlu'nun lütfu değildir. Verilen mücadele sonucunda bir Kozakçıoğlu bu noktaya gelmişse, inanıyorum ki süreç içerisinde çok daha değişik bir boyuta ulaşacaktır.

Nokta: Siz cezaevinden çıkıp, milletvekili oldunuz. Sizin için "Milletvekili olmak zorunda, yoksa yeniden cezaevine gidecek..." şeklinde görüşler var.

Türk: Ben milletvekili olmadan 10 gün önce tahliye edildim. Hak-

kımda açılmış birkaç dava var. Bütün bunların faturasını ödemeye hazırım. Onun hesabını yapmam. Gelecekte politikada olabilirim veya olamam. Açılan davalar karşısında hem kendimi, hem de inançlarımı bugün nasıl ortaya koyuyorsam, o gün de koyacak durumdayım. Bu konuda hiçbir endişem yok.

Nokta: Partiniz HEP, barajı aşamayacak gibi görülürse, bağımsız olarak aday olmaz mısınız?

Türk: Hayır. Partide yer aldıktan sonra, sonuna kadar mücadele edeceğim. Ama Türkiye'deki gelişmeler daha geniş bir ittifakı gerektirebilir. Onu gözardı etmeyiz. Bu sözlerimle SHP ile DSP'yi söylemiyorum. Benim söylediğim sosyalist solda, Marksist solda.

Nokta: Biraz hassas bir konuda soru sormak istiyorum. Bölgede yasa dışı PKK'ya katılanlar arasında, sizin akrabalarınızdan kişiler de var. Hatta bir kardeşiniz güvenlik güçlerince öldürüldü. Ailenizin PKK ile ilişkisi var mı?

Türk: Her insan özgür iradesiyle hareket eder. Kendi yerini seçer. Ben politikada kendi anlayışıma göre bir mücadele içindeyim. Başka mücadele yöntemlerini benimseyen insanlar da çıkabilir. Benim ailemden de çıkmıştır, başka ailelerden de çıkmıştır. ●

Gereğe: 'PKK militanına barınak oluyorlar' Sınır köylerinde 'boşaltma' var

Güneş, 24. 06. 1990

ANKARA, (ANKA)- Türkiye-Irak sınırındaki bazı köy ve mezralar "Güvenlikten yoksun oldukları" ve "PKK militanlarının barınmalarına olanak sağladığı" gerekçeyle boşaltılıyor. Köylüler, Hakkari il merkezi ile Yüksekova, Şemdinli ve Çukurca ilçe merkezlerinde çadırlara yerleştirildi.

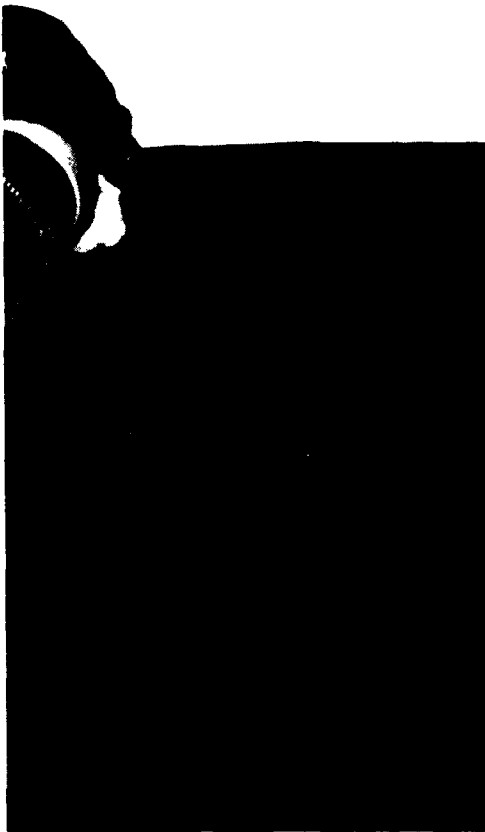
Tempo Dergisi'nde yer alan habere göre, Hakkari'nin Şemdinli ilçesine bağlı 50 haneli Meşelik köyü, iki hafta önce sınır komando taburuna bağlı güvenlik güçleri tarafından boşaltıldı. Haberde Meşelik, Ayrancı, Aktütün, Işık, Kavaklı, Kavsaklı, Kazan, Kurudere, Baştepe, Meşeli, Rindik köyleri ile Davuslu, Sine, Dutluca ve Sığınak mezralarının boşaltıldığı belirtildi. Köylüler, Hakkari il merkezi ile Yüksekova, Şemdinli ve Çukurca ilçe merkezlerinde Kızılay çadırla-

rına yerleştirildi.

Haberde Hakkari Valisi Şehabettin Harput'un, 16 Haziran günü Hakkari'de yapılan "Huzur toplantısı"nda söz alarak, dağınık küçük köy ve mezraların birleştirileceğini söylediği de belirtildi.

Köylerin, boşaltılmasına karşı çıkan Sosyal Demokrat Halkçı Part (SHP) Merkez Yürütme Kurulu Üyesi ve Hakkari Milletvekili Cumhur Keskin, uygulamanın asimilasyona yönelik olduğunu savunarak, "Köylerin kamulaştırılmasıyla Anayasa ve yasalar çiğneniyor, köylüler mağdur ediliyor. Konuyu Meclis'e getireceğim" dedi.

Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Özcan Erdoğan ise, köy ve mezraları birleştirme uygulamasının proje aşamasında olduğunu, hükümetin onaylamasını halinde uygulamaya konulacağını bildirdi.



Cumhuriyet, 22. 06. 1990

KOPENHAG

AGİK'te kötümser hava

FERRUH YILMAZ

KOPENHAG — Kopenhag'da 5 haziran günü oldukça iyimser bir havada açılan Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) çerçevesindeki İnsan Hakları Konferansı, üye ülkelerin birçok konuda görüş birliğine varamamaları yüzünden daha "gerçekçi" bir havaya büründü.

Doğu Avrupa'daki değişikliklerden sonra AGİK bünyesindeki ilk toplantı olması nedeniyle Kopenhag'daki konferans, birçok konuda somut adımlar atılmasını içeren bir sonuç bildirgesi çıkacağı beklentisi ile başladı. Sovyetler Birliği'nin NATO ve Varşova paktlarının kaldırılıp AGİK'in daha sürekli bir yapıyla yeni bir Avrupa güvenlik sistemine dönüştürülmesi önerisi üzerine bütün dünyanın dikkatlerini üzerinde toplayan Kopenhag toplantısı, konferansa katılan ülkelerin birçok konuda şimdiye kadar görülmemiş ölçüde somut adımlar atılmasını isteyen önerilere sahne oldu. Öneriler arasında AGİK'in sürekli sekreteryaya kavuşturulması, insan hakları ko-

nusunda AGİK bünyesinde bir komite oluşturulması, azınlık kavramının yeniden tanımlanarak azınlıklara yeni ve geniş haklar verilmesi, hukuk devleti ve demokrasi konusunda ortak ilkeler belirlenmesi ve kişisel haklar konusunun geniş şekilde tartışılması yer alıyordu.

Bu tür önerilerin ışığı altında olumlu bir havada başlayan Kopenhag'daki AGİK İnsan Hakları Konferansı, bu konularda üye ülkeler arasında görüş birliği bulunmadığını gösterdi. Kararların bütün üye ülkelerin görüş birliği temelinde alındığı konferansta, AGİK'in sürekli bir yapıya kavuşması önerisi, böyle bir gelişmenin NATO'nun önemini azaltacağından korkan ABD'nin karşı çıkmasıyla hemen hemen tamamen rafa kaldırılmış bulunuyor. Özellikle küçük ülkeler tarafından destek gören sürekli ve sabit bir AGİK sekreteryası kurulması fikri de konferansta kabul görmüyor. Bu konudaki uzlaşmanın, bir süreç olarak devam eden AGİK'e paralel olarak yeni değişen bir sekreteryaya oluşturulması yönünde olması bekleniyor.

Azınlıklarla ilgili birçok öneri gelmesine rağmen, bu alanda oluşturulan çalışma gruplarındaki tartışmalar bu konuda da görüş birliği sağlamanın güç olduğunu gösteriyor. Azınlıklar konusunun sonuç bildirgesinde, görüş birliği sağlanamayan konular dışarıda bırakılarak "minimum" şekliyle yer alması bekleniyor. Çalışma gruplarındaki tartışmalar, ne kadar görüş birliği sağlamanın zor olduğunu gösterirse gösterecek, çalışmalara katılan bütün ülkeler, mutlaka uzlaşmaya vararak bu konferans sonunda bir sonuç bildirgesi yayımlama kararındalar. Geçen yıl Paris'te toplanan İnsan Hakları Konferansı'nın birinci toplantısı sonunda sonuç bildirgesi yayımlamak mümkün olmamıştı.

Kopenhag'daki konferansa katılan ülkelerin en çok hemfikir oldukları konu, hukuk devleti ve demokrasi konusu. Konferansa katılan hemen hemen bütün ülkeler, idari kararlara karşı itiraz yolları açılması, yargının bağımsızlığı gibi bir dizi hukuki güvence ve gizli oya dayalı serbest seçimler konularında hemfikir görünüyorlar.

Cumhuriyet, 23. 06. 1990

Af Örgütü uyarısı

■ **LONDRA (AA)** — Uluslararası Af Örgütü (Amnesty International), Türkiye'ye sığınan ve Bağdat yönetiminin ilan ettiği aftan yararlanmak üzere ülkelere geri dönen Iraklılardan yüzlercesinin "ortadan kaybolduğunu veya idam edildiğini" bildirdi.

Merkezi Londra'da bulunan insan hakları örgütü tarafından yayımlanan bir raporda, Bağdat yönetiminin, ilan edilen afla ülkeye dönenlerin güvenliklerini sağlamadığı, uluslararası örgütlerin bu konuda denetlemede bulunmasına da izin vermediği belirtildi.

2000'e Doğru, 24. 06. 1990

SOL DERGİLER**DENG DERGİSİ**

Mahkeme kararıyla yayını durduruldu

Deng'i hiçbir matbaada bastırma olanağı yok. Fotokopi ile çıkan 5. sayısı toplatıldı. Fotokopi makinası sahibi gözaltına alındı, bırakıldı. Daha sonra *Deng*'in mahkeme kararıyla yayını durduruldu. Bu, kararname sonrası ilk yayın durdurma uygulaması.

“**D**eng dergisinin yayınının durdurulmasına karar verildi”. Gerçekçe ise Yazışleri Müdürü değişikliğinin bildirilmemesi. 31 Ocak’da Sedat Karakaş Yazışleri Müdürü olarak bildiriliyor. Haziran sayısında ise Kamil Ermiş gösteriliyor. “Bu değişiklik bildirilmediği için 5680 sayılı yasanın 10. maddesine aykırı yayın yapıldığı anlaşıldığından derginin yayınının durdurulmasına karar verildi”.

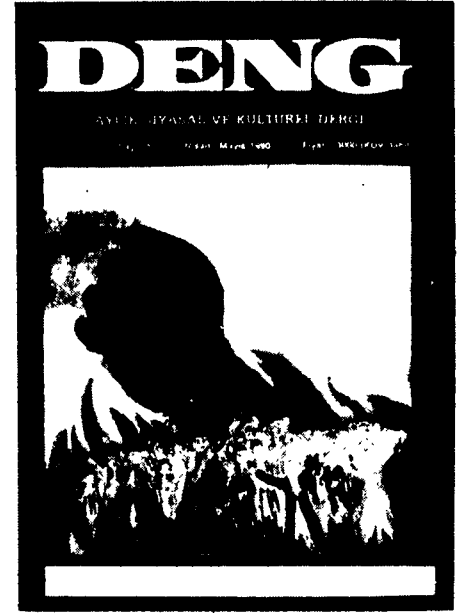
Deng dergisinin Yazışleri Müdürü hem Kamil Ermiş hem de Sedat Karakaş. “Her ikisinin de resmi başvuruları ve beyannameleri var” diyor dergi çalışanı Yılmaz Varol. Yasada birden fazla Yazışleri Müdürü’nün olabileceği belirtiliyor. Varol Ocak ayından sonra çıkan sayılarda Yazışleri Müdürü’nün Kamil Ermiş olarak gösterildiğini belirtiyor. “Neden o günden bu yana üç sayı çıktığı halde yayını durdurdular?” diye soruyor. *Deng*’in avukatı Ahmet Zeki Okçuoğlu bu konuda dava açacak. *Deng* yaptığı basın açıklamasında “*Deng*’in meşru ve haklı mücadelesini engellemek isteyenler bu kez de yasaya karşı hile ve yasayı keyfi yorumlama, onu zorlama yolunu seçmişlerdir” diye belirtiyor.

“Çıkarken şunu hedefledik. Kürt kimliğini öne çıkaracak geniş kitleleri kucaklayacak, ihtiyaçlara cevap verecek bir dergi.” diyor *Deng* dergisi sahibi Hikmet Çetin. *Deng*’i hiçbir matbaada basma olanağı yok. Matbaalarda *Deng* için ölüm tehditlerinde bulunmuşlar. “Ölümler tehdit sokak kabadayılarının işi” diyor Çetin. Matbaalarda bastırma olanağı bulamayınca montajı hazır



HİKMET ÇETİN. *Deng* dergisi sahibi.

dergilerinin kapağını Çağdaş Basımevi’nde bastırıyorlar. İç kısmını da aynı yerde fotokopi ettiriyorlar. Fotokopi ile çıkan ve dağıtılan 500’den fazla dergi hemen bitiyor. Okurlar dergiyi elden ele doluşturup fotokopi çektiriyor. Basın masasına da bir dilekçe vererek *Deng*’in çıktığı bildiriliyor. Bir gün sonra dergi toplatılıyor fotokopici Çetin Taşçı gözaltına alınıp bırakılıyor. “Yasalarda bu yöntemle ilgili bir kısıtlama yok” diyor Hikmet Çetin. *Deng*’in bugüne kadar çıkan beş sayısı da toplatıldı. Yurtdışına gönderilen 2000 dolayında dergiye el konuluyor. İkinci sayısı çıktığında Yazışleri Müdürü Sedat Karakaş tutuklanıyor. Sonra sahibi Hikmet Çetin TCK’nın 168. maddesindeki “Silahlı çeteye üye olmak” suçuyla tutuklanıyor. 23 Mayıs’ta ikisi de tahli-



DENG’İN FOTOKOPIYLA ÇIKAN SAYISI

ye oluyor. Kamil Ermiş’in davaları sürüyor. *Deng*’in üzerinde baskılar devam ediyor. Önce Nusaybin sonra İzmir’deki bayi gözaltına alınıyor. Şimdi de yayını durduruluyor. “Biz bu baskıları tahmin etmiştik. Çıkan son kanunsuz Kararnamelere rağmen *Deng* yaşamını sürdürcecek.” diyor Hikmet Çetin.

Deng aynı zamanda sosyalist dergilerin oluşturduğu platformun içinde yer alıyor. Platform’da *Deng*’in önerisi “ortak matbaa” kurma. Bu öneri henüz değerlendirilme aşamasında. Diğer önerileri ise “Fotokopi ya da başka bir yöntemle hareket ederek egemenlerin sunmuş olduğu perspektifi terketmeleri” ve kanunsuz kararnamele isimlerine yakışan perspektifle aşmaları” diyor Çetin. □

HACER YILDIRIM

İKİBİN’E DOĞRU • 24 HAZİRAN 1990

2000'e Doğru, 24. 06. 1990

SP, İHD ve BARO HEYETLERİ İZLENİMLERİ

Çevrimli katliamı: Sorular, sorular...

Katliamdan sonra ilk sivil heyet köye girdi. Heyetten önce Siirt alay komutanı, Vali ve Korucubaşı Baho ağa köydeydiler. Heyetin çevresini korucular kuşattı. İlsever: "Neden köyden dış dünyaya özgürce haber akışı engellendi?"

Siirt'ten sonra Botan nehri boyunca yolculuğumuz yaklaşık iki saat kadar sürüyor. Genel Başkan Ferit İlsever başkanlığındaki SP heyetinin yanı sıra, Hatip Dicle başkanlığındaki Diyarbakır İHD heyeti, Zübeyir Aydar başkanlığındaki Siirt İHD heyeti ve Diyarbakır Barosunu temsilen Av. Fethi Gümüş ve gazetecilerin oluşturduğu konvoy oldukça uzun. Baho Ağa'nın yarın ilçe yapılan köyü Güçlükonak'a giden yol çok kötü. Botan vadisi ise yolun kötlülüğünün aksine çarpıcı bir güzellikte. Köye varana kadar üç kontrol noktasından rahat geçiyoruz. Birgün önce Sosyalist Partinin Bölge Valiliğine yaptığı bildirim sonucu, bütün kontrol noktaları haberli.

İlk önce Çevrimli'ye komşu Köy-yurdu (Bizenan) köyüne gidiyoruz. Kontrol noktaları gibi, köy de önceden haberli. 15-20 kadar köylüyle karşılaşılıyor. Çok geçmeden bunların hemen hemen tamamının korucu olduğunu öğreniyoruz. Heyeti karşılamaları pek dostça değildi. Hatta içlerinden durumu, zaman zaman tahrik noktasına götürmek isteyenler de çıkıyor. Gene de heyet-tekiler hem korucularla, hem diğer köylülerle konuşup durumu anlamaya çalışıyorlar.

Bir gün önce, yani 20 Mart günü Siirt alay komutanı köye gelmiş. 21 Mart günü ise Bizenanköyü çok yoğun bir trafik yaşıyor. Bizden önce Siirt Valisi Attila Koç ve yörenin Korucubaşı Baho Ağa (Bahattin Aktu) köydeymişler. Vali ve korucubaşı köylüleri biraz sonra heyetin geleceği konusunda "bilgilendiriyorlar". Ve nasıl hareket edilmesi gerektiği konusunda köylülerle "fikir alışverişinde bulunuyorlar". Baho Ağa "Hiçkimseye bilgi vermeyeceksiniz, bilgi verisenez, kimin verdiğini mutlaka öğrenirim" diyor. Köylüler bizim gelmemizden biraz önce Baho Ağanın köyden ayrıldığını söylediler. Köy ise askerlerle dolu.

Bizenan'dan sonra Çevrimli'ye (Gere) geçiyoruz. Çevrimli hayalet bir köy görünümünde. En büyük canlılık kaynağı köydeki askerler. 470 nüfuslu köyde bizim gördüğümüz insan sayısı 10'u geçmedi. Aradan 10 gün geçmesine rağmen yakılan evlerden birinin enkazı arasından hala dumanlar çıkıyor: Gördüğümüz bütün yüzlerde acı var. Ve kimse konuşmuyor. Bizenanda da öyleydi. Konuştuğumuz büyük çoğunluğu olay sırasında "Kayseri'de, Adana'da, İzmir'de" veya "başka yerdeydiler." Olaya "tanık olmamışlardı" ve "fazla bir bilgileri yoktu."

BU TELAŞ NIYE?

Köy dönüşü Siirt'te ortak bir basın toplantısı yapıldı. Sosyalist Parti Genel Başkanı Ferit İlsever yaptığı konuşmada birinci olarak "SS Kararnamesi iflas etmiştir" dedi. "Kararnamenin bir amacı da bölgede olup bitenlerin dünyadan gizlenmesi idi. Gezimiz bunun mümkün olmadığını ortaya koymuştur". İlsever 11 gündür devletin tek yanlı bir propaganda yürüttüğünü ve 11 gündür köye gazetecilerin ve siyasi partilerin sokulmadığına değinerek "Eğer gerçek, yetkililerin açıkladığı gibiyse neden köyden dış dünyaya özgürce haber akışı engellenmektedir? En azından bu güne kadar?" diye sordu.

İlsever'in ikinci sorusu, kendilerinin köyü ziyaret edeceklerinin açıklanmasından sonra iki gün boyunca devletin köyde ve civar köylerde giriştiği yoğun tanzim faaliyetiyle ilgiliydi. Buna neden ihtiyaç duyulmuştu? Siirt Valisi'nin, Alay Komutanı'nın ve Baho Ağa'nın gösterdikleri telaş nasıl açıklanabilir?

Bir askeri birliğin bulunduğu Bizenan Köyü, Çevrimli'ye yayan olarak 15 dakika mesafedeydi. Jandarma Komando Taburu ve bölgenin korucubaşısı Baho Ağa köye yürüyerek birer saat mesafedeydiler.

Toplam 5.5 saat süren çatışmaya müdahale edememişlerdi!

ÖNEMLİ NOKTALAR VE SORULAR

Daha sonra heyet adına konuşmaya devam eden Diyarbakır İnsan Hakları Derneği Başkanı Hatip Dicle "Ortada henüz açıklığa kavuşmamış çok sayıda soru bulunduğunu" belirterek bunları şöyle sıraladı:

— Ölen dört korucu dışında, kadın ve çocukların öldüğü evlerin korucu evi olmaması nasıl açıklanmaktaydı?

— Saldırının olduğu yerden köye girişte, diğer köy evlerinden 100 metre kadar uzakta bir korucu yakınının evi bulunmaktadır ve bu ev saldırıya uğramadı.

— Saldırıya uğrayan ve yakılan evlerden hemen birinin yanında ilkokul binası vardır. Ama bu binaya hiçbir saldırı olmamıştır.

— Askeri birlik, köye yaya olarak 15 dakika mesafededir. Çatışma 5.5 saat sürmüştür. Daha büyük birlik ise yaya olarak bir saat mesafededir. Neden müdahale olmadı?

— Köylülerin tanıklığına göre çatışma gece saat üçe kadar sürdü. Bölgede saat dört sıralarında ortalık aydınlanmaktadır. Gene köylülerin ifadesine göre 100'ü aşkın silahlı adam vardı. Gün ışımadan bu kadar kısa süre içinde bu kadar çok insan görünmeden nereye gidebilir?

— Gene köylülerin ifadesine göre gelenler don, gömlek ve mermi yelekli idiler.

— Yanan evlerin lav silahı ile yıkıldığı ortada olan bir diğer iddia.

— Köyde daha önce 31 Aralık 1989 tarihinde 6 PKK'lı öldürülmüştü. Ama daimi bir tedbir alınma yoluna neden gidilmemişti? Zaman zaman köyde bulunan askerler ise olaydan bir gün önce çekilmişlerdi.

— Katliamın Kopenhag'da yapılan AGİK toplantısı sırasında gerçekleştirilmesi nasıl yorumlanabilir?

MEHMET BEDRİ GÜLTEKİN

Cumhuriyet, 25.06.1990

Güneydoğu'da sıcak gün

Bölgede olan çeşitli çatışmalarda 6 PKK'lı ölü, biri yaralı ele geçirildi. 3 köy korucusu ile 2 kız çocuğu öldürüldü, 1 er şehit oldu.:

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Olağanüstü Hal Bölge Valiliği sınırları içerisinde meydana gelen çeşitli olaylarda altı PKK militanı ölü, biri de yaralı olarak ele geçirildi. Bir jandarma çavuşunun şehit olduğu, üç köy korucusunun öldüğü çatışmalarda, iki kız çocuğu da yaşamını yitirdi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre önceki gün Van'ın Başkale ilçesinin sınır kesiminden İran'a geçmek isteyen bir grup PKK militanı ile güvenlik güçleri arasında çatışma çıktı. Çatışma sonunda dört PKK'lı silahlarıyla birlikte ölü olarak ele geçirildi. Olayda ismi açıklanmayan bir jandarma çavuşu da şehit oldu.

Şırnak'ın Dereler bölgesindeki dağlık arazide güvenlik güçlerinin teslim ol çağrısına ateşle karşılık veren PKK militanlarından biri ölü, biri de yaralı olarak ele geçirildi.

Bingöl'ün genç ilçesi Gerçekli

köyüne önceki gece baskın düzenleyen teröristlerle geçici köy korucuları arasında çatışma çıktı. Çatışma sonunda isimleri açıklanmayan üç geçici köy korucusu öldü. Aynı olayda iki kız çocuğu da yaşamını yitiren, dört evi ateşe veren teröristler kaçımayı başardılar.

Şırnak'ın Erüh ilçesine bağlı Çizmeli köyüne baskın düzenleyen bir grup PKK militanının koruculara ait bir traktörü yaktıkları bildirildi.

Mardin'in İdil ilçesinde eylem hazırlığında olduğu bildirilen kimliği belirsiz bir terörist, elindeki bombanın patlaması sonucu yaşamını yitirdi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği açıklamasında son iki olaya yer verilmezken ele geçirilen teröristlerin kimlik belirleme çalışmalarının sürdüğü kaydedildi. Olaylarla ilgili arama ve operasyonlara başlandığı öğrenildi.

Milliyet, 26. 06. 1990

Güneydoğu'da ilk sürgün

BATMAN, MİL-HA

GÜNEYDOĞU Anadolu Bölgesi'ndeki terör olaylarını önlemeye yönelik kanun hükmündeki kararname uyarınca, "bölgede zararlı faaliyetlerde bulunduğu" gerekçesiyle bölge dışına tayini çıkarılan ilk kişi, Batman SSK Hastanesi işçilerinden M.Şirin Tekik, yeni görev yerine gitmeye hazırlanıyor.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, Batman SSK Hastanesi işçi kadrosunda görevli M.Şirin Tekik'i, 7 Haziran 1990 tarih ve 1423 sayılı yazı ile, Kırşehir SSK Hastanesi'ne tayin etti. İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şubesi eski yönetim kurulu üyesi ve Batman Belediyesi bağımsız meclis üyesi M.Şirin Tekik, tayin kararına uyaracağını bildirdi. Tekik şunlar söyledi:

"22 yıllık işçiyim. Ne suç işlediğimi bilemiyorum. Bana bu, ayrıntılı şekilde bildirilmedi. Tayin kararına uyaracağım ve yeni görev yerine gideceğim. Orada bir baskı ile karşılaşırsam, istifa ederim."

Hürriyet, 27. 06. 1990

Af Örgütü'nün raporu: Türkiye'den dönen 7 Kürt Irak'ta idam edildi'

DIYARBAKIR, (hha)

ULUSLARARASI Af Örgütü, Türkiye'ye sığındıktan sonra Irak'a geri dönen Kürdistan Demokrat Partisi peşmergelerinden en az yedisinin idam edildiğini öne sürerken, Irak, bunu reddetti.

BBC Türkçe Servisi'nin haberine göre, Türkiye'yi de ilgilendiren Uluslararası Af Örgütü

raporunda, Irak Kürdistan Demokrat Partisi peşmergelerinden, geri dönenlerden en az yedisi, geçmişte çeşitli örgütlerle bağlantıları bulunduğu gerekçesiyle idam edildi. Türkiye'yi, peşmergeleri geri dönmeye zorlamakla suçlayan rapor, Irak ve Türk Dışişleri bakanlıkları tarafından "Gerçekleri yansıtmıyor" diye değerlendirildi.

TERCÜMAN, 26. 06. 1990

Rumlar ve Ermeniler işbaşında Amerika'nın Sesi'nde Kürtçe yayını gene lobiler tezgâhladı

Senato'nun Rum ve Ermeni lobisinin önde gelen üyeleri Pell, Kennedy, Sarbanes, Biden, Kürtçe yayın kararının genel kuruldan geçmesi için kampanya başlattılar

YILMAZ POLAT

WASHINGTON, (Tercüman)- Amerika'nın Sesi Radyosu'nun 1991 yılından itibaren Türkiye, İran, Irak, Suriye ve Sovyetler Birliği'ne yönelik Kürtçe yayın yapması yolunda kongredeki girişimleri Rum ve Ermeni lobisi tezgâhladı.

ABD Senatosu Dış İlişkiler Komitesi'ndeki Türkiye aleyhtarı senatörler, tasarı'nın genel kuruldan da geçmesi için kolları sıvadılar. Senato Dış İlişkiler Komitesi Başkanı Rhode Island Demokrat senatör Claiborne Pell'in önermesine Rum asıllı Maryland senatörü Paul Sarbanes, Massachusetts senatörü Edward Kennedy, Ermeni karar tasarı'sının Adalet Komisyonu'ndan geçmesini sağlayan Delaware senatörü Joseph Biden destek verdi. Fransız Devlet Başkanı'nın eşi Bayan Mitterrand Washington'u ziyareti sırasında bu senatörlerle görüşmüş ve Kürtler konusunda yardım istemişti.

Şaşkınlık

Senator Pell'in tasarısında, 20 milyondan fazla

Kürt'ün hiçbir güvenilir doğru haber ve bilgi kaynağı olmadığı öne sürülerek Amerikan Haberler Dairesi (USIA)'nin Amerika'nın Sesi Radyosu içinde Türkiye, İran, Irak, Suriye ve Sovyetler Birliği'ndeki Kürt halkına Kürtçe yayın yapacağı bir bölüm kurdurulması öneriliyor. 1991 yılında başlaması ve günde en az 2 saat yapılması istenen Kürtçe yayınların Kürt halkına hür dünyadaki olaylar hakkında bilgi sağlayabilecek bir araç olduğu savunularak Amerika'nın Sesi'nin görevi ve uygulamalarına uygun olarak bu yayınların Kürt halkının yaşadığı bölgelerdeki olaylar hakkında haber ve bilgi vereceği kaydediliyor.

Amerika'nın resmî yayın organı olan Amerika'nın Sesi Radyosu'nda Kürtçe yayınların başlatılması yolundaki girişimlere yönetim tarafından henüz bir tepki gelmedi. Bütçe açığı sebebiyle aralarında Türkçe'nin de bulunduğu 6 yayının kapatılması ya da azaltılması gündemde tutulurken, Kürtçe yayını başlatma girişimleri şaşkınlıkla karşılandı.

Güneş, 26. 06. 1990

Dışkı davası avukatının evi bombalandı

CİZRE, ŞIRNAK, (Gün-Ha)-Cizre'nin Yeşilyurt köyünde bir süre önce Yüzbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın köylülere ihisan dağıtması yediği iddiasıyla açılan davada köylülerin avukatlığını yapan Orhan Doğan'ın evine bomba atıldı.

Cuma gecesi saat 22.30 sıralarında avukat Orhan Doğan'ın evinin önündeki çöp bidonunda infilak eden bomba kapı ve pencere camlarının kırılmasına neden oldu. Olayda can kaybı ve yaralanan olmadı.

Devlet Hastanesi'nin karşısında bulunan evinin önünde önceki gece meydana gelen patlamayla ilgili olarak bir açıklama yapan Orhan Doğan, "Bu bölgedeki insanlarla ortak kaderi paylaşıyorum. Yazgımız ortak, yaşam ve ölüm. Biz buna alışmışız. Hiçbir şey beni yıldırmaz." dedi.

Yeşilyurt davasında avukatlığı üstlenmesinden sonra bölgedeki birçok insan hakları ihlali davasına da girmesiyle tanınan ve bu nedenle çok sayıda tehdit telefonu ve mektubu aldığı bilinen Orhan Doğan, "Bu konuda izninizle yorum yapmayacağım" diye konuştu.

Doğan'ın çok sayıda meslektaşıyla birlikte üstlendiği Yeşilyurt köylülerinin "İşkence" davasında sanık Yüzbaşı Cafer Tayyar Çağlayan 2.5 ay hapis cezasına çarptırılmıştı.

Cumhuriyet, 27. 06. 1990

'Olağanüstü hal' tazminatı

ANKARA (AA) — Olağanüstü Hal Bölgesi'nde görev yapan kamu çalışanlarına ek tazminat ödenmesine ilişkin uygulamaya açıklık getirildi. Başbakanlık Kamu Ortaklığı İdaresi (KOl) Başkanlığı'nın dünkü Resmi Gazete'de yayımlanan tebliğine göre Olağanüstü Hal Bölgesi'ne dahil il ve

ilçelerdeki kuruluşlar, ek tazminat tutarını, tahakkuku izleyen ay sonuna kadar, ödeme bildirimini ile birlikte Türkiye Emlak Bankası'nın Ankara Yenisehir Şubesi'ndeki hesaba yatıracaklar. Bu kuruluşlar, her yılın aralık ayı sonu itibarıyla düzenleyecekleri "Ek tazminat yıllık şahıs icmal bordrosu"nu, takvim yılını izleyen ocak ayı sonuna kadar aynı adrese gönderecekler.

-Hürriyet, 27.06.1990-

SHP, Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasını isterken ANAP'ta da aynı eğilim belirdi

Kürtçe 'poşetten' ÇIKIYOR

- TBMM'nin ANAP'lı başkan vekillerinden Halim Aras, yeni yasama yılında Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasının Millet Meclisi'ne getirileceğini söyledi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın da aynı düşüncede olduğunu belirten Aras, "Türkiye'nin saçma yasalar ülkesi olmaktan çıkarılacağını" bildirdi.

Hayri BİRLER / ANKARA, (Hürriyet)

TBMM'nin ANAP'lı başkanvekillerinden Halim Aras, Kürtçe konuşmanın suç olmaktan çıkarılmasına ilişkin bir yasal düzenlemenin, yeni yasama yılında yapılacağını açıkladı.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın da konuya sıcak baktığını ve Türkiye'nin "saçma yasalar ülkesi" olmaktan çıkarılacağını bildiren Aras, SHP'nin bu yönde bir yasa önerisinin halen TBMM'de bulunduğunu hatırlatarak, "Bizim arkadaşlar da bir teklif verir, ikisi birleştirilip görüşülür. Böylece iktidarıyla, muhalefetiyle görüş birliği halinde bu sorun halledilir" dedi.

Konuya ilişkin görüşlerini Hürriyet'e anlatan Aras, Güneydoğu'da güvenlik önlemlerinin yanısıra başka düzenlemeler de yapılması gerektiğini, dil konusunun da bunlar arasında bulunduğunu kaydetti.

"Ben, Kürtçe konuşmanın suç olduğunu, bu konu Meclis'e gelinceye kadar bilmiyordum. İnanın ki, bana çok saçma geldi" diyen Aras, şunları söyledi:

"Bir devletin resmi dili başka şey, insanların konuştuğu ana dili olayı başka şeydir. Bu konuyu, maksatlı olarak yıllardır kullandılar. Şu bir gerçek, Kürtçe konuşan insanlar var. Üstelik bu insanlar, doğru dürüst Türkçe de bilmiyor. Hatta, devlet olarak mahkemede yeminli Kürtçe tercüman kullanıyoruz. O halde bunu

konuşmak niye suç olsun?" Ülkedeki son gelişmelerle birlikte, özellikle kültürel alanda birtakım iyileştirmelere de ihtiyaç görüldüğünü, zaten Kürtçe konuştuğu için cezalandırılan kişi sayısının ciddiye alınamayacak kadar az olduğunu belirten Aras, şu görüşleri savundu:

"Gerçi cezalandırılan insan sayısı az diyorum, ama bu savcıların, hâkimlerin takdirine kalmış. Yoksa, Kürtçe konuşmak halen Türkiye'de resmen suç. Bu saçma bir suç. Milyonlarca insanı cezalandıramazsın ki... İstediyin kadar ceza ver, konuşulmasını önleyemezsin ki... Devlet, fiilen uygulayamayacağı, geçerliliği kalmamış kanunları yürürlükte tutmamalıdır. Ayrıca bu işi bizim yapmamız, kötü niyetlilerin bu konuyu sultimal etmesini de önler. Ben, Sayın Cumhurbaşkanı'yla konuştum. Kendileri de böyle düşünüyor. Yeni yasama yılında, bu işi muhalefete birlikte hallederiz."

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün birinci imza sahibi olduğu yasa önerisi, Türkiye Cumhuriyeti vatandaşı olan kişilerin, anadilinin Türkçe olmasını hükme bağlayan yasa maddesini yürürlükten kaldırıyor. Ancak, devletin resmi dilinin Türkçe olduğu yasa da belirtiliyor. Söz konusu yasa önerisi, TBMM Adalet Komisyonu'nun gündeminde görüşülmeyi bekliyor.

KANUN MADDESİ NE DİYOR?

Ekim 1983'te, Millî Güvenlik Konseyi tarafından kabul edilerek yürürlüğe konulan 2932 sayılı "Türkçeden başka dillerle yapılacak yayınlar hakkında kanun"un 3'üncü maddesinin (a) bendi, şu hükmü öngörüyor:

"Türk vatandaşlarının anadili Türkçe'dir. Türkçe'den başka dillerin anadili olarak kullanılmasına ve yayılmasına yönelik her türlü faaliyette bulunulması yasaktır."

Aynı kanunun 4'üncü maddesinin (b) bendi ise, "3'üncü maddenin (a) bendi ile yasaklanan hususlarda, her ne surette olursa olsun faaliyette bulunanlar hakkında, fiilleri başka bir suç oluştursa bile ayrıca 1 yıldan 3 yıla kadar hapis ve 100 liradan aşağı olmamak üzere, ağır para cezası hükmolünür" hükmünü taşıyor.

Özal: 'Sorunları sopayla çözemeyiz'

- Ankaralı sanayici ve işadamlarına hitap eden Özal, "İrkçilik yapmak yanlıştır. Atatürk 'Ne mutlu Türküm diyene' sözüyle Türkleri ön plana çıkarmak değil, tek millîtili bir devlet yaratmak istedi. Burası bir karışımdır" dedi...

ANKARA, KIRIKKALE
(Hürriyet, hha)

CUMHURBAŞKANI Turgut Özal, 2000'li yılların Türkiye'sini anlatırken, toplumsal barış çağrısını yineledi. Ankara Sanayicileri ve İşadamları Derneği'nin yemekli toplantısına katılan Özal, 2 saat 15 dakikalık konuşmasında, sosyal sorunların üzerine sopayla gidilmesinin, demokrasiyi gerileteceğini söyledi.

ASİAD Genel Başkanı Veli Sarıtoprak'ın açılış konuşmasından sonra kürsüye gelen Özal, önce "Cumhurbaşkanlığı makamında bulunuyorum ama, konuşmamı bir teknisyen gibi, bu işlerle uzun süre uğraşmış bir kişi olarak yapacağım. Bu konuşmam siyasi bir münakaşa konusu olmasın" dedi.

1980-1990 dönemindeki ekonomik ve sosyal gelişmeyi anlatan Cumhurbaşkanı Özal, 2000'li yılların Türkiye'siyle ilgili özelemlerini şöyle sıraladı:

"Türk toplumu, Doğu ve Batı arasında kalmıştır. Sosyal sahada, en önemli konulardan biri budur. 141-142'nin kaldırılması, şuna özgürlük tanınması, bunun yanında ikinci derecede sorun kalır. Toplumumuzda genel bir uzlaşma yaratmak lazım. Alman ve Fransız toplumları gibi homojen değiliz. Kültür yelpazemiz çok geniş. Bir ırkçılık nazariyesi fevkalade yanlıştır. Burası bir karışımdır. Atatürk, 'Ne mutlu Türküm diyene' sözüyle Türkleri ön plana çıkarmamış, bütün bir millete tek bir isim bulmuştur. Bu sözle tek millîtili bir devlet yaratılmak istenmiştir.

Katılık hiçbir problemi çözmez. Sopayla hiçbir sorun çözülmez. Bazı sorunların bugüne kadar devamı,

eskiden bu sorunları sopayla çözmeye gayretine bağlıdır. Sorunlar, suhulet ve anlaşılabilirlikle çözülür. Eğitim, bu nedenle çok önemlidir. Televizyon, bu nedenle çok önemlidir. Toplumu birbirine yaklaştırmak lazımdır. Yumuşak, karşılıklı sevgi ve saygıya dayalı bir cemiyet yaratılmalıdır.

İşçi ve işveren ilişkilerinde, grev ve lokavt yapana zarardır. Sosyal talepler birbirine çok fazla artmama lazımdır. Önümüzdeki dönemde, sendikaların, kamu niteliğindeki Odalar Birliği, ticaret ve sanayi odalarının etkinliği azalacaktır. Yerine sizin (AİSAD) gibi meslek kuruluşlarının etkinliği artacaktır."

"Doğu ve Batı arasındaki yumuşamanın, bölgeye yansımaları ne olacak bilinmiyor. Balkanlar'da, Sovyet ağırlığı ve kontrolü azalıyor. Güneyimizde Lübnan sorunu, Arap-İsrail sorunu var. Komşularımızla ekonomik ve ticari ilişkileri artırmamız lazım. Karadeniz'de bir ekonomik bölge düşünülebilir. İran-Pakistan ve Türkiye'nin üye olduğu ECO, güney komşularımız için genişletilebilir. Askeri harcamalarımız azalmaz. Caydırıcı gücümüzü, en az birkaç yıl korumamız, dikkatli olmamız lazım."

DEVLETİN ROLÜ

"Devletin rolü, klasik fonksiyonlara inmelidir. Serbest pazar ekonomisinden vazgeçilemez. Bazılarının dediği gibi, sosyal pazar ekonomisi diye bir şey yoktur. Plan konusunun bile yeniden düşünülmesi gerekli. Sizleri (özel sektörü) planlamak bize düşmez. Birkaç bürokrat işinizi sizden daha iyi bilemez. Devletin ekonomiye müdahalesi, ancak

çok genel bir teşvik sistemi ile mümkündür.

Özelleştirmeye önümüzdeki birkaç yıl içinde daha fazla ağırlık vereceğiz. KİT'ler ne olursa olsun batmazlar. Hatta liman, elektrik ve su gibi bazı altyapı hizmetlerini de özel sektöre devretmek lazım. Kaynakları harekete geçirmek gerek. Hareketten hareket doğar. Belediyelere tanıdığımız büyük imkânlar çarçur edilmemelidir."

"Yetmiş insan gücü çok önemli. Devlet harcamalarının büyük bölümü, eğitim ve sağlığa gidecek. Ancak, burada devlet özel eğitim ve sağlık müesseselerine yardımcı olmalı. Okullar, Millî Eğitim Bakanlığı'na ait olmamalı. Aslında, il özel idarelerine ve mütevelli heyetlerine ait olmalı. Millî Eğitim Bakanlığı, eğitim politikasıyla değil, 400 bin öğretmenin tayiniyle uğraşıyor.

Devletin vergi ve sosyal güvenlik kesintileri yükselmemeli. Çünkü bu paraları kullanamıyor. Sosyal güvenlik sistemi, özel şirketler tarafından üstlenilmeli."

Cumhurbaşkanı Özal ve Başbakan Yıldırım Akbulut, dün Kırıkkale'de Tüpraş Rafinerisi'nin Hidrokraker Tesisi'ni temel atma törenine katıldılar. Burada konuşan 1980 öncesine göre, Türkiye'nin birçok bakımdan daha serbest olduğunu vurgulayan Özal, "Geçenlerde, bir kanunu zorla imzaladım. Nereden Buldun Kanunu. İmzalamam da görün" dedim. Şimdi birçok kuruluş sıkıntı içinde. Kimse vakıflara girmek istemiyor. Çalan adamı böyle bulamazsınız. Çalan adam, maalesef kafını da hazırlar. Bunlar memleketi sıkıntıya sokan işlerdir" dedi.

GÜNEŞ, 27.06.1990

SHP'nin G.Doğu raporuna DGM soruşturması

ANKARA (Güneş)- Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi (DGM), Sosyal Demokrat Halkçı Parti (SHP) hakkında, gazetemizde de yayınlanan Güneydoğu Raporu'ndan dolayı soruşturma açtı.

Edinilen bilgiye göre, haberleri ihbar kabul eden DGM savcılığı, "Kürt kimliğinin kabul edilmesi", "Kürtçe'nin serbestçe konuşulması ve Kürtçe yayın yapılabilmesi" ile "Kürt Enstitüsü kurulması" yolundaki istemleri yürürlükteki yasalara aykırı buldu ve soruşturma açılmasını kararlaştırdı. Soruşturma dolayısıyla haberleri yazan gazetecilerin ifadesine başvurulduğu da öğrenildi. Savcının ifadesini aldığı gazetecilere, haberin kaynağı ve raporun gerçekliğine ilişkin sorular sorduğu bildirildi.

SHP, Güneydoğu sorununa yönelik politikasını netleştirmek amacıyla Genel Sekreter Deniz Baykal'ın başkanlığında bir komisyon kurmuş ve komisyon raporunu hazırlamakla görevlendirilmişti. Komisyonun son toplantısında değerlendirilen taslak raporda yer alan tespit ve çözüm önerileri gazetemizde yayınlanmıştı.



KÖŞE

M. Ali Birand

KOPENHAG'DA TÜRK YAKLAŞIMI DEĞİŞTİ

KOPENHAG'da toplanan AĞIK (Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı) İnsani Boyut Konferansı'nda Türkiye'nin bugüne kadar izlediği bir yaklaşımı bıraktığını gözledik.

35 Doğu ve Batı Bloku ülkelerinde insan hakları ve temel özgürlüklerin ele alındığı ve kimin ne yaptığının incelendiği konferansa Türkiye korkarak gitmişti.

Dışişleri bakanları düzeyindeki çalışmalarda önemli bir sorun çıkmayacağı baştan biliniyordu. En sonunda yayınlanacak bildiriye vetolama hakkını elimizde tuttuğumuz için, kimse bizi köşeye sıkıştırmak istemedi.

Korkumuz, resmi çalışmalara paralel şekilde düzenlenen yan toplantılardı. Orada da ağırlıklı olarak Kürt sorunu gelecekti. Nitekim öyle oldu.

Ancak bir farkla. Bu defa Türkiye sahayı boş bırakmadı. Eskiden, bu tip resmi olmayan seminer veya kollojlardan hep kaçılırdı. O zaman da, karşı taraf istediğini, istediği gibi söyler ve iddialar da yarıtsız kalırdı.

Bu defa Kopenhag'a geniş ve çok üst düzey bir heyetle gidildi. Resmi yetkililerin yanı sıra, Soysal, Ataöv, Ergil, Barutçugül, Salha gibi konulara son derece hâkim bilim adamları, Akarcalı, Kıratlıoğlu, Ateş, Sengün gibi becerikli parlamenterler ve Kıbrıslı Türk temsilcileri de Kopenhag'daydılar.

Bu grubun etkinliği, beklenenin de üstünde oldu.

Sayı 30-35'li bulan seminerlerde, ne zaman Türkiye ile ilgili bir konu ele alınacaksa, ekipten biri veya birkaçı da katılıp iddialara yanıt verdiler. İşin güzel yanı ve inandırıcılığı artırıcı unsur, bu kişilerin göz kapalı biçimde savunma yapmamalarıydı. Zamanında, hatalara da dikkat çektiler, bazı politikaların henüz yerine oturmamış olduğunu, hatta yetersizlikleri hiç çekinmeden vurgulaşdılar. Buna karşın, Türkiye'nin haksız biçimde yerden yere vurulmasını önlediler.

Son derece başarılı bir denemeydi.

İnşallah bundan sonra da meydanı boş bırakma politikasını sürdürürüz. Kaçmakla, katılmamakla hiçbir şey elde edilemediğini anlamış oluruz.

Bir de, siyasi görüşlerine bakıp "Bu bizim hükümetimize muhalif" diyerek, konularına hâkim insanların bu tip çalışmalara katılmalarını engellemeyi öğrensek... Elimizde zaten son derece kit olan bir "insan" malzemesiyle yetinmek zorundayken, bir de, "bizden" veya "muhalifetten" gibi çağdışı ayırımlarla sadece kendi kendimize zarar veriyoruz.

Aksine, dışişlerine ne renkten, ne eğilimden olursa olsun, konusuna hâkim kişilerin bu tip dış toplantılara katılmasına maddi ve manevi şekilde destek sağlayabilirse, kazancımız çok artar. Bu insanlar belki resmi politikayı bir diplomat gibi savunmayacak, aksayan yönlerine de dikkat çekecekler, ancak "temel mesajı" verecekler ve bunu da inandırıcı şekilde ortaya koymuş olacaklardır.

Bu, özellikle Batılı ülkelerin çok uyguladıkları ve son derece olumlu sonuçlar aldıkları bir metottur.

Tabii, her şey seminerlere katılmak ve bilgili konuşucular seçmekle bitmiyor.

Asıl önemli insan hakları, temel özgürlükler ile ilgili politikaları, yasaları değiştirmektir. İçimize kapanık olduğumuz için belki farkında değiliz, ancak dünyada öylesine büyük bir liberalleşme hareketi yaşanıyor ki, biz artık komünist ülkelerin dahi gerisinde kalmaya başladık. Üstelik toplumumuzdaki beklentiler de giderek artıyor. Patlamalara, gerilimlere yol açmadan hareket etme ileri görüşlüğünü acaba gösterebilecek miyiz?

Milliyet, 27. 06. 1990

Güneş 27.06.1990

HEP Genel Başkanı Işıklar, Güneydoğu'daki olaylara kuşkuyla yaklaştığını söyledi

Doğu'ya şüpheli bakış

Deniz Özbaş

İZMİR, (Güneş)- Halkın Emek Partisi (HEP) Genel Başkanı Fehmi Işıklar, Güneydoğu'da yaşanan baskı ve terörün kimliği konusunda ciddi kuşkuyla bulunduğunu belirterek, bölgede güvenlik güçlerinin militan elbisesi giyerek birçok olayı gerçekleştirdiğini iddia etti.

"Doğu'daki olayları Partiye Karkeren Kürdistan (PKK) mı yapıyor, yoksa devletin güvenlik güçleri mi belli değil" diyen Işıklar, "Doğu'da halkın üzerinde devlet kaynaklı yoğun baskılar vardır. Bu baskılara karşı HEP, Doğu'da eylemlere başlayacaktır" diye konuştu.

Fehmi Işıklar, Doğu'da yaşanan baskı ve terörün kamuoyuna objektif bir biçimde yansıtılmadığını belirterek, "İşin acı tarafı baskın kendi kendisine uyguladığı bu oto-sansürü gönüllü olarak yapıyor" dedi. Işıklar şöyle konuştu:

"Baskı orada resmîleşmiştir. Sürünen Işıklar'ın Güneydoğu'da devlet tarafından uygulanan baskıya haline gelmiştir. Son olarak 'Devrimli' de güvenlik güçleri korucu olmak isteyen insanları öldürmüştür. Türkiye'de bir Kürt sorunu vardır. İspartolu, Burdurlu, gençlerin eline silah vererek bu sorunu çözemezsin. Doğu'da baskılar yoğunlaşsın eyleme geçeceğiz."

Işıklar, Güneş muhabirinin "Eylemlerinizin niteliği ne olacak" sorusuna, "Yasal bütün olanakları

(SHP), Güneydoğu olaylarına yaklaşımları konusunda ise şunları söyledi:

"Biz Kürt sorununu Türkiye'nin ulusal bütünlüğü, insan hakları evrensel sözleşmesi ve Helsinki Sonuç Bildirgesi'ne dayalı olarak, halkların kardeşliği temelinde çözeceğiz."

Bu konuda yapılacak tek şey Kürt ulusal kimliğinin özgürce tartışılmasından geçmektedir. Yoksa yukarıdan aşağı tavirlarla bu sorunu çözmek mümkün değildir.

SHP ise Kürt sorunu konusunda sabıkalı ve çaresizdir. Yaklaşımını bir lütfat gibi sunmaya çalışıyor. Oysa 'Güneş' çağrı, çark da ayağı sıkıyor' yani çözümler üretiyor gibi gözükmesi Kürt ulusal kimliğinin zorunlu sonucudur.

Yalnız SHP bu konuda 'zevalihiri' kurtarmaya çalışıyor. Tavrı ırkçı ve milliyetçidir."

Öte yandan dün bir basın toplantısı düzenlenen HEP Genel Başkanı Fehmi Işıklar, "Gerçek demokrasiden, insanın temel hak ve özgürlüklerinden söz edebilmenin sadece koşullarından bir Kürt sorunu değildir. Biz sömürü ve baskıya karşıyız. Bu nedenle mevcut diğer partilerle aramızda temel farklılıklar var" dedi.

Işıklar Türk halkının yeterince örgütlü ve bilinci olmadığını söyledi ve şöyle devam etti:

"Biz öncelikle bunu sağlayacağız. Muhalefet ve iktidar bizi ya sevecekler ya da korkacaklar. Fakat sevmeder iyi olur".



EYLEME GEÇECEĞİZ-Devletin Güneydoğu'daki insanları yönettiğini iddia ediyor. Bu nedenle HEP, SHP'ni Kürt sorununa bakışını da eleştiriyor.

kullanarak demokratik bir platformda bu eylemleri gerçekleştireceğiz. Eylemlerimiz sadece Doğu'yla sınırlı kalmayacak. Metro-

pollere de taşıyacağız. Edirne den, Hakkâri'ye kadar her tarafa yayılacak. Çünkü yaşanan sorun Türkiye'de yaşanan tüm insanları ilgilendiriyor" yanıtını verdi.

HEP Genel Başkanı Işıklar, Kürt sorununu çözümlü ve Sosyal Demokrat Halkçı Parti'nin

Güneş 27.06.1990

SHP, 'sürgün kararname'si'nin iptali için Anayasa Mahkemesi'ne gidiyor

Sürgün yargı yolunda

ANKARA, (Güneş)- Sosyal-demokrat Halkçı Parti (SHP) Grup Başkanvekili Onur Kubararacıbaşı, kamuoyunda "Sürgün ve Sınırlı Kararname'si" olarak bilinen ve olaganüstü hal bölgesinde alınacak kararname'nin iptaline ilişkin başvuruyu bu hafta yapacaklarını bildirdi.

Kubararacıbaşı, Güneş'in konuyla ilişkin sorusunu yanıtlarken, Anayasa Mahkemesi'ne yapılacak başvuruyla ilgili hazırlıkların büyük ölçüde tamamlandığını ve başvuru metninin yazımının da bugün ya da yarın biteceğini söyledi. 424 ve 425 sayılı kararnamelerde Anayasa'ya aykırı çok sayıda hüküm

bulduğunu belirten Kubararacıbaşı, şöyle konuştu:

"Bunlardan biri de yargı ve yargı güvencesini kaldıran hükümlerdir. Olaganüstü Hal Bölge Valisi bölgesindeki memurların bölge dışına çıkarılıyor. Bu eskiden çıkarılan kararnamelerde de vardı. Uygulamalarını da gördük. Bunlarda hakim ve savcılar uygulamaları dışında yargı güvencesi vardı. Kararnameyi yumuşatıyoruz diye bu istisnayı da kaldırdılar. Bölgede yargı güvencesi kalkmış durumdadır. Bunun savunulabilecek bir tarafı yoktur ve Anayasa'ya açık bir aykırılık söz konusudur."

Kararnamelerle bir idari işlem

sayılan bölge dışına sürgün konusunda, idari yargıya başvurma olanığının da "yumuşattık" denilerek ortadan kaldırıldığını vurgulayan Kubararacıbaşı, bunun Anayasa'ya aykırı olduğunu belirtti. Anayasa'nın 121. maddesinin bu tür kararname'nin "hemen Meclis'te görüşülmesini" öngördüğünü, ancak iktidarın bu hükümü çiğnediğini bildiren Kubararacıbaşı, bu konunun da Anayasa Mahkemesi'ne yapılacak başvuruda yeracağını söyledi. Kubararacıbaşı, "Anayasa bu maddesiyle, hükümet Anayasa'ya aykırı bir karar aldıysa Meclis'te görüşülün, aykırılık varsa düzeltilsin diyor. Ama bu maddede böyle bir işleme gelmediği gibi

yorunuyorlar" dedi. İktidar partisinin hukuk anlayışının egemen olması durumunda tüm Türkiye'yi bir kararnameye yönetmenin mümkün olabileceğine ne dikkat çekken Kubararacıbaşı, sansür uygulamasını buna örnek gösterdi. Onur Kubararacıbaşı, "İşte başına ilgili bir sansür düzenlemesi yapılıyor ve bunu tüm ülkede uyguluyorlar. Bu sakat bir anlayıştır. Bu anlayışta bir yerde olaganüstü hal ilan edilir, kararnameler çıkarılır, bunlara Anayasa'ya aykırı olup olmadığı tartışılmaz ve tüm Türkiye bu kararnamelerle idare edilir. Böyle bir mantık söz konusu olamaz" diye konuştu. Onur Kubararacıbaşı, Anayasa'

nin, Anayasa Mahkemesi'nin görev ve yetkilerini belirleyen 148. maddesinin bu tür kararnamelerin usul ve esasları iptal başvurusuna konu olamayacağını öngördüğünü hatırlatması üzerine de, bu hükümün "Anayasa ihlal ediliyor" anlamına gelmediğini söyledi. "Anayasa'nın bu hükmü Anayasa'nın ihlal edilmesi ve ülkenin kararnamelerle yönetilmesi anlamına gelmez" diyen Kubararacıbaşı, Anayasa Mahkemesi'nin bu konuda vereceği kararın "çok önemli" olduğunu belirtti. Kubararacıbaşı, "Keyfi bir idare başlatıldı. Meclis tatilini bahane edip unutturmak ve idarelerini devam ettirmek isteyenler" dedi.

Cumhuriyet, 28. 06. 1990

ANAP'lı Nurettin Yılmaz

Kürtçe yasağı kaldırılmalı

Kürtçe konuşuyorum Ben Nurettin Yılmaz olarak Kürtçe konuşuyorum. Meclis'te seçmenlerimle, diğer Kürt milletvekili arkadaşlarımla Kürtçe konuşuyorum. Kim başkasının anadilini engelleyebilir. İskandinav ülkeleri birkaç bin Kürt için bile Kürtçe eğitim yapan okullar açmışlar, yayınları var. Ama Türkiye'de milyonlarca Kürt yaşıyor, ana dili yasaklanıyor.

ANKARA (ANKA) — ANAP Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz, 2000'li yıllara girerken Türkiye'de Kürtçe'nin yasaklanmasının "abes ve çabı" olduğunu belirterek zaman geçirilmeden Kürtçe yayın ve eğitim izni verilmesi gerektiğini söyledi.

ANKA muhabirinin sorularını yanıtlayan Nurettin Yılmaz, insanların anadillerini konuşmalarının en doğal hakları olduğunu, buna izin verilmesinin "lütufmuş gibi" değerlendirilemeyeceğini ifade etti. Kürtçe konuşmanın değil, yayın ve eğitiminin yasak olduğunu kaydeden Yılmaz, daha sonra şunları söyledi:

"Ben Nurettin Yılmaz olarak Kürtçe konuşuyorum, Meclis'te seçmenlerimle, diğer Kürt milletvekili arkadaşlarımla Kürtçe konuşuyorum, kim başkasının anadilini engelleyebilir, kim engelleme hakkını kendinde bulabilir? Kürtçe yayın yapmayı, Kürtçe eğitim öğretimi yapmayı yasaklamaya kargalar bile güler, buna yasaklayacaklarına 10-15 milyon Kürtün kellesini kôparsınlar daha iyi. Bu kadar insanın yaşadığı bir ülkede anadilini yasaklamak çabıdır, demokrasinin tüm kurum ve kurallarıyla yerleşmediğini gösterir.

Güneş balçıkla sıvanmaz, 'Kürt yoktur' demekle Kürt halkı yok olmaz. Bunu göz ardı etmek bugüne kadar çok büyük sorunlara neden olmuştur."

Kürtçe yasağının tartışılmasından bile "büyük bir eksiklik" olduğunu, Türkiye'nin bu şartlarda AT'ye giremeyeceğini ve çağ atlamayacağını savunan ANAP'lı Yılmaz, şöyle devam etti:

"Türkiye'de benim gibi milyonlarca Kürt var. Türkiye bu mantıkla yüz bin kez 'Avrupalılaştım, çağ atladım' dese bile olmaz, çağ atlama sadece mini etekle olmaz, düşüncelerin, hak ve özgürlüklere bakış açısının değişmesiyle olur. Ben İskandinav ülkelerini gezdim, birkaç bin Kürt için bile Kürtçe eğitim yapan okullar açmışlar, yayınları var. Ama Türkiye'de milyonlarca Kürt yaşıyor, anadil yasaklanıyor. Bunu görmemezlikten gelmek gaffettir."

Yılmaz, SHP'nin bir heyet tarafından "Güneydoğu raporu" hazırladığının hatırlatılması üzerine de "SHP, Kürtler konusunda deveksiyon politikası izliyor. Görmezlikten geliyor. İddia ediyorum, bir erken seçim olsa, SHP Güneydoğu'dan yüzde 5 oy bile alamaz"

Perinçek'e 25 yıl hapis cezası istemi

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Güneydoğu'daki bazı yerleşim birimlerinde düzenlenen toplantı ve panellerde "bölücülük propagandası" yaptığı savlanan 2000'e Doğru Dergisi'nin Genel Yayın Yönetmeni Doğu Perinçek'e, in 25 yıl hapis cezasına çarptırılması istendi.

Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'nca hazırlanan iddianamede, 2000'e Doğru Dergisi Genel Yayın Yönetmeni Doğu Perinçek'in geçen şubat ve mart aylarında Diyarbakır, Siverek, Nusaybin, Batman ve Van'da düzenlenen toplantı ve panellere konuşmacı olarak katıldığı belirtildi. Savcılık iddianamesinde Perinçek'in bu toplantı ve panellerde, "Kürtler'in eşitlik ve özgürlük hakkı milli haklarıdır. Dünyada Türk'e ne tanınıyorsa, Arap'a ne tanınıyorsa bütün milletlere tanınan ona da tanınmalı. Bu sorun eşitlik ve gönülle çözülür. Cehennemde tek bir Kürt kalana kadar son Kürt de o cehennemden çıkanı dek, tek Türk'ün cennete gitmeye hakkı yoktur. Kürt'ün hakkını vermiyorlar. Türk ve Kürt birbirine muhtaçtır. Kürt milletinin adı bile yok. İster Türk, ister Arap, ister Kürt olsun kendi geleceğini belirlemelidir" şeklinde konuşmalar yaparak "bölücülük suçu" işlediği savlandı.

DGM'ce giyabi tutuklama kararıyla aranan Doğu Perinçek'in beş ayrı yerleşim biriminde yaptığı bu konuşmalar nedeniyle toplam 25 yıla kadar hapis cezasına çarptırılması istendi.

SP'den tepki

SP Diyarbakır İl Başkanı Veysi Göral, "Ülkenin bütünlüğünden söz edenlerin bu uygulamayla ülkenin bütünlüğüne darbe vurduklarını" savundu. Göral, "Güneydoğuyla ilgili olarak alınan son kararlar bölgeye özel bir statü getirmiş, iki ayrı yönetim biçimi ortaya çıkmıştır. Doğu Perinçek benzer içerikte konuşmaları Batı'da da yapmıştı. Ancak hakkında hiçbir soruşturma açılmamıştır. Oysa bölgede yaptığı konuşmalarından dolayı hakkında giyabi tutuklama kararı çıkarıldığı gibi 25 yıla kadar hapis cezası isteniyor, 'Türkiye'de düşünce suçu yoktur' diyenlere İsmail Beşikçi, Yalçın Büyükdaglı ve son olarak da Perinçek'in olayı örnektir" dedi.

Peşmerge aile Yunanistan'a kaçarken yakalandı

EDİRNE, (hha)

MARDİN'deki peşmerge kampından ayrılarak Edirne'nin İpsala İlçesi'nden Yunanistan'a kaçak isteyen 7 kişilik Iraklı peşmerge ailesi, sınırda yakalandı.

Hürriyet, 28. 06. 1990

Pazar gecesini Mardin'deki peşmerge kampından ayrılan 7 kişilik peşmerge ailesi, Edirne'nin İpsala İlçesi'ne gitti. Peşmerge ailesi, Yunanistan'a kaçak olarak geçmeye çalışırken sınır devriyeleri tarafından yakalandı. Aynı aileye mensup 30 yaşındaki Fazıl Nebil, 30 yaşındaki Abdullah İsmail, 30 yaşındaki Hâşriye Seba-

hattin, 15 yaşındaki Kardogh Abdullah, 8 yaşındaki Karzan Abdullah, 6 yaşındaki Ganım Abdullah ve 15 yaşındaki Merdan İzzettin, daha sonra Mardin'de kaldıkları kampa gönderildi. Peşmergelelerin ifadelerinde Yunanistan'a kaçak olarak geçip iltica talebinde bulunacaklarını söyledikleri öğrenildi.

Hürriyet
28.06.1990

ANAP'lı Halim Aras'a Kürtçe soruşturması

ANKARA, (Hürriyet)

KAMUOYUNUN gündemini son günlerde meşgul eden ve partilerarası uzlaşma yoluna kadar giden Kürtçe sorunu, Devlet Güvenlik Mahkemesi'ni harekete geçirdi. Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi Cumhuriyet Savcılığı, Türkiye Büyük Millet Meclisi Başkanvekili Halim Aras hakkında, "Kürtçe konuşmak serbest bırakılsın" şeklindeki demeci nedeniyle soruşturma açtı.

Savcılık ayrıca, SHP tarafından hazırlanan "Kürt raporu" hakkında da soruşturma başlattı. Savcılık, soruşturma çerçevesinde haberi yazan gazetecilerin ifadelerine başvuruyor.

KANUNLARIN VERDİĞİ YETKİ

TBMM Başkanvekili Halim Aras, dün Hürriyet'e verdiği demeçte, yeni yasama yılında Kürtçe konuşmanın serbest bırakılmasının Meclis gündemine getirileceğini belirtmiş ve Cumhurbaşkanı'nun da kendisiyle aynı görüşte olduğunu bildirmişti.

Demecin yayınlanmasından sonra başlatılan soruşturma tamamlanınca Aras hakkında dava açılıp açılmaya-

cağına karar verileceği öğrenildi.

DGM Cumhuriyet Başsavcısı Nusret Demiral, soruşturmanın kanunların verdiği yetkiye dayanarak yapıldığını belirtti. Demiral, SHP'nin Kürt raporu için açılan soruşturma için de şunları söyledi:

"Biz kanun gereği partiler hakkında soruşturma açamayız. Kişisel suçlarla ilgileniriz. Bizim şu anda yaptığımız, Kürt raporunun hazırlanmasında kişisel bir suç mu, yoksa parti suçu mu var, bunu belirlemeye çalışıyoruz. Eğer kişisel suç varsa gereğini biz yaparız. Ancak parti suç işlemişse, o zaman biz dosyayı Yargıtay Cumhuriyet Başsavcılığı'na göndeririz."

Demiral, bir soru üzerine şimdiye kadar 25'e yakın milletvekili hakkında soruşturma açtıklarını belirtti. Nusret Demiral, bunların büyük çoğunluğunu Kürt sorunu hakkında çeşitli demeçler vererek kanunu ihlal eden milletvekillerinin oluşturduğunu söyledi.

DGM Savcılığı, önceki gün de SHP İçel Milletvekili İstemihan Talay hakkında, "Kürtçe radyo yayını serbest bırakılsın" şeklindeki demeci nedeniyle soruşturma açmıştı.

Güneş, 28.06.1990

Pervari, Şırnak ve Malatya'da çatışma: 4 ölü

ŞIRNAK-SİİRT-MALATYA, (Gün-Ha)- Siirt'in Pervari ilçesi Doğan Köyü yakınlarında arama ve operasyonlarını sürdüren güvenlik güçleriyle bir grup PKK (Partiya Karkeren Kurdistan) militanı arasında çatışma çıktı. Çatışmada Jandarma Çavuş Osman Koç ile bir militan öldü. Şırnak'ın Güneyçam köyü yakınlarında da operasyon yapan askeri timde görevli Nail Acar, yola döşenmiş mayının patlaması sonucu öldü. Malatya Valiliği, Yeşilyurt ilçesine bağlı Kırlangıç Köyü'nü basan iki militanın, köy muhtarı Ali Duman'ı (50) öldürüp, Ali Kaya ile Elif Kaya'yı yaraladıktan sonra kaçtığını bildirdi. Militanların, muhtarın oğlu Merdan Duman'ı da kaçırmaktan vazgeçtikleri belirtildi.

Hürriyet, 29. 06. 1990

Suriye tatbikat yapıyor,
Türkiye de sınırda hareket halinde

Karşılıklı manevra

Suriye, muhtemel bir İsrail saldırısına karşı kara, hava ve deniz kuvvetlerinin katıldığı "genel seferberlik" düzeyinde bir tatbikata başladı. Türkiye de Suriye sınırı boyunca güvenlik önlemlerini artırdı. Askeri birliklerin teyakkuzda olduğu bildirildi.



"MAĞARA TEMİZLİĞİ" Suriye sınırı boyunca düzenlenen geniş çaplı operasyonda, sınıra yakın dağlık iç kesimlerdeki mağaralar da güvenlik güçlerince tek tek arandı. Özel timlerin dilinde, bu aramalara "mağara temizliği" adı veriliyor. (Fotoğraf: Hilmi DİKEN)

ADANA/İSKENDERUN, MİL-HA

TÜRKİYE'nin Hatay'daki Suriye sınırı boyunca önceki günden itibaren çok yoğun güvenlik önlemlerinin alındığı, sınıra askeri birlikler ve özel timlerin sevk edildiği gözleniyor. Bölgeye mekanize birlikler de gönderiliyor.

Suriye sınırında kule ve devriye nöbetleri sıklaştırılırken, sınır boyu gece-gündüz projektörlerle aydınlatılıyor. Jandarma komandoları ve özel hareket timlerinin dağlık yörelerde düzenledikleri mağara operasyonlarında tüm mağaralar didik didik aranarak güvenlik güçlerinin deyişiyle "temiz tutuluyor."

Yetkililer, sınır boyuna güvenlik güçleri sevkiyatı ile denetim ve operasyonların sıklaştırılması konusunda ayrıntılı bilgi vermiyorlar. Bir yetkili, "sınır güvenliği konusunda normal uygulamalar" demekle yetindi.

Denetim ve operasyonlara, son günlerde Suriye sınırından terörist sızmalarının sıklaşmasının

yol açtığı sanılıyor.

• SURIYE'DE SEFERBERLİK TATBİKATI

Öte yandan, Suriye Silahlı Kuvvetleri, genel seferberlik düzeyinde büyük çapta bir tatbikat yapıyor...

Suriye Kara, Hava ve Deniz Kuvvetleri'nin katıldığı son yılların en büyük tatbikatına katılan birliklere bir konuşma yapan Savunma Bakanı Korgeneral Mustafa Tlas, olası bir İsrail saldırısına karşı uyanık bulunulmasını istedi.

"Silahlı kuvvetlerimiz, bir İsrail saldırısını her türlü imkânla göğüslemeye hazırız ve bu yolla zorla alınan haklarımızı, topyekun ve onurumuzu yeniden sağlayacaktır" diyen Korgeneral Tlas, bir saldırının İsrail'e çok pahalıya mal olacağını belirtti.

Suriye'nin bu büyük çaplı askeri tatbikatının, İsrail'deki aşırı sağcı hükümetin bir "savaş kabinesi" kurmasının ardından yapılmasına işaret ediliyor.

Doğu Perinçek'e 25 yıl hapis istemi

DIYARBAKIR, (hha)

2000'e Doğru Dergisi Genel Yayın Yönetmeni Doğu Perinçek hakkında, beş ayrı konuşmasında bölücülük propagandası yaptığı gerekçesiyle toplam 25 yıla kadar hapis cezası istendi.

Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'nca hazırlanan iddianamede, hakkında giyabi tutuklama kararı bulunan Perinçek'in, Diyarbakır, Van, Batman, Nusaybin ve Siverek'teki konuşmalarında bölücülük propagandası yaptığı ve milli duyguları zayıflattığı gerekçesiyle toplam 25 yıl hapis cezasına çarptırılması isteniyor. Perinçek'in yargılanmasına önümüzdeki günlerde DGM'de başlanacağı bildirildi.

Cumhuriyet, 29. 06. 1990

İki dergi ile bir matbaa kapatıldı

Sansürde ilk uygulama

Istanbul Haber Servisi — “Sansür ve Sürgün” kararname ile adlandırılan 424 sayılı kanun hükmündeki kararname dün ilk kez uygulanarak iki dergi ile bir matbaa kapatıldı. Kararnamenin birinci maddesi gerekçe gösterilerek 2000’e Doğru ile Halk Gerçeği dergileri süresiz, bu dergileri basan İstanbul’daki İlcak Matbaası da 10 gün süreyle kapatılarak mühürlendi. Kapatma kararları dün dergi ve matbaa yetkililerine tebliğ edildi. İçişleri Bakanlığının kapatma kararlarının Olağanüstü Hal Bölge Valiliği’nin önerisiyle alındığı belirtilerek, kapatılan yayınların “Türkiye Cumhuriyeti’nin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğü aleyhine ve milli duyguları zayıflatıcı nitelikte yayın yapmayı şiar edindikleri” öne sürüldü. Kapatma kararları, basın kuruluşları ve siyasal partiler tarafından tepkiyle karşılandı.

İçişleri Bakanlığı, Olağanüstü Hal Koordinasyon Kurulu Başkanlığı’nın 27.6.1990 tarihli kararları dün İstanbul’da uygulandı. Dün sabah ilk olarak Gürpınar’da kurulu Nafiz İlcak’a ait İlcak Matbaası’na gelen polisler, bakanlık emrini matbaa müdürü Serdar İlcak’a tebliğ ederek tesislerin 10 gün süreyle kapatıldığını bildirdiler. İstanbul Emniyet Müdürlüğü Güvenlik Şube Müdür Yardımcısı Yüksel Çarhacıoğlu ve polislerin düzenledikleri kapatma tutanağında, İçişleri Bakanlığının yazısına değinilerek şöyle denildi:

“İlcak Tesisleri’nde basılan ve Olağanüstü Hal Bölgesi ve mücavir illerde dağıtımı yapılan 2000’e Doğru dergisi ile Halk Gerçeği gazetesi başlıdğından bahisle, Olağanüstü Hal Bölgesi’nde bu yayınların, faaliyetleri yanlış aksettirerek gerçek dışı haber ve yorum yapmak suretiyle kamu düzeninin ciddi düzeyde bozulmasına, bölge halkının heyecanlanmasına, güvenlik kuvvetlerinin görevlerini gereği gibi yerine getirmelerini engelleyecek şekilde yayımlanan ve Türkiye Cumhuriyeti’nin devleti ve milletiyle bölünmez bütünlüğü aleyhine ve milli duyguları zayıf-

latıcı nitelikte yayın yapmayı şiar edinmiş olan Halk Gerçeği ve 2000’e Doğru dergilerinin basım yeri olan İlcak Tesisleri’nde mezkur dergilerin basılması nedeniyle 424 sayılı kanun hükmünde kararnamenin 1. maddesinin (a) bendi uyarınca Olağanüstü Hal Bölge Valiliği’nin teklifi üzerine 10 gün süreyle kapatılması İçişleri Bakanlığınca uygun görülmüştür.”

Matbaayı mühürleyen polisler daha sonra dergilerin dağıtımını yapan Hür Dağıtım’a da aynı tebligatı yaparak Halk Gerçeği ve 2000’e Doğru’nun dağıtımının süresiz yasaklandığını belirttiler. Daha sonra Halk Gerçeği ve 2000’e Doğru’ya gelen aynı polisler kapatma tutanaklarını tebliğ ettiler. Halk Gerçeği’ne yapılan tebligat gazetesinin “namus, din, işkençe, sürgün motiflerini işleyerek devlet ve güvenlik kuvvetlerine karşı gelmeye, silahlı mücadele edenlerin desteklenmesini sağlamaya yönelik tamamen abartılı ve gerçek dışı yayın yaparak kamu düzeninin ciddi şekilde bozulmasına neden olduğu” yazıldı.

2000’e Doğru’ya yapılan tebliğde ise derginin, “bölgedeki faaliyetleri yanlış aksettirerek gerçek dışı haber ve yorum yapmak suretiyle bölgedeki kamu düzeninin ciddi şekilde bozulmasına, bölge halkının heyecanlanmasına, güvenlik kuvvetlerinin görevlerini gereği gibi yerine getirmelerini engelleyecek şekilde yayın yaptığı” belirtildi.

Tepkiler

Sansür ve Sürgün Kararnamesi’nin ilk kez uygulanarak dergi ve matbaa kapatılması, basın kuruluşları ve siyasal partilerce tepkiyle karşılandı. Kapatma kararından sonra bir basın toplantısı düzenlenen 2000’e Doğru Dergisi Yazı İşleri Yönetmeni Hüseyin Karanlık, basıma hazır iki sayının matbaanın kapatılması nedeniyle basılamayacağını söyledi. İlcak Tesisleri’nin 10 gün kapatılması nedeniyle basın toplantısını yaptığı sırada, derginin dağıtımının yasaklandığı

424 sayılı kanun hükmünde kararname uyarınca 2000’e Doğru ve Halk Gerçeği dergileri süresiz, bu dergileri basan İstanbul’daki İlcak Matbaası da 10 gün süreyle kapatıldı. Kararı tebliğ eden polisler, matbaayı mühürlerken Hür Dağıtım’a da bu iki derginin süresiz yasaklandığını bildirdiler.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği’nin önerisi üzerine İçişleri Bakanlığının aldığı kapatma kararında, söz konusu yayınların ‘Türkiye Cumhuriyeti’nin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğü aleyhine, milli duyguları zayıflatıcı nitelikte yayın yapmayı şiar edindikleri’ savı yer aldı.

ğı haberini öğrenen Hüseyin Karanlık, 2000’e Doğru’nun susmayacağını, gerekirse başka bir adla yeniden yayına devam edeceklerini söyledi. Sorunun basın özgürlüğünü ilgilendirdiğini ve Türkiye’de kararnameyle estirilerek istenen fırtınanın kabul edilemeyeceğini söyleyen Karanlık’a daha sonra polisler tarafından derginin basımının, dağıtımının, yayımının, çoğaltılmasının süresiz yasaklandığı tebliğ edildi.

2000’e Doğru, Halk Gerçeği, Özgürlük Dünyası, Demokrat, Odak, İççinin Sesi, Eylem, Adımlar ve Devrimci Gençlik adlı yayınları basan İlcak Tesisleri sahibi Nafiz İlcak, matbaanın kapatılmasından sonra Cumhuriyet’e şu açıklamayı yaptı:

“Biz bastığımız yayınlarda kararnameye aykırı bir yazı olmamasına aşırı hassasiyet gösteriyoruz. Bu matbaacının meselesi değil, basın özgürlüğünün meselesidir. Nereye varılmak isteniyor bilemiyorum. Zaten kararname anayasaya aykırı. Yayını durdurmak varken, neden matbaayı kapatıyorlar bilmiyorum. Bugün ANAP milletvekilleri bile Kürçen’in serbest bırakılması için demeçler veriyorlar. Bu kararnameyi çıkarırlar önce kendi milletvekillerini sustursunlar. Bu kararla ticareti de yasaklıyorlar. Bana yönelik bir gözdağı olduğunu düşünüyorum.”

Nafiz İlcak, kararın iptali için İdare Mahkemesi’ne başvuracak-

larını da sözlerine ekledi.

İstanbul Gazeteciler Cemiyeti Başkanı Nezih Demirkent de bundan sonraki gelişmelerin daha vahim olacağı şeklindeki endişelerini dile getirerek şöyle konuştu:

“Daha önce çıkarılan kanun kuvvetindeki kararnamenin uygulanmasına, dolayısıyla matbaaların kapatılması olayına tanık oluyoruz. Bundan sonraki gelişmelerin çok daha vahim boyutlarda olacağı inancındayım. Uzunca bir süreden beri mevcut kısıtlamalar yürürlükte iken terörün hâlâ devam etmesinin nasıl izah edileceğini merak ediyorum. Yine çocuklar öldürülüyor, yine güvenlik kuvvetleri mensupları şehit ediliyor. Yayın organları susturulmuş vaziyette. Acaba bir yanlış adres doğru gidiyor mu diye sormak ihtiyacı içindeyim. Sanırım çözümleri başka yöntemlerde aramak gerekir.”

TGS Genel Başkanı Orhan Erinc de 28 haziranın Türk basın tarihine kara gün olarak geçeceğini belirterek şöyle dedi:

“424 sayılı kararnamenin İçişleri Bakanı tarafından ilk kez uygulandığı 28 haziran, Türk basın tarihine kara bir gün olarak geçecektir.

20 haziran günü Kutahya’da Türk basınının özgür olduğundan söz eden İçişleri Bakanı da bu uygulamayı basın tarihinde hak ettiği yerle şüphesiz alacaktır.

2000’e Doğru dergisinin basım.

yayın ve dağıtımın durdurulmasıyla İlcak Matbaası'nın kapatılması anayasasının öngördüğü sınırlı basın özgürlüğünün de tümden yok edilmesi anlamını taşımaktadır.

Yetkililer, tuttukları yolun yanlışlığını ve tehlikesini anlamakta daha da geç kalmamalıdır."

Basın Konseyi Başkanı Oktay Ekşi, kapatma kararlarını Abdülaziz döneminde yaşanan Ali Kararname'ye benzeterek şöyle dedi:

"Türk basını, bugün Sultan Abdülaziz döneminde yayımlanan ve basını baskı altına almayı amaçlayan Ali Kararname'ninkinden de kötü ve keyfiliğe açık kararnamelele ezilmek istenmektedir. Buna başta siyasi iktidarın milletvekilleri olmak üzere siyasi partilerimizin hiçbirinin gerekli duyarlığı göstermemeleri ayrı bir kaygı konusudur.

Dünya yüzünde suskun basınla demokratik sistemin kurulabilirdiğini ve işlelebildiğini gösteren bir örnek bulunursa, siyasi partilerimiz de bu tutumlarında bir gün haklı çıkabilirler. Ancak sistem kilitlenip kendileri de haklarını savunmak için özgür bir basına ihtiyaç duyduklarında, çoğunca vakit çok geç olur."

ÇGD Genel Başkanı Kahmi Yıldırım, kapatma kararını şöyle değerlendirdi:

"Matbaa kapatmanın, gazete ve dergilere sansür uygulamanın terörü önleme amacıyla hiçbir ilgili yoktur. İktidar, terörle mücadele ediyor görüntüsü yaratabilmek için basına saldırmaktadır. Basına saldırmak güçsüz iktidarların işidir. Basını düşman gibi görmek ve karşısına almak, hiçbir iktidara hayır getirmemiştir ve getirme-

yecektir."

Prof. Dr. Çetin Özek de Türkiye'de basın özgürlüğünün tümüyle yok edildiğini vurgulayarak "Bu, olağanüstü hal bahanesiyle Türkiye'de diktatörlük rejimini kanıtlayan bir olgudur. Yargı yolu da yoktur. Kararname çıkarıldığı zaman gerekli tepki gösterilmedi. Bunun sonu başkanlık sistemi değil diktatörlüktür" diye konuştu.

Sosyalist Parti Genel Başkanı Ferit İlsever de yaptığı açıklamada, Güneydoğu Kararname'sinin gerçek hedefine yöneldiğini belirtti. İlcak Matbaası'nın kapatılmasına Güneydoğu Bölgesi'ndeki haberlerin "yanlış aksettirildiği" şeklinde gerekçe gösterildiğini belirtti. İlsever, "Oysa daha geçen günlerde büyük bir katliam yaşanan Çevrimli köyüne 11 gün süreyle basın sokulmadı. Haber alma öz-

gürlüğü kararnamelerden sonra kullanılmaz oldu. Basın sadece Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin yaptığı açıklamalar doğrultusunda haber yazabilir hale getirildi" dedi.

DYP İstanbul İl Başkanı Orhan Keçeli ise şöyle dedi:

"Bunlar Türkiye'yi yüz sene geriye götürür. Bunlar sansürdür. Daha basılıp meydana çıkmamış herhangi bir gazete veya dergi için bu tür bir hareket yanlıştır. Hem hür ve demokrat olacağız, Avrupa Konseyi'ne gireceğiz, ama usullerimiz de yüz sene öncesine ait olacak. İkisi birbirine çelişkiye düşer. Basın düşünür, düşündüğünü yazar, fikirlerinden ötürü hiçbir şekilde suçlanmamalıdır."

Cumhuriyet, 30. 06. 1990

KOPENHAG

AGİK'le yeni 'Avrupa Anayasası'

Kopenhag'da dün imzalanan AGİK İnsani Boyut Konferansı Sonuç Bildirgesi, "ceza yasası olmayan" bir Avrupa Anayasası görünümünde.

FERRUH YILMAZ

KOPENHAG — Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Konferansı (AGİK) çerçevesinde Kopenhag'da yapılan İnsan Hakları Konferansı'nda Türkiye'nin "korktuğu başına gelmedi." Kopenhag'da dün imzalanan sonuç bildirgesinde azınlıklar konusunda yeni tanımlar bulunmazken azınlıkların haklarını koruyacak garantiler de getirilmedi. Bildirgenin azınlıklarla ilgili bölümünde azınlık haklarının kullanılması yaşadıkları ülkenin yasalarıyla bağdaşma koşuluna bağlandı. Kullanımı belli şartlara bağlanmış olsa bile bildirgede azınlıklara ulusal kimliklerini ve kültürlerini koruma ve geliştirme güvencesi veriliyor.

Yaklaşık dört hafta süren konferans boyunca ortak bir azınlık tanımı getirilmesi yolunda önerilere rağmen önerilerinin tartışmaya bile açılmaması, Türkiye'nin sorun yaratan ülke olmasını önledi. Azınlıklar konusundaki tartışmalarda Türkiye'nin sözü bile edilmezken özellikle Bulgaristan ve Yunanistan sorun yaratan ülkeler olarak öne çıktılar. Azınlık haklarının kullanılmasına getirilen sınırlamalar da bu ülkelerin itirazları sonucu bildirgeye alındı. Türk heyeti başkanı Büyükelçi İl-

ter Türkmen, konferansın kapanış bölümünde yaptığı konuşmada, Türkiye'nin bildirgenin içeriğinden memnun olduğunu belirtti, ancak öte yandan Türkiye'nin azınlıklardan yalnızca uluslararası ve ikili anlaşmalarda belirtilen grupları anladığını tekrarladı. Bulgar heyeti başkanı da konuşmasında bildirgenin azınlıklarla ilgili bölümünü, "Her ülkenin dış müdahale olmadan kendisinin belirlediği şekilde uygulayacağı" şeklinde anladıklarını özellikle belirtti. Azınlıklar konusu daha sonra yapılması düşünülen uzmanlar toplantısında tekrar ele alınacak. Daha sonraki AGİK toplantılarında azınlık kavramına yeni bir tanım getirilmesi, Kopenhag Sonuç Bildirgesi'nde yer alan azınlık haklarının uygulanması açısından Türkiye'ye yeni yükümlülükler getirebilir. "Türkiye bu nedenle AGİK'in daha kurumsallaşmış bir mekanizmaya kavuşturulmasına karşı çıkıyor.

Kopenhag'da imzalanan sonuç bildirgesi konferansa gözlemci statüsüyle katılan Arnavutluk dışındaki bütün Avrupa ülkelerini kapsaması açısından yeni bir Avrupa Anayasası'na benziyor; ancak ceza yasası olmayan bir anayasaya. Sonuç bildirgesinde AGİK'e katılan ülkelerin hükümetlerinin serbest seçimler sonucu belirlenmesi, devletle siyasi partilerin kesinlikle ayrı tutulması ve yargının bağımsızlığı öngörüldü. Türk heyetinin çabaları sonucu, Avrupa'daki göçmen işçilerin hakları da bildirgede yer aldı, ancak Avrupa ülkeleri göçmen işçilerin koşullarını düzeltmeye yönelik yükümlülüklere girmediler.

Adıyaman'da PKK operasyonu

■ MALATYA (Cumhuriyet) — Adıyaman ve çevresinde güvenlik güçlerince yapılan operasyonlarda PKK'ya yardım ve yataklık ettikleri savıyla gözaltına alınan 13 kişiden 11'i salıverildi. Malatya'nın Pötürge ilçesi yakınlarında bir süre önce bir erin şehit edilmesi ve 4 PKK militanının da ölü ele geçirilmesiyle sonuçlanan çatışmadan sonra bölgede başlatılan operasyonlar tamamlandı. Operasyonlar sırasında PKK'ya yardım ve yataklık ettiği savıyla biri kadın 13 kişi gözaltına alındı. Malatya DGM'ye sevk edilen 13 sanıktan Mehmet Uzun ve Abuzer Yavaş tutuklanırken diğer 11'i salıverildi. Tutuklanan sanıklar hakkında TCK'nın 169. maddesine muhalefet ettikleri savıyla 5 yıla kadar hapis cezası istemiyle dava açıldığı bildirildi.

Cumhuriyet, 30. 06. 1990

Kapatılan dergiler isim değiştirme hazırlığında :

‘Yayınımızı sürdüreceğiz’

Süresiz olarak kapatılan 2000’e Doğru dergisinin kadrosu ‘1999’a Doğru’ veya ‘2001’e Doğru’ adlı, Halk Gerçeği dergisinin kadrosu da ‘Yeni Halk Gerçeği’ adlı yeni dergilerle piyasaya çıkmaya hazırlanıyorlar.

İç Politika Servisi — “Sansür ve Sürgün Kararnamesi” olarak adlandırılan 424 sayılı Kanun Hükmünde Kararname’ye dayanılarak süresiz kapatılan 2000’e Doğru ve Halk Gerçeği dergileri ile 10 gün kapatma cezasına çarptırılan Ilıcak Matbaası, “kararın iptali” için İdare Mahkemesi’ne gitme kararı aldılar. Ilıcak Matbaası Müdürü Serdar Ilıcak, gerekirse kararın kaldırılması için Avrupa İnsan Hakları Komisyonu’na başvuracaklarını bildirdi. Bu arada, İçişleri Bakanlığı kararının tebliğinden sonra dün toplanan 2000’e Doğru dergisi yönetimi, aynı kadro ile “1999’a Doğru” veya “2001’e Doğru” adlı, Halk Gerçeği dergisi yönetimi de “Yeni Halk Gerçeği” adlı yeni dergi çıkarma kararı aldılar.

İki derginin süresiz, bir matbaanın da 10 gün süreyle kapatılmasına yönelik tepkiler de sürüyor. Yapılan açıklamalarda, karar kınanarak “Bu, demokrasiye düşürülen kara bir lekedir” denildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği’nin önerisi üzerine İçişleri Bakanlığı’na 424 sayılı Kanun Hükmünde Kararname’ye dayanarak süresiz olarak kapatılan 2000’e Doğru ve Halk Gerçeği dergileri kararnamede “yürütmeyi durdurma kararı alınmaz” denilmesine karşın yargı yolunun tamamen kapatılmadığını savunarak mahkemeye başvurmaya karar verdiler. 2000’e Doğru’nun sorumlu yazarı İsmet Ateş, Adnan Akfırat, Cumhuriyet’e yaptığı açıklamada, Bölge İdare Mahkemesi’ne giderek “kararın iptali” için dava açacaklarını bildirdi. Akfırat, “Kararname anayasaya aykırıdır. Konuyu Anayasa Mahkemesi’ne götürmeye çalışacağız” dedi.

Türkiye’nin “2000’e Doğru gibi” bir dergiye ihtiyacı bulun-

duğunu söyleyen Adnan Akfırat, aynı yazı kadrosu ile yeni bir dergi çıkarma hazırlığına başladıklarını, yeni derginin adının “1999’a Doğru” veya “2001’e Doğru” olacağını açıkladı. Matbaa sorununu çözmek için de bir kampanyaya açtıklarını belirten Akfırat, bu kampanyanın başarıya ulaşmasının “kararnameye karşı siyasi bir cevap” olacağını kaydetti. Yazı İşleri Müdürü Hüseyin Karanlık imzasıyla 2000’e Doğru dergisinden yapılan basın açıklamasında da İçişleri Bakanlığı’nın son kararının geri alınması ve basına özgürlük için ülke çapında ve yurtdışında etkili bir mücadele kampanyasının örgütlenmesine katkıda bulunacakları belirtildi.

Halk Gerçeği Dergisi Genel Yayın Koordinatörü Hüseyin Aykol da, Cumhuriyet’e yaptığı açıklamada, “yeni bir şirket, yeni bir dergi ile kaldığımız yerden devam edeceğiz” dedi. Ilıcak Matbaası ile anlaşmalarının sürdüğünü belirten Aykol, “Gerekirse fotokopi ile çoğaltarak yeni bir dergi çıkarırız” diye konuştu. Aykol, hukukçularca yargı yolunun tamamen kapalı olup olmadığını araştırdığını söyledi. Halk Gerçeği’nin sahibi İsmet Ateş de dün yaptığı yazılı açıklamada, “Yayınımızı sürdürmeye kararlıyız. Halkın en doğal haklarından biri olan haberleşmeye getirilen bu engellemeler karşısında demokrat tüm kamuoyunu duyarlı olmaya çağırıyorum” dedi.

Her iki dergiyi bastığı için 10 gün kapatma cezası verilen Ilıcak Matbaası’nın Müdürü Serdar Ilıcak da kararı değerlendirirken “Bu, sol basını susturmak için atılmış bir adımdır. Demokrasinin sol bacağı kırılıyorlar. Buna izin veremeyiz” dedi. Matbaada başka sol dergilerin de basıldığı-

10 gün kapatma cezasına çarptırılan Ilıcak Matbaası’nın Müdürü Serdar Ilıcak, gerekirse Avrupa İnsan Hakları Komisyonu’na gitme kararı aldıklarını bildirdi. Ilıcak, “Bu, sol basını susturmak için atılmış bir adımdır.

ny, karşı ile bunların da basılamadığını kaydeden Ilıcak, “İkinci bir matbaam olsaydı onları orada basmaya başlardım” diye konuştu. Matbaada basılan öteki sol dergilerin kâğıtlarının da içeride kaldığını, bunları çıkarma fırsatı bulamadıklarını anlatan Serdar Ilıcak, “Bunlar kendilerine kısa süre için başka bir matbaa bulsalar bile basamazlar. Kâğıtları içeride hapsoldü” dedi. Sol dergilerin basını konusunu bugüne kadar “ticari” gözle değerlendirdiklerini belirten Ilıcak, “Şimdi kararnamenin engellemelerine karşı her türlü şeyi yapacaklarını, yargı yolunu önce Türkiye’de deneyeceklerini, gerekirse de Avrupa İnsan Hakları Komisyonu’na başvuracaklarını” bildirdi.

Tepkiler

Bu arada, iki dergi ile bir matbaanın kapatılması kararına yönelik tepkiler dün de sürdü. ÇGD Genel Başkanvekili Rahmi Yıldırım, yaptığı yazılı açıklamada tüm basın kuruluşlarını olay karşısında sessiz kalmamaya çağırarak “Boğulmak istenen yalnızca basının özgürlüğü, hukukun üstünlüğü ilkesi değil, tümüyle demokrasidir” dedi. ÇGD İstanbul Şube Başkanı Koray Düzgören de açıklamasında, kapatma kararını, “Hitler’in kitap yakmasıyla eş anlamlı olduğunu” savundu. Düzgören, “Yazı altındır, söz gümüşdür, sükut ise ölümdür” dedi.

Deng, Devrimci Mücadele, Emek, Ermeğin Bayrağı, Halk Demokrasisi, İşçiler ve Politika, Medya Güneşi, Sorun, Sosyalizm, Siyaset, Yeni Demokrasi, Yeni Öncü, Komün, Çağdaş Yol, Kuvvüm ve Hedef dergilerinden yapılan ortak açıklamada da uygulama “şiddetle” kınandı.

İstanbul Barosu Başkanı Turgut Kazan da iki derginin yayınının durdurulması, bir matbaanın kapatılması kararını “demokrasiye düşürülen kara bir leke” olarak yorumladı. Kazan, açıklamasında şu görüşleri savundu:

“424 sayılı kararnamenin hukuk dışı ve çağ dışı bir düzenleme olduğu apaçık ortaya çıkmıştır. Bir yayını durdurmak ve yürütmeye tanınan bir yetkiyi denetimsiz bırakmak asla kabul edilemez.”

Ankara Barosu Başkanı Erzan Erzurumluoğlu da dün yaptığı açıklamada, “Türkiye’de artık özgürlükler istisna, yasaklar kural haline gelmiştir” görüşünü savundu.

Halkın Emek Partisi Genel Başkanı Fehmi Işıklar ile SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş da dün yaptıkları açıklamalarda, kararı ağır şekilde eleştirdiler. Işıklar, “Bu kararnamayı uygulayan vali, bugün fiilen hem anayasanın üstünedir hem de uluslararası sözleşmelerin üstünedir” yorumunu yaptı. Karakaş da açıklamasında, uygulamalar ortadayken, Türkiye’de sınırlı basın özgürlüğünden söz edilemeyeceğini söyledi.

Otomobil-İş Sendikası’ndan yapılan açıklamada ise dergilerin kapatılmasıyla, basına yönelik uygulamaların doruk noktasına çıktığı vurgulanarak karar protesto edildi.

Bu arada, dün 2000’e Doğru dergisinden bir açıklama yapılarak, Genel Yayın Yönetmeni Doğu Perinçek’in PKK lideri Abdullah Öcalan ile yaptığı röportaj nedeniyle İstanbul DGM’de görülen davanın beraatla sonuçlandığı bildirildi.

SHP iptalini istedi

S.S. Kararnamesi Anayasa Mahkemesi'nde

SHP, 424 ve 425 sayılı KHK'nin iptali için Anayasa Mahkemesi'ne başvurdu. SHP Grup Başkanvekili Güneş, "Cumhurbaşkanının bu iki kararnameye imza atması otoriter devlete olan özlemine ifade etmektedir" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — SHP, kamuoyunda "SS kararnameleri" olarak tanımlanan 424 ve 425 sayılı kanun hük-münde kararnamelerin (KHK) iptali için Anayasa Mahkemesi'ne başvurdu. SHP Meclis Grup Başkanvekili Hasan Fehmi Güneş, her iki kararnamenin demokrasiye, hukukun üstünlüğüne ve anayasaya aykırı olduğunu ifade ederek, "Cumhurbaşkanı'nın bu iki kararnameye imza atması otoriter devlete olan özlemine ifade etmektedir" dedi.

SHP'li Güneş, dün TBMM'de düzenlediği basın toplantısında, 424 ve 425 sayılı kararnamelerin iptali için Anayasa Mahkemesi'ne yapılan başvurunun gerekçesini anlatırken şunları söyledi:

"ANAP, demokrasi ve hukuka inancsızlık içinde bir yönetimi amaçlamaktadır. Yasama görevi KHK'lar ile yürütülmek istenmekte ve anayasa ihlal edilmektedir. Bu iki kararname, temel hak ve özgürlüklere ilişkin düzenlemeler yapmakta ve demokrasiyi askıya alıcı yöndedir."

Güneş, her iki kararnamenin anayasanın 2, 5, 6, 7, 13, 15, 23, 28, 29, 38, 91, 103, 104, 120, 121 ve 148. maddelerine aykırı olduğunu da belirterek karşı çıktıkları noktaları şöyle sıraladı:

— 424 ve 425 sayılı KHK'ler anayasanın 121. maddesinde öngörülen kararnameler niteliğini taşımamaktadır.

— Düzenleniş yönü anayasaya aykırıdır.

— Demokrasiyi özünden zedelemektedir.

— Kanunlarla düzenlenmesi gereken konular, kanun hükmünde kararnamelerle düzenlenmektedir.

— Yasa yapar gibi yapılmıştır. Yani KHK'ler bazı yasalarda düzenlemeler yapmış, yasaların bazı maddelerini değiştirmiştir.

— Olağanüstü hal bölgesini taşın uygulamaları beraberinde getirmiştir."

SHP'li Güneş, her iki kararnamenin, anayasanın 121. maddesinin 3. fıkrasının tarif ettiği nitelikte kararnameler olmadığına belirtirken, "Bu niye yapılmış-

tır? Bu bir kaçma yoludur. Anayasa Mahkemesi'nin denetiminden kaçmak için açığozluk yapılmaya çalışılmıştır" dedi. 424 sayılı KHK'nin yeni bir olağanüstü hal statüsü ortaya koymayı amaçladığını da kaydeden Güneş, kararnamelerin TBMM'ne onayına sunulmamasını da istirdi.

424 ve 425 sayılı kanun hük-mündeki kararnamelerin 10 Mayıs 1990 günü Resmî Gazete'de yayımlandığına ve aynı gün TBMM'nin onayına sunulduğuna işaret eden Güneş, sözlerini şöyle sürdürdü:

"O günden sonra TBMM'nin ancak bir süre çalışmış. Çalıştığı süre içerisinde de birçok teklif ve tasarıyı kanunlaştırılmış gibi deyim görevlerini de yapmıştır ve bütün bunlardan sonra TBMM bu kanun hükmündeki kararnameleri onamadan 1 Eylül 1990 tarihine kadar tatile girmiştir. Görüldüğü gibi, 424 ve 425 sayılı KHK'lerin onay işlemlerinin gerçekleşmesini sağlayacak makul süre çoktan aşmıştır. Anayasanın 91. maddesi, 'Yayımlandıkları gün TBMM'ye sunulmayan kararnameler bu tarihte yürürlükten kalkar' demektedir. Bütün sunulan bu durumlar karşısında anayasanın 121/3. maddesinde sözü edilen anayasanın temel nizamı, temel hak ve özgürlükler açısından-

dan son derece önem taşıyan bu KHK'lerin TBMM'nin onayına sunulmaması halinde yürürlükten kalkmaları çok doğal bir gerektir."

Güneş, her iki kararnamenin anayasanın 5, 6, 7, 120. maddelerine aykırı olduğunu da kaydederek, "424 sayılı KHK, olağanüstü hali yaratan şiddet hareketlerinin ortaya çıktığı veya şiddet olayları sebebiyle kamu düzeninin ciddi şekilde bozulduğu ve bu nedenle olağanüstü hal uygulaması yapılan bölge dışında da olağanüstü hal kurallarını uygulama esasını getirmektedir" dedi. Kararnamede "mücvir alan" adında bir bölgenin ihdas edildiğini de belirten Güneş, "Oysa ki anayasa, olağanüstü hallerle ilgili olarak herhangi bir şekilde olağanüstü hal rejimini uygulaması yapılacak bir mücvir alan öngörmemiştir. Mücvir alan kuşkusuz şiddet hareketlerinin ortaya çıkmadığı bir alandır. Öyle olsaydı, bu alanda da şiddet hareketleri nedeniyle olağanüstü hal ilan edilirdi" diye konuştu.

Güneş, 424 sayılı KHK'nin basınla ilgili olarak uygulanacak olağanüstü hal rejiminin ülke düzeyinde olağanüstü hal bölgesi dışında da uygulama esasını getirdiğini kaydederek sözlerini şöyle sürdürdü:

"Anayasanın 15. maddesi, düşünce özgürlüğüyle ilgili olarak tür bir KHK'nin çıkarılmayacağını öngörmektedir. 424 sayılı kararnamenin 1/a maddesi, bu açıdan anayasanın 5, 6, 7, 13, 15, 120, 121. maddelerine aykırı olduğu gibi, anayasanın basın hürriyetine ilişkin 28. madde ile yine süreli ve süresiz yayın hakkıyla ilgili 29. maddesine de aykırı bulunmaktadı. Basın özgürlüğü, düşünce özgürlüğünün ayrılmaz bir parçasını oluşturmaktadır. Bu nedenle bu tarz bir KHK ile de olsa böyle bir düzenleme yapmanın anayasal herhangi bir dayanağı yoktur."

Güneş, 424 sayılı KHK'nin olağanüstü hal bölgesi dışında mecburi ikamet yaptırımını getirmekte olduğunu da kaydederek, "Bir kimse olağanüstü hal bölgesi dışına çıkarılmış ise artık o şahsa mecburi ikametgâh uygulamak olanak kalmayacaktır. Artık o şahsa o bölgede olağanüstü hal yaptırımı ve rejimi uygulanması, anayasanın temel düzeni karşısında olanaksızdır. Bu nedenle bu KHK'nin 1/b maddesi de anayasanın 5, 6, 7, 13, 15, 120 ve 121. maddelerine aykırı olduğu gibi, anayasanın 'yerleşme ve seyahat hürriyeti' başlığını taşıyan 23. maddesine de aykırı bulunmaktadır."

التركية بعد الثالث والعشرين من تشرين الثاني (نوفمبر) وهو التاريخ الذي أعلن فيه العزم التركي على قطع المياه.. لكن مساعي المسؤولين لم تكلل بالنجاح، ولم يستطع نزار حمدون العراقي ولا يوسف شكود السوري ثني انقرة عن نواياها.

ومع انخفاض مناسب مياه الفرات في كلا البلدين المعنيين اعتبارا من يوم السبت الماضي، تكثفت الجهود الرسمية وأعلن بعد يوم من قطع المياه عن استقبال الرئيس التركي للوزير عصام الجلبي وسلمه رسالة من الرئيس العراقي «تتعلق باحتياجات العراق من المياه في إطار الصداقة الوثيقة والتعاون بين البلدين».

وقد أسفر لقاء الأحد، على ما يبدو، عن تحقيق بعض التقدم، بعد أن أعلن بيان صدر عقب اللقاء أن الرئيس أوزال أوضح للمبعوث العراقي اتخاذ بلاده «إجراءات» لتلبية الاحتياطات الطبيعية لسوريا والعراق من المياه، «حتى لا يؤدي التحويل المؤقت لمجرى نهر الفرات إلى إلحاق أضرار بالمستفيدين من مياه النهر في العراق وسوريا».

والوزير العراقي نفسه الذي أكرام اجتماعه مع الرئيس التركي كان «إيجابيا» بدرجة مدى شعور الأتراك بالضغط بعد الإعلان الرسمي عن نوايا العراق قطع أمدادات النفط العراقية لبلاطهم، كرد فعل مباشر على الإجراء الذي اتخذوه، وعلى ما يبدو فإن مهمته تأتي أيضا لطماننة محادثيه بأن العراق لن يفعل ذلك التزاما بنصوص المعاهد التي وقعها مع الحكومة التركية بهذا الشأن.

وتؤكد معلومات بأن مسؤولين سعوديين بذلوا جهودا لدى انقرة بغية «إقناعها» بتغيير موقفها، ولكن الأتراك ردوا على تلك بذل بتأكيدهم «أننا سمحنا بتدفق نسبة مياه أعلى من الحد المقرر طيلة الواحد والخمسين يوما الماضية غير أن الأمر ليس ذنب تركيا، إذ لا توجد لدى العراق أو سوريا إمكانيات التخزين اللازمة». على أن الأمر بالنسبة لسوريا، حتى على المدى الأبعد سيكون أصعب من العراق، إذا استمر الأتراك في خططهم، الاحتفاظ بثلاث مياه الفرات، من أجل استثمارها ولاغراض الري، لأن نهر دجلة الذي يخترق الأراضي العراقية لا يمر بالفرات عبر سوريا، ولذلك فإن الفرات وسيلة سوريا الوحيدة لإمداد سد الأبنيد بالمياه اللازمة، وانعاش الأراضي الزراعية، ويمكن لبغداد في الأبعد الاحتمالات تحقيق تحويلات في مياه دجلة للتعويض عن أي ضرر يصيب الفرات.

ويرى بعض المراقبين بأن المشروع التركي قد يتضمن بعدا سياسيا دوليا أكبر مما أعلن، وقد يعني ممارسة ضغوط سياسية على دمشق دون بغداد، لفرض بعض وجهات النظر عليها، المتعلقة بالموقف في الشرق الأوسط والوضع في لبنان. وحتى نهاية العشر الأول من القرن الحادي والعشرين فإن الأتراك سيكتشفون بأن الحلم الأوروبي ما زال في رقادهم وأن عليهم مد أيديهم بجد إلى جيرانهم، حتى يسهموا بتطوير بلادهم، وأن يتجاوزوا عقدة أتاتورك □ حسن آل بلال

الأتراك بأنه وراء مقتل ١٥٠٠ شخص منذ شهر آب (أغسطس) عام ١٩٨٤، وهو تاريخ تصعيد العمليات العسكرية التي يشنها الأكراد ضد قواعد ومقرات الجيش النظامي.. وإذا عرفنا بأن هذا الحزب مرفوض إيديولوجيا في دول المنظومة الأوروبية فإن ذلك يقدم توضيحا لمغزى تعاون أوروبا مع الأتراك الحكوميين في هذا المجال.

ويريد المسؤولون الأتراك القضاء نهائيا على أعمال المقاومة الكردية المسلحة، التي تطالب أما بالاستقلال التام عن الدولة، أو منح المناطق الكردية التركية حكما ذاتيا واسعا يمكن أبناء المنطقة من إدارة شؤونهم بأنفسهم.

اتهامات الى سوريا والعراق

أما الشق الثاني من السؤال والمتعلق بالحكومات المعنية فهو متعلق أيضا بما قدمنا آنفا، إذ أن وزارة الخارجية التركية اتهمت سوريا عدة مرات بأنها «تقدم دعما لزعيم الحزب الشيوعي الكردي عبد الله أوكيلان» وتسمح بمقتضى ذلك للعناصر التابعة له بالحصول على تدريبات عسكرية في مناطق البقاع التي تسيطر عليها القوات السورية. وفيما يتعلق بهذه النقطة بالذات، يمكن القول أن الحادث الجوي الذي جرى داخل الأراضي التركية، أواخر العام الماضي، وشاركت فيها مقاتلتان سورييتان ضد طائرة تركية، والذي أسفر عن إسقاط الطائرة التركية، أسهم في إثارة متزايدة لقلق الأتراك من الموقف السوري، على الرغم من تأكيد الحكومة في دمشق «أن الحادث كان عارضا وأن المسؤولين عنه سيتم عقابهم» لكن الأتراك «منزعجون» لأن نتائج التحقيق الذي قام به السوريون لم تعلن، كما أن التعويضات عن الطائرة لم تقدم إليهم.

وقد حاولت السلطات العراقية الإيحاء بأن العملية التركية بقطع مياه الفرات «كانت تستهدف دمشق دون بغداد» من خلال حديث بثته الأحد وسائل الإعلام في العراق ونسب إلى وزير النفط عصام الجلبي، إذ ورد «أننا على يقين بأن الجانب التركي لا يرغب الأضرار بالعراق».

لكن هذا ليس كافيا للاعتقاد بالمنطق الذي ورد على لسان الوزير العراقي، لأن الأتراك ما زالوا يلومون بغداد لأنها «لم تطارد الإرهابيين الذين تسللوا في الثامن والعشرين من تشرين الثاني (نوفمبر) من العام الماضي إلى قرية عيقياقا التركية، وقاموا بقتل ٢٨ شخصا ثم انسحب القتل بهدوء إلى الأراضي العراقية الحدودية التي لم تكن تبعد عن منطقة الحادث سوى مئات الأمتار».

العراق والحق التركي

ومع أن الحكومة العراقية كانت خلال حربها مع إيران قد «منحت الأتراك حقا» بالتوغل مسافة كيلومترات داخل العمق العراقي لمطاردة الأكراد الذين يضايقونها إلا أن القوات التركية لم تستخدم ذلك «الحق» سوى بضع مرات.

ومع كل هذه المالبسات السياسية أوفد كل من العراق وسوريا نائب وزير خارجيته إلى العاصمة

وفي العقدين الأخيرين أكدت السياسة من جديد دورها في التأثير على «مجريات الأمور المائية»، إذ أقدمت الحكومة السورية في السبعينات على معاقبة الحكومة العراقية بقطع مجرى الفرات فترة من الزمن لأن «الحكومة في بغداد ما انفكت تحيك المؤامرات ضد سوريا الثورة». واندك بدا من الواضح تماما أن الآثار التي تركتها العملية السورية ضد «فرات العراق» لم تضرب السلطات العراقية قدر تأثيرها الحاد على الفلاحين العراقيين، الذين لم يستطيعوا الضغط على الحكومة في بغداد، كما كانت تريد دمشق. وكان العراقيون قد ردوا على الإجراءات السورية بأخرى تتعلق بضخ النفط عبر الأراضي السورية، وأثرت على السواد الشعبي في سوريا أكثر من تأثيرها على النظام السوري.

مياه الفرات وسياسة الأتراك

وعملية حكومة أوزال في أوائل العام الجاري لا تعد منفصلة أيضا عما يدور في المنطقة من أحداث، وللموصول إلى المعاني الأخرى وراء الفعل التركي لا بد من القول أن الحكومة التركية وعلى عكس المنبر الاقتصادي، وجدت نفسها مضطرة إلى الدخول في معترك استخدام السلاح المائي «بعد أن ضقت ذرعا.. أن من الأفضل لجيراننا أن يفهموا بأسرع وقت أننا نمتلك الذراع الأطول، وإذا ما فهموا ذلك فإنا نكون قد حملناهم إلى اللب، وتكون مشاكلنا معهم قد انتهت».

وهذا الكلام الذي ادلى به مسؤول كبير كان يتحدث باسم الحكومة التركية، يعكس الكثير من اللوم الذي تلقته الواجهات التركية الرئيسية على بعض الحكومات العربية لأنها «تسببت كثيرا في زعزعة الأمن بمنطقة واسعة من تركيا بسبب دعمها المستمر للإرهابيين أو غضها النظر عن تحركاتهم.. ثم ادلى المتحدث حكومي آخر بتصريحات حول قضية المياه الفراتية نشرته صحيفة «تركي ديلي نيوز» أكد فيها أن فترة الإغلاق التام لصمامات المياه يمكن أن تقصر، ولكنها «قد تدوم أكثر من الوقت المحدد لها إذا اقتضت الظروف». ولأن يبرز التساؤل الأهم وهو من المقصود بالإرهابيين، ومن هي تحديد الحكومات العربية التي عنها الأتراك في تأشيراتهم؟

وقضية المواطنين الأكراد الثمانية عشر، الذين يحاكمون حاليا في مدينة ديسيلدورف الألمانية الغربية تعكس بعضا من جوانب الموضوع، وتجيب على الشق الأول من السؤال، لأن أولئك، وهم أعضاء في حزب العمال الشيوعي الكردي، الذي يعمل في مناطق الأكراد داخل الأراضي التركية، متهمون بارتكاب «أعمال إرهابية» داخل وخارج تركيا. وكانت الحكومة في بون، عندما أعلنت عن اعتقالهم، وقد وجهت إليهم تهمة «التحضير لأعمال إرهابية» تنفذ في مختلف الدول الأوروبية.. والواقع أن هذا الحزب بات مصدر قلق كبيرا للسلطات التركية المسؤولة، وخاصة الجيش، الذي انهمك في السنوات الأخيرة بمطاردة أعضائه وسوقهم إلى ساحات الإعدام أو غياهب السجون، وقد اتهمه

العراق قلق والفلاحون السوريون يباشرون حفر الابار اتاتورك يهز الفرات

مثلما للماء حكم وقوانين فان للسياسة ايضا قوانين واحكاما بدل الحكم الواحد... والمفروض ان تخدم قوانين السياسة احكام الماء، ولكن الذي يحصل باستمرار وضع الماء رهن تصرف السياسة والسياسيين، وبدل ان ينتفع من هبة السماء الرقيقة كل البشر صار التقنين يدين ماسكي السلطة في بلاد التحكم المائي او المجرى المائي او حتى المصب.. المائي! وتركيا زجت فعلا، بعد ان اصرت قولا، ارادة «البوليتيك»، ورجحتها على نهج القاعدة العامة، من خلال اصدار الاوامر بالقاء القبض على مياه نهر الفرات، المارة منها الى سوريا فالعراق.. وهذا «الاعتقال» كما قيل سيستمر ثلاثين يوما، ويمكن ان يمتد الى اكثر من هذا التاريخ ان اقتضت الضرورة!

والضرورة هنا تعني واحدة بوحدة: «نطلق سراح مياهكم اذا شددتم قبضتكم على المشاغبين!!، ولكن ايا كان الموضوع وتفصيلاته، وسواء مكثت المياه الايام الثلاثين كلهارهن الاحتجاز ام اطلق سراحها بقرار رئاسي.. فان المتضرر الوحيد، حتى على المدى الابدع، هو السيد الفلاح، راعي المياه ومستثمر مجاريها!

الارض على اشدها من الوعورة، وما الذي دفعها الى قبول اتفاق ثمانية عشر مليارا من الدولارات، في زمن القحط والشد الاقتصادي الذي تعاني منه تركيا بشدة؟ وحيث المفترض محاولة المسؤولين هناك التقدم خطوات ثابتة الى امام لربط او اصر التعاون ودعمها بينها من جهة وبين دول المنطقة الاخرى من الجهة الاخرى (الدول العربية وايران)، بعد ان بدا من الواضح تماما ان مساعي الاتراك في الاندفاع نحو القرب والدخول في ميدان مؤسسات بلدانه السياسية والاقتصادية لن تحقق النجاح، على مدى قريب او بعيد.

سر التحريك

والذي يتابع التصريحات التي ادلى بها قبل ايام سليمان ديميريل، احد رؤساء الوزراء الاتراك السابقين، والشخصية البارزة في المعارضة حاليا، تحت سلطة الرئيس تورغوت اوزال، يدرك ان البعد ليس اقتصاديا مرتبطا فقط بسياسة الحكومة الحالية، بل البس رداء «وطنيا وقوميا هاما»، فالرئيس السابق ديميريل يصف مشروع انشاء واحد وعشرين سدا وسبع عشرة محطة لتوليد الطاقة الكهربائية من مياه الفرات بأنه «حبة المستقبل لتركيا، الذي سيحول البلاد مع القرن الحادي والعشرين الى كائن ذهبي».

والاتراك مقتنعون تماما ان اتمام المشروع، الذي «يعد الاضخم والاهم في العالم»، سيحيل بلادهم الى قوة متحكمة ومثيرة في منطقة الشرق الاوسط، حيث سعوا من قبل الى اقتناع العديد من الحكومات فيها على قبول تزويدها بالمياه «الحلوة» التي تفتقر اليها، ولكنهم مع ذلك يدركون حجم وابعد الاخطار العديدة التي من الممكن ان يتسبب بها الوضع الجديد، وتهدد علاقات بلادهم مع الدول المعنية، وخاصة السوريين الذين يواجهون الوضع الجديد للمرة الاولى.

السلطين ولعبة الماء

ومن البديهي ان لا تكمن في العوامل والمبررات التي قدمها بعض المسؤولين الاتراك وبعض الجهات والواجبات التركية غير المشاركة في السلطة، كل الاجابات على الاسئلة العديدة المطروحة، والتي ما زالت تنتظر الاجابة لان العوامل السياسية كانت على الدوام تؤثر تأثيرا مباشرا على مسيرة الفرات، الذي يعتبر اطول نهر يقع في الصدر الاسيوي، ٢٨٠٠ كيلومتر، منها الف كيلومتر تمتد في الاراضي التركية، والذي ينطلق من المرتفعات الواقعة شرقي بلاد الاناضول قبل ان يتوجه الى

سوريا ومن ثم الى المرحلة الاخيرة العراق التي يلتقي فيها بمنطقة القرنة الجنوبية العراقية بنهر دجلة ليصبا معا في الخليج. وكان السلطين الاتراك في السابق يمارسون «لعبة الماء» للضغط على الفرنسيين المحتلين لسوريا في حين لم يكونوا بحاجة لمثل هذا بالنسبة للعراق، عندما وقع فترة من الزمن تحت سيطرة الدولة العثمانية التركية.

الصيادين، وهم رجال الفرات المعتادون، يتطلعون ببيأس وحسرة ودهشة الى منظر الناس العاديين يتلقون الاسماك صيدا سهلا، دونما الحاجة الى سبر غور الماء وممارسة المغامرات والحيل التي اعتاد الصيادون ممارستها.

وهكذا يتحول ذلك الجبار الذي اطلق عليه السكان في المناطق التي يخر عبابها اسم «السلطان» الى كائن هزيل لا قدرة له على تحريك الفعل السابق! ترى ما الذي حرك السلطات التركية كي تقدم على تنفيذ مشروع ليس عاديا مثل هذا في «الزاوية الخلفية» لمنطقة الاناضول، هناك حيث مزارع تركيات خلال العمل: السد سينعش عملهن

كان منظر بعض الفلاحين والقرويين وهم ينزلون صباح الاحد الماضي الى الرمال، التي شكلت قبل الثالث عشر من كانون الثاني (يناير) الجاري موعد البدء بحبس مياه الفرات، ارضية النهر، مثيرا للغاية، لان تلك الرمال المائلة الى السواد كانت مسرحا لاكوام من مختلف انواع الاسماك النهرية، وهي في صراع من اجل البقاء، بعد ان رحلت عنها بالقوة وسيلة ادامة الحياة الرئيسية (المياه). والتقارير المتوفرة تؤكد ان مناسب النهر بدأت بعد البدء باغلاق فتحاته من الجانب التركي، تنخفض بسرعة حادة، جعلت



الثلاثية العراقية والسورية والتركية التي عقدت منذ ١٩٨٢ ما يقارب الـ ١٤ اجتماعاً تؤد جميعها الى نتيجة عملية. وظلت تركيا ترى ان اللجنة الثلاثية يجب ان تنظر الى مياه الحوض المكون من دجلة والفرات في أن واحد في حين يرى العراق ان البحث يجب ان ينصب بشكل منفصل على كل من النهرين. ولكن الاختلاف على المياه بين الاقطار الثلاثة انما يتم في اطار تحولات اقليمية ودولية تنعكس بنتائجها على تطورات هذا الخلاف ومساراته. ان تركيا بشكل عام تسمى الى تعزيز دورها الشرق اوسطي بعد ان اقلقت بوجهها عضوية المجموعة الأوروبية من جهة وبعد ان تقلص دورها الاستراتيجي في خارطة السياسات العالمية عموماً والأميركية خصوصاً من جهة أخرى، وذلك بسبب التحولات الجارية في أوروبا الشرقية والوفاق بين واشنطن وموسكو.

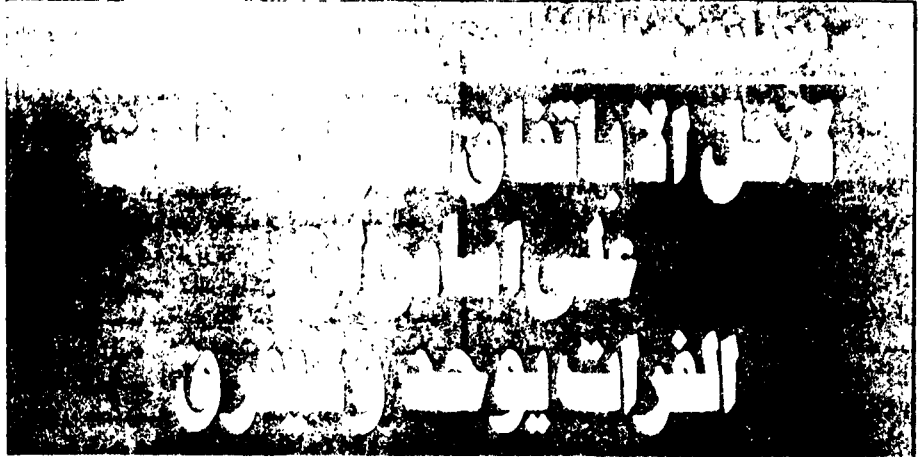
وتركيا تطمح لان تلعب دوراً من الدرجة الاولى وذلك من خلال مشروعات طموحة مثل كهربية وتصنيع البلاد او من خلال العمل على تزويد الدول العربية النفطية بمياه الشرب، واخيراً من خلال التأثير على السياسات التي تتبعها كل من العراق وسوريا تحت ضغط عامل حاجة كل من البلدين للمياه التي تنبع في جبال تركيا.

وهنا يعود السؤال الى طرح نفسه هل الفرات يوجد ام يفرق الدول التي تجري مياهها فيها. وهذا السؤال يجبر نفسه على قضايا الحدود في المنطقة العربية - الاسلامية وخلفية قيامها سياسياً واقتصادياً. وهذا يجعل الرأي الذي يقول ان الخضوع لخارطة سايكس - بيكو التي فرضت على المنطقة العربية والاسلامية في اعقاب الحرب العالمية الاولى، انما تقوي عوامل التفتت في هذه المنطقة على عوامل الوحدة.

فمثلاً العامل الديني هو عامل وحدة في المنطقة لان الاسلام دين الاغلبية من سكانها في حين ان الحدود التي قامت بين دول المنطقة تجاهلت هذا العامل واستبدلته بعوامل عشائرية وقبلية ومذهبية وهي كلها افرزت حدود تفتتية.

وفي مشكلة مثل قضية المياه واضح تماماً عجز الاطار الاقليمي عن حل هذه المشكلة في حين ان الاطار القومي يطرح لها مشكلات اضافية كردية - تركية - عربية... الخ. ويظل الاطار الاسلامي هو الاقرب الى الواقعية التي تؤمن حلولاً متفقاً عليها في هذا الاطار الشامل الذي لا بد بدوره ان يراعي الاطر الاخرى القائمة داخله. وعلى المدى القريب من المستبعد ايجاد الحلول الكفيلة بتهدئة التوترات بين الدول العربية ببعضها البعض وبينها وبين جيرانها من الدول الاسلامية خصوصاً في هذا المجال تركيا. ولكن على المدى البعيد تظل مشكلة الفرات تنتظر حلاً يقوم على التعاون بين بغداد ودمشق وانقرة يخرج عن المصالح الضيقة قطرية ام قومية. ويصدق بانظاره الى افق ارحب يرى محمل مشكلات المنطقة ويسعى الى وضع حلول متوازنة لها □

ح. ا.



اوزال: خطوة مثيرة للجدل

وهذا جعل تركيا في موقع القوي القادر على الضغط على كل من سوريا والعراق خصوصاً ان البلدين العربيين ليس لهما موقف موحد تجاه مشكلة المياه.

ولاسباب سياسية مختلفة سعت انقرة، وخلال زيارة تورغوت اوزال الى دمشق في تموز (يوليو) ١٩٨٧ الى عقد اتفاق مع سوريا قام على بندين:

- ١ - ان تتعهد تركيا بتدفق ما معدله ٥٠٠ متر مكعب في الثانية من المياه الى الاراضي السورية.
- ٢ - ان يعمل البلدان على حفظ أمن الحدود بين البلدين.

والمقصود بالبند هو الحد من نشاط فئات ارمنية وكردية تعمل ضد الحكم التركي وتجد لها ملجأ في سوريا او تقيم معسكرات تدريب في منطقة البقاع اللبناني حيث تتواجد القوات السورية. ولكن هذه الاتفاقية لم ترق الى طموح الفريقين فسوريا تسعى الى زيادة كميات المياه من جهة وتركيا من جهة ثانية تسعى الى الحصول من سوريا على معاهدة تسمح لها بملاحقة النافرين عليها من الاكراد، والعمل على اغلاق معسكرات التدريب الخاصة بالارمن والاكرد. وهذا ما رفضت دمشق ان تتعده به.

ولكن اتفاق تموز (يوليو) ١٩٨٧ يظل خطوة متقدمة اذا ما قيس بالفشل الذي وصلت اليه اللجنة

هذه المقولة قد تبدو مثالية في وقت تتوتر فيه العلاقات بني الدول العربية والاسلامية الثلاث التي يمر بها هذا النهر العظيم، ولكنها رغم كل شيء تظل اكثر واقعية من الفكرتين اللتين تتصادمان معها مرحلياً. نعني بهما فكرة الاقليمية والقومية والسعي لحل مشكلة المياه في البلاد العربية استناداً الى واحدة منهما ام بالاستناد الى مزيج غير محدد من كليهما معاً.

المصادر العربية تحمل تركيا مسؤولية الاجراء الذي لا سابق له في التاريخ. اذ لم يحدث ان قامت دولة ما باقتال مجرى نهر يمر في اراضي دولة اخرى غيرها لمدة ساعة واحدة فكيف لمدة ثلاثين يوماً. طبعاً الموقف التركي في هذا المجال لا يقدم تفسيراً مقنعاً وهي حاجة تركيا لماء سد بحيرة اتاتورك وهو من اكبر السدود في العالم وواحد من عدة سدود تنوي تركيا اقامتها في جنوب شرقي الاناضول لتطوير هذه المنطقة الفقيرة وكهربتها وتصنيعها. ذلك انه باستطاعة تركيا ملء هذه البحيرة بالتدريج وعلى الاقل ان تكون مدة الحجب لا تزيد عن الـ ١٠ ايام او الـ ١٥ يوماً كما طالب الجانب العراقي.

والواقع ان العامل السياسي الكامن وراء الاجراء التركي ووراء رد الفعل عليه قد يغطي كثيراً من حقائق المسألة. واول هذه الحقائق ان الدول الثلاث عجزت عن الوصول الى اتفاق ثلاثي حول استثمار المياه المشتركة بينها وان العلاقة في هذا المجال قائمة على التنافس بين كل من العراق وسوريا وان انقرة توظف الظروف الاقليمية لمصلحة قرارها.

وهذا الامر ظاهر في ان تركيا تحولت خلال الحرب العراقية الايرانية الى فسحة استراتيجية بالنسبة للعراق تجارياً وبترولياً وعسكرياً. والمثال على هذا التحول في الدور التركي يبرز في ثلاثة مجالات.

- تحول الموانئ التركية الى نقاط مهمة لتجارة الترانزيت مع كل من بغداد وطهران.
- مد انبوب ينقل النفط العراقي الى الموانئ التركية (بمعدل ١,٥ مليون برميل يومياً).
- الاتفاق العراقي - التركي الذي يسمح للقوات التركية بملاحقة الثوار الاكراد الى داخل الحدود العراقية.

احتفال تركي رسمي بحبس مياه الفرات

قال الرئيس التركي تورغوت اوزال ورئيس الوزراء التركي يلديمير اكيولوت مجددا السبت الماضي لدى اقبال اخر صنابير الاقنية الثلاثة لتحويل مياه نهر الفرات الى سد اتاتورك قرب اورفه (جنوب شرق تركيا) ان جميع التدابير اتخذت من اجل عدم التسبب بازعاج الدول المجاورة.

وقد شارك كبار المسؤولين في الدولة التركية في احتفال رسمي لمناسبة تعبئة السد التي ستؤدي الى حبس مياه الفرات لمدة شهر.

وقال اوزال اثناء الاحتفال ان وقف تدفق مياه نهر الفرات لن يسبب «اية مشكلة» لسوريا والعراق.

واكد رئيس الجمهورية التركية رغبة انقرة في اجراء هذه العملية «التقنية» الضرورية لمواصلة تعبئة السد.

ومن المتوقع ان يرتفع منسوب المياه من ٢٠ مترا الى ٤٠ مترا من الآن وحتى ١٣ شباط (فبراير) المقبل وستصل المياه عندها الى مستوى مصبين جانبيين لاقنية التحويل بما يجعل المياه تتدفق مجددا في مجرى النهر. ومن المتوقع ان تصل المياه في السد الى ارتفاع ١٨٠ مترا في العام ١٩٩١ في الموعد المقرر لتشغيل التوربين الكهرمائي.

وتجمع نحو عشرة الاف شخص على التلال المحيطة بموقع ثالث اكبر خزان للمياه في تركيا ونحرت الأغنام حسب التقاليد المحلية. وفي مفارقة لافتة قدم المسؤولون في قرى المنطقة عريضة للمطالبة بتأمين مياه الشفة لسكانهم.

وبعد ساعة على وقف تدفق المياه عند اسفل السد تجمع عدد كبير من الفلاحين املين بصيد كبير وراحوا يراقبون تراجع منسوب المياه في النهر لالتقاط الاسماك في قعره.

وقبل ايام من اعلان تركيا من جانب واحد في ٥ كانون الاول (ديسمبر) الماضي قرارها الذي تحتفظ فيه بحقها بحبس ثلث مياه نهر الفرات اي حوالي ٢٥٠ مترا مكعبا في الثانية من اجل تحقيق مشروع الري الخاص بها كانت مجمل مياه هذا النهر تدخل اراضي سوريا والعراق. وكانت هاتان الدولتان العربيتان تعتمدان عليه لتشغيل محطاتهما الكهرمائية.

وكانت سوريا والعراق ابلفتا بالقرار عن طريق وفد فني تركي زارهما في بداية كانون الاول (ديسمبر) وتمكنتا بالتالي من تخزين كميات من المياه في سدودهما الخاصة.

وقام وفد ثان من الاخصائيين والدبلوماسيين الاتراك بجولة في الدول العربية لعرض وجهة نظر انقرة. وشدد الوفد على ان حبس مياه نهر الفرات سيكون مؤقتا وعلى ان الامر لن يشكل في اي حال تقاعلا للمياه □

وما يؤكد على فتور وتوتر العلاقات التركية السورية تصريح تورغوت اوزال عندما زار دمشق للمرة الاولى في تموز (يوليو) ١٩٨٧ «ان كون هذه الزيارة الاولى، يظهر بجلاء تام ان علاقاتنا لم تكن طيبة وان هناك سلسلة من المشاكل».

ولكن السؤال المطروح الآن: هل يمكن حل هذه المشاكل قبل ان يستفحل الامر وتشتعل حرب جديدة في المنطقة بين المسلمين بعد انتهاء الحرب العراقية الايرانية المبريرة؟

بالطبع يمكن ذلك ولكن بممارسة ضغوط اقتصادية جماعية عربية ضد تركيا في مواجهة ضغوط المياه. اي استخدام نفس السلاح الاقتصادي دون الاحتكام الى الدبابات والمدافع مرة اخرى، خصوصا ان «قيمة صادرات تركيا للدول العربية بلغت ٢,٥ مليار دولار لعام ١٩٨٧، وبلغت قيمة عقود شركات المقاولات التركية في دول الخليج العربية ١,٧٥ مليار دولار».

كما تعتبر تركيا من المستوردين للنفط العراقي الذي بلغت قيمته حوالي الف مليون دولار ولن يستطيع العراق الخروج من العمل الجماعي العربي الاقتصادي ضد تركيا نكاية في سوريا لانه سيتأثر بشكل كبير ايضا بالضغوط التركية حيث ان الفرات يمر في اراضيه ايضا في سوريا قبله.

واذا كانت تركيا تراهن على عدم اتفاق العرب على مواجهة اقتصادية معها خصوصا وهي تفريهم بمشروع انابيب السلام المقترح لنقل المياه العذبة من تركيا الى دول الخليج العربية والاردن، فان العرب سيفكرون الآن الف مرة قبل الموافقة على هذا المشروع حتى لا يكون ورقة ضغط جديدة في يد انقرة. فالبحر سيكون افضل من النهر، رغم تكلفة تحلية مياهه الباهظة الثمن، وذلك لضمان الامن القومي للدول العربية وعدم تعرضها لضغوط سياسية مشابهة لما يحدث لسوريا.

كما ان ايران لن تنسى لسوريا مواقفها المؤيدة لها على اكثر من صعيد ومن الممكن ان تمارس ضغوطا اقتصادية ضد تركيا.

ففي حالة اتفاق العرب وايران على اتخاذ موقف اقتصادي موحد وضغط على تركيا ستتراجع انقرة - دون شك - عن تهديدها لسوريا والعراق. بل والعمل على التوصل الى اتفاقية دولية لتقسيم مياه الفرات.

كما تقوم مصر حاليا بدور وساطة بين كل من سوريا والعراق وتركيا خصوصا بعد ان طلبت بغداد من القاهرة ذلك بالاضافة الى طلب عبد الحليم خدام نائب رئيس الجمهورية السورية الذي زار القاهرة مؤخرا من المسؤولين المصريين القيام بدور وساطة لتهديئة الاوضاع بين سوريا وتركيا قبل ان تحدث كارثة جديدة في المنطقة.

ويعتقد ان عودة العلاقات المصرية السورية المرتقبة ستكون ورقة ضغط على تركيا لتراجع عن تهديدها لسوريا. فهل تعيد انقرة حساباتها من جديد في مسألة استخدام المياه؟ ام تواصل غيابها مما سيدفع بالمنطقة الى اتون حرب جديدة □

القاهرة - محمد العباسي

تقوم على بناء سدود ضخمة لمضاعفة الانتاج الزراعي التركي اكثر من ١٥ مرة (البيان الاماراتية ١٩٨٩/٣/٢١). مما سيخل - دون شك - بميزان المياه بين تركيا وسوريا والعراق.

ولا يمكن الا نربط الموقف السياسي الحالي والذي ظهر احتقانه في نهر الفرات بالارث التاريخي الثاري بين البلدين.. ففي الثلاثينات قدم الاحتلال الفرنسي لواء الاسكندرونة السوري الى تركيا. وكان الشريف حسين قد طالب هنري مكماهون في ١٤ تموز (يوليو) ١٩١٥ بان تمتد حدود البلاد العربية الى مرسين وأضنة لتصبح الاسكندرونة وانطاكية بذلك جزءا من الدولة العربية التي كان الشريف حسين يسعى اليها وقاد الثورة ضد الحكم العثماني وهو ما ترفضه تركيا بالقطع.

وفي نهاية الاربعينات قامت تركيا بحبس مياه نهر «قوق» عن سوريا مما ادى الى اتلاف زراعات الاف الافدنة في حلب».

كما ان انقرة اتخذت مواقف عدائية ضد سوريا في الخمسينات وكادت ان تهاجم القوات التركية الاراضي السورية لولا وصول قوات مصرية لنجدة سوريا وذلك اثناء الوحدة بين مصر وسوريا عام ١٩٥٨.

وتحالفت تركيا مع نوري السعيد العراقي وعدو سوريا اللدود ضد دمشق ايضا.

كما ظلت الحدود السورية - التركية والتي يبلغ طولها ٩٠٠ كيلومتر وهي اطول حدود تركيا مع جاراتها، مسرحا لعمليات المعارضين للنظامين فقد دعمت سوريا الجيش الارمني السري حيث نشرت صحيفة «حريت» التركية ان المخابرات السوفياتية قامت بتدريب الفين من الارمن في ٣ مخيمات ومعسكرات في الاراضي السورية وبدعم من السلطات السورية والمنظمات الفلسطينية. وبعد طرد دبلوماسي سوري وتكثيف الهجوم الاعلامي ضد دمشق، تراجعت سوريا بعد الشيء الا انها دعمت الاكراد بسماعها لهم بالانطلاق من الاراضي السورية بعد اتفاق العراق وتركيا ضد الاكراد وكذلك سمحت للحزب الشيوعي التركي بالتحرك السياسي في العاصمة السورية. وفي المقابل شجعت انقرة معارضي النظام السوري وقدمت لهم دعما لوجستيا في مواجهات دامية مع القوات السورية.

كما ان انقرة غاضبة من «الموقف السوري المتحفظ على قرار مؤتمر منظمة الدول الاسلامية الاخير الذي ادان سياسة السلطات البلغارية بتهجير اكثر من ١٠٠ الف شخص من الاقلية الاسلامية ذات الاصل التركي الى الاراضي التركية».

كل هذه المواقف المختزنة في الذاكرة التركية والتي كانت وراء فتور العلاقات بين البلدين، ساعدت على اشعال نار التوتور من جديد في المنطقة بعد نجاح الاكراد في اخراج القوات التركية والتي تعتبر ثاني اكبر جيش في اوربوا بعد الجيش الاميركي - باستثناء السوفياتي بالطبع - ومجهز بالاسلحة الحديثة ويخوض معارك شبه مستمرة ضد الاكراد.

حسين عقب أزمة مماثلة بين سوريا وتركيا بسبب النشاط الكردي المنطلق من الأراضي السورية. وتم الاتفاق في تلك الزيارة التي تمت في ١٣ تموز (يوليو) ١٩٨٧ على تسليم المطلوبين من الطرفين وإغلاق مكاتب حزب العمال الكردي والحزب الشيوعي التركي في دمشق وطرد افراد الجيش الارمني السري وحذف منطقة لواء الاسكندرونة السوري من الخرائط السورية، وعدم الادعاء بانها ارض سورية مقابل التزام تركيا بتدفق ١٥,٧٥ مليار متر مكعب من المياه الى سوريا. ويبدو ان دمشق لم تستطع تنفيذ المطالب التركية لاسباب سياسية ونضالية وثورية وقومية حيث نشط التحرك الكردي بشكل مكثف وأوقع خسائر فادحة في صفوف الجيش التركي مما اخرج الحكومة التركية جماهيريا وهزما امام الرأي العام الداخلي والخارجي فكان لا بد لانقرة من وقفة مع دمشق خصوصا وان تركيا قد نجحت وبشكل كبير في وقف التهديدات الكردية المنطلقة من كردستان العراق بعد الملاحقات العسكرية للثوار الاكراد في سنوات ٨٢، ٨٤، ٨٦، ١٩٨٧ بدعم من الحكومة العراقية الا ان الثوار الاكراد اتجهوا وبشكل مكثف الى الاراضي السورية والارمانية ولم تنجح حكومة انقرة في عقد اتفاقية عسكرية مع سوريا لملاحقة الثوار الاكراد في الاراضي السورية مثل التي كانت قد وقعتها مع سلطات بغداد والتي سمحت للقوات التركية بالتوغل في الاراضي العراقية لمطاردة الثوار الاكراد.

ومما يشير الى البعد السياسي للقرار التركي دفاع المسؤولين الاتراك عن انفسهم، والذي لا يخلو من تهديد مبطن لكل من سوريا والعراق، بأنهم لن يفعلوا تحت اي ظرف ما فعله الاميركيون مع المكسيك عندما حولوا كليا مجرى نهر «كولورادو» عن الاراضي المكسيكية. وهذا الدفاع في حد ذاته تهديد للامن القومي السوري والعراقي ورسالة من تحت الطاولة ليدرسها المسؤولون في العراق وسوريا قبل ان يتورطوا في مشكلة كبيرة مع تركيا.

وكان جون كولارز - استاذ الجغرافيا والمشرق على دراسات الشرق الاواني في جامعة ميتشغان الاميركية - قد حذر بعد زيارة له لتركيا مؤخرا بان بناء السدود على الفرات سيعجل بالانفجار السوري التركي حيث ستقل الحصص السورية من المياه.

كما ان التقارير الاستراتيجية الدولية تشير الى ان سيناريوهات الحروب المقبلة في الشرق الاوسط ستكون بسبب الصراع على المياه، خصوصا وان مشكلة المياه قد برزت خلال السنوات الاخيرة مما جعل تقرير مركز الدراسات الدولية والاستراتيجية في واشنطن، والذي نشر في اواخر عام ١٩٨٨ يشير الى ان في عام ٢٠٠٠ ستكون المياه، وليس النفط، مشكلة الموارد الرئيسية في الشرق الاوسط.

ومما سيزيد من تفاقم الاوضاع عدم وجود اتفاقية دولية لتقسيم مياه دجلة والفرات بين تركيا وسوريا والعراق مما يمكن انقرة من استخدام لاج المياه وتوظيفه في مجال الضغط السياسي... اعنت. كما ان انقرة وضعت خطة اقتصادية



خطة السدود التركية وانبوب السلام للمياه يهددان الامن القومي السوري

تركيا تهازل سوريا بسلاح المياه

ايضا. وما سيزيد الكارثة حقا هو ان خطة السدود والخزانات التركية تتضمن بناء ٢١ سدا على مجرى الفرات وحفر بحيرات وانفاق من «اورقاء» و«حوران» لتخزين المياه ليتم تصديرها بعد ذلك الى دول الخليج والاردن بالاضافة الى استخدامها في الزراعة والحصول على الطاقة الكهربائية.

وما يؤكد البعد السياسي للقرار التركي هو تصريح المتحدث باسم الخارجية التركية بان امدادات المياه الى سوريا والعراق بعد هذا الشهر - يقصد كانون الاول (ديسمبر) - سيتوقف على المبادرة التركية وان السوريين والعراقيين سيفهمون الامرومن الافضل لهم حاليا تخزين المياه وسوف تسمح تركيا لهم بتدفق ٧٥٠ مترا مكعبا من المياه في الثانية حتى ميعاد القطع. فلماذا صدر التصريح عن الخارجية ولم يصدر عن وزارة الاشغال، وما معنى ان يتوقف الامر على المبادرة التركية؟

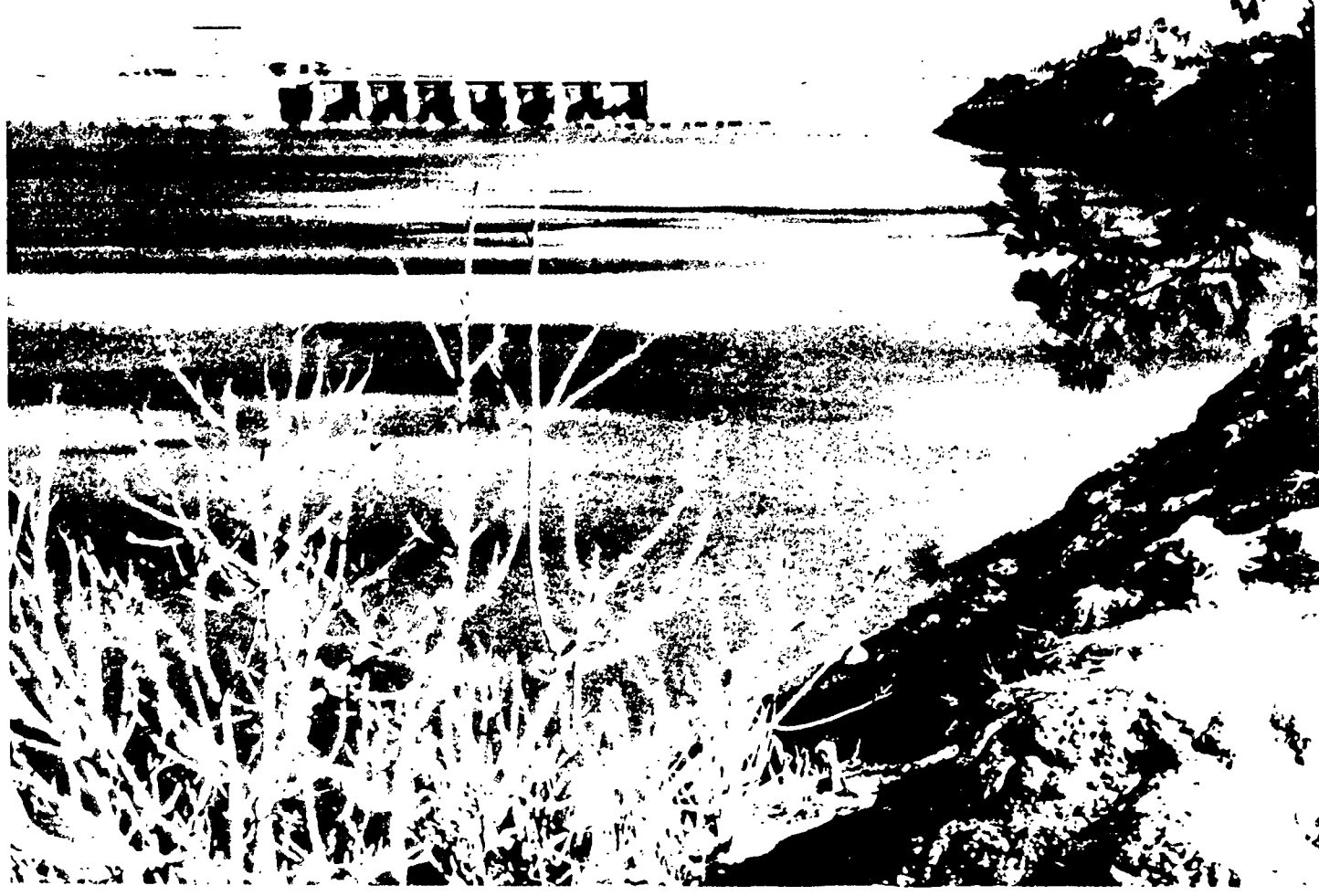
كما ان تورغوت اوزال رئيس الجمهورية التركي، كان قد هدد في تصريحات سابقة له في شهر ايلول (سبتمبر) الماضي اثناء توليه رئاسة الوزراء، بقطع المياه عن سوريا اذا لم تلتزم بالاتفاقيات الامنية التي كان قد وقعها مع المسؤولين السوريين اثناء زيارته لدمشق عقب وساطة اردنية رعاها الملك

اعتبارا من ١٣ كانون الثاني (يناير) الحالي، ولدة شهر، بدأت تركيا في تنفيذ قرارها الخاص بقطع مياه نهر الفرات الذي ينبع من اراضيها عن سوريا والعراق. وهذا القرار له ابعاد سياسية وتاريخية اكثر منها فنية. وليس السبب فيه ملء سد اتاتورك كما أعلن وزير الاشغال العامة والاسكان التركي، ويبدو ان انقرة قررت تبني دبلوماسية المياه لاختضاع سوريا وتدجينها بعد ازدياد هجمات الثوار الاكراد والمتمردين الارمن من اراضيها. حيث تعتقد انقرة ان دمشق توظف الاقليات التركية وتشهرها كورقة ضغط في وجهها مقابل ضمان تدفق مياه الفرات في اراضيها. ويعتقد ان تركيا قبلت النزال وقررت الهجوم بسلاح المياه حتى تبطل مفعول سلاح الاقليات التي تتبناها دمشق.

والقرار التركي الاخير يؤثر - دون شك - على الامن القومي السوري والقوة الاقتصادية لدمشق خصوصا بعد جفاف نهر بردى تماما بعد احتلال «اسرائيل» لهضبة الجولان. بالاضافة الى تراجع الزراعة بشكل كبير تجاوزت ثلث معدلات الانتاج قبل ٢٥ سنة، فأصبحت البلاد مقدمة على كارثة اقتصادية محققة كما ان نصف سوريا الشمالي اصبح يعاني من النقص الشديد من المياه والكهرباء مما سيؤثر على قاعدة سوريا الصناعية



ترکيا تمنعها عن العراق وسوريا شهرا مياه الفرات تشعل نزاعا اقليميا



المريض فرقت المنطقة الكردية الى كيانات متعددة خضع بعضها للاستعمار البريطاني من خلال ضمها الى العراق وبعضها للاستعمار الفرنسي من خلال ضمها الى سورية وبعضها ضم الى روسيا وبقيت المناطق الكردية تحت سيطرة تركيا وايران الموالين لبريطانيا... وظل هم الدول الخمس هو صهر الاكراد في بوتقة الدولة الوطنية الجديدة وظل الحديدي الكبير الذي يواجه الاكراد هو كيفية صد تلك المحاولات والحفاظ على هوية ذلك الشعب العريق، وبين محاولات الصهر وريود الصمد دارت رحى العذابات التي تتابعت على الاكراد طوال السبعين عاماً الماضية والتي راح ضحيتها مئات الألوف من ابناء ذلك الشعب المسلم الشجاع والعنيد، على حد قول الاستاذ فهمي هويدي.

ان فالديموقراطية كهيئة بايجاد حل عادل للمسألة القومية الكردية وذلك باعطاء الحرية لتحديد نوعية علاقاتهم بالشعب الشقيق الذي يعيشون معه ضمن دولة واحدة والمتمتع بحقوقهم القومية والديموقراطية على اساس الديمقراطية والعدل في تقرير المصير.

وتتمتع الكرد بهذا الحق سيبرز لديهم الاتجاه الاتحادي مع الامم التي تمنحهم هذا الحق وبالتالي تعزز الوحدة الوطنية للدولة المعترف لهم بهذا الحق ضمن كياناتها. وبالعكس بان حرمان الكرد من هذا الحق واضطهادهم قوميًا وفرض الديكتاتورية والاستبداد والتمييز العنصري والطائفي عليهم هو الذي يوجد الارضية للانفصالية والمطالبة بالاستقلال بجانب الشاعرة المشروعة للحرر الوطني، والمخالان التركي والعراقي خير دليل.

وحيثما توفر الديمقراطية السلطة للغالبية في الاقليم والمركز فانها تعني ان الشعب المعني سيحكم منطقتة القومية اي ان الشعب الكردي سيحكم اقليم كردستان عن طريق ممثليه المنتخبين ويشترك في الحكم المركزي بنسبة ممثليه في المجلس الوطني المركزي ايضاً.

فبينما تطالب الاحزاب الكردستانية في تركيا بالاستقلال مطالب الجبهة الكردستانية العراقية بحق تقرير المصير ضمن الوحدة الوطنية العراقية وتقبل مرحلياً بالحكم الذاتي الحقيقي وصولاً الى الفيدرالية ضمن الوحدة العراقية كحقيقة لا الى الانفصالية او الدولة المستقلة خاصة وان هذ عوامل بنينة واقتصادية واهدافاً مشتركة عديدة تؤدي الى الاتحاد الاخيرة. ايري ان "شعبين نشيقيين العربي والكردي ضمن الدولة العراقية الديمقراطية فضلاً عن ادراك الشعب الكردي لغوائد الاتحاد الاختياري وللصعوبة العظمية في عصرنا لتغيير الخرائط والحدود الدولية المكرسة والمعدومة من الدول الكبرى والامم المتحدة.

واكثر من ذلك فان الشعب الكردي قد يكون عامل توحيد كبير لشعوب شرقنا المسلمة في اتحاد اختياري كبير يضمها تحقيقاً لمصلحتها الاقتصادية والحضارية والانماثية والستراتيجية وغيرها وتنفيذاً لمشارعاها الاسلامية الصاعدة وللأفكار المعاصرة النيرة الثمانية باتحاد الشعوب في عام تنتمي فيه دعوات الوحدة الاوروبية والافريقية والاميركية اللاتينية والعربية والاسلامية وغيرها. انن فبدلاً من تخويف شعوب الشرق بالانفصالية الكردية فان الكرد يمكنهم ان يلعبوا دور سهيل الاتحاد الكبير لشعوب شرقنا. علماء بان توفير الحقوق القومية والديموقراطية وحقوق الانسان للشعب الكردي ضمن اية دولة سيؤدي الى استقرار تلك الدولة وتعزيز وحدتها الوطنية ومركزها الدولي بل ورجحان كفتها في الصراعات الاثرة او الكامنة المنتظرة في شرقنا. وبالعكس صحيح ايضاً، فان حرمان الشعب الكردي من هذه الحقوق سيؤدي حتماً الى استمرار الثورات والقتال والزعامات حتى بين دول المنطقة ذاتها. فضلاً عن تسييد الطاقات الماددة والبشرية في معارك غير مقدسة بل ومجنونة لا تفيد احداً بل تضر بالجميع. ان فالديموقراطية ليست (PANACEA) للمسألة الكردية فقط بل هي العلاج الشافي للمشاكل العراقية

والشرق اوسطية ايضاً. فالحل الديموقراطي سيفيد العراق ويعزز وحدته الوطنية ويقطع الى الابد دابر انتعاب العراق، بالقضية الكردية. وسيكون الشعب الكردي عامل خير ووثام واتحاد بين شعوب شرقنا كما كان يوماً المرابط في بيا الاسلام على مر العصور. ولا يتوهم احد من داخل المنطقة او خارجها بان القوة العسكرية تديم النظم القائمة على القهر والاستبداد والاضطهاد. فلقد اظهرت التجارب الاشتراكية والبورجوازية حقيقتين هامتين يجدر بالجميع تلهمهما وهما: اولاً: ان القوة العسكرية مهما تعاطلت عاجزة عن ادامة نظام ديكتاتوري او استبدادي. فالازمات الاقتصادية والسياسية والقومية والادارية والاخلاقية ومشاكل التنمية والغلاء كل ذلك يؤدي الى نخر النظام من الداخل لقتادعته ومن ثم انهياره تلقائياً امام انظار القوة العسكرية المتعاطلة كما حدث في بلدان اوروبا الشرقية وايران الشاه والفلبين والباكستان وشيلي واليونان وغيرها.

ثانياً: ان النظام الديكتاتوري الذي يعاني من مثل هذه الازمات سيتهار حتماً من دون حاجة الى معارضة قوية ومنظمة تزيمته. ان انه يتهاك ويتفكك داخلياً فيسقط تلقائياً فالازمات حينها تشدد وتصل النقطة الحرجة تجعل الاستمرار مستحيلًا للطبقة الحاكمة ولجموع الحكوميين معا فيحدث الانفجار وتنبثق القوة الجديدة اللازمة لحل الازمة المنفجرة. هذا قانون موضوعي من قوانين الازمة والانتفاضة. وهو قانون خارج عن ارادة البشر ورغباتهم مهما علت منزلتهم أو بنت. وهذا ما شهدته حتميته وتسهبت بها البلدان ذات الاحزاب القائدة، والجهبات الوطنية، والاحزاب ذات الملايين من الأعضاء، والمائكة للاجهزة القومية والارهابية المروعة من الطراز الاول بل وحتى المعلم لاجهزة بلداننا القومية الرهيبة.

وحيثما توفر الديمقراطية السلطة للغالبية في الاقليم والمركز فانها تعني ان الشعب المعني سيحكم منطقتة القومية اي ان الشعب الكردي سيحكم اقليم كردستان عن طريق ممثليه المنتخبين ويشترك في الحكم المركزي بنسبة ممثليه في المجلس الوطني المركزي ايضاً. وبالتالي فان الديمقراطية الشاملة ستؤدي الى الحل السياسي للمسألة الكردية داخل الدول القائمة. اما مسألة تحقيق الوحدة القومية للامم المجزأة فهي لا تخص الكرد وحدهم بل تخص العرب والكرد والازر والبلوج والعديد من الامم المسلمة الاخرى. وهي مسألة معقدة وحولها غير منظورة في المستقبل القريب. ولكن الديمقراطية والحريات الديمقراطية هي التي تفر اجوامها التسمية والوطنية والوطنية، والتي انشدت بنسبة بين... المسائل الشائكة لا يحلها في المستقبل المنظور او المتوقع الا اتفاق شعوبنا على اتحاد اختياري كبير للشعوب المسلمة حيث تتعاضد الامم موحدة وضمن كيان كبير يسهل الجميع. وهي فكرة لا تبدو قريبة او سهلة المثال طبعاً. انن تبقى الواقعة العقلانية الداعية الى الديمقراطية وحقوق الانسان بما فيها الحقوق القومية المتساوية ضمن الدول ذات القومية المتعددة هي المنهج العلمي والعملية القادرة على تحقيق الاهداف الاساسية لاجيالنا وتجنب شعوب شرقنا كوارث الاقتتال والديكتاتورية واللهاث خلف السراب مما يؤدي الى تبييد طاقات وجهود لاماني يتعذر تحقيقها ضمن الموازين الحالية للقوى داخلياً وشرقياً وعالمياً.

بقي ان نؤكد على حقيقتين هامتين هما: اولاً: الجبهة الكردستانية العراقية قد ناشدت يوماً ومراراً الدول والمنظمات العربية قبل غيرها ومن ثم المجتمع الدولي لتعمل من اجل حل سياسي عادل ضمن المفاهيم الديموقراطية للمسألة الكردية.

ثانياً: ان الديمقراطية هي المحك الحقيقي للوطنية الحقيقية لان المهمة المقدسة لشعوبنا هي اشاعة الديمقراطية التي اصيحت "PANACEA" لمشاكلها المنازمة والمتعددة والمتنوعة.

فالديموقراطية هي المحك لحب الوطن والاخلاص للشعب والحرص على وحدتها الوطنية والاستقلال والعزة والازدهار لهما، فلم تعد تخضع احدا الدعابة المسموجة التي تروج للبطاعة الكاسدة تحت لافتة الثورة العملاقة، التي تعتبر الناس عبيداً لتجارتهم ايدي الصاكمين وتنتقل ملكيتهم من ايدي الحكام البائذين الى الحكام السائدين وكانهم عبيد في العصور المظلمة الغابرة. وقد اصاب الاستاذ حازم صاغية كبد الحقيقة حين قال في "الحياة" الغراء ما يلي:

"طبعاً لا يشار في العادة الا الى دور الاستعمار الغربي، في تغيير الخرائط وتعديل المعطيات والظلم الذي لحق بنا نحن العرب من جراء هذين، لكن من يشير الى ما يفعله ابناء الوطن بابناء آخرين للوطن نفسه لا يستحق الا تهمة الخيانة لهذا الوطن. والمفارقة هذه نابعة من مفارقة اخرى اكبر وهم هي انه دائماً ما يترافق التشدد بالوطنية والولاء للجامع للشعب مع قتل واضطهاد وتهجير هذه الاقلية الوطنية او تلكه والاحراد دائماً في الصدارة. وتكشف المفارقة المتخورة الا حقيقة واحدة هي ان وطنياتنا المنتفضة بذاتها وطنيات مذعورة من نفسها قاصرة ومنقوصة. اي انها لم تضعب بعد وطنيات للشعب كله فطلت عناوين حروب اهلية داخل المجتمع الواحد. وبمعزل عن تغطية النقص والقصور بالتوتر اللفظي والمبالغة الكلامية فنحن لا نتجاوز المنطق الشكلي البسيط حين نقول: ان الوطني الحقيقي هو من يجب: بناءً وبنش، وبعيداً عن قتلهم وتهجيرهم ودفنهم لغماً الى الاحتماء بـ "اعداء الوطن" (4)

اهم من ذلك ما تكشفه المشكلة الكردية من ان الديمقراطية هي وحدها مقياس الوطنية ومعيار وجودها. فالاخيرة من دون الاولى شعار سلطوي واستبدادي يعلن ضعف التكوين الوطني نفسه ويحاول الانتصاف عليه بالقمع والقتل والتهجير.

ويبقى ان معاناة الاكراد المديدة والمتنوعة على كل هذا العدد من الدول والانظمة والايديولوجيات المختلفة تجعل هذا الشعب رمزاً للاضطهاد المكثف المتعدد الجوانب والمصابر والذي يتعدى حدوداً قومية بعينها ليرتقي الى المصاف الانساني الشامل. وحين يكون الامر على هذا النحو يصير التضامن مع الاكراد محكاً لديموقراطيتنا ومن ثم لتصويب وطنيتنا وجعلها تستحق هذه التسمية خصوصاً اذا كان التضامن عربياً يشارك بعض شعبي في قمع الاكراد فيما هو ينفر من اسرائيل لسلوكلها غير الديموقراطي حيال الشعب الفلسطيني. فهل سيستجيب لندائه اخبار العرب وكرامهم ا ن تظل تتسامل مع الاستاذ فهمي هويدي "اليس المسلمون اولم ياخوتهم الاكراد من غيرهم؟ واذا لم يقفوا الى جوارهم في محتهم فمتى يلف المسلم مع اخيه المسلم... اللهم اهد قومي انهم لا يقفون.

المراجع:

- 1- الرئيس العراقي صدام حسين مجلة "اليوم السابع" ٢٩ كانون الثاني (يناير) ١٩٩٠.
- 2- الاستاذ فهمي هويدي مجلة "المجلة" العدد ٥٢٤ - ٢٧ شباط (فبراير) ١٩٩٠.
- 3- الاستاذ حازم صاغية "الحياة" السبت - الأحد ٢٦ - ٢٧ ابريل (أغسطس) ١٩٨٩.

* الامين العام للاتحاد الوطني الكردستاني في العراق.

الديموقراطية والشعب الكردي

والنسانية وغيرها دون اكراه واجبار لدخول حزب معين او منظمة حكومية، وبالتالي فان الكرد يستطيعون تنظيم وتعبئة قواهم لخدمة شعبيهم سياسياً وثقافياً ومهنياً الخ. والديموقراطية تعني خامساً حق المواطن الكردي ايضا في ممارسة اللعبة البرلمانية بممارسة حق الانتخاب والترشيح للبرلمان الاقليمي والمركزي ولختلف المناصب بما فيها رئاسة الجمهورية او الحكومة او البرلمان وتسلم المناصب الوزارية المختلفة: حيث سيلغى التمييز القومي والطائفي في الديموقراطية.

وحينئذ بحق لرئيس الجمهورية العراقية ان يقول بانه «فلو جاعنا بعد حين جلال الطالباني او غيره وطرحوا علينا مدخلا واراها في الحكم الذاتي، غير التي يتضمنها قانون الحكم الذاتي فلن اقول لهم ان الرفيق طارق عزيز سيناقش معكم ما ترونه في الحكم الذاتي، ساقول لهم اذا كانت تريدون ان تطوروا الحكم الذاتي، نأرجح الكيفية التي نحن عليها فان للحكم الذاتي قانوناً وذلك هو المجلس الوطني اذهبوا اليه وليقرر ما يقره» (١)

ان هذا القول المنطقي والمعتدل شكلاً سيكون محقاً ومقبولاً حينما ينتخب المجلس الوطني بحرية تامة وفي جو ديموقراطي وتتوفر مضامين الديموقراطية للشعب العراقي كله، وحينئذ فقط ستتخلص مساحة الافكار والدوافع والصيغ المريضة ويغلق باب استخدام القضية الكردية لاتعاب العراق، بل ان الكرد انفسهم سيغلقون كل الابواب والنوافذ التي تستخدم لاتعاب العراق، عراق العرب والكرد، عراقهم الديموقراطي المنشود.

والديموقراطية تعني سادساً العلانية «الغلاسنوست» والمصارحة وفتح الابواب للاعلام الوطني والعربي والعالمي. مما يعطي الكرد مجالاً لعرض قضاياهم العادلة والاستنجاذ بالرأي العام العراقي اولا والعربي ثانياً والاسلامي ثالثاً والعالمي رابعاً. وحينئذ سيكون محالاً ارتكاب افظع الجرائم بحقهم في ظلام دامس وستتحطم حواجز الصمت العربي والاسلامي والعالمي. ولن يتمكن المجرمون من اخفاء جرائمهم والتستر على فظائعها.

ان مثل هذا الجو الديموقراطي يعطي الكرد فرصة تاريخية لعرض مطالبهم على الشعب العراقي والامة العربية والاسلامية والعالم بل سيطلبهم المجال للمطالبة بحقوقهم - اذا ظلت مهضومة - بطريقة الانتفاضة الفلسطينية.

والغلاسنوست السوفياتي خير دليل. فقد تسنى للاكراد ان يميلوا للثام عن اوضاعهم المزرية اذ بين العالم الكردي السوفياتي نادر نادروف في مؤتمر باريس ١٥ تشرين الأول (اكتوبر) الماضي ان الكرد تعرضوا لحملة التهجير والصهر والاضطهاد والحرمان من الحقوق على شاكلة اخوتهم الاكراد في كردستان الملحقة بتركيا.

وسابعاً، فان الديموقراطية ستوفر الاجواء والشروط الضرورية للتنمية الاقتصادية والصناعية والزراعية

والتجارية والثقافية والصحية والحضارية مما يعني حصول الاكراد على حصصهم حتماً. وبالتالي ستصان الحياة الاقتصادية الكردية وتتطور وتزدهر بدلا من التدمير والابناء. وستمنع الديموقراطية الاسراف والتبذير الاستطوري وتبديد ثروات البلاد. وسيؤدي اطلاق الحرية الفردية والملكية المعنوية في الزراعة والقطاع الخاص الى تطوير البلاد. مثلما سيصلح القطاع العام تحت الاشراف البرلماني والديموقراطي من الجماهير العاملة وستحسن الإدارة والبرمجة والانتاجية لصالح الشعب عرباً وكرداً وتركامناً.

الديموقراطية وحل المسألة القومية الكردية نجمت المسألة الكردية اساساً من اعادة تقسيم كردستان وحرمان الشعب الكردي من حقه في تقرير المصير بعد الحرب العالمية الاولى. اذ انه (٢) «في سياق توزيع تركية الرجل

تنشر «الحياة» هذا المقال الذي كتبه احد قادة الحركة الكردية بدافع ان اي نقاش قد يثيره يجب ان يصب في مجرى الوحدة الوطنية في العراق لتعزيز اواصر الاخوة بين ابناء الوطن الواحد.

جلال الطالباني *

■ استبشر الشعب الكردي خيراً - كسائر الشعوب المحبة للحرية - بالعاصمة الديموقراطية التي هبت على العالم. ويتطلع الكرد بشوق ولهفة الى استقبال الديموقراطية الواقعة على ضفاف الرديذيل بامل ان تهب بنسماتها المعشحة - للحياة - على شعوب شرقنا المتتلية بالانظمة الديكتاتورية - الغربية الصنع - والمقلدة للنماذج «الاشتراكية» المستوردة من اوربا الشرقية من حيث المقولات والاجهزة القمعية؛ فما هو السر وراء هذا الاستبشار والاشتياق الى الديموقراطية بين الشعب الكردي؟ اعتقد ان السر هو ان الديموقراطية تعتبر في نظر الواعين من الاكراد "PANACEA" اي الدواء والعلاج لجميع الامراض والمشاكل التي يعاني منها الشعب الكردي الآن. وذلك بالمعنى الحقيقي للديموقراطية من دون تشويهها بمصطلحات تجهض محتواها كـ «الديموقراطية الشعبية» بقيادة الحزب القائد، او «الديموقراطية الاجتماعية المقيدة بالثورة وافكارها».

فالديموقراطية تعني اولا مجتمعاً خالياً من الاستبداد والطغيان والاضطهاد والديكتاتورية وبعبداً عن الارهاب والقمع وحرمان الناس من حرياتهم الاساسية، ناهيك عن القتل الجماعي والتهجير والتشريد الجماعي وهو ما يعني الشعب الكردي مباشرة ويخلصه من مصائب الاضطهاد القومي وكوارثه الباردة او الانصيار وتغيير الهوية القومية. واذا تحققت الديموقراطية فلن تستطيع الحكومة الخاضعة للرقابة البرلمانية الشعبية ان تسوم الكرد مرارة الاضطهاد القومي ولا ان تحرمهم من الحقوق والحريات الاساسية للمواطن ومنها حق العيش الامن الكريم في قراهم وريفهم ومدنهم وجبالهم وسهولهم وبالتالي ستعجز الحكومة عن ابادتهم وتدمير قراهم واستعمال الاسلحة الكيماوية والفتاكة ضد جدوعهم الامة.

والديموقراطية تعني ثانياً تمتع جميع المواطنين من دون تمييز بالحقوق والواجبات. حينئذ سيتمتع المواطن الكردي شأن سائر المواطنين بالحقوق والحريات الفردية ومنها حق التملك وحرية العمل والسكن فلا تصادر ممتلكاته ولا تغتصب اراضيه وقراه لتوزع امام انظاره على قادمين ومستوطنين غرباء بل يظل الفلاح الكردي على ارض ابائه واجداده في الريف الكردستاني ويبقى العمال الاكراد في المؤسسات الاقتصادية والانتاجية كالنفط والكبريت والسكاير وغيرها. ويتمتع المواطن الكردي بالحريات الفردية فلا يقتل ولا يشرذم ولا يعتقل دون محاكمة عادلة. وحينئذ لا يمكن للحكومة مصادرة امواله المنقولة وغير المنقولة ومتاجره ودوره كما حدث لمئات الافوف من الاكراد الابرار (الفيليه) وغيرهم بل سيصون القانون ممتلكاته وحرية عمله وتجارته.

والديموقراطية تعني ثالثاً وجود المساواة التامة في فرص الوظائف الحكومية والدخول في الجامعات المدنية والعسكرية فلا يمكن حرمان الاكراد من دخول الكليات العسكرية والبوليسية ولن يحرم الكرد من المناصب العسكرية والديبلوماسية والمصرفية مثلاً.

والديموقراطية تعني رابعاً حق المواطنين بمن فيهم الكرد في ممارسة الحريات الديموقراطية في تشكيل الاحزاب والمنظمات والنقابات والمنظمات الشبابية والطلابية

زاوية حادثة

منها. فهناك فرق بين ان تطلق النار وبين ان تكوي الجسم لكي تشفيه من المرض... فهذه نقاط يجب ان ننثبه لها في الصحافة ونوسع صفحة الجماهير. ولماذا صفحة الجماهير؟ صفحة الجماهير أولاً لمعلوماتكم عليها كونترول من الرئاسة، وتتابع... (ص ٦٨).

في الولاء

«... ان الولاء من وجهة نظرنا بقدر ما يتعلق الامر بالكتابة، هو الولاء لهذه الأرض، الولاء للعراق بتاريخه وبخاضه ومستقبله، ولباني مجده العظيم السيد الرئيس القائد صدام حسين «حفظه الله»، وكل قلم يكتب بهذا الاتجاه وبهذه الروحية وبهذا الاحساس فإنه يمثل المبادئ في ميدان العمل، ويمثل فكر الرئيس القائد في مجال الابداع وفي مجال الكتابة... (ص ٩٥ - ٩٦).

القادسية والأفاعي

لا يجوز ان يرشح للمجلس الوطني او للجمعيات او النقابات او الاتحادات من لم يعط جهداً متميزاً لقادسية صدام... لذلك فان التقييم للمستقبل في تبوء المواقع في انتخابات المجلس الوطني او النقابات او أية جمعية سوف يكون المعيار الاساسي، هو تاريخ ذلك الشخص وموقعه في القادسية... علينا ان نرصد كل مخالفة لا تنسجم مع هذا القرار ونوجه عليها إشارة التنبيه... اننا لا نجد تفسيراً لمن ظل صامتاً ثمانين سنوات ولا نجد أي عذر لذلك في أي قانون من قوانين الأرض والسماء... وذاكرتنا تخزن بعض الاسماء في المجتمع ظلت تنتظر وكأنها أشبه بالأفاعي التي تختفي بالبحور وتظهر أنيابها، وألستها، وتسمع فحيحها... (ص ٩٧ - ٩٨).

في الديمقراطية المركزية والسوريالية

«... علينا ان لا نتوهم بأن الديمقراطية التي نسعى اليها هي على الطريقة الغربية، وانما هي الديمقراطية المركزية التي تؤمن بالعراق وضمانه وحدة العراق وأرض العراق... هي شيء أكيد وثابت في ممارساتنا العملية واليومية... ما زال البعض من اخواننا يكتبون بطريقة الايماء وبطريقة التعميم وبطريقة الرموز، ربما البعض سوف يسأل: ماذا تقصد بهذا الكلام؟ ليس سرّاً أننا نقرأ الصحف من البداية إلى النهاية ونقرأ ما تكتبونه، ولكن البعض ما زال يكتب على الطريقة السريالية واقصد ان الكاتب لا يريد ان يلتزم بموقف، هذا هو المقصود وأي شخص لا يريد ان يلتزم بموقف يجب ان يوضع على كتاباته علامة استفهام، والسريالية تصلح في اللوحات، أما الكتابة فهي اسم ومسمى وموقف واضح... أما اللف والدوران على أساس ان هذا الأمر مقصود به ذلك الشخص انما يدل على روح مريضة يجب ان تُرصد وتحلل لكي نعرف عمق هذا المرض داخل هذا الانسان...» (ص ١٠٠ - ١٠١).

من ثقافة السلطة

«الصحافة: الدور والمسؤوليات»، كتاب صدر حديثاً لوزير الثقافة والاعلام العراقي لطيف نصيف جاسم يضم ثلاثة احاديث بينه وبين مثقفين عراقيين. ننشر فيما يلي مقاطع من هذه الاحاديث بدون تعليق لأنها تتحدث عن نفسها بنفسها حول عناوين رئيسية من ثقافة السلطة: الحزب كواسطة للارتقاء الاجتماعي، تمايز البيروقراطية عن الشعب (الفلاحين) واخيراً ليس أخيراً: الوحدانية الفكرية والشرعية الحزبية مقياساً للوطنية وحرية الكتابة والتعبير.

في الارتقاء الاجتماعي ودولة الحزب

«... عندما عيّنت مديراً عاماً للإذاعة والتلفزيون ما كنت اعرف من الإذاعة والتلفزيون غير «الأريل» او «الهوائي» فقط وعلى الإطلاق لا اعرف شيئاً عما في داخل الإذاعة والتلفزيون ولا اعرف ماذا يعني «الفيديو» وماذا تعني «الشاشة» ولا اعرف ابداً سوى هذا البرج الموجود هناك. فإذا كل واحد من الموجودين شروطه كانت أفضل من شروطي... انه يعرف ان يمثل ويكتب سيناريو والبعض منهم يملك مواصفات اخرى في الكتابة... ولكني أصبحت مديراً عاماً للإذاعة والتلفزيون، وقبل ان اخرج من الإذاعة والتلفزيون كرهت وبعدها بسنتين ونصف عيّنت وزيراً وبعدها أصبحت وزيراً للثقافة والاعلام وسأكمل عشر سنوات، ومنحت وسامين.

أريد ان اقول ان شروطنا ليست مهنية، فانا لو تضرعوني على المسطرة فقد لا اتلاءم، لاني لا اعرف عزف العود ولا اعرف ان اكتب تمثيلية ولا اكتب مقالة احسن من سامي مهدي، ولا اعرف ان ارسم او اكتب قصة... فنحن ضمن اختياراتنا للمواقع اختياراتنا ليس مهنية... فهل يجب ان يكمل الشخص مثلاً في انكتر او يكمل الدكتوراه في الصحافة لكي نعيّنه رئيس تحرير صحيفة، ولا تستغربوا في يوم من الايام ان يكون وزير الاعلام خريج متوسطه لأننا دولة حزب... اننا لولا الحزب لم اكن اكثر من موظف او فلاح في الراشدية... ان مواصفاتنا لاختيار الناس مبنية على شروط في عقلنا، فهذه هي دولة الحزب...» (ص ٨٥ - ٨٦).

الفلاح والموظف والدجاج

«فالموظف يجب ان يذهب إلى السوق يشتري بسعر مدعوم... هو او أحد افراد

عائلته وعنده الطاقة... فتجربة الاسواق هي المجال الوحيد لكي تتوازن حالة شريحة مهمة تبلغ اكثر من مليون عائلة هي عائلات الموظفين... أما الفلاح فالمفروض ان يأكل من جهد يده ولا يأتي الينا مرة ثانية ليأخذ الدجاج والبيض، نزوده بادوات احتياطية وبالتركتور «والبيكب» نوفر له السماد الكيماوي والأرض نعطيه له مجاناً اضافة للماء... ولكن يجب ان لا يأتي ويزاحم الموظف على البيض والدجاج...»

نقد الظواهر لا السياسات

«السياسات لا تنتقد ولكن الظواهر، أي ظواهر التطبيق، فمثلاً نحن نقول في قضية من القضايا هذا الأمر قد إتفق عليه. بعد ذلك يجب ان لا نوجه إليه النقد، أي يجب ان لا نتفق على امر وفيما بعد نبدأ بالنقد. علينا ان نتنقد التطبيق...» (ص ٣٩).

الصحافة: في تحليل

التحليل

«فنحن نحتاج أولاً إلى التحليل، فالتحليل في صحافتنا مسموح به وموصى به من قبل الرئيس القائد الذي قال: (اكتبوا بدون تردد سواء اكانت السلطة راضية أم غير راضية عما تكتبون)... كان السيد الرئيس القائد يقصد اكتبوا عن الاتحاد السوفيتي، عن امريكا، عن كل الظواهر، اي ان الكتابة السياسية هي التي تفتح عيون الشعب وتجعله يستقريء المستقبل...» (ص ٦٥).

في الفارق بين اطلاق النار والكي

«فإذا المسائل الذاتية من المخجل أصلاً طرحها، فمثلاً يتجه واحد منا لبحر من المشاكل الاجتماعية والظواهر ويفتح عليها النار. ان الصيغة يجب ان لا تكون عدوانية في الحالة ولكن يجب ان تكوي الظاهرة لكي تظهر الجسم

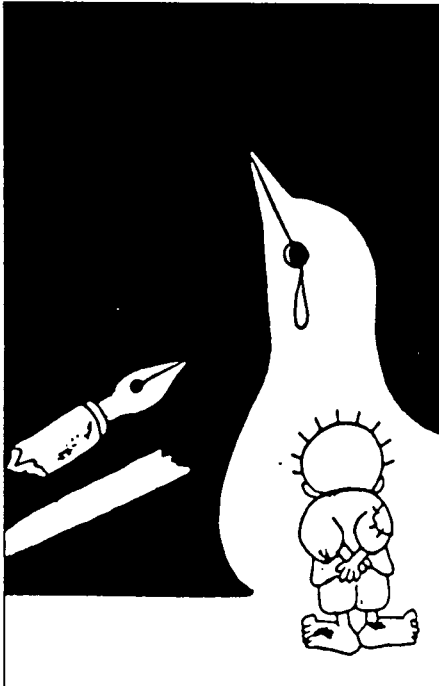
نداء للمعارضة العراقية من أجل قيام حكم دستوري ودولة القانون

الاسلامية بروج الاخوة، والمفاوضات، وحسن الجوار بما يضمن تحالف الشعبين ويصون مصالح العراق الوطنية وسيادته.

٩- تحرير القوات المسلحة من سيطرة الحزب الواحد. واعادة تنظيمها وتدريبها على ضوء الثوابت الوطنية والقومية وأولويات الصراع في المنطقة، لتقوم بدورها المشرف في التصدي لاعداء العراق والامة العربية.

١٠- العمل على اجتثاث سياسة النهب والتبذير التي تمارسها السلطة واقرباؤها وازلامها، والتصدي لسياسة اعادة رهن الاقتصاد العراقي عموماً والنفط خصوصاً للشركات الاحتكارية العالمية، واتباع سياسة اقتصادية وطنية ونهج تنموي مستقل.

الموقعون ابراهيم احمد، د. احمد الجلي، احمد الحويبي، د. تحسين معة، جلال الطالباني، د. حسن الجلي، اللواء حسن مصطفى النقيب، د. رحيم عجينة، رسول مامند، سامي عبد الرحمن، سليم الفخري، د. صاحب الحكيم، صالح دكله، عبد الرزاق الصافي، عزيز محمد، علي عبد الله، عمر مصطفى، د. فائق بطي، فلك الدين كاكائي، د. ليث كبة، مسعود البارزاني، د. مصطفى جمال الدين، د. مبدد الويس، د. السيد محمد بحر العلوم، محمد رشاد الشيخ راضي، د. محمود عثمان، هاني الفكيكي.



تحت عنوان المطالبة بقيام «الحكم الدستوري ودولة القانون» وجه عدد من ممثلي احزاب المعارضة والشخصيات العراقية نداء طالبوا فيه بما يلي:

١- اطلاق الحريات الديمقراطية بما فيها حرية الصحافة وحرية التنظيم الحزبي والنقابي وحرية التجمعات والتظاهرات والاضرابات.

٢- اطلاق سراح جميع المعتقلين السياسيين من مختلف الاتجاهات واعادتهم الى وظائفهم ومصادر عيشهم.

٣- اعادة جميع المهجرين من ابناء الوطن وتعويضهم عن بيوتهم وممتلكاتهم التي صادرتها السلطة الحاكمة.

٤- الغاء المؤسسات القمعية كالامن والمخابرات والاجهزة السرية الاخرى واعادة الاعتبار للقضاء واستقلالته ومحاكمة مرتكبي الجرائم بحق شعبنا المضطهد من مسؤولي هذه المؤسسات واستبدالها بمؤسسات تهتم بأمن الوطن وسلامته وليس بملاحقة ابناء الشعب.

٥- الغاء نظام «الحزب القائد» ومجلس قيادة الثورة والمجلس الوطني وتشكيل حكومة وطنية محايدة تكون مهمتها اجراء انتخابات حرة نزيهة لمجلس نيابي يقوم بسن دستور دائم للبلاد يراعى فيه مبدأ الفصل بين السلطات الثلاث، ويقر بالتعددية الحزبية وتداول السلطة وتحريم احتكارها، ويكفل حرية المواطن وسيادة القانون، ويحمي الشعب العراقي من التمييز الطائفي والعنصري والسياسي.

٦- الاعتراف الكامل بحقوق الشعب الكردي ضمن الوحدة العراقية وتمكينه من الحكم الذاتي الحقيقي طبقاً لما اختاره ابناءؤه في بيان ١١ آذار.

٧- احترام حرية الفكر والعقيدة وتهيئة الفرص لكل مواطن بغض النظر عن انتمائه السياسي او الديني او المذهبي او العرقي في ان يكون لبنة صالحة في بناء مستقبل عراقي مشرف.

٨- تثبيت خيار السلم، وانهاء حالة الحرب مع ايران بتطبيق قرار مجلس الامن رقم ٥٩٨ وحل جميع المشاكل مع جمهورية ايران



AL HAYAT

عرب وأكراد : عشرون عاماً على اتفاق الانذار

البولندي وفي ظل التغييرات الجذرية التي تشهدها دول عديدة في العالم ومنها في المنطقة العربية، تكون من المناسب اعتماد توجه جديد في التعامل مع المشكلة الكردية على أساس الحوار السلمي ونبد استخدام السلاح. وقد يشجع على توجه كهذا أن بغداد اعتمدت أخيراً نتائج تحقيق إصلاحات سياسية ديموقراطية.

وفي هذا الإطار أجرى في الـ ١١ من آذار (مارس) ١٩٧٤، وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

واسعة لتطبيق نصوص الاتفاق على أن يتوجه بانتهاك المادة المقررة بانتخاب برلمان كردي وتحديد ممثل الأكراد نائباً لرئيس الجمهورية.

وكانت الخطوات الأولى مشجعة إذ انشئت أول جامعة كردية في مدينة السليمانية. وبدأت أجهزة التعليم الحكومية في تريس الكردية باعتبارها لغة ثانية للتلاميذ العرب في كل مدارس العراق. وعين وزراء اكراد اقليمياً بموافقة الحزب الديموقراطي الكردستاني الذي كان يتزعمه

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

تاريخياً عندما أعلن اتفاق عرف بـ «بيان ١١ آذار (مارس)» التي الحقوق القومية للأكراد على أساس الحكم الذاتي في إطار الجمهورية العراقية. وكان «البيان» أول وثيقة رسمية تعترف بالحقوق القومية للأكراد لا كـ «مكرمة» من جانب الحكومة المركزية، بل نتيجة للمفاوضات بين هذه الحكومة وحزباً حقيقياً هاد النظام

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

كامران قره داغي*

وكانت الفترة بين آذار (مارس) عام ١٩٧٤ و آذار (مارس) ١٩٧٥ من أكثر الفترات واشتباهاً في تاريخ الأكراد، ومما سبقت بالتحريض والتهديد من قبل الحكومة العراقية على حكومة بغداد التي كانت تسيطر على إقليم كردستان.

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم

في المناطق الجبلية الوعرة ومنعت أي قوات عراقية من الوصول إلى المناطق الحدودية مع إيران. ولعل ما ساعد كثيراً على بقاء السلام، مسلخاً، أن العلاقات الدولية للعراق كانت آنذاك أحادية الطرف. فبغداد كانت وقعت معاهدة الصداقة والتعاون مع الاتحاد السوفياتي وظهرت في الداخل بوادر للتفارب بين حزب البعث الحاكم